

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1907

JX  
3  
A6

RESEARCH  
BIBLIOGRAPHY

47<sup>e</sup> Année. — T. 101. 3<sup>e</sup> SÉRIE. N<sup>os</sup> 1-2. — Vol. I. — 1907

---

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE  
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

---

Georges FARDIS, Directeur

---

XLVII<sup>e</sup> ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

---

TOME CENT UN

---

PARIS

---

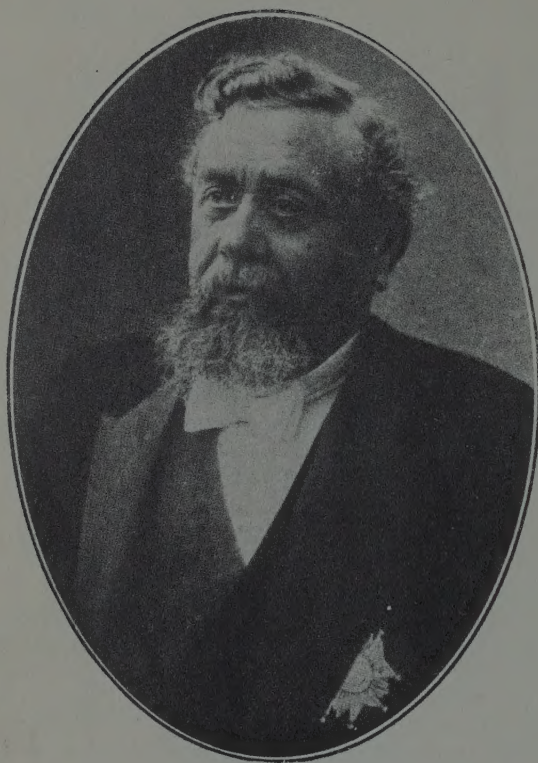
KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden







**M. FALLIÈRES**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Élu le 18 Janvier 1906

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 404.

N<sup>os</sup> 4-2

VOL. I. — 1907.

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

---

#### FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention portant confirmation du Protocole signé à Londres le 27 février 1906 concernant les Nouvelles-Hébrides (1).

[Convention between the United Kingdom and France confirming the Protocol signed at London on February 27, 1906, respecting the New Hebrides (1)].

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Gouvernement de la République Française, ayant résolu, dans un esprit de bonne entente mutuelle, de confirmer le Protocole préparé, en conformité avec la Déclaration du 8 Avril, 1904, par leurs Délégués respectifs concernant les Nouvelles-Hébrides ;

Les Soussignés, le Très Honorable Sir Edward Grey, Baronnet du Royaume-Uni, Membre du Parlement, Principal Secrétaire

The Government of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the Government of the French Republic, having agreed, in a spirit of mutual good-will, to confirm the Protocol, prepared in conformity with the Declaration of the 8th April, 1904, by their respective Delegates concerning the New Hebrides ;

The Undersigned, the Right Honourable Sir Edward Grey, a Baronnet of the United Kingdom, a Member of Parliament, His

---

(1) Échange des ratifications à Londres, le 9 janvier 1907 (Cf. Treaty Series, 1907, n° 3).



d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Étrangères ;

Et son Excellence M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République Française près Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ;

Dûment autorisés à cet effet, confirment le Protocole dressé à Londres le 27 Février, 1906, et dont la teneur suit : —

#### PROTOCÔLE.

Les Soussignés, Marcel Saint-Germain, Sénateur, Président du Conseil d'Administration de l'Office Colonial au Ministère des Colonies, Officier de l'Instruction Publique, Titulaire de la Médaille Coloniale ; Edouard Picanon, Inspecteur Général de Première Classe des Colonies, Gouverneur de la Guyane Française, Officier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Instruction Publique ; Eldon Gorst, Sous-Secrétaire d'Etat Adjoint des Affaires Étrangères, Chevalier Commandeur du Très-Honorable Ordre du Bain ; Hugh Bertram Cox, Sous-Secrétaire d'Etat Adjoint des Colonies, Compagnon du Très-Honorable Ordre du Bain, délégués respectivement par le Gouvernement de la République Française et par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à l'effet de préparer, en exécution de la Déclaration du 8 Avril 1904, concernant les Nouvelles-Hébrides, un arrangement qui mette fin aux difficultés résultant de l'absence de juridiction sur les indigènes des Nouvelles-Hébrides et permette de régler les différends fonciers de leurs ressortissants respectifs dans les dites îles, sont convenus des dispositions suivantes, qu'ils

Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

And his Excellency Monsieur Paul Cambon, Ambassador of the French Republic at the Court of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India ;

Duly authorized to this effect, confirm the Protocol, drawn up at London the 27th day of February, 1906, the text of which is as follows : —

#### PROTOCOL.

The Undersigned, Eldon Gorst, Assistant Under-Secretary of State for Foreign Affairs, Knight Commander of the Most Honourable Order of the Bath ; Hugh Bertram Cox, Assistant Under-Secretary of State for the Colonies, Companion of the Most Honourable Order of the Bath ; Marcel Saint-Germain, Senator, President of the Council of Administration of the Colonial Office at the Ministry of the Colonies, Officer of the Order of Public Instruction, Holder of the Colonial Medal ; Edouard Picanon, Inspector General of the Colonies of the First Class, Governor of French Guiana, Officer of the Legion of Honour, Officer of the Order of Public Instruction, delegated respectively by the Government of His Britannic Majesty and by the Government of the French Republic, in order to draw up, in conformity with the Declaration of the 8th April, 1904, concerning the New Hebrides, an arrangement which shall put an end to the difficulties arising from the absence of jurisdiction over the natives of the New Hebrides and settle the disputes of their respective nationals in the said islands with regard to the landed property, have agreed to

ont résolu de soumettre à l'agrément de leurs Gouvernements respectifs : —

the following provisions, which they have resolved to submit for the approval of their respective Governments : —

#### PRÉAMBULE.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, désirant modifier, en ce qui concerne les Nouvelles-Hébrides, la Convention du 16 Novembre 1887, relative aux Nouvelles-Hébrides et aux îles Sous le Vent de Tahiti, en vue d'assurer l'exercice de leurs droits de souveraineté aux Nouvelles-Hébrides et d'y renforcer pour l'avenir la protection des personnes et des biens, sont convenus des Articles suivants : —

#### PREAMBLE.

The Government of His Britannic Majesty and the Government of the French Republic, being desirous of modifying, as far the New Hebrides are concerned, the Convention of the 16th November, 1887, respecting the New Hebrides and the island leeward of Tahiti, in order to secure the exercise of their paramount rights in the New Hebrides and to assure for the future the better protection of life and property in the Group, have agreed on the following Articles : —

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

#### GENERAL PROVISIONS.

##### ARTICLE I.

##### ARTICLE I.

##### *Régime commun.*

##### *Status.*

(1). L'Archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les Îles de Banks et les Îles de Torrès, formera un territoire d'influence commune, sur lequel les sujets et citoyens des deux Puissances Signataires jouiront de droits égaux de résidence, de protection personnelle et de commerce, chacune des deux Puissances demeurant souveraine à l'égard de ses nationaux, et ni l'une ni l'autre n'exerçant une autorité séparée sur l'Archipel.

(1). The Group of the New Hébrides, including the Banks and Torres Islands, shall form a region of joint influence, in which the subjects and citizens of the two Signatory Powers shall enjoy equal rights of residence, personal protection, and trade, each of the two Powers retaining jurisdiction over its subjects or citizens, and neither exercising a separate control over the Group.

(2). Les ressortissants des tierces Puissances jouiront des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations que les citoyens Français et les sujets Britanniques. Ils auront à opter dans un délai de six mois pour le régime applicable aux ressortissants de l'une ou de l'autre Puissance. A défaut d'option de leur part, les Hauts Commissaires

(2). The subjects or citizens of other Powers shall enjoy the same rights and shall be subject to the same obligations as British subjects or French citizens. They must choose within six months between the legal systems of one of the two Powers. Failing such choice, the High Commissioners mentioned in Article II or their Delegates shall



dont il est parlé à l'article II ci-après ou leurs Délégués détermineront d'office le régime sous lequel ils devront être placés.

(3). Pour tout ce qui ne sera pas contraire aux dispositions de la présente Convention ou des règlements qui seront pris pour en assurer l'exécution, les ressortissants des deux Puissances Signataires, ainsi que les ressortissants des tierces Puissances, conserveront dans toute sa plénitude leur statut personnel et réel dans l'Archipel des Nouvelles-Hébrides.

(4). Les deux Puissances Signataires s'engagent mutuellement à ne pas élever de fortifications dans l'Archipel et à ne pas y établir d'établissements de déportation ou de transportation.

#### ARTICLE II.

##### *Autorités locales. — Police.*

(1). Deux Hauts Commissaires, nommés, l'un par le Gouvernement de la République Française, l'autre par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, représenteront dans l'Archipel les Puissances Signataires.

(2). Chacun des Hauts Commissaires sera assisté d'un Commissaire-Résident, auquel il délèguera, dans la mesure qu'il jugera utile, son autorité et qui le représentera dans l'Archipel lorsqu'il n'y résidera pas.

(3). Les Hauts Commissaires ou leurs Délégués disposeront d'un corps de police ayant un effectif suffisant pour assurer d'une manière efficace la protection des personnes et des biens.

(4). Le corps de police sera divisé en deux sections ayant l'une et l'autre un effectif égal. Chacune des deux sections sera respective-

decide under which system they shall be placed.

(3). In all matters not contrary to the provisions of the present Convention or the regulations made thereunder, the subjects and citizens of the two Signatory Powers and the subjects and citizens of other Powers shall, within the New Hebrides remain subject to the fullest extent to the laws of their respective countries.

(4). The two Signatory Powers undertake not to erect fortifications in the Group and not to establish penal settlements of any kind.

#### ARTICLE II.

##### *Local Authorities. — Police.*

(1). The Signatory Powers shall be represented in the Group by two High Commissioners, one appointed by His Britannic Majesty's Government, the other by the Government of the French Republic.

(2). The High Commissioners shall each be assisted by a Resident Commissioner, to whom they shall delegate their respective powers, in so far as they consider it expedient, and who shall represent them in the Group when they do not reside there.

(3). The High Commissioners or their Delegates shall be provided with a police force of sufficient strength to guarantee effectively the protection of life and property.

(4). The force shall be divided into two divisions of equal strength. Each of these two divisions shall be under the orders of one of the

ment placée sous les ordres de l'un des deux Commissaires-Résidents, qui ne pourra en aucun cas en disposer contrairement aux règles tracées présente Convention.

(5). Lorsqu'il sera nécessaire de faire emploi, partiel ou total, des deux sections du corps, dans les conditions prévues par la présente Convention ou par les règlements destinés à en assurer l'exécution, les Hauts Commissaires ou leurs Délégués en exerceront conjointement la direction.

### ARTICLE III.

#### *Chef-lieu.*

(1). Le siège dans l'Archipel de l'un et de l'autre Gouvernement et du Tribunal Mixte prévu à l'Article X de la présente Convention sera établi à Port-Vila, dans l'Île de Waté.

(2). Les deux Puissances Signataires s'engagent à pourvoir chacune d'une résidence leurs Représentants respectifs et à faire construire conjointement les immeubles nécessaires au logement des membres du Tribunal Mixte, au fonctionnement de ce Tribunal et à celui des services communs.

(3). Les terrains nécessaires à l'édification des dits bâtiments seront acquis conjointement, soit à l'amiable, soit, s'il est nécessaire, par voie d'expropriation.

### ARTICLE IV.

#### *Servicés communs*

(1). Seront considérés comme « services communs » les services de la Police, des postes et télégraphes, des travaux d'intérêt général, des ports et rades, du balisage et des feux de la police sanitaire, et le service financier.

two Resident Commissioners, and shall in no case be employed otherwise than in conformity with the principles laid down by the present Convention.

(5). When it is necessary to employ some or all of both divisions of the force in conformity with the present Convention or of the regulations framed for its execution, the force shall be under the joint direction of the High Commissioners or their Delegates.

### ARTICLE III.

#### *Seat of Government.*

(1). The head-quarters of each Government in the Group and the Joint Court provided for in Article X shall be at Vila, in the Island of Efate.

(2). The two Signatory Powers undertake respectively to provide their Representatives with houses, and shall jointly erect quarters for the members of the Joint Court, together with a court-house, and office for the public services to be undertaken in common.

(3). The land required for these buildings shall be acquired by the two Powers jointly either by agreement or, if necessary, compulsorily.

### ARTICLE IV.

#### *Public Services undertaken in common.*

(1). The following public services shall be undertaken in common: police, posts and telegraphs, public works, ports and harbours, buoys and lighthouses, public health, finance.

(2). Ces services seront organisés et dirigés conjointement par les Hauts Commissaires et par leurs Délégués.

(3). Il sera émis pour les Nouvelles-Hébrides, dans les conditions prévues par les Conventions Internationales relatives aux postes, une série spéciale des figurines postales.

(4). Auront cours légal dans l'Archipel les monnaies Française et Anglaise, ainsi que les billets des banques autorisées par l'une ou par l'autre Puissance.

#### ARTICLE V.

##### *Dispositions financières*

(1). Chacune des deux Puissances Signataires pourvoira aux dépenses de son administration propre dans l'Archipel.

(2). Les dépenses du Tribunal Mixte et des services communs seront acquittées au moyen du produit des taxes locales qui seront établies par les Hauts Commissaires agissant conjointement, du produit des amendes, du produit des postes et de toutes autres recettes d'un caractère commun.

En cas d'insuffisance de ces produits, les deux Puissances Signataires supporteront chacune par moitié le déficit.

#### ARTICLE VI.

##### *Commission Navale Mixte.*

(1). La Commission Navale Mixte prévue par l'Article II de la Convention du 16 Novembre 1887, sera chargée de coopérer au maintien de l'ordre dans l'Archipel.

(2). Hors les cas d'urgence, son action ne s'exercera que sur réquisition concertée des deux Hauts Commissaires ou de leurs Délégués.

(2). These public services shall be organized and directed by the High Commissioners and their Delegates jointly.

(3). Special postage stamps shall be issued for the New Hébrides, in conformity with the International Postal Convention.

(4). English and French money and bank-notes authorized by either Power shall be legal tender in the Group.

#### ARTICLE V.

##### *Financial Provisions.*

(1). Each of the two Signatory Powers shall defray the expenses of its own administration in the Group.

(2). The expenses of the Joint Court and of the public services undertaken in common shall be defrayed out of local taxes, to be imposed by the High Commissioners jointly, the receipts from fines and from the postal service, and all other revenue of a joint character.

In the event of the revenue from the above proving insufficient, the two Signatory Powers shall each pay one-half of the deficit.

#### ARTICLE VI.

##### *Joint Naval Commission.*

(1). It shall be the duty of the Joint Naval Commission established by Article II of the Convention of the 16th November, 1887, to co-operate in maintaining order in the Group.

(2). Except in case of urgency, it shall only act on the joint request of the two High Commissioners or their Delegates.



(3). Les dispositions de la Convention du 16 Novembre 1887, ainsi que celles de la Déclaration signée à Paris le 29 Janvier 1888 entre le Gouvernement Français et le Gouvernement Britannique, continueront à être observées, pour tout ce qui ne sera pas contraire à la présente Convention. Il en sera de même du Règlement adopté le 26 Janvier 1888, par les deux Gouvernements pour servir d'instructions à la Commission Navale Mixte.

(4). La Commission Navale Mixte adressera copie de ses rapports sur ses opérations à chacun des deux Hauts Commissaires et à chacun des deux Commissaires Résidents.

#### ARTICLE VII.

##### *Législation. — Règlements.*

Les Hauts Commissaires auront le pouvoir d'édicter conjointement, pour le maintien de l'ordre et la bonne administration, ainsi que pour les mesures d'exécution nécessitées par la présente Convention, des règlements locaux applicables à tous les habitants de l'Archipel, et de sanctionner ces règlements par des pénalités n'excedant pas un mois de privation de liberté et 500 francs d'amende.

#### ARTICLE VIII.

##### *Administration des Indigènes.*

(1). Par le mot « indigène, » on entend dans la présente Convention toute personne de race Océanienne ne ressortissant pas, d'après son statut personnel, soit comme citoyen, soit comme sujet ou protégé, de l'une des deux Puissances Signataires.

(2). Aucun indigène, dans le sens ainsi défini, ne pourra acquérir dans l'Archipel la qualité de

(3). The Convention of the 16th November, 1887, the Declaration signed in Paris on the 26th January, 1888, between the British and French Governments, and the Regulations adopted on the same day by the two Governments as instructions for the Joint Naval Commission, shall remain in force, except where contrary to the present Convention.

(4). The Joint Commission shall send copies of the reports on its operations to each of the two High Commissioners and to each of the two Resident Commissioners.

#### ARTICLE VII.

##### *Legislation. — Regulations.*

The High Commissioners shall have power to issue jointly, for the peace, order, and good government of the Group, as well as for the execution of the measures resulting from the present Convention, local regulations binding on all the inhabitants of the Group, and to enforce such regulations by penalties not exceeding one month's imprisonment or a fine of 20/.

#### ARTICLE VIII.

##### *Native Administration.*

(1). In the present Convention « native » means any person of the aboriginal races of the Pacific who is not a citizen or subject or under the protection of either of the two Signatory Powers.

(2). No native, as defined above, shall acquire in the Group the status of subject or citizen or be

ressortissant de l'une des deux Puissances Signataires.

(3). Les Hauts Commissaires et leurs Délégués auront autorité sur les Chefs des tribus indigènes. Ils auront, en ce qui concerne ces tribus, le pouvoir d'édicter des règlements d'administration et de police et d'en assurer l'exécution.

(4). Ils devront respecter les mœurs et les coutumes des indigènes, pour tout ce qui ne sera pas contraire au maintien de l'ordre et à l'humanité.

under the protection of either of the two Signatory Powers.

(3). The High Commissioners and their Delegates shall have authority over the native Chiefs. They shall have power to make administrative and police regulations binding on the tribes, and to provide for their enforcement.

(4). They shall respect the manners and customs of the natives, where not contrary to the maintenance of order and the dictates of humanity.

#### ARTICLE IX.

##### *Etat civil des Indigènes.*

(1). Les personnes désignées par les Hauts Commissaires ou par leurs Délégués pour recevoir les déclarations de naissance, de mariage ou de décès, chacun en ce qui concerne leurs propres ressortissants, recevront et inscriront sur leurs registres toutes déclarations de même nature que voudront leur faire les indigènes en vue de se constituer en état civil.

(2). Les actes ainsi dressés seront centralisés sur des registres tenus au Greffe du Tribunal Mixte.

#### ARTICLE IX.

##### *Civil Status of the Natives.*

(1). The persons appointed by the High Commissioners or their Delegates to receive declarations of births, deaths, and marriages for the subjects or citizens of their respective countries shall receive and enter on their registers all declarations of the same character which natives may wish to make for the purpose of acquiring civil status.

(2). Entries so made shall be kept in a general register at the Registry of the Joint Court.

#### TRIBUNAL MIXTE.

#### ARTICLE X.

##### *Composition.*

(1). Il sera établi un Tribunal Mixte, composé de trois Juges, dont un Président. Un quatrième Magistrat représentera le Ministère Public, et procédera à tous les actes d'instruction.

Le Tribunal sera assisté d'un Greffier et du personnel auxiliaire nécessaire.

(2). Chacun des deux Gouvernements nommera un Juge.

Il sera demandé à Sa Majesté

#### JOINT COURT.

#### ARTICLE X.

##### *Composition.*

(1). A Joint Court shall be established, consisting of three Judges, of whom one shall be President. A fourth officer shall act as Public Prosecutor, and shall have charge of the preliminary enquiries.

The Court shall be provided with a Registrar and the requisite staff.

(2). Each of the two Governments shall appoint one Judge.

His Majesty the King of Spain



le Roi d'Espagne de désigner le troisième, qui sera le Président du Tribunal. Il en sera de même pour le Magistrat chargé de représenter le Ministère Public. Ces deux Magistrats ne devront être ni citoyens Français ni sujets Britanniques.

Le Greffier et le personnel auxiliaire seront nommés par le Président.

(3). Si l'un des Gouvernements croit avoir un sujet de plainte à l'égard du Président du Tribunal Mixte, ou de Magistrat chargé de représenter le Ministère Public, il en avisera l'autre Gouvernement.

Si les deux Gouvernements sont d'accord, ils prieront Sa Majesté le Roi d'Espagne de désigner un l'autre titulaire de la fonction.

En cas de désaccord, Sa Majesté le Roi d'Espagne appréciera s'il y a lieu de donner suite à la plainte et de maintenir ou de remplacer le Magistrat déféré.

(4) Les dispositions relatives aux traitements, aux passages, aux congés, aux remplacements par interim, et, d'une manière générale, à tout ce qui concerne le fonctionnement du Tribunal Mixte, seront réglées d'un commun accord par les deux Gouvernements.

#### ARTICLE XI.

##### *Assesseurs.*

(1). Lorsque le Tribunal Mixte jugera en matière criminelle, il s'adjoindra quatre Assesseurs pris parmi les habitants notables non-indigènes de l'Archipel.

(2). Les Assesseurs seront désignés par le sort sur une liste établie de concert par les Hauts Commissaires ou par leurs Délégués au commencement de chaque année.

(3). Les Assesseurs auront voix délibérative pour l'appréciation de

shall be invited to appoint the third, who shall be President of the Court. The officer who acts as Public Prosecutor shall be appointed in the same manner. Neither of these two officers shall be a British subject or a French citizen.

The Registrar and the staff shall be appointed by the President.

(3). If either of the two Governments considers that it has a cause of complaint against the President of the Joint Court, or the officer acting as Public Prosecutor, it shall inform the other Government.

If both Governments agree, they shall request His Majesty the King of Spain to appoint another person to fill the post.

If they disagree, His Majesty the King of Spain shall determine whether the complaint is justified, and whether the officer complained of shall be retained or superseded.

(4). The arrangements as to salaries, travelling allowances, leave, acting appointments, and, in general, all matters relating to the working of the Joint Court, shall be settled by common agreement between the two Governments.

#### ARTICLE XI.

##### *Assessors.*

(1). In the trial of criminal cases, the Joint Court shall be assisted by four Assessors, taken from the leading non-native inhabitants of the Group.

(2). The Assessors shall be chosen by lot from a list drawn up jointly by the High Commissioners or their Delegates at the beginning of each year.

(3). The Assessors shall have a vote in deciding the question of the

la culpabilité et voix consultative seulement pour l'application de la peine.

(4). Le représentant du Ministère Public et le défenseur pourront récuser les Assesseurs jusqu'à concurrence de deux chacun.

guilt of the accused, but a consultative voice only in deciding the sentence.

(4). The prosecutor and the defendant may each challenge two of the Assessors.

## ARTICLE XII.

### *Compétence.*

Le Tribunal Mixte aura compétence : —

(1). En matière civile et commerciale :

(A). Pour tous les litiges immobiliers dans l'Archipel ;

(B). Pour les litiges de toute nature entre indigènes et non-indigènes.

(2). En matière correctionnelle ou criminelle :

Pour tout délit ou crime commis par des indigènes à l'égard des non-indigènes.

(3). D'une manière générale :

Pour les infractions spéciales prévues par la présente Convention ou par les règlements destinés à en assurer l'exécution.

## ARTICLE XIII.

### *Lois applicables.*

La loi applicable sera : —

(1). En matière civile et commerciale :

(A). Pour les litiges immobiliers, les règles spéciales tracées par la présente Convention ;

(B). Pour les autres litiges, la loi applicable à la partie non-indigène, d'après son statut personnel ou le statut résultant du régime sous lequel elle aura été placée.

(2). En matière correctionnelle ou criminelle :

La loi applicable au non-indigène victime du délit ou du crime.

## ARTICLE XII.

### *Jurisdiction.*

The Joint Court shall have jurisdiction : —

(1). In civil (including commercial) cases :

(A). Over all suits respecting land in the Group ;

(B). Over suits of every kind between natives and non-natives.

(2). In police and criminal cases :

Over every offence or crime committed by natives against non-natives.

(3). Generally :

Over the particular offences constituted by the present Convention or the regulations framed for the purpose of carrying it out.

## ARTICLE XIII.

### *Law applicable.*

The law applied shall be : —

(1). In civil (including commercial) cases :

(A). For land disputes, the principles laid down by the present Convention ;

(B). For other disputes, the law of the country to which the non-native party belongs or the legal system made applicable to him.

(2). In police and criminal cases :

The law applicable to the non-native party injured.

## (3). En matière d'infractions :

Les règles spéciales tracées par la présente Convention ou par les règlements destinés à en assurer l'exécution.

## ARTICLE XIV.

*Procédure.*

(1). La procédure suivie devant le Tribunal Mixte aura pour bases les règles ci-après : —

(A). En matière civile et commerciale, celles de la procédure suivie : en France, devant les justices de paix ; en Angleterre, devant les tribunaux de comté ;

(B). En matière correctionnelle, celles du mode d'instruction et de jugement en usage : En France, devant les tribunaux de simple police ; en Angleterre, devant les tribunaux de justice sommaire ;

(C). En matière criminelle, celles du mode d'instruction et de jugement en usage : En France, devant les tribunaux correctionnels ; en Angleterre, devant les tribunaux de « quarter sessions ».

(2). Le Tribunal Mixte déterminera lui-même, et fixera, par un texte qui sera publié dans l'Archipel, les modifications à apporter à ces règles tant en raison des nécessités locales et des différences existant entre les deux Législations, qu'en raison des dispositions de la présente Convention.

## ARTICLE XV.

*Caractère définitif  
des Jugements.*

Les jugements du Tribunal Mixte seront définitifs.

## ARTICLE XVI.

*Frais et Honoraires.*

(1). Le Tribunal fixera le tarif des frais de toute nature se

## (3). In the case of other offences:

The principles laid down by the present Convention or by the regulations framed for the purpose of carrying it out.

## ARTICLE XIV.

*Procedure.*

(1). The procedure before the Joint Court shall be based on the following : —

(A). In civil (including commercial) cases, the procedure followed : In England, in county courts ; in France, before « justices de paix » :

(B). In police cases, the procedure employed : In England, in courts of summary jurisdiction ; in France, in police courts ;

(C). In criminal cases, the procedure employed : In England, in courts of quarter sessions ; in France, in correctional courts.

(2). The Joint Court shall determine and publish in the Group the modifications in the rules of procedure which may be necessitated by local circumstances, by the differences between the two systems of law, and by the provisions of the present Convention.

## ARTICLE XV.

*Finality of Judgments.*

The judgments of the Joint Court shall be final.

## ARTICLE XVI.

*Fees and Costs.*

(1). The Court shall prescribe a table of fees to be taken in cases

rapportant aux affaires dont il connaît, ainsi qu'à l'immatriculation des propriétés immobilières.

(2). Il taxera ces frais, ainsi que les honoraires des défenseurs.

with which it deals, and for the registration of titles to land.

(2). It shall determine the amount to be paid in respect of these fees and in respect of counsel's fees.

#### ARTICLE XVII.

##### *Défenseurs.*

(1). Toute partie pourra être assistée d'un défenseur devant le Tribunal Mixte.

(2). Sauf l'exception prévue au § 3 ci-après, tout défenseur devra avoir été au préalable agréé par le Tribunal. Le Tribunal aura la faculté de suspendre ou de retirer le droit de plaider.

(3). Les Hauts Commissaires ou leurs délégués désigneront conjointement un défenseur d'office pour assister et représenter devant le Tribunal Mixte tout indigène qui aura à ester en justice ou qui sera inculpé dans une affaire correctionnelle ou criminelle.

Les honoraires de ce défenseur d'office, taxés conformément à l'Article XVI ci-dessus, seront imputés au budget commun.

(4). L'indigène pourra, en outre, se faire assister, s'il le désire, par un autre défenseur à son choix.

#### ARTICLE XVII.

##### *Counsel.*

(1). A party may appear before the Joint Court by counsel.

(2). With the exception specified in section 3 hereafter, every counsel must be first approved by the Court. The Court shall be empowered to suspend or withdraw the right of pleading.

(3). The High Commissioners or their Delegates shall jointly appoint an official advocate to assist and represent before the Joint Court any native engaged in any suit or charged in a police or criminal case.

The fees of the official advocate, payable as prescribed by Article XVI above, shall be included in the joint budget.

(4). A native may, however, if he so desires, be assisted by any other advocate whom he may select.

#### ARTICLE XVIII.

##### *Langues officielles.*

Les langues officiellement usitées devant le Tribunal Mixte seront la langue Française et la langue Anglaise. Les débats seront interprétés, et la rédaction des jugements devra être faite dans les deux langues lorsque le procès aura lieu entre ressortissants Français et Anglais. Les registres du Greffe devront être tenus dans les deux langues.

#### ARTICLE XVIII.

##### *Official Languages.*

Either the English or French language may be employed in proceedings before the Joint Court. In a suit between British subjects and French citizens, the proceedings shall be interpreted and the judgments shall be drawn up in both languages. The registers of the Court shall be kept in both languages.



## ARTICLE XIX.

*Exécution des Jugements  
du Tribunal Mixte.*

(1). L'exécution des jugements sera suivie, et il y sera procédé :

(A). En matière de litiges immobiliers, par les Hauts Commissaires ou leurs Délégués agissant conjointement ;

(B). En matière civile et commerciale, à l'exception des litiges immobiliers, en matière correctionnelle ou criminelle, et en matière d'infractions, par le Haut Commissaire ou le Commissaire-Résident de la Puissance dont relève la partie non-indigène ou la victime du crime ou du délit ;

(C). En matière d'infractions commises par des indigènes, soit par les Commissaires-Résidents agissant conjointement, soit par les personnes qu'ils auront conjointement désignées à cet effet.

(2). L'autorité chargée de l'exécution de la peine en matière criminelle ou correctionnelle pourra en accorder réduction ou remise totale.

## ARTICLE XX.

*Juridictions nationales.*

(1). Les deux Gouvernements s'engagent à instituer chacun dans l'Archipel, dans des conditions respectivement conformes à l'organisation judiciaire générale de chacun des deux pays, un Tribunal ayant compétence, sous les réserves et exceptions prévues à la présente Convention, pour tous les litiges civils et commerciaux.

(2). En matière civile et commerciale, les litiges entre non-indigènes, sauf les litiges immobiliers, seront portés devant le Tribunal sous la juridiction compétente duquel sera placé le défendeur.

## ARTICLE XIX.

*Execution of the Judgments  
of the Joint Court.*

(1). The execution of judgments shall be provided for :

(A). In the case of land disputes, by the High Commissioners or their Delegates acting in concert ;

(B). In civil cases, other than land disputes, and in police or criminal cases, or breach of regulations, by the High Commissioner or the Resident Commissioner of the country to which the non-native party or the injured person belongs ;

(C). In the case of other offences committed by natives, either by the Resident Commissioners acting jointly or by officers jointly appointed for this purpose.

(2). The authority charged with the execution of the penalty in a criminal or police case may reduce or remit such penalty.

## ARTICLE XX.

*National Jurisdiction.*

(1). The two Governments mutually undertake to establish in the Group in conformity with their existing legal systems, Courts with jurisdiction over all civil suits, subject to the reservations and exceptions laid down in the present Convention.

(2). Civil suits between non-natives, other than land suits, shall be brought before the Court having jurisdiction over the defendant.



(3). En matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, les non-indigènes seront déférés à la juridiction compétente en raison de leur nationalité ou du régime sous lequel ils auront été placés.

#### ARTICLE XXI.

*Causes portées d'un commun accord devant le Tribunal Mixte.*

(1). Les non-indigènes, d'une part, et les indigènes, d'autre part, pourront, d'un commun accord entre les parties, porter leurs litiges devant le Tribunal Mixte.

(2). Dans les causes entre non-indigènes, la loi applicable sera celle du défendeur : il en sera de même pour la procédure, avec les tempéraments prévus à l'Article XIV ci-dessus.

(3). Dans les causes entre indigènes, le Tribunal jugera en équité, en s'inspirant autant que possible de la coutume indigène et des principes généraux du droit. Il déterminera lui-même, suivant les circonstances, les règles de procédure, en les réduisant au minimum compatible avec le souci d'une bonne distribution de la justice.

#### RÉGIME IMMOBILIER.

#### ARTICLE XXII.

*Litiges immobiliers entre Non-indigènes et Indigènes.*

(1). En matière de litiges immobiliers, les droits des non-indigènes seront prouvés soit par l'occupation, soit par des titres établissant vente ou cession.

(2). Lorsqu'elle sera seule invoquée comme base de la propriété, l'occupation devra être rendue manifeste par des signes évidents et matériels, tels que : constructions, plantations, cultures diverses, élevage de bétail, travaux

(3). In criminal cases, non-natives shall be justiciable by the Court of their own nationality or the nationality applied to them.

#### ARTICLE XXI.

*Suits brought by consent before the Joint Court.*

(1). Both non-natives and natives may, where the parties consent, bring their suits before the Joint Court.

(2). In suits between non-natives, the law applicable to the defendant shall be applied; the same rule shall be followed with regard to procedure, subject to Article XIV above.

(3). In suits between natives, the Court shall decide according to substantial justice, respecting, as far as possible, the native customs and the general principles of law. It may determine, as required, the procedure to be followed, reducing it to the minimum consistent with the proper administration of justice.

#### PROVISIONS RELATING TO LAND.

#### ARTICLE XXII.

*Land Suits between Non-natives and Natives.*

(1). In land suits, the rights of non-natives may be proved either by occupation or by titles-deeds establishing the sale or grant of the land in question.

(2). When occupation is made the sole ground of a claim to ownership, visible and material proofs must be forthcoming, such as buildings, plantations, cultivation, cattle-rearing, improvements, clearing, or fencing. Occupation

d'aménagement ou d'amélioration, défrichements, clôtures. Elle devra être de bonne foi et avoir été continuée pendant une période de trois années au moins.

(3). Lorsque seront invoqués à la fois, pour la justification de la propriété d'une terre, un titre et l'occupation, le Tribunal recherchera si le détenteur du titre a réellement affirmé sa possession par des faits matériels d'appréhension, tels que : mise en valeur, même partielle, sous une forme quelconque; construction de routes, de ponts, ou de sentiers; levés de plans; opérations de bornage; pose de poteaux indicateurs de limites; usage régulier des produits naturels; actes divers attestant publiquement l'usage du droit de propriété. Le tribunal appréciera dans quelle mesure l'importance de ces faits peut être considérée comme correspondant à l'étendue de l'immeuble contesté, et, suivant le cas, confirmera la propriété pour tout ou partie de l'immeuble.

(4). Lorsque la justification de la propriété d'une terre ne sera fondée que sur un titre, et que ce titre, ou bien aura été soit déposé dans une étude de notaire, soit enregistré à la Nouvelle-Calédonie, aux Îles Fidji ou aux Nouvelles-Hébrides à une date postérieure au 31 Décembre 1895, ou bien, quelle que soit la date du titre, n'aura été ni déposé dans une étude de notaire, ni enregistré, ce titre ne pourra être infirmé que s'il est prouvé : —

(a). Que le contrat n'a pas été signé par le vendeur ou le cédant, ou par quelque personne valablement autorisée par lui, ou que, le vendeur ou le cédant n'ayant pas pu ou n'ayant pas su signer, le contrat ne porte pas, soit la signature de deux témoins, soit

must be *bonâ fide*, and have been continuous during three years at least.

(3). When the claim to a property is based on a title-deed coupled with occupation, the Court shall endeavour to ascertain whether the holder of the title-deed has substantially asserted his occupation by material acts showing that he has taken possession, such as : improvement of the land in any manner, even in part; construction of roads, bridges, or paths; surveys; delimitation; erection of signposts to mark boundaries; habitual enjoyment of the produce; or other acts proving open exercise of the right of ownership. The Court shall decide how far these acts can be held to cover the whole extent of the property in dispute, and shall confirm the claim in whole or in part accordingly.

(4). When the claim to a property is founded on a title-deed alone, and this title-deed has been either lodged in a notary's office or registered in New Caledonia, Fiji, or the New Hebrides, at a date subsequent to the 31st December, 1895, or else on a title-deed which, whatever its date, has not been lodged in a notary's office or registered, this title-deed can only be rendered void if it is proved : —

(a). That the agreement is not signed by the vendor or grantor, or by some person duly authorized by him, or that if the vendor or grantor did not know how to write or was incapable of signing, the agreement is not attested by two witnesses or in some other manner that esta-

toute autre attestation pouvant faire foi d'après la législation Française ou Anglaise ;

(b). Que le vendeur ou le cédant n'a pas compris la portée du contrat ;

(c). Que le contrat a été obtenu par fraude, par violence, ou par d'autres moyens illégitimes ;

(d). Que les clauses et conditions du contrat n'ont pas été exécutés ;

(e). Que l'immeuble cédé ou vendu n'appartenait pas au vendeur ou cédant ou à sa tribu.

Si le Tribunal juge que les droits du vendeur ou cédant ou de sa tribu ne s'étendaient qu'à une partie de l'immeuble contesté, il reconnaîtra la vente ou cession pour cette partie, et il en fixera les limites.

(5). Lorsque le titre établissant la vente ou la cession de l'immeuble contesté aura été soit déposé dans une étude de notaire, soit enregistré à la Nouvelle-Calédonie, aux Iles Fidji, ou aux Nouvelles-Hébrides, à une date antérieure au 1<sup>er</sup> Janvier 1896.

(A). La réclamation ne sera pas recevable :

(a). Si le réclamant ne fait pas la preuve, suivant qu'il agit en son propre nom et pour son compte personnel ou comme Chef de sa tribu et pour le compte de celle-ci, qu'il possède ou que sa tribu possède sur l'immeuble objet du litige un droit effectif de jouissance et d'usage, et que ce droit se trouve lésé. Si ce droit ne s'applique qu'à une partie du domaine contesté, le Tribunal n'examinera la réclamation que pour cette partie, et, au besoin, la délimitera ;

(b). S'il est prouvé qu'antérieurement au 1<sup>er</sup> Janvier 1896, l'immeuble a été l'objet d'un contrat impliquant que le titre s'appliquait

blishes its authenticity according to English or French law ;

(b). That the vendor or grantor did not understand the effect of the agreement ;

(c). That the agreement was obtained by fraud, violence, or other improper means ;

(d). That the terms and conditions of the agreement have not been fulfilled ;

(e). That the land sold was not the land of the vendor or grantor or his tribe.

If the Court finds that the rights of the vendor or grantor extended only to part of the land in dispute, it may recognize the sale or grant to the extent of such part, and fix the boundaries thereof.

(5). Whem the title-deed establishing the sale or grant of the land in dispute has been either lodged in a notary's office or registered in New Caledonia, Fiji, or the New Hebrides, at a date prior to the 1st January, 1896.

(A). The right of action cannot be admitted :

(a). Unless the claimant can prove, according as he acts in his own name or in his own personal interests or as Chief of his tribe and in its interests, that he or his tribe have a present right to the occupation of the land in dispute, and that this right would be infringed. If this right extends to part only of the property in dispute, the Court shall only entertain the action as to this part, if necessary, fixing the boundaries thereof ;

(b). If it is proved that prior to the 1st January, 1896, a transaction took place indicating that the title-deed applied to a property held



à un bien possédé légitimement et de bonne foi ; notamment, s'il a été régulièrement et de bonne foi transmis à titre onéreux entre non-indigènes d'après les règles et suivant les formes prévues par la législation des peuples civilisés.

Si, dans un tel cas, le Tribunal considère néanmoins comme lésés les droits du réclamant indigène ou de sa tribu, il pourra, tout en confirmant le titre, ordonner le paiement à la partie indigène lésée d'une équitable indemnité ou attribuer à cette partie une réserve de terrains, ainsi qu'il est énoncé en règle générale à l'Article XXIV ci-après.

(B). Lorsque, la réclamation ayant été déclarée recevable, l'affaire sera jugée au fond, le titre ne pourra être infirmé que s'il est prouvé :

(a). Que le contrat n'a pas été signé par le vendeur ou le cédant ou par quelque personne valablement autorisée par lui, ou que, le vendeur ou le cédant n'ayant pas pu ou n'ayant pas su signer, le contrat ne porte pas, soit la signature de deux témoins, soit toute autre attestation pouvant faire foi d'après la législation Française ou Anglaise ;

(b). Que le contrat a été obtenu par fraude, par violence, ou par d'autres moyens illégitimes ;

(c). Que l'immeuble cédé ou vendu n'appartenait pas au vendeur ou cédant ou à sa tribu.

Si le Tribunal juge que les droits du vendeur ou cédant ou de sa tribu ne s'étendaient qu'à une partie de l'immeuble contesté, il reconnaîtra la vente ou la cession pour cette partie, et il en fixera les limites. Dans tous les cas où la mauvaise foi de l'acquéreur ne sera pas démontrée, le Tribunal pourra valider

lawfully and in good faith ; in particular, if it has been conveyed regularly and in good faith between non-natives for valuable consideration in accordance with the regulations and forms prescribed by the law of civilized peoples.

If in such a case the Court should, nevertheless, consider that the rights of the native claimant or his tribe would be infringed, it may, while confirming the title, order the payment of reasonable compensation to the said native party, or may reserve a portion of the land for this party in conformity with the general declaration contained in Article XXIV hereafter.

(B). When the right of action is admitted, and the case is considered on the merits, the title-deed can only be invalidated if it is proved :

(a). That the agreement is not signed by the vendor or grantor, or by some person duly authorized by him, or that, if the vendor or grantor did not know how to write, or was incapable of signing, the agreement is not attested by two witnesses or in some other manner that establishes its authenticity according to English or French law ;

(b). That the agreement was obtained by fraud, violence, or other improper means ;

(c). That the land granted or sold was not the land of the vendor or grantor or his tribe.

If the Court finds that the rights of the vendor or grantor or his tribe extended only to a part of the land in dispute, it may recognize the sale or grant to the extent of that part, and fix the boundaries thereof. The Court may, in any case except where bad faith has been proved on the part of the grantee, confirm

le titre pour tout ou partie de l'immeuble, en réservant, s'il y a lieu, aux réclamants indigènes une étendue de terre suffisante pour leurs besoins, et en déterminant les servitudes de libre passage ou autres à leur assurer sur l'ensemble de l'immeuble.

#### ARTICLE XXIII.

##### *Litiges immobiliers entre Non-indigènes.*

(1). Lorsque l'origine indigène de la propriété ne sera pas en cause, les règles à observer par le Tribunal seront celles du droit applicable au défendeur en raison de son statut personnel et réel.

(2). Si l'origine indigène de la propriété est en cause, les Règles énoncées à l'Article XXII ci-dessus seront observées par le Tribunal pour tout ce qui aura trait à cette origine.

Dans le cas prévu au même Article (5 (A), (b), 2<sup>me</sup> alinéa) le Tribunal désignera, s'il y a lieu, celle des parties non-indigènes en cause à laquelle incombera le paiement de l'indemnité.

(3). Quand le Tribunal, au moyen des éléments d'appréciation qui lui seront fournis, ne croira pas pouvoir se prononcer en connaissance de cause sur l'origine de la propriété, — lorsque, par exemple, mis en présence de deux ou de plusieurs titres, il ne se trouvera pas en mesure d'en confirmer un quant à l'origine de la propriété, — le Tribunal jugera suivant les faits de la cause, en tenant compte dans une juste mesure de la priorité de titre.

#### ARTICLE XXIV.

##### *Dispositions diverses communes à tous les Litiges immobiliers.*

(1). Dans le cas où un immeuble acquis de bonne foi aura été amé-

the title to the whole or part of the property, subject to the reservation for the native claimants, if the circumstances require it, of sufficient land for their needs, and the determination of the rights of way or other easements to be secured to them over the whole property.

#### ARTICLE XXIII.

##### *Land Suits between Non-natives.*

(1). When no question arises as to the original land transaction with the natives, the Court shall be bound by the laws of the defendant's country.

(2). Whenever questions do arise as to the original transaction with the native, the Regulations laid down in Article XXII shall be observed by the Court in all that concerns that transaction.

In cases covered by the same Article (5 (A), (b), 2<sup>nd</sup> paragraph) the Court shall indicate, if necessary, by which of the non-native litigants the payment of compensation is due.

(3). When the Court, upon the evidence before it, considers that it cannot decide the questions that arise as to the original transaction with the natives—as, for instance, when it is confronted with two or more title-deeds, neither of which it is able to confirm as giving a good title—the Court shall decide according to the circumstances of the case, due regard being paid to priority of title.

#### ARTICLE XXIV.

##### *Provisions common to all Land Suits.*

(1). In cases where land acquired in good faith has been improved



lioré ou cultivé en vertu d'un titre se trouvant entaché de vice, ce titre pourra être confirmé en tout ou en partie moyennant le paiement par l'occupant aux ayants droit d'une indemnité dont le montant sera fixé par le Tribunal.

(2). Si le Tribunal croit devoir prononcer l'éviction d'un occupant de bonne foi, il pourra ordonner le paiement à cet occupant d'une indemnité équitable.

(3). Toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, le Tribunal pourra attribuer aux réclamants indigènes des réserves de terrains en rapport avec leurs besoins, et déterminer des servitudes propres à leur assurer la libre jouissance de ces réserves.

(4). Tout occupant ou détenteur de titre évincé jouira, dans le cas de vente ou de cession ultérieure de l'immeuble, et à moins que sa mauvaise foi n'ait été établie, d'un droit de préférence à tous autres pour le rachat de l'immeuble dont il aura été évincé. S'il y a désaccord entre le propriétaire et l'occupant ou le détenteur de titre évincé pour la fixation du prix de rachat, ce prix sera déterminé d'office par le Tribunal. S'il existe plusieurs personnes évincées pouvant prétendre à l'exercice du droit de préférence ci-dessus prévu, le Tribunal fixera, d'après les faits de la cause, l'ordre dans lequel ces personnes seront successivement admises à faire valoir ce droit.

(5). Lorsqu'un titre afférent à une propriété contestée ne contiendra pas une description suffisante de l'immeuble, le Tribunal en fixera, après enquête, la situation et les limites.

(6). Tous les litiges immobiliers portés devant le Tribunal feront de sa part l'objet d'un préliminaire de conciliation.

or cultivated on the strength of a title which is found to be defective, this title may be confirmed in whole or in part upon the payment by the occupier to the person or persons entitled thereto of an indemnity, the amount of which shall be determined by the Court.

(2). If the Court considers it necessary to decree the eviction of a *bonâ fide* occupier, it may order the payment of reasonable compensation to him.

(3). Whenever it shall consider it necessary, the Court may assign to native claimants reserves of land in proportion to their requirements, and may determine the easements necessary to secure to them the full enjoyment of these reserves.

(4). An occupier or holder of a title-deed who has been evicted shall, in the case of subsequent sale or grant of land and unless his bad faith has been established, enjoy a prior claim to the repurchase of the property from which he has been evicted. If the owner and the occupier or holder of a title-deed who has been evicted should disagree as to the amount to be fixed as the price of repurchase, the Court shall determine the amount. If there are several evicted persons claiming to exercise the prior right above specified, the Court shall fix, according to the facts of the case, the order in which these persons shall be entitled to exercise this right.

(5). When a title-deed to a disputed property does not contain an adequate description of the land, the Court shall investigate and determine the situation and boundaries thereof.

(6). It shall be the first duty of the Court, in all land suits, to endeavour to effect an amicable arrangement between the litigants.

(7). D'une manière générale, le Tribunal devra, dans ces décisions, s'inspirer également des intérêts des populations indigènes et de ceux des acquéreurs non-indigènes dont la mauvaise foi ne sera pas établie.

#### ARTICLE XXV.

##### *Transcription des Jugements.*

(1). Lorsque le Tribunal aura prononcé la validité d'une revendication conformément aux prescriptions ci-dessus, le jugement ainsi rendu sera transcrit d'office sur un registre d'immatriculation.

Cette transcription devra énoncer :

(A). La situation, l'étendue, les limites de l'immeuble ;

(B). La nature des droits accordés et les charges y afférentes.

(2). L'expédition de l'acte de transcription servira au bénéficiaire de titre définitif de propriété.

#### ARTICLE XXVI.

##### *Immatriculation des Titres de Propriété.*

(1). Toute personne pourra, même en l'absence de tout litige, requérir du Tribunal la transcription sur le registre d'immatriculation dont il vient d'être parlé d'un titre de propriété lui profitant, et en obtenir une expédition dûment certifiée.

(2). Ces requêtes à fin d'immatriculation seront publiées par les soins du Tribunal suivant les formes qu'il déterminera. Elles seront admises comme valables et fondées si, dans un délai d'un an à partir de leur publication, elles ne sont l'objet d'aucune contestation. Dans le cas contraire, le Tribunal statuera sur elles conformément aux stipulations des Articles XXII, XXIII et XXIV ci-dessus, et l'action

(7). Generally, the Court shall in its decisions, pay due regard to the interests of the natives populations and those of the non-native purchasers whose bad faith has not been established.

#### ARTICLE XXV.

##### *Entry of Judgments.*

(1). When the Court, in conformity with the above regulations, shall have decided that a claim is valid, its decision shall be entered in a land register.

This entry shall declare :

(A). The situation, extent, and boundaries of the land in question ;

(B). The nature of the rights granted, and any limitations thereof.

(2). A copy of the entry shall constitute a conclusive title to land.

#### ARTICLE XXVI.

##### *Registration of Titles.*

(1). Any person may, though no dispute exists, require the Court to enter in the above-mentioned register a title-deed in his favour, and may obtain a copy thereof duly certified.

(2). The Court shall cause the applications for registration to be published in the prescribed form. They shall be complied with and given effect to unless, within a period of one year from the date of their publication, they have been opposed. In case of opposition, the Court shall deal with them in accordance with the provisions of Articles XXII, XXIII, and XXIV above, and action must be taken by the

devra être portée par le contestant devant le Tribunal dans le délai de six mois, sous peine de forclusion.

(3). Les expéditions délivrées conformément aux prescriptions ci-dessus constitueront des titres transmissibles par voie d'endossement. Aucune charge nouvelle ni aucune transmission de propriété ne pourra affecter l'immeuble si elle n'a au préalable été mentionnée au registre d'immatriculation et transcrite sur l'expédition délivrée.

#### ARTICLE XXVII.

##### *Ventes et Cessions d'Immeubles postérieures à la Convention.*

(1). A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, aucune vente ou cession d'immeuble ne pourra être faite valablement par un indigène à un non-indigène que dans les conditions suivantes : —

(2). La vente ou la cession devra être constatée par écrit. Elle aura lieu en présence de quatre témoins, dont deux indigènes, et d'un officier ou d'un fonctionnaire de l'une des deux Puissances Signataires, ou de toute autre personne à ce dûment autorisée, soit par le Président du Tribunal Mixte, soit par les Hauts Commissaires ou leurs Délégués agissant conjointement.

(3). L'officier, le fonctionnaire ou la personne dûment autorisée constatera la présence et la qualité des témoins ; s'assurera que le vendeur ou le cédant a agi librement, a bien compris la portée de son acte, a reçu le prix ou la compensation convenue, et s'en est reconnu satisfait ; relatera ces circonstances sur le titre ; y mentionnera la situation et les limites de l'immeuble ; le datera et le signera, en même temps que les parties et témoins sachant signer.

objector before the Court within six months, or his claim will be barred.

(3). Copies of the entries in the register issued in accordance with the above provisions shall constitute title-deeds transferable by way of endorsement. No subsequent charge on or transfer of property shall affect the land unless and until it is entered in the register and inscribed on the copy issued.

#### ARTICLE XXVII.

##### *Sales and Grants of Land subsequent to the Convention.*

(1). From the date when the present Convention comes into operation, no sale or grant of land by a native to a non-native shall be valid, except on the following conditions :—

(2). The sale or grant shall be effected by a written document, and shall take place in the presence of four witnesses, two of whom shall be natives, and of an officer or agent of one of the two Signatory Powers, or some other person duly authorized for the purpose, either by the President of the Joint Court or by the High Commissioners or their Delegates acting in concert.

(3). The officer, agent, or person duly authorized shall testify to the presence and qualification of the witnesses, shall ascertain that the vendor or grantor was a free agent, understood the effect of his act, received the price or consideration agreed on, and was satisfied therewith, shall state these facts on the title-deed ; shall mention in it the situation and boundaries of the land ; and shall date and sign it, at the same time as the parties and witnesses capable of signing.



(4). L'acheteur ou le cessionnaire devra, dans un délai de six mois à compter de la date de l'acte, introduire devant le Tribunal Mixte une requête à fin d'immatriculation. Il sera statué sur cette requête dans les formes et conditions déterminées à l'Article XXVI de la présente Convention.

(5). Si le Tribunal estime manifestement insuffisant le prix ou la compensation portée à l'acte, eu égard à l'importance de l'immeuble cédé ou vendu, il pourra, préalablement à toute immatriculation, ordonner le paiement d'un supplément de prix ou une augmentation de la compensation.

(6). Dans le cas où l'acquéreur ne satisferait pas à la décision du Tribunal dans le délai de six mois à compter de la date de cette décision, la vente serait résiliée de plein droit, et le prix ou la compensation reçue par l'indigène, restituée.

(7). Si l'indigène est dans l'impossibilité de restituer ce prix, le Tribunal déterminera la partie de la propriété qu'il y aura lieu de confirmer en représentation de la somme ou de la compensation reçue par l'indigène.

(8). Lorsque les Hauts Commissaires ou leurs Délégués, agissant conjointement, estimeront que les propriétés immobilières acquises des indigènes dans l'une des îles de l'Archipel atteindront ensemble une superficie telle que les terres restant disponibles seront indispensables aux besoins des indigènes, ils pourront interdire toute nouvelle vente ou cession de terres dans cette île à des non-indigènes.

(9). Les terres réservées aux indigènes, soit par le Tribunal Mixte, dans les conditions prévues à l'Article XXIV de la présente Convention, soit par les Hauts Commissaires ou leurs Délégués,

(4). The purchaser or grantee shall, within six months from the date of the deed, make an application to the Joint Court for registration. This application shall be dealt with in accordance with Article XXVI of the present Convention.

(5). If the Court considers that the price or consideration mentioned in the deed is manifestly inadequate, having regard to the importance of the land granted or sold, it may, as a preliminary to registration, order the payment of a larger sum or a further consideration.

(6). In the event of the grantee failing to comply with the decision of the Court within six months from the date of such decision, the sale shall be cancelled *in toto*, and the sum of money or the consideration received by the native restored.

(7). If the native is unable to restore such sum, the Court shall decide how much of the property represents the sum or consideration received by the native, and shall confirm the grantee in possession of such part.

(8). Whenever the High Commissioners or their Delegates jointly consider that the amount of land acquired from the natives in one of the islands of the Group is so great that the land remaining undisposed of is indispensable for the needs of the natives, they may prohibit any new sale or grant of land in such island to non-natives.

(9). Land reserved for the natives, either by the Joint Court, in accordance with Article XXIV of this Convention, or by the High Commissioners or their Delegates, under the preceding paragraph,

en vertu du paragraphe ci-dessus, ne pourront faire l'objet d'une vente ou cession à des non-indigènes tant que l'autorité ayant constitué la réserve n'aura pas rapporté ou modifié sa décision.

may not be sold or granted to non-natives so long as the authority by whom the reserve was constituted does not cancel or modify its decision.

#### POLICE DE LA NAVIGATION.

#### SUPERVISION OF SHIPPING.

##### ARTICLE XXVIII.

##### ARTICLE XXVIII.

##### *Bâtiments armés dans l'Archipel.*

##### *Vessels registered in the Group.*

(1). Il ne pourra être armé dans l'Archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les Iles de Banks et les Iles de Torrès, que des bâtiments destinés à naviguer sous le pavillon de l'une des deux Puissances Signataires.

(1). No vessels other than those intended to sail under the flag of one of the two Signatory Powers shall be registered in the Group of the New Hebrides, including the Banks and Torres Islands.

(2). Les Hauts Commissaires détermineront, chacun en ce qui concerne les bâtiments naviguant dans l'Archipel sous le Pavillon de la Puissance qu'ils représenteront, les règles auxquelles sera soumise la navigation de ces bâtiments.

(2). Each High Commissioner shall prescribe the regulations affecting the navigation in the Group of the vessels sailing under the flag of the Power which he represents.

(3). Les Hauts Commissaires, les Commissaires-Résidents et les personnes déléguées à cet effet exerceront respectivement à l'égard des bâtiments naviguant dans l'Archipel sous le pavillon de la Puissance qu'ils représenteront, sans préjudice des droits attribués aux navires de l'Etat par les lois et règlements de cette Puissance, l'action de surveillance, de protection et de police nécessaire pour assurer l'application de ces règles.

(3). The High Commissioners, the Resident Commissioners, and the persons appointed for the purpose shall, with regard to vessels sailing in the Group under the flag of the Power which they represent, exercise respectively the supervision, protection and policing necessary to insure the carrying out of these regulations without prejudice to the rights to which the vessels of that Power are legally entitled.

##### ARTICLE XXIX.

##### ARTICLE XXIX.

##### *Bâtiments non armés dans l'Archipel.*

##### *Vessels not registered in the Group.*

Il n'est rien dérogé par la présente Convention, en ce qui concerne les bâtiments armés en dehors de l'Archipel, aux règles respectivement tracées par les lois

The present Convention shall not affect the rules laid down by the respective laws and regulations of the Power under whose flag the vessel sails, in the case of any



et règlements de la Puissance sous le pavillon de laquelle naviguera le bâtiment.

vessel registered outside the Group.

#### ARTICLE XXX.

##### *Règles communes à tous les Bâtimens.*

(1). Les Hauts Commissaires détermineront conjointement les règles communes applicables à tous les bâtimens concernant les conditions de séjour dans les ports et sur les rades de l'Archipel.

(2). Ils en assureront conjointement l'application, tant par eux-mêmes que par leurs délégués.

#### RECRUTEMENT DES TRAVAILLEURS INDIGÈNES.

#### ARTICLE XXXI.

##### *Permis de Recrutement.*

(1). Aucun bâtiment ne pourra se livrer au recrutement des travailleurs indigènes dans l'Archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les Iles de Banks et les Iles de Torrès, que s'il navigue sous le pavillon de l'une des deux Puissances Signataires et que s'il est muni d'un permis de recruter, délivré par le Haut Commissaire représentant celle des Puissances Signataires sous le pavillon de laquelle le bâtiment naviguera, ou par son Délégué.

(2). En ce qui concerne les recruteurs de profession, le permis de recruter ne sera délivré qu'après le dépôt par le recruteur d'un cautionnement de 2.000 francs entre les mains d'un agent désigné par le Haut Commissaire à qui il appartiendra de délivrer le permis de recruter, ou par son Délégué.

(3). Les Hauts Commissaires se donneront mensuellement avis des autorisations de recruter qu'ils auront délivrées. Il en sera de même pour leurs Délégués.

#### ARTICLE XXX.

##### *General Rules for all Vessels.*

(1). The High Commissioners shall jointly prescribe general rules applicable to all vessels, with regard to the conditions under which these vessels may use the ports and harbours of the Group.

(2). They shall jointly enforce these rules, either personally or through their delegates.

#### RECRUITMENT OF NATIVE LABOURERS.

#### ARTICLE XXXI.

##### *Recruiting Licence*

(1). No vessel shall recruit native labourers in the New Hebrides, including the Banks and Torres Islands, unless she sails under the flag of one of the two Signatory Powers, and unless she is provided with a recruiting licence issued by the High Commissioner representing the Signatory Power under whose flag the vessel is sailing, or by his Delegate.

(2). In the case of professional recruiters, the recruiting licence shall only be issued on the deposit of 80 £., as security, with the agent appointed by the High Commissioner, whose duty it will be to issue the recruiting licence, or by his Delegate.

(3). The High Commissioners shall inform one another every month of the recruiting licences which they have issued. The same rule shall apply to their Delegates.

(4). Les permis de recruter ne seront valables que pendant une année.

(4). The recruiting licences shall be valid for one year only.

#### ARTICLE XXXII.

##### *Registre d'Engagements.*

Le capitaine de tout bâtiment recruteur devra tenir un registre d'engagements, sur lequel il inscrira sans délai le nom, le sexe, les marques permettant de reconnaître l'identité, le nom de la tribu, le lieu de recrutement et le lieu de destination de tout indigène recruté, le nom de l'engagiste, la durée de l'engagement, les sommes convenues à titre de prime d'engagement et de salaires, et le montant de l'acompte versé à l'indigène au moment de l'engagement.

#### ARTICLE XXXII.

##### *Register of Engagements.*

All masters of recruiting vessels shall keep a register of engagements, in which there shall be entered without delay the name, sex, identification marks, the name of the tribe, place of recruiting, and place of destination of every native recruited, the name of the employer, the length of the engagement, the sum agreed on by way of premium and wages, and the amount of the advance paid to the native at the time of engagement.

#### ARTICLE XXXIII.

##### *Engagement des Femmes et des Enfants.*

(1). Les femmes ne pourront être engagées :—

Si elles sont mariées, qu'avec le consentement du mari ;

Si elles ne sont pas mariées, qu'avec le consentement du Chef de la tribu.

(2). Les enfants ne pourront être engagés que si leur taille atteint un minimum que les Commissaires-Résidents détermineront de concert.

#### ARTICLE XXXIII.

##### *Engagement of Women and Children.*

(1). Women shall only be engaged :—

If they are married, with the consent of their husbands ;

If they are unmarried, with the consent of the Head of the tribe.

(2). Children shall only be engaged if they are of a certain minimum height, to be fixed by the Resident Commissioners jointly.

#### ARTICLE XXXIV.

##### *Durée des Engagements.*

(1). Les engagements ne pourront être contractés pour plus de trois années.

(2). Ils courront du jour du débarquement de l'engagé dans l'île où il devra être employé. Le temps passé à bord par l'engagé devra être néanmoins compté pour les salaires.

#### ARTICLE XXXIV.

##### *Length of Engagements.*

(1). No engagements shall be concluded for more than three years.

(2). They shall date from the day the labourer lands in the island where he is to be employed, but the time spent on board ship by the labourer shall count for wages.

## ARTICLE XXXV.

*Décès à Bord des Bâtiments  
Recruteurs.*

(1). Tout décès survenu à bord d'un bâtiment recruteur fera l'objet d'un rapport que le capitaine devra immédiatement rédiger, et qui sera dressé en double expédition. Ce rapport relatera les circonstances dans lesquelles se sera produit le décès.

(2). Il sera en outre dressé, dans les vingt-quatre heures, un inventaire en double expédition des biens laissés à bord par le décédé. Le montant des salaires acquis par l'engagé du jour de l'engagement au jour du décès sera mentionné sur cet inventaire.

(3). Dès son arrivée, le capitaine remettra à l'autorité compétente une expédition du rapport et de l'inventaire, ainsi que les objets et valeurs ayant appartenu au décédé, et la somme acquise par celui-ci à titre de prime et de salaires.

La seconde expédition du rapport et de l'inventaire restera annexée au registre d'engagements.

## ARTICLE XXXVI.

*Cas de maladie au  
Débarquement des Engagés.*

Tout indigène recruté qui à son débarquement, se trouvera dans un état de santé tel qu'il soit incapable de se livrer aux travaux en vue desquels aura été fait l'engagement, sera soigné d'office aux frais du recruteur, et la durée de l'hospitalisation ou de l'incapacité de travail sera comprise dans la période d'engagement.

## ARTICLE XXXVII.

*Remise des Engagés  
aux Engagistes.*

Le recruteur opérant pour le

## ARTICLE XXXV.

*Deaths on Board  
Recruiting Vessels.*

(1). A report in duplicate on every death occurring on board a recruiting vessel shall be drawn up immediately by the master. Such report shall describe the circumstances under which the death occurred.

(2). Within twenty-four hours an inventory in duplicate shall also be drawn up of the effects left on board by the deceased. The amount of the wages to which the labourer is entitled from the day of engagement to the day of his death shall be stated in this inventory.

(3). The master shall, on arrival, transmit to the competent authority a copy of the report and the inventory, as well as the objects and articles of value belonging to the deceased, and the premium and wages to which he was entitled.

The second copy of the report and the inventory shall be annexed to the register of engagements.

## ARTICLE XXXVI.

*Sickness of Labourers  
on Landing.*

Every native recruited who, on landing, is found to be in such a state of health as to incapacitate him for the work for which he was engaged, shall be cared for at the expense of the recruiter, and the time spent in hospital and the time during which he is unable to work shall be included in the term of engagement.

## ARTICLE XXXVII.

*Delivery of Labourers to their  
Employers.*

A recruiter who is acting as an

compte d'autrui ne sera libéré de sa responsabilité à l'égard des indigènes qu'il aura engagés, que par la signature de l'engagiste apposée sur le registre d'engagements en regard du nom de l'engagé.

#### ARTICLE XXXVIII.

##### *Visa du Registre d'Engagements à l'arrivée.*

(1). Tout capitaine de bâtiment recruteur sera tenu de présenter, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, son registre d'engagements au visa de la personne compétente.

(2). Si des irrégularités sont reconnues dans les opérations du recruteur ou dans la tenue du registre d'engagements, procès-verbal en sera immédiatement dressé par la personne ayant compétence pour viser le registre. Ce procès-verbal sera transmis sans retard à l'autorité compétente.

Il en sera de même en cas de non-présentation du registre dans le délai prescrit.

#### ARTICLE XXXIX.

##### *Déclaration des Engagements.*

(1). Tout engagement de travailleur indigène devra, dans les trois jours qui suivront le débarquement, être déclaré par les engagistes.

La déclaration sera faite au Commissaire-Résident dont relèvera l'engagiste ou à la personne déléguée à cet effet.

(2). Enregistrement sera fait de la déclaration, et l'acte d'engagement sera visé par le Commissaire Résident ou par la personne déléguée à cet effet.

(3). Les deux Commissaires-Résidents se communiqueront men-

agent for other persons cannot divest himself of his responsibility for the natives whom he has engaged until the signature of the employer has been affixed to the register of engagements opposite the name of the labourer.

#### ARTICLE XXXVIII.

##### *Submission of Registers of Engagements on Arrival.*

(1). Within twenty-four hours of their arrival, all masters of recruiting vessels shall be obliged to present their register of engagements for signature by the competent person.

(2). If irregularities are detected in the operations of the recruiter or in the keeping of the register of engagements, an official report shall be immediately drawn up by the person to whom the register has been submitted. This report shall be sent without delay to the competent authority.

The same course shall be followed if the register is not produced within the prescribed period.

#### ARTICLE XXXIX.

##### *Notification of Engagements.*

(1). Every engagement of a native labourer shall be notified by his employer within three days from the date of landing.

The notification shall be made to the Resident Commissioner, to whose jurisdiction the employer is subject, or to the person appointed for the purpose.

(2). The notification shall be registered, and the contract shall be signed by the Resident Commissioner, or by the person appointed for the purpose.

(3). The two Resident Commissioners shall communicate to each



suellement la liste des déclarations d'engagements reçues par eux ou par les personnes déléguées à cet effet.

other every month a list of the notifications of engagements received by them, or by the persons appointed for the purpose.

#### ARTICLE XL.

##### *Rengagements.*

(1). A l'expiration de la période stipulée à l'acte d'engagement, l'engagé ne pourra, s'il n'a pas été au préalable rapatrié, contracter de nouvel engagement qu'en vertu d'une autorisation écrite délivrée par le Commissaire-Résident ayant eu qualité pour recevoir la déclaration d'engagement, ou par la personne déléguée à cet effet.

(2). L'autorisation ne sera donnée qu'après interrogation de l'indigène en présence de l'engagiste, de deux témoins non-indigènes, et de deux indigènes, pris, autant qu'il sera possible, parmi les hommes appartenant à la même tribu que l'engagé, et que si ce dernier déclare librement vouloir contracter le nouvel engagement.

(3). Le nouvel engagement ne pourra excéder le terme d'une année. Il sera renouvelable dans les mêmes conditions.

#### ARTICLE XLI.

##### *Carnets individuels d'Engagement.*

(1). Tout engagiste devra tenir à jour, pour chaque engagé à son service, un carnet individuel d'engagement.

(2). Seront inscrits sur ce carnet : le nom et le sexe de l'engagé, les marques permettant de reconnaître l'identité, le nom de la tribu, le lieu et la date du recrutement, le nom du recruteur, le nom du bâtiment, la durée et les conditions de l'engagement, telles qu'elles sont stipulées à l'acte d'engagement.

#### ARTICLE XL.

##### *Re-engagement.*

(1). At the termination of the period of his engagement the labourer shall not enter into a fresh engagement — if he has not been previously sent home — without an authority in writing from the Resident Commissioner entitled to receive the notification of engagement, or from the person appointed for the purpose.

(2). The authority shall only be given after the native has been examined in the presence of the employer, two non-native witnesses, and two witnesses selected as far as possible from the same tribe as the labourer, and if the latter, of his own free will, declares that he wishes to re-engage.

(3). No re-engagement shall exceed the term of one year. It shall be renewable on the same conditions.

#### ARTICLE XLI.

##### *Records of Engagements.*

(1). Every employer shall keep posted up to date a separate record for each labourer in his service.

(2). There shall be entered in this record the name and sex of the labourer, the identification marks, the name of the tribe, the place and date of recruiting, the name of the recruiter, the name of the vessel, and the duration and conditions of his engagement, as stipulated in the contract.

Les journées d'indisponibilité de travail pour cause de maladie seront notées par l'engagiste sur le carnet d'engagement. Il en sera de même pour les journées d'absence.

#### ARTICLE XLII.

##### *Périodes supplémentaires.*

(1). La durée des absences irrégulières s'ajoutera à celle de l'engagement.

(2). L'engagé pourra, en outre, être retenu au delà du terme de son engagement en raison de punitions disciplinaires régulièrement prononcées. Dans ce cas, la période supplémentaire ne pourra excéder deux mois par année d'engagement.

#### ARTICLE XLIII.

##### *Cessions de Contrats d'Engagement.*

(1). Aucune cession de contrat d'engagement ne sera admise qu'autant qu'elle aura été librement acceptée par l'engagé et autorisée par le Commissaire-Résident ayant eu qualité pour recevoir la déclaration d'engagement, ou par la personne déléguée à cet effet.

(2). Si la cession doit avoir lieu entre ressortissants de l'une et de l'autre Puissance, l'autorisation sera conjointement donnée par les deux Commissaires-Résidents.

#### ARTICLE XLIV.

##### *Obligations des Engagistes.*

(1). Les engagistes seront tenus de traiter leurs engagés avec humanité. Ils devront s'abstenir de toute violence à leur égard.

(2). Ils seront tenus de leur fournir une nourriture suffisante,

The days of absence from work on account of illness shall be entered by the employer in the record, and also any other days of absence.

#### ARTICLE XLII.

##### *Additional Periods of Work.*

(1). Time lost through absence without good cause shall be added to the term of the engagement.

(2). A labourer may further be retained after his term of engagement expires as a punishment for breaches of discipline to which he has been duly sentenced. In such case, the additional period of labour shall not exceed two months for each year of engagement.

#### ARTICLE XLIII.

##### *Transfer of Engagements.*

(1). No transfer of a contract of engagement shall be permitted unless freely accepted by the labourer and authorized by the Resident Commissioner entitled to receive the notification of engagement, or by the person appointed for the purpose.

(2). If the transfer is between British subjects or French citizens, the authority shall be jointly given by the two Resident Commissioners.

#### ARTICLE XLIV.

##### *Duties of Employers.*

(1). Employers must treat their labourers with kindness. They shall refrain from all violence towards them.

(2). They must supply them with sufficient food, according to

d'après les usages du pays, en comprenant le riz, au moins une fois par jour, dans la composition des repas.

Les Commissaires-Résidents détermineront conjointement la proportion suivant laquelle le riz figurera dans l'alimentation des engagés.

(3). Les engagistes seront tenus, en outre, d'assurer à leurs engagés un abri suffisant, les vêtements nécessaires, et les soins médicaux en cas de maladie.

#### ARTICLE XLV.

##### *Heures de Travail.*

(1). Les engagés ne pourront être astreints à se rendre au travail qu'entre le lever et le coucher du soleil.

(2). Ils auront chaque jour, au moment du repas du milieu de la journée, au moins une heure franche de repos.

(3). Sauf pour les travaux domestiques et pour les soins à donner aux animaux, les engagés ne pourront être astreints au travail le dimanche.

#### ARTICLE XLVI.

##### *Paiement des Salaires.*

(1). Les salaires seront payés exclusivement en espèces.

(2). Les paiements seront faits, soit devant une personne déléguée à cet effet par le Commissaire-Résident compétent pour recevoir la déclaration d'engagement, soit, à défaut, en présence de deux témoins non-indigènes, qui certifieront le paiement au carnet individuel, en y apposant leurs signatures à côté de celle de l'engagiste.

(3). En cas d'impossibilité manifeste pour un engagiste de recourir à ce mode de certification, cet

the custom of the country, including rice, at least once a day, as part of their meals.

The Resident Commissioners shall fix jointly the amount of rice to be supplied to the labourers.

(3). Employers must further provide their labourers with adequate shelter, the necessary clothing, and medical care in case of illness.

#### ARTICLE XLV.

##### *Working Hours.*

(1). Labourers shall not be obliged to work except between sunrise and sunset.

(2). They shall have daily, at the time of their mid-day meal, at least one clear hour of rest.

(3). Except for domestic duties and the care of animals, labourers shall not be obliged to work on Sundays.

#### ARTICLE XLVI:

##### *Payment of Wages.*

(1). Wages shall be paid exclusively in cash.

(2). Payment shall be made, either before a person appointed for the purpose by the Resident Commissioner entitled to receive the notification of engagement, or, failing this, in the presence of two non-native witnesses, who shall certify the payment in the record above referred to by affixing their signatures by the side of that of the employer.

(3). When it is obviously impossible for an employer to make use of this method of verification, he

engagiste sera autorisé par le Commissaire-Résident compétent ou par la personne déléguée à cet effet à mentionner lui-même au carnet le paiement des salaires.

(4). Toutes les fois que le livret individuel n'indiquera pas le prix convenu lors de l'engagement, ce prix sera compté à raison de 12 fr. 50 c. par mois, sans que l'engagiste soit admis à faire la preuve qu'un salaire moindre avait été convenu.

#### ARTICLE XLVII.

##### *Dépôts de Prévoyance.*

(1). Une partie des salaires pourra être déposée par l'engagiste entre les mains du Commissaire-Résident compétent pour recevoir la déclaration d'engagement ou de la personne déléguée à cet effet, afin d'être remise ultérieurement à l'engagé sur sa demande, soit au cours de la période d'engagement, soit à l'expiration de cette période.

La retenue à effectuer dans ce but sur les salaires devra avoir été librement consentie par l'engagé.

(2). Le Commissaire-Résident ou la personne déléguée à cet effet pourra toujours prescrire la retenue et le dépôt d'office d'une partie des salaires de l'engagé.

#### ARTICLE XLVIII.

##### *Punitions disciplinaires.*

Tout engagé ayant donné à son employeur de justes sujets de plainte en ce qui concerne sa conduite et son travail pourra, sur la proposition de l'engagiste, être puni par le Commissaire-Résident compétent ou par la personne déléguée à cet effet, soit d'une obligation supplémentaire de travail, soit d'une amende, soit d'une augmentation de durée d'engagement dans

shall himself be authorized by the competent Resident Commissioner, or by the person appointed for the purpose, to enter the payment of the wages in the record.

(4). Whenever the record does not show the rate of wages agreed upon at the time of the engagement, the rate shall be taken to be 10s. a month, and the employer shall not be allowed to produce evidence to show that a lower rate had been agreed upon.

#### ARTICLE XLVII.

##### *Deposit of Wages.*

(1). Part of the wages may be deposited by the employers with the Resident Commissioner entitled to receive the notification of engagement, or the person appointed for the purpose, to be paid subsequently to the labourer, either during the term of engagement or at the expiration of such term, according as he desires.

The free consent of the labourer must be given before any part of his wages can be so dealt with.

(2). The Resident Commissioner or the person appointed for the purpose may at any time order the retention and deposit of part of a labourer's salary.

#### ARTICLE XLVIII.

##### *Punishments.*

Any labourer who has given his employer just cause of complaint in respect of his conduct or work may, at the instance of his employer, be punished by the Resident Commissioner concerned or the person appointed for the purpose, by the imposition of extra work, by a fine, by prolongation of the term of engagement, within the limits provided in Article XLII, or by a



les limites prévues à l'Article XLII ci-dessus, soit d'une peine disciplinaire emportant privation de la liberté et ne pouvant excéder une durée d'un mois.

summary punishment not exceeding one month's imprisonment.

#### ARTICLE XLIX.

##### *Absence irrégulière.*

(1). Tout engagé ayant quitté sans autorisation son engagiste sera puni, dans les mêmes conditions, de l'une des peines disciplinaires prévues à l'Article précédent, et sera remis à la disposition de son engagiste pour terminer son temps d'engagement.

(2). Il est interdit à toute personne de recevoir et d'employer ou d'admettre à bord d'un bâtiment l'engagé ayant quitté sans autorisation son engagiste.

#### ARTICLE XLIX.

##### *Absence without good cause.*

(1). Any labourer who without permission leaves his employer shall be liable in like manner to one of the summary punishments prescribed by the preceding Article, and shall be sent back to his employer to finish his term of engagement.

(2). No one shall receive or employ or take on board any vessel a labourer who has left his employer without permission.

#### ARTICLE L.

##### *Décès pendant l'Engagement.*

En cas de décès d'un engagé, l'engagiste sera soumis aux mêmes obligations que celles qui sont imposées par l'Article XXXV ci-dessus aux capitaines des bâtiments recruteurs.

#### ARTICLE L.

##### *Death during Engagement.*

In the event of the death of a labourer, the employer shall be subject to the same obligations as those imposed by Article XXXV on masters of recruiting vessels.

#### ARTICLE LI.

##### *Rapatriement.*

(1). Tout engagé ayant terminé son temps d'engagement sera rapatrié à la première occasion favorable par les soins et aux frais de l'engagiste.

(2). L'engagé devra être ramené au point même où il aura été recruté, et, en cas d'impossibilité matérielle, à l'endroit le plus rapproché de ce point, d'où l'engagé pourra rejoindre sans danger sa tribu.

(3). En cas de retard non justifié de plus d'un mois dans le rapatriement d'un engagé, le Commis-

#### ARTICLE LI.

##### *Repatriation.*

(1). Every labourer who has completed his term of engagement shall be returned to his home at the first convenient opportunity by and at the expense of his employer.

(2). Such labourer shall be taken back to the place where he was recruited, or, if this is impossible, to the nearest place thereto, from which the labourer can without danger rejoin his tribe.

(3). In the case of unjustifiable delay exceeding one month in returning a labourer, the Resident

saire-Résident compétent ou la personne déléguée à cet effet pourvoira d'office et aux frais de l'engagiste, par la première occasion, au rapatriement de l'engagé.

(4). En cas de mauvais traitements persistants envers un engagé, le Commissaire-Résident compétent aura le droit, après deux avertissements donnés par écrit à l'engagiste, de résilier d'office le contrat et de pourvoir, aux frais de l'engagiste, au rapatriement de l'engagé.

(5). Le Commissaire - Résident compétent pourra de même résilier le contrat et posséder au rapatriement de l'engagé dans le cas où l'engagement n'aurait pas été librement consenti par l'engagé, et où celui-ci n'aurait pas clairement compris et librement accepté les clauses de l'engagement. Les frais du rapatriement seront, dans ce cas, supportés par le recruteur.

#### ARTICLE LII.

##### *Registre de Rapatriement.*

(1). Les engagés rapatriés seront inscrits sur un registre de rapatriement tenu par le capitaine du bâtiment transporteur dans des formes analogues à celles qui sont prévues à l'Article XXXII ci-dessus pour la tenue du registre d'engagements.

(2). La signature de l'engagiste, apposée sur le registre de rapatriement, établira la remise au capitaine du bâtiment transporteur de l'engagé à rapatrier.

(3). Le capitaine inscrira sur le registre de rapatriement la date du débarquement de l'engagé rapatrié, et indiquera l'endroit précis où celui-ci aura été débarqué.

(4). Les règles prévues à l'Article XXXVIII ci-dessus pour la

Commissioner concerned, or the person appointed for the purpose, shall provide, at the expense of the employer, for the return of the labourer to his home at the earliest opportunity.

(4). In case of persistent ill-treatment of a labourer, the Resident Commissioner concerned shall have the right, after two written warnings addressed to the employer, to cancel the contract and provide for the return home of the labourer at the employer's expense.

(5). The Resident Commissioner concerned may in like manner cancel the contract and return a labourer to his home if the labourer did not freely consent to the engagement, or if he did not clearly understand and freely accept the terms of the engagement. In that case the expenses of returning him to his home shall be borne by the recruiter.

#### ARTICLE LII.

##### *Register of Repatriation.*

(1). The names of labourers returned to their homes shall be entered on a register kept by the master of the vessel, in a similar form to that prescribed by Article XXXII, for keeping the register of engagements.

(2). The signature of the employer upon the register shall prove that the labourer who is to be returned to his home has been handed over to the master of the vessel.

(3). The master shall enter in the register the date when the native so to be returned to his home was put on shore, and shall mention the exact spot where he was landed.

(4). The rules prescribed by Article XXXVIII with regard to

présentation et le visa du registre d'engagements sont applicables à la présentation et au visa du registre de rapatriement.

#### ARTICLE LIII.

##### *Décès en cours de Rapatriement.*

En cas de décès d'un engagé en cours de rapatriement, il sera procédé par le capitaine du bâtiment transporteur comme il est prescrit à l'Article XXXV ci-dessus.

#### ARTICLE LIV.

##### *Pouvoirs de Contrôle.*

(1). Les Hauts Commissaires, les Commissaires-Résidents, et les personnes déléguées par eux à cet effet auront, chacun en ce qui concerne ses ressortissants respectifs, le droit de procéder à toutes enquêtes qui leur paraîtront nécessaires pour assurer, à l'égard du recrutement et de l'engagement des travailleurs indigènes, l'exécution de la présente Convention.

Les engagistes seront, à cet effet, tenus de déférer à toutes réquisitions tendant à la comparution des engagés.

(2). Procès-verbal sera dressé des irrégularités ou infractions reconnues, et sera transmis sans retard à l'autorité compétente. Le procès-verbal fera foi jusqu'à preuve contraire.

#### ARTICLE LV.

##### *Engagement de courte Durée et Emploi sans Engagement de Travailleurs Indigènes.*

(1). Les non-indigènes pourront employer librement les indigènes à la double condition de ne pas les engager pour une durée de plus de

the submission and signature of the register of engagements shall be applicable to the register of repatriation.

#### ARTICLE LIII.

##### *Death during the Return Passage.*

In the event of the death of a labourer occurring during the return passage, the master of the vessel shall proceed as prescribed by Article XXXV.

#### ARTICLE LIV.

##### *Powers of Control.*

(1). The High Commissioners, the Resident Commissioners, and the persons appointed by them for the purpose, shall have, with regard to their respective nationals, the right to employ any method of inquiry which may be necessary to ensure, as far as the recruiting and engagement of native labourers are concerned, the execution of the present Convention.

Employers shall be bound, for this purpose, to produce any labourer at the request of the competent authority.

(2). A report shall be drawn up with regard to any irregularity or breach of regulations which may be discovered, and shall be forwarded without delay to the competent authority. The report shall be *prima facie* evidence of the facts stated therein.

#### ARTICLE LV.

##### *Short Engagements and Employment of Native Labourers without Engagement.*

(1). Non-natives may employ natives without restriction provided that they are not engaged for more than three months, with the option



trois mois, renouvelable, et de ne pas les transporter dans une île éloignée de plus de 16 kilomètres de celle où réside leur tribu.

(2). Ils pourront, en toutes circonstances, employer librement les indigènes ayant notoirement servi pendant cinq ans au moins chez des non-indigènes et pouvant aisément se faire comprendre dans une langue Européenne ou dans le langage mixte en usage entre non-indigènes et indigènes.

#### ARTICLE LVI.

##### *Pénalités.*

(1). Les infractions aux dispositions de la présente Convention commises par des non-indigènes en ce qui concerne le recrutement et l'engagement des travailleurs indigènes, seront punies d'une amende de 5 francs à 500 francs et d'un emprisonnement d'un jour à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

(2). Il pourra, en outre, être alloué aux engagés des dommages-intérêts pour le préjudice qui leur aura été causé.

(3). Le Tribunal Mixte prononcera les peines et allouera les dommages-intérêts.

(4). En cas de condamnation grave et sur récidive, le permis de recruter, ainsi que le droit d'engager, pourront être retirés, pour une période de deux années au plus, par le Haut Commissaire dont le recruteur ou l'engagiste sera le ressortissant.

#### ARMES, MUNITIONS, ET BOISSONS ALCOOLIQUES.

#### ARTICLE LVII.

##### *Prohibition de la Vente aux Indigènes des Armes et Munitions de Guerre.*

(1). A partir de la mise en

of renewal, and provided they are not removed to an island more than 10 miles from the island of their tribe.

(2). They may, in any case, employ without restriction natives who are known to have served non-natives for at least five years, and who are familiar with a European language or the vernacular in use between non-natives and natives.

#### ARTICLE LVI.

##### *Penalties.*

(1). Any infringement by non-natives of the terms of the present Convention regarding the recruiting and engagement of native labourers shall be punishable by a fine of from 4s. to 20l. and by imprisonment of from one day to one month, or by either of the above penalties.

(2). Damages may also be awarded to labourers for any injury suffered by them.

(3). The Joint Court shall inflict the penalties and assess the damages.

(4). In the event of conviction on a serious charge, or for a second offence, the recruiting licence, as well as the right of engaging labourers, may be withdrawn for a period not exceeding two years by the High Commissioner for the country to which the recruiter or employer belongs.

#### ARMS, AMMUNITION, AND INTOXICATING LIQUORS.

#### ARTICLE LVII.

##### *Prohibition of the Sale of Arms and Ammunition to Natives.*

(1). Subject to the specific excep-

vigueur de la présente Convention il sera interdit dans l'Archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les Îles de Banks et les Îles de Torrès, et dans les eaux territoriales du Groupe, de vendre ou de livrer aux indigènes, de quelque façon et sous quelque forme que ce soit, en dehors des exceptions limitativement énumérées ci-après, des armes ou munitions de guerre.

(2). Ne sont pas comprises dans la présente prohibition les armes de chasse et leurs munitions livrées en cartouches préparées.

(3). Sont comprises dans la présente prohibition les armes à longue portée, les revolvers et les autres armes à répétition à plus de deux coups, les munitions appropriées à ces armes, les pièces détachées permettant de transformer les armes de chasse en armes de guerre, les cartouches à balle, et les explosifs, de quelque nature qu'ils soient, livrés en dehors des cartouches spécialement préparées pour les armes de chasse.

#### ARTICLE LVIII.

##### *Exceptions.*

(1). Les deux Gouvernements se réservent le droit d'armer les indigènes qui feront partie des forces de police régulièrement organisées.

(2). Le fait, pour un non-indigène, de confier temporairement à un indigène à son service, et pour les besoins exclusifs de ce service, une arme ou des munitions prohibées, ne sera pas considéré comme constituant le délit prévu par l'Article LVII ci-dessus.

#### ARTICLE LIX.

*Prohibition de la Vente aux Indigènes des Boissons Alcooliques.*

(1). A partir de la mise en

tions hereafter enumerated, no person shall, from the date when the present Convention comes into operation, sell or supply arms or ammunition to the natives, either directly or indirectly, in the New Hebrides, including the Banks and Torres Islands, and within the territorial waters of the Group.

(2). Shot guns and cartridges for sporting purposes are exempted.

(3). The present prohibition shall extend to rifles, revolvers, and other repeating weapons and the ammunition used for such arms, separate parts for the conversion of sporting guns into military weapons, ball cartridges, and all kinds of explosives, other than cartridges specially made for shot guns.

#### ARTICLE LVIII.

##### *Exceptions.*

(1). The two Governments reserve to themselves the right to arm the natives who form part of the regular police forces.

(2). If a non-native temporarily entrusts to a native employed by him, and solely for the purpose of that employment, prohibited arms or ammunition, it shall not be considered to constitute an offence against Article LVII.

#### ARTICLE LIX.

*Prohibition of the Sale of Intoxicating Liquors to Natives.*

(1). From the date when the

vigueur de la présente Convention il sera interdit dans l'Archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les Iles de Banks et les Iles de Torrès, et dans les eaux territoriales du Groupe, de vendre ou de livrer aux indigènes, de quelque façon et sous quelque prétexte que ce soit, des boissons alcooliques.

(2). Ne sont pas compris dans la présente prohibition les médicaments ou cordiaux à base d'alcool donnés en cas de maladie ou d'indisposition.

(3). Sont compris dans la présente prohibition les spiritueux, les bières, les vins, et, d'une manière générale, toute boisson fermentée susceptible de provoquer l'ivresse.

#### ARTICLE LX.

##### *Constatation des Infractions.*

(1). Les infractions aux Articles LVII et LIX ci-dessus concernant l'interdiction de livrer aux indigènes des armes, des munitions, et des boissons alcooliques seront constatées par les officiers et agents de la force publique, régulièrement investis d'un mandat à cet effet par les Hauts Commissaires ou leurs Délégués agissant conjointement.

(2). Les procès-verbaux dressés en exécution du paragraphe (1) ci-dessus feront foi devant la juridiction compétente jusqu'à preuve contraire.

(3). Tout officier ou agent de la force publique régulièrement investi d'un mandat à cet effet, qui trouvera un indigène porteur d'une arme prohibée ou un indigène en état d'ivresse dans un lieu public, l'arrêtera, fera une enquête sur les causes du délit, en dressera procès-verbal et en informera les Hauts Commissaires ou leurs Délégués.

present Convention comes into operation no person shall, in the New Hebrides, including the Banks and Torres Islands, and within the territorial waters of the Group, sell or supply intoxicating liquors to the natives, in any form and on any pretext whatsoever.

(2). Alcoholic drugs or cordials employed in case of disease or sickness are not included in the present prohibition.

(3). The present prohibition shall cover spirits, beer, wine, and generally all fermented and intoxicating liquors.

#### ARTICLE LX.

##### *Report of Offences.*

(1). Breaches of Articles LVII and LIX, respecting the prohibition of the supply of arms, ammunition, and intoxicating liquors to the natives, shall be reported by the officers and agents of the police force, specially authorized for this purpose by the High Commissioners or their Delegates jointly.

(2). The official report drawn up in accordance with paragraph (1) shall be *prima facie* evidence before the competent authority of the facts contained therein.

(3). Any officer or agent of the police force holding an authority to that effect, who finds a native in possession of a prohibited weapon, or in a state of intoxication in a public place, shall arrest him and, after inquiry into the circumstances of the offence, shall draw up an official report for the information of the High Commissioners or their Delegates.

Si le délit est établi, l'indigène sera puni par le Commissaire-Résident sous l'autorité duquel est placé l'officier ou l'agent de la force publique qui aura procédé à l'arrestation, ou par la personne déléguée à cet effet, et le non-indigène présumé complice sera poursuivi devant le Tribunal Mixte.

(4). En dehors des cas prévus par les règlements sur la procédure du Tribunal Mixte ou par les Règlements applicables aux non-indigènes en raison du régime sous lequel ils se trouvent placés, les officiers et agents de la force publique ne pourront pénétrer dans l'habitation ou sur les exploitations d'un non-indigène que s'ils en sont requis par lui.

Les perquisitions reconnues nécessaires chez un non-indigène pourront être ordonnées par le Juge de la nation dont le non-indigène sera le ressortissant.

#### ARTICLE LXI.

##### *Pénalités.*

(1). Les infractions aux Articles LVII, LIX, et LX ci-dessus commises par les non-indigènes seront punies d'une amende de 5 fr. à 500 fr. et d'un emprisonnement d'un jour à un mois, ou de l'une des deux peines seulement.

(2). Le Tribunal prononcera les peines et pourra en outre ordonner la confiscation des armes, des munitions, ou des boissons alcooliques, et statuera sur l'emploi qui devra en être fait ou sur leur destruction.

#### MUNICIPALITÉS.

#### ARTICLE LXII.

##### *Création des Municipalités.*

(1). Des municipalités pourront

If the offence is proved, the native shall be punished by the Resident Commissioner having authority over the member of the police force making the arrest, or by the person appointed for the purpose, and the non-native suspected of complicity shall be prosecuted before the Joint Court.

(4). Members of the police force shall not enter the house or premises of a non-native without his consent except as provided in the rules of procedure issued by the Joint Court, or the Regulations issued by the authority having jurisdiction over him.

Search-warrants, when considered necessary in the case of a non-native, shall be issued by the Judge with jurisdiction over him.

#### ARTICLE LXI.

##### *Penalties.*

(1). Any breach by non-natives of Articles LVII, LIX, and LX shall be punishable by a fine of from 4s. to 20l. and imprisonment ranging from one day to one month, or by either of these penalties.

(2). The Joint Court shall inflict the penalties and may further order the forfeiture of the arms, ammunition, or intoxicating liquors, and shall decide as to their disposal or destruction.

#### MUNICIPALITIES.

#### ARTICLE LXII.

##### *Establishment of Municipalities.*

(1). Municipalities may be esta-



être créées dans l'Archipel, sur la demande des habitants non-indigènes.

(2). Les demandes à fin de constitution de municipalités seront adressées à l'un ou à l'autre des Hauts Commissaires ou de leurs délégués. Ceux-ci se les communiqueront et décideront conjointement de la suite à y donner.

(3). Sera autant que possible accueillie toute demande faite par un groupe d'habitants non-indigènes adultes au nombre de trente au moins résidant sur un même territoire.

#### ARTICLE LXIII.

##### *Conseils Municipaux.*

(1). Chaque municipalité sera administrée par un Conseil municipal composé de quatre membres au moins et de huit membres au plus.

(2). Le Conseil municipal élira dans son sein un Maire et un Adjoint.

(3). La durée du mandat des Conseillers municipaux sera de quatre années.

#### ARTICLE LXIV.

##### *Elections.*

(1). Seront électeurs les personnes non-indigènes des deux sexes, de toute nationalité, âgées de vingt et un ans révolus et résidant depuis six mois au moins sur le territoire de la municipalité, à l'exclusion de celles ayant encouru une condamnation à plus de trois mois d'emprisonnement.

(2). Seront éligibles les électeurs des deux sexes âgés de vingt-cinq ans révolus.

(3). Il sera procédé aux pre-

blished in the Group, on the application of the non-native inhabitants.

(2). Applications for the establishment of municipalities shall be addressed to one or other of the High Commissioners or their Delegates. The latter shall communicate such requests to one another, and determine jointly what action shall be taken thereon.

(3). Applications made by a group of not less than thirty non-native adult inhabitants residing in the same district shall be, as far as possible, complied with.

#### ARTICLE LXIII.

##### *Councils.*

(1). Every municipality shall be administered by Council consisting of not less than four, and not more than eight members.

(2). The Council shall elect a Chairman and a Deputy Chairman from its members.

(3). Councillors shall hold office for four years.

#### ARTICLE LXIV.

##### *Elections.*

(1). Non-natives of either sex and any nationality, who have completed their twenty-first year and have resided for six months at least in the district, shall be entitled to vote, with the exception of those who have served a sentence of more than three months' imprisonment.

(2). Voters of either sex who have completed their twenty-fifth year shall be eligible for election.

(3). The first elections shall take

mières élections dans les trois mois qui suivront la création de la municipalité.

(4). Les élections auront lieu sous la surveillance de deux personnes respectivement désignées par les deux Commissaires-Résidents.

place within three months of the establishment of a municipality.

(4). The elections shall take place under the supervision of two persons respectively appointed by the two Resident Commissioners.

#### ARTICLES LXV.

##### *Attributions des Conseils municipaux.*

Les Conseils municipaux voteront annuellement le budget municipal et les taxes locales destinées à alimenter ce budget, ainsi que les travaux publics municipaux, dont ils détermineront le mode d'exécution. Ils décideront la création des écoles et des établissements municipaux d'assistance, et, d'une manière générale, prendront toutes les mesures propres à contribuer au bien-être commun des habitants.

#### ARTICLE LXVI.

##### *Dispositions transitoires.*

Sont reconnus comme municipalités les deux Syndicats municipaux existant à l'Île de Vaté.

Le mandat des membres de ces Syndicats leur est confirmé jusqu'au terme de la période pour laquelle ils ont été élus.

#### ARTICLE LXVII.

##### *Règlements d'exécution.*

Les Hauts Commissaires ou leurs Délégués fixeront conjointement les règles d'application des dispositions des Articles LXII à LXVI ci-dessus.

#### DISPOSITION FINALE.

#### ARTICLE LXVIII.

##### *Durée de la Convention.*

Les règles tracées par la présente

#### ARTICLE LXV.

##### *Functions of the Councils.*

The Councils shall pass the annual municipal budget, vote the necessary local taxation, initiate and carry out municipal works, decide upon the establishment of schools and charitable institutions, and, in general, take all measures necessary for the welfare of the local community.

#### ARTICLE LXVI.

##### *Temporary Provisions.*

The two existing municipal bodies in the island of Efate shall be recognized as municipalities.

Members of the bodies may continue to hold office till the termination of the period for which they were elected.

#### ARTICLE LXVII.

##### *Supplementary Regulations.*

The High Commissioners or their Delegates shall prescribe jointly the regulations for enforcing the provisions of Articles LXII to LXVI.

#### FINAL PROVISION.

#### ARTICLE LXVIII.

##### *Duration of the Convention.*

The provisions laid down by the

Convention resteront en vigueur jusqu'au jour où de nouvelles règles y auront été substituées en vertu d'un Accord entre les Puissances Signataires.

En foi de quoi, les Délégués soussignés ont dressé le présent Protocole et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Londres, en double expédition, le 27 Février 1906.

present Convention shall remain in force until new provisions are substituted in virtue of an Agreement between the Signatory Powers.

In witness whereof, the undersigned Delegates have drawn up and signed the present Protocol.

Done in London, in duplicate, the 27th day of February, in the year of our Lord 1906.

(Signed): ELDON GORST.  
HUGH BERTRAN COX.  
(Signé): SAINT-GERMAIN.  
E. PICHON.

La présente Convention entrera en vigueur aussitôt qu'elle aura été proclamée dans le Groupe par les deux Hauts Commissaires ou leurs Délégués agissant d'un commun accord. Telle proclamation doit être faite aussitôt que possible.

En foi de quoi les Soussignés ont signé la présente Convention, et y ont apposés leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 20 Octobre, 1906.

The present Convention shall come into operation as soon as it is proclaimed in the Group by the two High Commissioners or their Delegates acting in concert, such proclamation to be made as soon as possible.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 20th October, 1906.

(Signed): E. GREY.  
(Signé): Paul CAMBON.

## BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

### Arrangement relativement aux échantillons des voyageurs de commerce.

[Agreement between the United Kingdom and Belgium  
respecting commercial travellers' samples].

(10 novembre 1906).

Le Gouvernement de Sa Majesté  
le Roi du Royaume-Uni de la  
Grande-Bretagne et d'Irlande, etc.,

The Government of His Majesty  
the King of the United Kingdom  
of Great Britain and Ireland, etc.,

etc., et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, désireux de faciliter le dédouanement par leurs Douanes respectives des échantillons de marchandises passibles de droits importés dans les territoires de l'un des deux pays par des voyageurs de commerce de l'autre pays, et destinés à servir de modèles ou d'échantillons pour l'obtention de commandes, mais qui ne peuvent être vendus, sont convenus de ce qui suit :

Les marques, estampilles ou sceaux apposés sur ces échantillons par les autorités douanières de l'un des deux pays au moment de l'exportation, ainsi que la liste de ces échantillons donnant une description complète de ceux-ci et certifiée officiellement par l'autorité compétente, seront réciproquement admis par les fonctionnaires des douanes de l'autre pays comme établissant leur caractère d'échantillons et les exemptant de la vérification à l'importation, si ce n'est pour établir que les échantillons présentés sont ceux qui se trouvent énumérés dans la liste. Les autorités douanières de l'autre pays pourront cependant apposer sur ces échantillons des marques supplémentaires dans les cas où elles jugeraient cette précaution nécessaire.

Fait en double à Bruxelles, le 10 novembre 1906.

etc., and the Government of His Majesty the King of the Belgians, being desirous of facilitating the clearance through their respective Customs Departments of samples of dutiable goods brought into the territories of one of them by commercial travellers of the other, to be used as models or patterns for the purpose of obtaining orders, and not for sale, mutually agree as follows :

The marks, stamps, or seals placed upon such samples by the Customs authorities of one country at the time of exportation, and the officially attested list of such samples containing a full description thereof issued by the proper authority, shall be reciprocally accepted by the Customs officials of the other as establishing their character as samples and exempting them from inspection on importation except so far as may be necessary to establish that the samples produced are those enumerated in the list. The Customs authorities of either country may, however, affix a supplementary mark to such samples in special cases where they may think this precaution necessary.

Done in duplicate at Brussels, the 10th November 1906.

(Signé): FAVEREAU.

(Signed): Arthur H. HARDINGE.

#### Annexe 1.

*Sir A. Hardinge au Ministre des Affaires étrangères de Belgique.*

Brussels, 10 november 1906.

M. le Ministre,

With reference to the Agreement concluded to-day between His Britannic Majesty's Government and that of His Majesty the King of the Belgians respecting commercial travellers' samples, I have the



honour to place on record herewith, by way of explanation, that it is understood that the « acquit de transit » and declaration of free export referred to in the correspondence which preceded the arrangement, shall be recognised, the first by the Belgian Customs, and the second by the British Customs, as equivalent for every purpose to the official lists mentioned in the text of the Agreement.

I beg your Excellency to take note of and acknowledge the above declaration.

I avail, etc.

(Signed): Arthur H. HARDINGE.

---

## Annexe 2.

*Les Ministres des Affaires étrangères de Belgique  
à Sir A. Hardinge.*

Bruxelles, le 10 novembre 1906.

M. le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la lettre que votre Excellence a bien voulu m'adresser à la date de ce jour au sujet de l'Arrangement intervenu entre les Gouvernements Belge et Britannique relativement aux échantillons des voyageurs de commerce des deux pays. Cette lettre constate qu'il est entendu que l'acquit de transit et la déclaration de libre sortie auxquels il a été fait allusion dans la correspondance qui a précédé la conclusion de cet Arrangement seront reconnus, le premier par la Douane belge et le second par la Douane britannique, comme équivalant pour tous leurs effets aux listes officielles dont il est fait mention dans l'Arrangement.

En donnant acte à votre Excellence de sa déclaration, je saisis, etc.

(Signé): FAVEREAU.

---

## FRANCE — GRANDE-BRETAGNE — ITALIE.

### Arrangement concernant l'Abyssinie

(Signé à Londres le 13 décembre 1906).

L'INTÉRÊT commun de la France, de la Grande-Bretagne, et de l'Italie étant de maintenir intacte l'intégrité de l'Éthiopie, de prévenir toute espèce de trouble dans les conditions politiques de l'Empire Éthiopien, d'arriver à une entente commune en ce qui concerne leur conduite en cas d'un changement de situation qui pourrait se produire en Éthiopie, et de pourvoir à ce que, de l'action des trois États, en protégeant leurs intérêts respectifs, tant dans les possessions Britanniques, Françaises, et Italiennes avoisinant l'Éthiopie qu'en

Ethiopie même, il ne résulte pas de dommages préjudiciables aux intérêts de l'une quelconque des trois Puissances, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie donnent leur agrément à l'Arrangement suivant :

Article 1<sup>er</sup>. La France, la Grande-Bretagne, et l'Italie sont d'accord pour maintenir le *statu quo* politique et territorial en Ethiopie tel qu'il est déterminé par l'état des affaires actuellement existant et les Arrangements suivants :

(a.) Les Protocoles Anglo-Italiens des 24 Mars et 15 Avril 1891. et du 5 mai 1894, et les Arrangements subséquents qui les ont modifiés, y compris les réserves formulées par le Gouvernement Français à ce sujet en 1894 et 1895 ;

(b.) La Convention Anglo-Ethiopienne du 14 Mai 1897, et ses annexes ;

(c.) Le Traité Italo-Ethiopien du 10 Juillet 1900 ;

(d.) Le Traité Anglo Ethiopien du 15 Mai 1902 ;

(e.) La note annexée au Traité précité du 15 Mai 1902 ;

(f.) La Convention du 11 Mars 1862, entre la France et les Dannakils ;

(g.) L'Arrangement Franco-Anglais des 2-9 Février 1888 ;

(h.) Les Protocoles Franco-Italiens du 24 Janvier-1900, et du 10 Juillet 1901, pour la délimitation des possessions Italiennes et Françaises dans le littoral de la Mer Rouge et le Golfe d'Aden ;

(j.) La Convention Franco-Ethiopienne pour les frontières du 20 Mars 1897.

Il est entendu que les diverses Conventions mentionnées dans le présent Article ne portent aucune atteinte aux droits souverains de l'Empereur d'Abyssinie et ne modifient en rien les rapports entre les trois Puissances et l'Empire Ethiopien tels qu'ils sont stipulés dans le présent Arrangement.

Art. 2. Pour les demandes de concessions agricoles, commerciales et industrielles en Ethiopie, les trois Puissances donneront pour instructions à leurs Représentants d'agir de telle sorte que les concessions qui seront accordées dans l'intérêt d'un des trois Etats ne nuisent pas aux intérêts des deux autres.

Art. 3. Si des compétitions ou des changements intérieurs se produisaient en Ethiopie, les Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie observeraient une attitude de neutralité, s'abstenant de toute intervention dans les affaires du pays et se bornant à exercer telle action qui serait, d'un commun accord, considérée comme nécessaire pour la protection des Légations, des vies et des propriétés des étrangers, et des intérêts communs des trois Puissances.

En tous cas, aucun des trois Gouvernements n'interviendrait d'une manière et dans une mesure quelconques qu'après entente avec les deux autres.

Art. 4. Dans le cas où les événements viendraient à troubler le *statu quo* prévu par l'Article 1<sup>er</sup>, la France, la Grande-Bretagne et

L'Italie feront tous leurs efforts pour maintenir l'intégrité de l'Ethiopie. En tous cas, se basant sur les Accords énumérés au dit Article, elles se concerteraient pour sauvegarder :

(a.) Les intérêts de la Grande-Bretagne et de l'Egypte dans le bassin du Nil, et plus spécialement en ce qui concerne la réglementation des eaux de ce fleuve et de ses affluents (la considération qui leur est due étant donnée aux intérêts locaux), sous réserve des intérêts Italiens mentionnés au paragraphe (b) ;

(b.) Les intérêts de l'Italie en Ethiopie par rapport à l'Erythrée et au Somaliland (y compris le Benadir), et plus spécialement en ce qui concerne l'hinterland de ses possessions et l'union territoriale entre elles à l'ouest d'Addis Abeba ;

(c.) Et les intérêts Français en Ethiopie par rapport au Protectorat Français de la Côte des Somalis à l'hinterland de ce Protectorat et à la zone nécessaire pour la construction et le trafic du Chemin de Fer de Djibouti à Addis Abeba.

Art. 5. Le Gouvernement Français communique aux Gouvernements Britannique et Italien :

1. L'acte de concession du Chemin de Fer Franco-Ethiopien du 9 Mars 1894 ;

2. Une communication de l'Empereur Ménélick en date du 8 Août, 1904, dont la traduction est annexée au présent Accord, et qui invite la Compagnie concessionnaire à construire le second tronçon de Diré Daoua à Addis Abeba.

Art. 6. Les trois Gouvernements sont d'accord pour que le Chemin de Fer de Djibouti soit prolongé de Diré Daoua à Addis Abeba, avec embranchement éventuel vers Harrar, soit par la Compagnie du Chemin de Fer Ethiopien en vertu des Actes énumérés à l'Article précédent, soit par toute autre Compagnie privée Française qui lui serait substituée avec l'agrément du Gouvernement Français, à la condition que les nationaux des trois pays jouiront pour les questions de commerce et de transit d'un traitement absolument égal à la fois sur le chemin de fer et dans le port de Djibouti. Les marchandises ne seront passibles d'aucun droit fiscal de transit au profit de la Colonie ou du Trésor Français.

Art. 7. Le Gouvernement Français prêterait son concours pour qu'un Anglais, un Italien, et un Représentant de l'Empereur d'Abyssinie fassent partie du Conseil d'Administration de la ou des Compagnies Françaises qui seront chargées de l'exécution et de l'exploitation du Chemin de Fer de Djibouti à Addis Abeba. Il est stipulé par réciprocité que les Gouvernements Anglais et Italien prêteront leurs concours pour qu'un poste d'Administrateur soit également assuré dans les mêmes conditions à un Français, dans toute Société Anglaise ou Italienne qui aurait été formée ou se formerait pour la construction ou l'exploitation de chemins de fer allant d'un point quelconque en Abyssinie à un point quelconque des territoires voisins Anglais ou Italiens. De même, il est entendu que les nationaux des trois pays jouiront pour les questions de commerce et de transit, d'un traitement

absolument égal à la fois sur les chemins de fer qui seraient construits par des Sociétés Anglaises ou Italiennes et dans les ports Anglais ou Italiens d'où partiraient ces chemins de fer. Les marchandises ne seront passibles d'aucun droit fiscal de transit au profit des Colonies ou des Trésors Anglais et Italien.

Les trois Puissances Signataires sont d'accord pour étendre aux nationaux de tous les autres pays le bénéfice des dispositions des Articles 6 et 7 relatives à l'égalité de traitement en matière de commerce et de transit.

Art. 8. Le Gouvernement Français s'abstiendra de toute intervention en ce qui concerne la concession précédemment accordée au delà d'Addis Abeba.

Art. 9. Les trois Gouvernements sont d'accord pour que toute construction de chemin de fer en Abyssinie à l'ouest d'Addis-Abeba soit, dans la mesure où un concours étranger est nécessaire, exécutée sous les auspices de l'Angleterre. De même, les trois Gouvernements sont d'accord pour que toute construction de chemin de fer en Ethiopie reliant le Benadir à l'Erythrée à l'ouest d'Addis Abeba soit, dans la mesure où un concours étranger est nécessaire, exécutée sous les auspices de l'Italie. Le Gouvernement Britannique se réserve le droit de se servir, le cas échéant, de l'autorisation accordée par l'Empereur Ménélik à la date du 28 août 1904, de construire un chemin de fer du Somaliland Britannique à travers l'Ethiopie jusqu'à la frontière Soudanaise, à la condition, toutefois, de s'entendre au préalable avec les Gouvernements Français et Italien, les trois Gouvernements s'interdisant de construire sans entente préalable aucune ligne pénétrant en territoire Abyssin ou devant se raccorder aux lignes Abyssines, et de nature à faire concurrence directe à celles qui seront établies sous les auspices de l'une d'elles.

Art. 10. Les Représentants des trois Puissances se tiendront réciproquement complètement informés et coopéreront pour la protection de leurs intérêts respectifs. Dans le cas où les Représentants Anglais, Français et Italiens ne pourraient pas se mettre d'accord, ils en référeront à leurs Gouvernements respectifs et suspendraient en attendant toute action.

Art. 11. En dehors des Arrangements énumérés à l'Article 1<sup>er</sup> et à l'Article 5 de la présente Convention, aucun Accord conclu par l'une quelconque des Puissances Contractantes en ce qui concerne la région Ethiopienne ne sera opposable aux autres Puissances Signataires du présent Arrangement.

Fait à Londres, le 13 Décembre 1906.

|         |                     |
|---------|---------------------|
| (L. S.) | E. GREY.            |
| (L. S.) | Paul CAMBON.        |
| (L. S.) | A. DE SAN GIULIANO. |



## ANNEXE.

*Traduction de La Lettre Impériale du 8 Août 1904, autorisant la Compagnie du Chemin de Fer à entreprendre la Construction de la Ligne de Diré Daoua à Addis Abeba.*

LION, vainqueur de la tribu de Judas, Ménélik II, élu du Seigneur, Roi des Rois d'Ethiopie, à M. le Ministre Plénipotentiaire du Gouvernement Français à Addis Abeba,

Salut !

Afin que la Compagnie du Chemin de Fer ne perde pas de temps inutilement, je vous informe qu'il est de ma volonté qu'elle entreprenne vite les travaux de la ligne de Diré Daoua à Addis Abeba. Seulement pour les contrats, nous nous entendrons dans la suite avec la Compagnie du Chemin de Fer.

Écrit le 2 Naassé de l'an de grâce 1896 (ère Abyssine), en la ville d'Addis Abeba (le 8 Août 1904).

---

DÉCLARATION SIGNÉE A LONDRES LE 13 DÉCEMBRE 1906.

Le Ministre des Affaires Etrangères d'Italie fait observer que l'Italie a des Traités avec le Sultan de Lugh, le Sultan de Raheita et les Dannakils regardant des questions de frontière. Ces Traités devant faire l'objet d'une négociation avec le Gouvernement Ethiopien, il est impossible de les comprendre dans l'énumération de l'article 1<sup>er</sup>, mais le Gouvernement Italien se réserve de les communiquer à l'Angleterre et à la France après l'issue des négociations.

Le Ministre des Affaires Etrangères d'Angleterre et l'Ambassadeur de France donnent acte au Ministre des Affaires Etrangères d'Italie de cette déclaration.

Londres, le 13 Décembre, 1906.

|         |                     |
|---------|---------------------|
| (Signé) | E. GREY.            |
| (Signé) | Paul CAMBON.        |
| (Signé) | A. de San Giuliano. |

---

**Convention relative à l'importation des armes  
et munitions en Abyssinie.**

(Signée à Londres, le 13 Décembre 1906).

La France, la Grande-Bretagne et l'Italie, ayant un intérêt commun à prévenir tout désordre dans les territoires qu'elles possèdent respec-

tivement dans la région Ethiopienne et sur le littoral de la Mer Rouge, du Golfe d'Aden, et de l'Océan Indien, ont convenu ce qui suit :—

1. Les Gouvernements Contractants, se référant aux dispositions contenues dans les Articles VIII à XIII de l'Acte Général de Bruxelles du 2 Juillet 1890, s'engagent à exercer une surveillance rigoureuse sur les importations d'armes et de munitions :

Le Gouvernement Français à Djibouti et Obock et dans les territoires de la Somalie Française ;

Le Gouvernement Britannique dans la Somalie Anglaise et dans les ports et territoires de Zeila, de Berbera, d'Aden, et de Périm ; et

Le Gouvernement Italien dans l'Erythrée, la Somalie Italienne, et en particulier dans les ports de Massaouah et d'Assab.

2. Pour les armes et munitions destinées au Gouvernement Ethio-pien, aux Chefs Ethiopiens reconnus et aux particuliers en Ethiopie, l'autorisation de transit ne sera donnée que sur une demande formulée par le dit Gouvernement, indiquant nominativement les personnes autorisées, ainsi que la nature et la quantité des armes et des munitions, et certifiant que les dites armes et munitions ne sont pas destinées à la vente.

3. Les trois Gouvernements s'engagent à prêter leur concours pour agir auprès du Négus afin que, suivant les prescriptions de l'Acte Général de Bruxelles, le trafic des armes et des munitions soit interdit en territoire Abyssin.

4. En ce qui concerne la surveillance des boutres qui viennent chercher des armes à Djibouti, Aden, Périm, Zeila, Massaouah, Assab, et autres ports de la région pour des points situés en dehors de la zone de protection de l'Acte de Bruxelles, des dispositions seront prises pour les empêcher de se livrer à des actes de contrebande.

5. En maintenant expressément les principes de la législation Française sur le droit de visite et demeurant entendu que les deux Gouvernements Italien et Anglais maintiennent également leurs principes sur cette question, le Gouvernement Français accepte que les mesures de surveillance appliquées par les autorités locales dans les eaux territoriales Italiennes et Anglaises aux petits bâtiments (boutres) de commerce indigènes, Italiens et Anglais soient également applicables dans les eaux territoriales Anglaises et Italiennes aux boutres portant le pavillon Français ; de leur côté, les Gouvernements Anglais et Italien acceptent que les mesures de surveillance appliquées par les autorités locales dans les eaux territoriales Françaises aux petits bâtiments indigènes de commerce (boutres) Français soient également applicables aux boutres portant le pavillon Anglais ou Italien.

Ces mesures seront appliquées sans qu'il soit besoin de recourir aux formalités prescrites par les Conventions Consulaires en vigueur entre les trois Gouvernements.

6. Pour faciliter la surveillance sur les embarcations indigènes et pour prévenir toute usurpation de pavillon, les trois Gouvernements s'engagent à se communiquer chaque année les listes des boutres autorisés à porter leur pavillon respectif.

7. Les trois Gouvernements obligeront en outre les boutriers autorisés à arborer le pavillon Français, Anglais ou Italien à inscrire sur leurs embarcations des marques apparentes qui permettent de les reconnaître plus aisément à distance.

8. Les Gouvernements Anglais, Français et Italien sont d'accord pour prescrire à leurs autorités respectives de se concerter pour l'exécution sur place des dispositions résultant du présent Accord.

9. Le présent Arrangement est conclu pour une durée de douze années à partir de la signature, et restera en vigueur de trois ans en trois ans à moins qu'il ne soit dénoncé six mois à l'avance.

Fait à Londres, le 13 Décembre 1906.

|         |                     |
|---------|---------------------|
| (L. S.) | E. GREY.            |
| (L. S.) | Paul CAMBON.        |
| (L. S.) | A. DE SAN GIULIANO. |

## ALLEMAGNE-ABYSSINIE.

### Traité d'amitié et de commerce

Signé le 7 mars 1905

(Ratifié; communication de la ratification 16 mai 1906.

Entré en vigueur, le 16 juin 1906).

#### TEXTE ORIGINAL ALLEMAND (1)

(Voir traduction française ci-dessous, p. 55).

Seine Majestät Wilhelm II, Deutscher Kaiser, König von Preussen im Namen des Deutschen Reichs und Seine Majestät Menelek II, König der Könige von Aethiopien, von dem Wunsche geleitet, die Beziehungen der beiden Reiche dauernd freundschaftlich zu gestalten und den Handelsverkehr zwischen den beiderseitigen Staatsangehörigen zu erleichtern, sind übereingekommen, zur Erreichung dieser Zwecke einen Vertrag abzuschliessen.

Demgemäss haben Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, durch Seinen Gesandten in ausserordentlicher Mission usw. usw., dessen Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden worden sind, Seine Majestät der Kaiser Menelek, in eigenem Namen als König der Könige von Aethiopien handelnd, die nachstehenden Bestimmungen vereinbart, welche für sie selbst sowie für ihre Erben und Nachfolger bindend sein sollen.

(1) Reichs-Gesetzblatt, 1906, p. 470.

Art. I. Die Angehörigen und Schutzgenossen eines jeden der ver-  
tragschliessenden Staaten sollen volle Freiheit des Aufenthalts, der  
Reise, des Handels und Gewerbes in den Gebieten des anderen Staates  
geniessen.

Art. II. Jeder der vertragschliessenden Staaten sichert den Ange-  
hörigen und Schutzgenossen des anderen Staates, welche sich in  
seinem Gebiet aufhalten, Sicherheit der Person und des Eigentums zu.

Art. III. Jeder der vertragschliessenden Staaten gewährt den Angehö-  
rigen und Schutzgenossen des anderen Staates alle Rechte, Vorteile  
und Privilegien, welche er den Angehörigen eines dritten Staates  
insbesondere auch in Ansehung der Zölle, inneren Abgaben und  
Gerichtsbarkeit zugestanden hat oder in Zukunft zugestehen wird.

Art. IV. Den Angehörigen des Deutschen Reichs und den Schutz-  
genossen soll das Recht zustehen, die in Abessinien befindlichen Tele-  
graphenlinien, Posteinrichtungen und alle sonstigen Verkehrsmittel  
zu denselben Bedingungen und Gebührensätzen wie Einheimischen  
oder die Angehörigen eines dritten Staates zu benutzen.

Art. V. Jeder der beiden vertragschliessenden Teile kann im Lande  
des anderen Teiles beglaubigte Vertreter bestellen, die an solchen  
Plätzen residieren sollen, wo Handels- oder sonstige Interessen ihre  
Anwesenheit nötig oder wünschenswert erscheinen lassen, dabei aber  
auch das Recht haben, jeden Teil des Landes zu jeder Zeit aufzu-  
suchen.

Art. VI. Der gegenwärtige Vertrag soll von dem Tage des Inkraft-  
tretens an zehn Jahre Lang in Geltung bleiben. Wenn weder der eine  
noch der andere der beiden Teile zwölf Monate vor Ablauf dieser Frist  
durch eine amtliche Erklärung seine Absicht ankündigt, die Wirksam-  
keit des Vertrags aufhören zu lassen, so wird derselbe für ein weiteres  
Jahr in Geltung bleiben und so fort bis zum Ablauf eines Jahres,  
nachdem die erwähnte Ankündigung stattgefunden haben wird.

Der gegenwärtige Vertrag soll in Kraft treten einen Monat nach  
dem Tage, an welchem die Ratifikation durch die Deutsche Regierung  
Seiner Majestät dem Kaiser von Aethiopien mitgeteilt worden sein  
wird.

Urkundlich dessen haben Seine Majestät Menelek II, König der  
Könige von Aethiopien, im Namen seines Reichs, und der Kaiserlich  
Deutsche Gesandte usw., usw. sür Seine Majestät den Deutschen  
Kaiser, König von Preussen, diesen Vertrag in zwei gleichlautenden  
Exemplaren in deutscher und amharischer Sprache unterzeichnet  
und ihre Siegel begedrückt.

So geschehen zu Adis Abeba, den 7. März im Jahre des Heils 1905  
(nach äthiopischer Zeitrechnung den 28. Yekatit 1897).  
(L. S.) (Aethiopisches Staatssiegel.) (L. S.) (Unterschrift des Gesandten.)

Der vorstehende Vertrag ist durch Seine Majestät den Kaiser  
ratifiziert und die Ratifikationsurkunde Seiner Majestät Menelek II,  
König der Könige von Aethiopien, am 16. Mai 1906 mitgeteilt worden.  
Der Vertrag tritt am 16. Juni 1906 in Kraft.



## TRADUCTION FRANÇAISE

Sa Majesté Guillaume II, Empereur Allemand, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, d'une part et Sa Majesté Menelek II, Roi des Rois d'Ethiopie,

Animés d'un désir commun d'établir des rapports d'amitié durables entre les deux Empires et de faciliter le commerce entre leur nationaux respectifs, ont convenu de conclure à cet effet un traité.

En conséquence, Sa Majesté l'Empereur allemand, Roi de Prusse, par l'intermédiaire de son Envoyé en mission extraordinaire etc., etc., dont les pouvoirs ont été trouvés en bonne et due forme, et Sa Majesté l'Empereur Menelek, agissant en son nom propre comme Roi des Rois d'Ethiopie, sont convenus des dispositions suivantes, qui sont obligatoires pour eux-mêmes comme pour leurs héritiers et successeurs :

ART. 1. Les nationaux et protégés de l'un ou de l'autre des États contractants auront pleine liberté de résidence, de voyage, de commerce et d'industrie dans les territoires de l'autre Etat.

ART. 2. Chacun des Etats contractants garantit aux nationaux et protégés de l'autre Etat, qui se trouvent sur son territoire, la sécurité de leur personne et de leurs biens.

ART. 3. Chacun des Etats contractants concède aux nationaux et protégés de l'autre Etat tous les droits, avantages et privilèges, qu'il a concédés ou concèdera aux ressortissants d'un tiers Etat, notamment en matière de droits de douanes, d'impositions intérieures et de juridiction.

ART. 4. Les nationaux et protégés de l'Empire allemand auront le droit, d'utiliser les lignes de télégraphe, les institutions de poste et autres moyens de communication, dans les mêmes conditions et aux mêmes taxes que les indigènes ou les ressortissants d'un tiers Etat.

ART. 5. Chacun des Etats contractants peut placer sur le territoire de l'autre Etat des représentants accrédités, qui résideront aux endroits où des intérêts commerciaux ou autres paraissent rendre leur présence nécessaire ou désirable ; ils auront en même temps le droit de visiter en tout temps n'importe quel autre endroit du pays.

ART. 6. Le présent traité restera en force pendant une durée de 10 années à partir du jour de son entrée en vigueur. Si aucune des parties contractantes ne fait savoir par une notification officielle son intention d'y mettre fin douze mois avant l'expiration de ce délai, sa durée sera prolongée d'une année, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration de l'année à partir de la délivrance de la notification précitée.

Le présent traité entrera en vigueur un mois après que la ratification du gouvernement allemand aura été communiquée à sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie.

En foi de quoi sa Majesté Menelek II, Roi des Rois d'Ethiopie, au nom de son Empire, et l'Envoyé Impérial Allemand, agissant pour sa Majesté l'Empereur Allemand, roi de Prusse, ont signé le présent traité en deux exemplaires conformes, en langue allemande et amharique et y ont apposé leurs sceaux.

Ainsi fait à Adis Abeba, le 7 mars de l'an de grâce 1905 (suivant l'ère éthiopienne 28 yekatit 1897).

L.S. (Sceau éthiopien).      L.S. (Signature de l'Envoyé allemand).

---

Le présent traité a été ratifié par sa Majesté l'Empereur Allemand, et l'acte de ratification a été communiqué à sa Majesté Menelek II, Roi d'Ethiopie, le 16 mai 1906. Le traité est entré en vigueur le 16 juin 1906.

---

## DEUXIÈME PARTIE

## CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

## AFFAIRES DE NORVÈGE (1)

[Affaires des Consulats. — Dissolution de l'Union Suédo-Norvégienne].

1903-1905 (2).

TRADUCTION (3)

Communication N° 5 au Storting (1903-1904).

De la transmission au Storting des procès-verbaux concernant la création d'un service consulaire séparé pour chacun des royaumes unis.

Proposition très respectueuse du Gouvernement norvégien du 16 Janvier 1904, approuvée très gracieusement par Décret Royal du 25 Janvier 1904.

Le Chef du Ministère des Affaires Étrangères, du Commerce, de la Navigation et de l'Industrie, M. Schöning, ministre, a très respectueusement rapporté ce qui suit :

En Conseil des ministres combiné, le 21 Décembre de l'année dernière, Votre Majesté a daigné décider que les négociations poursuivies en vue de la création de services consulaires séparés pour chacun des royaumes unis, et qui ont été exprimées dans les documents suivants :

1. Procès-verbal dressé au Conseil des Ministres combiné, le 11 Décembre 1903 ;
2. Rapport du Gouvernement norvégien du 18 du même mois ;
3. Procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, le 21 du même mois.

Seront publiées.

En se rapportant à ce qui précède, le Département est d'avis que copie desdits documents doit être transmise au Storting actuellement en session.

(1) Voir aussi *Archives diplomatiques*, 1906, vol. I, n° 3 (t. 97), p. 313 et suiv.

(2) Documents communiqués aux *Arch. dipl.* par le Gouvernement Norvégien. Février 1907.

(3) Traduction du Ministère des Affaires étrangères de Norvège.

On se permet, avec l'adhésion des autres membres du Conseil, de proposer très respectueusement :

Que l'ordre soit donné de transmettre, au Storting actuellement en session, copie

Du procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, le 11 Décembre 1903 ;

Du rapport du Gouvernement norvégien du 18 Décembre 1903 ;

Du procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, le 21 Décembre 1903, et du présent rapport très respectueux.

---

**Procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné,  
le 11 Décembre 1903.**

Secrétariat d'Etat royal.

A ce Secrétariat est parvenu, le 14 janvier 1904, un procès-verbal, relatif à une affaire ressortissant du Ministère des Affaires Etrangères, dressé en Conseil des Ministres combiné, devant Sa Majesté le Roi, au Palais de Stockholm, le 11 décembre 1903. La teneur du procès-verbal est la suivante :

*Concernant les négociations relatives à la création d'un service consulaire séparé pour chacun des royaumes unis.*

Son Excellence M. le Ministre des Affaires Etrangères présenta très respectueusement le rapport émis le 26 juillet 1902, par le Comité unionel des Consulats, établi par Décret royal du 18 janvier de la même année. Le ministre en communiqua les principales parties, et ajouta :

Ainsi qu'il ressort de ce compte-rendu, le Comité a bien indiqué les points au sujet desquels des négociations devraient avoir lieu, soit entre les royaumes unis et les puissances étrangères, soit entre les autorités norvégiennes et les autorités suédoises, avant que soit effectuée la création de services consulaires séparés pour chacun des royaumes : mais le Comité n'a formulé aucune proposition d'arrangement ni pour l'un ni pour l'autre de ces cas. Le Comité ne s'est pas non plus reconnu le pouvoir de se prononcer sur l'utilité ou l'opportunité de l'organisation en question ou sur l'importance politique qu'on peut lui imputer. C'est pour ce motif que le Comité ne s'est pas occupé de la question relative aux formes constitutionnelles à donner à un accord entre les deux royaumes concernant la dissolution du service consulaire commun, tout en conservant la communauté dans la représentation diplomatique. La tâche à examiner tout d'abord fut donc, en partant des points de vue mentionnés en dernier lieu, de compléter le rapport du Comité.

Comme Votre Majesté l'a fait connaître dans Ses discours du trône, à l'ouverture du Storting, le 10 octobre 1902, et à celle du Rigsdag, le 17 janvier 1903, des négociations, dans le but nouvellement mentionné, ont eu lieu entre les membres des ministères des deux royaumes. Les résultats de ces négociations ont été consignés dans un document, et je sollicite auprès de Votre Majesté l'autorisation de le lui soumettre.



Ce document est conçu comme suit :

« Les négociations menées à Stockholm, aux mois d'octobre, de décembre et de janvier derniers, entre les membres soussignés des gouvernements norvégien et suédois, au sujet de l'affaire consulaire, ont été poursuivies à Kristiania aux mois de février et de mars.

Au cours de ces négociations, les négociateurs suédois ont déclaré que l'établissement d'un service consulaire séparé pour chacun des royaumes unis ne leur semblait pas désirable en soi-même et qu'ils n'étaient pas convaincus qu'une dissolution de la communauté existant sur ce point devrait amener pour l'un ou l'autre des deux royaumes des avantages pratiques de nature appréciable. Au contraire, il serait à craindre qu'une telle mesure amenât des inconvénients.

Etant donné, cependant qu'en Norvège, une manière de voir toute opposée s'est fait valoir depuis longtemps, et comme au cours des négociations au sujet du rapport du dernier comité consulaire unionel, il n'a pas paru impossible, sous certaines réserves, d'établir un système avec des consuls spéciaux à chaque royaume, système qui, tout en satisfaisant aux désirs exprimés du côté norvégien, serait en mesure d'écarter les principaux doutes émis, à ce sujet, du côté suédois, les négociateurs suédois ont, en vue d'obtenir l'avantage, d'importance capitale, d'un accord politique entre les deux royaumes, cru pouvoir proposer une réglementation de la question sur les bases suivantes :

1. Il sera établi des services consulaires séparés pour la Suède et pour la Norvège. Les consuls de chaque royaume ressortiront, dans les pays respectifs, de l'autorité désignée à cet effet par chacun des royaumes.

2. La situation des consuls spéciaux par rapport au ministre des affaires étrangères ainsi qu'aux légations sera fixée par des lois de même teneur, qui ne pourront être modifiées ou abrogées sans le consentement des pouvoirs constitués des deux royaumes.

Dans cette même relation, les négociateurs suédois ont ajouté qu'ils comprenaient et reconnaissent pleinement que la position occupée actuellement par le ministre des affaires étrangères, ne répond pas au droit légitime de la Norvège d'occuper, dans l'union, une place égale à celle de la Suède. Aussi ont-ils fait valoir qu'il serait désirable que cette question fût soulevée, une manière de voir qui cependant, pour le moment, n'a pu gagner d'adhésion du côté norvégien. Toutefois, ils se sont déclarés disposés, le désir en sera exprimé du côté norvégien, à proposer au Roi de soumettre au Rigsdag et au Storting un projet de modifications dans l'Acte d'Union, par lesquelles le Roi pourrait nommer un sujet suédois ou norvégien au poste de ministre des affaires étrangères, et par lesquelles ce ministre pourrait être rendu responsable, au point de vue constitutionnel, envers les parlements des deux royaumes.

À ceci, les négociateurs norvégiens répondent qu'ils sont, bien entendu, pleinement d'accord sur ce point, que l'organisation actuelle de la direction des Affaires étrangères ne répond pas au droit légitime de la Norvège d'occuper, dans l'Union, une situation égale à celle de la Suède. Il était, pour cela, d'autant plus évident, que l'on ne pouvait, du côté norvégien, donner son adhésion à des dispositions qui lieraient

la Norvège à cette organisation. En même temps, l'on exprimait l'espoir que la question d'une organisation satisfaisante de la direction des Affaires Etrangères pût bientôt devenir l'objet de négociations entre les deux royaumes.

Lorsque du côté norvégien, les négociations actuelles se sont basées sur ce que la question d'une modification de cet état d'inégalité, mentionnée plus haut, serait laissée de côté, la raison en était que, dans les deux pays, il régnait, quant à la manière correcte de remédier à cette disproportion, une divergence d'opinions si prononcée qu'on ne pouvait, pour le présent, s'attendre à un accord sur la question.

Réduits ainsi à essayer de régler la question consulaire d'une manière qui ne touche pas au *statu quo* par rapport au Ministre des Affaires Etrangères et aux légations, les négociateurs norvégiens et suédois soussignés sont tombés d'accord sur ce fait : les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie d'un côté, et les services consulaires séparés, de l'autre, doivent être réglementés par les lois de même teneur, ne pouvant être modifiées par une seule des parties et garantissant que les consuls n'outrepasseront pas les limites de leurs fonctions et, assurant de plus, la collaboration nécessaire entre la direction des affaires étrangères et les services consulaires des deux royaumes.

Finalement, nous voulons aussi exprimer l'espoir qu'il n'est pas loin le temps où il sera possible, moyennant des avances réciproques, d'ouvrir des négociations sur la question de l'organisation de la direction des Affaires Etrangères, et de trouver une solution de cette question satisfaisant les deux pays et capable d'assurer, de manière durable, l'avenir de l'Union.

Stockholm et Kristiania, le 24 mars 1903.

Er. Gust. BOSTRÖM

Alf. LAGERHEIM.

K. S. HUSBERG.

O. BLEHR.

A. QVAM.

GUNNAR KNUDSEN.

Sigurd IBSEN."

Différents projets plus ou moins complets des dites lois de même teneur existaient déjà à l'époque où le document, dont je viens de faire le rapport, fut rédigé, et un projet plus complet a été élaboré ensuite, mais avant que celui-ci, ou tout autre plus ancien, devienne l'objet d'une discussion de détail, je prie Votre Majesté de m'autoriser à Lui soumettre la question relative à la poursuite ultérieure de l'affaire dans son ensemble.

Je dois tout d'abord faire remarquer qu'une solution de la question des Consulats est supposée comprendre non seulement des lois de même teneur, concernant les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie, d'un côté, et les services consulaires séparés, de l'autre, mais aussi des arrangements sur les points que, suivant la déclaration du Comité, il est indispensable de régler avant la dissolution du service consulaire actuellement commun. Il est en outre nécessaire d'avoir des projets de réorganisation du service consulaire pour chacun des royaumes, et, conjointement, des évaluations exactes des

frais qu'occasionneront ces organisations. L'on devra, en ce point, prendre en considération que ces changements entraîneront nécessairement la réorganisation de la représentation diplomatique et consulaire ainsi qu'elle se trouve actuellement réunie dans certaines localités, telles que Washington et Constantinople, de même que, éventuellement, d'autres modifications dans l'organisation du service diplomatique, modifications qui, toutes, du moins à un certain degré, sinon d'une manière considérable, pourraient augmenter les frais de cette organisation.

Vient enfin la très importante question que le Comité a traitée au commencement de son rapport, c'est-à-dire celle des arrangements à établir avec les puissances étrangères dans le but d'assurer aux consuls spéciaux norvégiens ou suédois les privilèges et avantages qui reviennent actuellement aux consuls des royaumes unis.

Dans tous les cas, il ne doit pas, à mon avis, être question de demander aux Assemblées nationales de donner leur consentement aux lois de même teneur, si l'on ne présente pas, en même temps, au Rigsdag et au Storting, les propositions d'organisation et le budget complètement élaborées pour les services consulaires séparés, et aussi les points principaux des arrangements qui seront en outre nécessaires.

Lorsqu'on excepte les lois de même teneur ainsi que les arrangements avec les puissances étrangères, d'un côté, et entre les autorités norvégiennes et les autorités suédoises, de l'autre, on est d'avis que les travaux préparatoires ultérieurs devront être effectués par chacun des royaumes séparément. Ceux-ci devront, chacun pour soi, décider si les travaux préparatoires, qui doivent ainsi être entrepris dans chacun des royaumes séparément, peuvent avec avantage être opérés directement par le Ministère compétent, ou s'ils doivent, en tout ou en partie, être confiés à des comités spéciaux. Je me permets d'exprimer l'espoir que, dans le cas où l'on nommerait des comités, qu'on les autoriserait, dans la mesure qui sera jugée utile, à entrer en relation l'un avec l'autre. On aurait ainsi l'avantage de pouvoir travailler plus rapidement, donner aux règlements et aux autres décisions une plus grande uniformité et prendre des égards réciproques aux désirs et aux intérêts de l'autre pays. On devra, dans l'intérêt des deux royaumes, attacher une grande importance à ces considérations, car il est évident que tout aussi bien la Norvège que la Suède, également après la création des services consulaires séparés, tireront le plus grand profit de l'assistance qu'elles pourront se prêter, l'une à l'autre, sur ce domaine. Déjà ce qu'il y a de désirable dans le fait d'éviter, dans certains cas, des frais doubles l'indique bien ; mais cette considération n'est ni la seule ni la plus importante.

En me basant sur les considérations que je viens de produire, je dois proposer très respectueusement que Votre Majesté, tout en approuvant ce dont sont convenus les Ministres norvégiens et suédois, signataires du document référé du 24 mars dernier, daigne charger Ses Ministères norvégiens et suédois de poursuivre les négociations en vue de régler la question des consulats d'une manière qui ne touche pas au *statu quo* en ce qui concerne le Ministre des Affaires Étrangères et les légations, et de procéder, en même temps, de telle manière qu'après délibération ils jugeront convenables, à l'élaboration de projets définitifs des lois

de même teneur, mentionnées dans le document du 24 mars, qui doivent régler les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie, d'un côté, et les services consulaires séparés, de l'autre.

Conformément à la proposition de M. le Ministre, à laquelle les autres Ministres présents, norvégiens et suédois, donnèrent leur adhésion, Sa Majesté le Roi daigna décider que le Gouvernement norvégien serait appelé à donner son rapport dans l'affaire.

Pour communication.

Kristiania, le 15 janvier 1904.

LEHMANN.

Au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

---

**Proposition du Gouvernement norvégien du 18 Décembre 1903 approuvée très gracieusement par Décret Royal du 21 Décembre 1903.**

Le Chef du Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce, de la Navigation et de l'Industrie, M. Schöning, Ministre, a très respectueusement rapporté ce qui suit :

En Conseil des Ministres combiné, le 11 de ce mois, Votre Majesté a daigné ordonner que le Gouvernement norvégien serait appelé à donner son rapport à l'occasion d'une proposition très respectueuse de Son Excellence M. le Ministre des Affaires Etrangères, relative à l'organisation future du service consulaire. En se rendant à cette invitation, le Département se permet très respectueusement de faire les observations suivantes :

Il ressort du procès-verbal, dressé dans ledit Conseil, que Son Excellence M. le Ministre des Affaires Etrangères présenta à votre Majesté le rapport du 26 Juillet 1902, élaboré par le Comité unionel des Consulats, établi par Décret Royal du 18 Janvier de la même année, et qu'il rendit compte des parties essentielles du rapport. Ainsi qu'il ressortait de ce compte rendu, le Comité avait bien, dit le Ministre, indiqué les points au sujet desquels des négociations devraient avoir lieu soit entre les royaumes unis et les puissances étrangères, soit entre les autorités norvégiennes et les autorités suédoises, avant que soit effectuée la création de services consulaires séparés pour chacun des royaumes ; mais le Comité n'avait formulé aucune proposition d'arrangements ni pour l'un ni pour l'autre de ces cas. Le Comité ne s'était pas non plus reconnu le pouvoir de se prononcer sur l'utilité ou sur l'opportunité désirable de l'organisation en question ou sur l'importance politique qu'on peut lui imputer. C'était évidemment pour ce motif que le Comité ne s'était pas occupé de la question relative aux formes constitutionnelles à donner à un arrangement entre les deux royaumes concernant la dissolution du service consulaire commun, tout en maintenant la communauté dans la représentation diplomatique, La tâche se présentant tout d'abord fut donc, en parlant



des points de vue mentionnés en dernier lieu, de compléter le rapport du Comité.

Comme Votre Majesté l'avait fait connaître dans ses discours du trône, à l'ouverture du Storting, le 10 Octobre 1902, et à celle du Rigsdag, le 17 Janvier 1903, des négociations, fit remarquer M. le Ministre avaient eu lieu, dans le but nouvellement mentionné, entre des membres des ministères des deux royaumes. Les résultats de ces négociations furent résumés dans un document, et Son Excellence sollicita auprès de Votre Majesté l'autorisation de le Lui soumettre. Ce document est conçu comme suit :

Les négociations menées à Stockholm aux mois d'octobre, de décembre et de janvier derniers entre les membres soussignés des gouvernements norvégien et suédois, au sujet de l'affaire consulaire, ont été poursuivies à Kristiania aux mois de février et de mars.

Au cours de ces négociations, les négociateurs suédois ont déclaré que l'établissement d'un service consulaire séparé pour chacun des royaumes unis ne leur semblait pas désirable en soi-même et qu'ils n'étaient pas convaincus qu'une dissolution de la communauté existant sur ce point devrait amener pour l'un ou l'autre des deux royaumes des avantages pratiques de nature appréciable. Au contraire, il serait à craindre qu'une telle mesure amenât des inconvénients.

Etant donné, cependant, qu'en Norvège une manière de voir toute opposée s'est fait valoir depuis longtemps, et comme au cours des négociations au sujet du rapport du dernier Comité consulaire unionel, il n'a pas paru impossible, sous certaines réserves, d'établir un système avec des consuls spéciaux à chaque royaume, système qui, tout en satisfaisant aux désirs exprimés du côté norvégien, serait en mesure d'écarter les principaux doutes émis, à ce sujet, du côté suédois, les négociateurs suédois ont, en vue d'obtenir l'avantage, d'importance capitale, d'un accord politique entre les deux royaumes, cru pouvoir proposer une réglementation de la question sur les bases suivantes :

1. Il sera établi des services consulaires séparés pour la Suède et pour la Norvège. Les consuls de chaque royaume ressortiront, dans les pays respectifs, de l'autorité désignée à cet effet par chacun des royaumes.

2. La situation des consuls spéciaux par rapport au Ministre des Affaires Etrangères ainsi qu'aux légations sera fixée par des lois de même teneur, qui ne pourront être modifiées ou abrogées sans le consentement des pouvoirs constitués des deux royaumes.

Dans cette même relation, les négociateurs suédois ont ajouté qu'ils comprenaient et reconnaissaient pleinement que la position occupée, actuellement par le Ministre des Affaires Etrangères, ne répond pas au droit légitime de la Norvège d'occuper, dans l'union, une place égale à celle de la Suède. Aussi ont-ils fait valoir qu'il serait désirable que cette question fût soulevée, manière de voir qui, cependant, pour le moment, n'a pu gagner l'adhésion du côté norvégien. Toutefois, lorsque le désir en serait ils se sont déclarés disposés quand le désir en sera exprimé du côté norvégien, à proposer au Roi de soumettre au Rigsdag et au Storting un projet de modifications dans l'Acte d'Union, par lesquelles le Roi pourrait nommer un sujet suédois ou norvégien

au poste de Ministre des Affaires Etrangères et par lesquelles ce ministre pourrait être rendu responsable, au point de vue constitutionnel, envers les parlements des deux royaumes.

A ceci, les négociateurs norvégiens répondent qu'ils sont, bien entendu, pleinement d'accord sur ce point que l'organisation actuelle de la direction des Affaires Etrangères ne répond pas au droit légitime de la Norvège d'occuper, dans l'Union, une situation égale à celle de la Suède. Il était, pour cela, d'autant plus évident, que l'on ne pouvait, du côté norvégien, donner son adhésion à des dispositions qui lieraient la Norvège à cette organisation. En même temps, l'on exprimait l'espoir que la question d'une organisation satisfaisante de la direction des Affaires Etrangères pût bientôt devenir l'objet de négociations entre les deux royaumes.

Lorsque, du côté norvégien, les négociations actuelles se sont basées sur ce que la question d'une notification de cet état d'inégalité, mentionnée plus haut, serait laissée de côté, la raison en était que, dans les deux pays, il régnait, quant à la manière correcte de remédier à cette disproportion, une divergence d'opinions si prononcée qu'on ne pouvait, pour le présent, s'attendre à un accord sur la question.

Réduits ainsi à essayer de régler la question consulaire d'une manière qui ne touche pas au "statu quo" par rapport au ministre des Affaires Etrangères et aux légations, les négociateurs norvégiens et suédois soussignés sont tombés d'accord sur ce fait : les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie, d'un côté, et les services consulaires séparés, de l'autre, doivent être réglementés par des lois de même teneur, ne pouvant être modifiées par une seule des parties et garantissant que les consuls n'outre-passeront par les limites de leurs fonctions et, assurant de plus, la collaboration nécessaire entre la direction des Affaires Etrangères et les services consulaires des deux royaumes.

Finalement, nous voulons aussi exprimer l'espoir qu'il n'est pas loin le temps où il sera possible, moyennant les avances réciproques, d'ouvrir des négociations sur la question de l'organisation de la direction des Affaires Etrangères, et de trouver une solution de cette question satisfaisant les deux pays et capable d'assurer, de manière durable, l'avenir de l'Union.

Quant à ce qui concerne les lois de même teneur mentionnées dans le document, Son Excellence fit connaître que déjà à l'époque de l'élaboration du document qui vient d'être rapporté, il en existait plusieurs projets plus ou moins complets, et qu'un projet plus complet avait été élaboré ensuite ; mais avant que ce dernier projet, ou l'un des anciens projets, devînt l'objet d'une discussion de détail, Son Excellence demandait à être autorisée par Votre Majesté à Lui soumettre la question relative à la poursuite de l'affaire dans son ensemble.

M. le Ministre fit remarquer qu'une solution de la question des consulats est supposée comprendre non seulement des lois de même teneur concernant les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie, d'un côté, et les services consulaires séparés, de l'autre, mais aussi des arrangements sur les points qu'il était indispensable, suivant la déclaration du Comité, de régler, avant la dissolution du service consulaire actuellement commun. Il était, en outre, néces-

saire d'avoir des projets de réorganisation du service consulaire pour chacun des royaumes, et, conjointement, des évaluations exactes des frais qu'occasionneront ces organisations. Sur ce point on devait prendre en considération que ces changements entraîneraient nécessairement la réorganisation de la représentation diplomatique et consulaire ainsi qu'elle se trouve actuellement réunie dans certaines localités, telles que Washington et Constantinople, de même que, éventuellement, d'autres modifications dans l'organisation du service diplomatique, modifications qui, toutes, du moins à un certain degré, sinon d'une manière considérable, devaient pouvoir augmenter les frais de cette organisation. Venait enfin la très importante question que le Comité avait traitée au commencement de son rapport, celle des arrangements à établir avec les puissances étrangères dans le but d'assurer aux consuls spéciaux norvégiens ou suédois les privilèges et avantages qui reviennent actuellement aux consuls des royaumes unis.

Dans tous les cas, il ne devrait pas être question, de l'avis de M. le Ministre, de demander aux représentations nationales de donner leur consentement aux lois de même teneur, si l'on ne présentait pas en même temps, au Rigsdag et au Storting, des propositions d'organisation et de budget complètement élaborées pour les services consulaires séparés, et aussi les points principaux des arrangements qui seront en outre, nécessaires. Lorsqu'on excepte les lois de même teneur ainsi que les arrangements avec les puissances étrangères, d'un côté, et entre les autorités norvégiennes et les autorités suédoises, de l'autre, M. le Ministre était d'avis que les travaux préparatoires ultérieurs devraient être effectués par chacun des royaumes séparément. Ceux-ci devraient, chacun pour soi, décider si ces travaux préparatoires, qui doivent ainsi être entrepris dans chacun des royaumes séparément, pouvaient, avec avantage, être opérés directement par le Ministère compétent, où s'ils devaient, en tout ou en partie, être confiés à des comités spéciaux. M. le Ministre espérait, dans le cas où l'on nommerait des comités, qu'on les autoriserait, dans la mesure qui serait jugée utile, à entrer en relation l'un avec l'autre. On aurait ainsi l'avantage de pouvoir travailler plus rapidement, donner aux règlements et autres décisions une plus grande uniformité, et prendre des égards réciproques aux désirs et aux intérêts de l'autre pays. On devrait, dans l'intérêt des deux royaumes, attacher une grande importance à ces considérations, car il est évident que tout aussi bien la Norvège que la Suède, également après la création des services consulaires séparés, tireraient le plus grand profit de l'assistance qu'elles pourraient se prêter, l'une à l'autre, sur ce domaine. Déjà ce qu'il y avait de désirable dans le fait d'éviter, dans certains cas, des frais doubles, l'indiquait bien; mais cette considération n'était ni la seule ni la plus importante.

Son Excellence M. le Ministre des Affaires Etrangères dit en terminant, qu'il voulait, en se basant sur les considérations qu'il venait de mentionner, conseiller très respectueusement à Votre Majesté, en approuvant ce dont étaient convenus les Ministres norvégiens et suédois, signataires du document référé du 24 mars dernier de vouloir bien charger ses Ministères norvégiens et suédois de poursuivre les négociations en vue de régler la question des consulats d'une manière



qui ne touche pas au *statu quo* en ce qui concerne le Ministre des Affaires Etrangères et les légations, et de procéder en même temps, de telle manière qu'après délibération ils jugeront convenable, à l'élaboration de projets définitifs des lois de même teneur, mentionnés dans le document du 24 mars, qui doivent régler les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie, d'un côté, et les services consulaires séparés, de l'autre.

A l'occasion de la proposition de M. le Ministre des Affaires Etrangères, dont le rapport vient d'être fait ci-devant, le présent Département se permet faire observer qu'il trouve désirable que les négociations qui ont été menées jusqu'à présent, d'une manière préliminaire, entre certains membres des deux gouvernements, reçoivent à l'avenir une base plus solide, et que l'on élabore, le plus tôt possible, des propositions définitives, des lois de même teneur, mentionnées dans le document du 24 mars 1903, qui doivent régler les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie, d'un côté, et les services consulaires séparés, de l'autre.

Tout en procédant à l'élaboration de ces lois, on devra également, dans la mesure nécessaire, chercher à régler, avec les puissances étrangères, et entre les autorités compétentes norvégiennes et suédoises, les arrangements mentionnés par le Comité des Consulats, à la page 30 de sa proposition.

Le Département adhère également à l'opinion de M. le Ministre sur l'utilité qu'il y aurait à présenter aux Assemblées nationales, en même temps que les lois de même teneur, et, dans leurs traits principaux, les arrangements nécessaires sus-mentionnés, des propositions complètes d'organisation et de budget pour les services consulaires séparés.

Quant à la collaboration indiquée au sujet de l'élaboration des plans d'organisation, etc., le Département est entièrement d'accord sur le point que les comités compétents, si c'est à de tels comités qu'on confie les travaux, devront être autorisés, dans la mesure nécessaire, à entrer en relation l'un avec l'autre.

On se permet en conséquence de recommander à Votre Majesté de daigner approuver la proposition de M. le Ministre concernant l'autorisation pour les Gouvernements norvégien et suédois de Votre Majesté, à poursuivre les négociations au sujet de l'organisation future du service consulaire.

Conformément à ce qui vient d'être exposé, ce à quoi adhèrent, dans les parties essentielles, les autres membres du Conseil,

On propose très respectueusement :

Que Votre Majesté daigne ordonner que copie de cette très respectueuse proposition, au sujet des mesures à prendre concernant la création d'un service consulaire séparé pour chacun des royaumes unis, soit transmise à M. le Ministre des Affaires Etrangères.

---



**Procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné,  
le 21 Décembre 1903.**

**Secrétariat d'État-Royal.**

A ce Secrétariat est parvenu, le 14 Janvier 1904, un procès-verbal, relatif à une affaire ressortissant du Ministère des Affaires étrangères, dressé en Conseil des Ministres combiné, devant Sa Majesté le Roi et en présence de Son Altesse Royale le Prince Héritier, au Palais de Stockholm, le 21 décembre 1903.

La teneur de ce procès-verbal est la suivante :

*Concernant des négociations relatives à la création d'un service consulaire séparé pour chacun des royaumes unis.*

Son Excellence M. le Ministre des Affaires Etrangères présenta de nouveau le rapport du Comité unionel des Consulats du 26 juillet 1902, de même que le document signé le 24 mars 1903 par certains membres des gouvernements des deux Royaumes. Il communiqua également le très respectueux rapport qui, à l'occasion de la proposition faite le 11 de ce mois par M. le Ministre, lors de la communication desdits documents en Conseil des Ministres combiné — avait été émis le 18 courant, par le Gouvernement royal norvégien au sujet des mesures concernant la création d'un service consulaire séparé pour chacun des royaumes unis.

Après avoir rendu compte du contenu du dernier rapport, dont copie se trouve jointe à ce procès-verbal, M. le Ministre ajouta :

Le Gouvernement royal norvégien ayant approuvé, en tous points, les considérations mentionnées dans le rapport que j'ai présenté le 11 décembre, je me permets maintenant de proposer très respectueusement que Votre Majesté, tout en approuvant ce dont étaient convenus les Ministres norvégiens et suédois, signataires du document référé du 24 mars dernier, sont tombés d'accord, daigne charger ses Ministères Norvégien et Suédois de poursuivre les négociations en vue de régler la question des consulats d'une manière qui ne touche pas au statu-quo en ce qui concerne le Ministre des Affaires étrangères et les légations, — et de procéder, en même temps, de telle manière qu'après délibération, ils jugeront convenable, à l'élaboration de projets définitifs des lois de même teneur, mentionnées dans le document du 24 mars, qui doivent régler les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie, d'un côté, et les services consulaires séparés de l'autre.

Sa Majesté le Roi daigna approuver cette proposition, à laquelle adhèrent les autres Ministres présents, norvégiens et suédois, et décider que le procès-verbal du 11 décembre et celui en date d'aujourd'hui, ainsi que le très respectueux rapport du Gouvernement royal norvégien du 18 décembre, devraient être publiés.

Pour communication.

Kristiania, le 15 Janvier 1904.

LEHMANN.

Au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

## TRADUCTION

Communication N° 7 au Storting.

(1904-1905).

**Au sujet de la clôture des négociations concernant les services consulaires séparés pour la Norvège et la Suède.**

**Proposition très respectueuse du Ministre du Commerce et de l'Industrie, du 13 février 1905, approuvée très gracieusement ce même jour par Décret de Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent.**

(M. Vogt, Ministre rapporteur).

En Conseil des Ministres combiné, le 7 de ce mois, Votre Majesté a daigné décider que la mission, donnée par décret royal du 21 décembre 1903, aux Ministères Norvégien et Suédois, au sujet des négociations relatives à des services consulaires séparés pour la Norvège et pour la Suède, ne donnera lieu à aucune mesure ultérieure, et ordonner que les procès-verbaux, relatifs à cette affaire, dressés en Conseil des Ministres, seront publiés.

En se rapportant à ce qui précède, ce département est d'avis que copie des documents ci-après mentionnés, relatifs à la clôture des négociations concernant des services consulaires séparés pour la Norvège et la Suède, sera transmise au Storting actuellement en session, savoir :

Procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, le 6 février 1905.

Proposition du gouvernement Norvégien du 6 février 1905.

Procès-verbal dressé au Conseil des Ministres combiné, le 7 février 1905.

Conformément à ce qui vient d'être exposé, on se permet de proposer très respectueusement :

Que Votre Majesté daigne autoriser le Ministère des Affaires Étrangères, du Commerce, de la Navigation et de l'Industrie à transmettre au Storting actuellement en session copie du présent rapport et des documents y mentionnés, concernant la clôture des négociations relatives aux services consulaires séparés pour la Norvège et la Suède.

**Procès-verbal relatif à une affaire ressortissant du Ministre des Affaires Étrangères, dressé en Conseil des Ministres combiné, devant Sa Majesté le Roi, en présence de Son Altesse Royale le Prince Héritier, au Palais de Stockholm, le 6 février 1905.**

Étaient présents :

Son Excellence M. IBSEN, Ministre d'Etat.

Son Excellence M. BOSTRØM, Ministre d'Etat.

Son Excellence M. le Comte GYLDENSTOLPE, Ministre des Affaires Etrangères.

MM. KILDAL,  
SCHØNING,  
ODELBERG,  
HUSBERG,  
PALANDER,  
WESTRING,  
RAMSTEDT,  
BERGER,  
MEYER,  
von FRIESEN,  
VIRGIN, Ministres.

---

### Des négociations concernant la question des consulats.

Son Excellence M. le Ministre des Affaires Étrangères exposa très respectueusement ce qui suit :

En Conseil des Ministres combiné, le 21 décembre 1905, Votre Majesté a daigné, tout en approuvant ce dont étaient convenus les Ministres norvégiens et suédois, signataires du document du 24 mars 1903, inséré dans le procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, le 11 décembre 1903, charger Ses ministères norvégiens et suédois de poursuivre les négociations en vue de régler la question de la création d'un service consulaire séparé pour chacun des royaumes unis, d'une manière qui ne touche pas au *statu quo* en ce qui concerne le Ministre des Affaires Etrangères et les légations, et de procéder, en même temps, de telle manière qu'après délibération ils jugeront convenable, à l'élaboration de projets définitifs des lois de même teneur, mentionnées dans le document du 24 mars, qui doivent régler les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie, d'un côté, et les services consulaires séparés, de l'autre.

Les négociations, ainsi recommandées par Votre Majesté, ont été poursuivies pendant le courant de l'année dernière et ont donné les résultats suivants :

Par lettre du 28 mai 1904 (annexe 1 au présent procès-verbal), Son Excellence M. Hagerup, Ministre d'Etat, transmettait à Son Excellence M. Boström, Ministre d'Etat, un projet des lois de même teneur (annexe 2).

Ce ne fut que vers la mi-septembre que les membres du ministère suédois purent commencer de concert l'examen de détail de ce projet. Comme il parut désirable, au cours de cet examen, de conférer avec le ministère norvégien au sujet de différents points du projet, M. Boström, Ministre d'Etat, autorisé à cet effet par Votre Majesté, se rendit à Kristiania, à la fin de novembre, et mit alors aux Ministres d'Etat norvégiens un résumé (annexe 3) de différents principes fondamentaux devant servir de base aux lois de même teneur projetées dans le décret royal du 21 décembre 1903. Les conférences à Kristiania une fois

terminées, M. Boström, Ministre d'Etat, reçut de M. Hagerup, Ministre d'Etat, une lettre en date du 26 novembre (annexe 4).

Dans la première moitié de décembre, M. Hagerup, Ministre d'Etat, vint à Stockholm, où les deux Ministres d'Etat norvégiens furent saisis d'un projet relatif aux lois du même teneur formulé du côté suédois (annexe 5).

La réponse du ministère norvégien à cette communication est contenue dans un mémoire en date du 11 janvier dernier (annexe 6), qui fut remis au ministère suédois le 13 du même mois.

Le Ministère suédois donna de nouveau une réponse le 30 janvier dernier (annexe 7), lettre qui fut remise le même jour à M. Ibsen, Ministre d'Etat.

M. Ibsen, Ministre d'Etat, adressa alors à M. Boström, Ministre d'Etat, une lettre datée du 1<sup>er</sup> de ce mois (annexe 8).

Après avoir rendu compte du contenu des documents sus-mentionnés, dont copies ou extraits se trouvent joints au présent procès-verbal (annexes 1-8), M. le Ministre des Affaires Etrangères ajouta :

Le Ministère norvégien maintenant ainsi comme condition de la poursuite des négociations que tous les six points, mentionnés dans son mémoire du 11 janvier dernier, soient supprimés, et le Ministère suédois ne trouvant pas, de son côté, pouvoir accepter cette condition, il ne semble pas qu'il y ait lieu de continuer les négociations relatives aux lois de même teneur dont il est question dans le décret royal du 21 décembre 1903.

Je me permets donc de proposer très respectueusement qu'il plaise à Votre Majesté de vouloir bien décider que la mission, donnée au Ministère norvégien et au ministère suédois par décret royal du 21 décembre 1903, ne donnera lieu à aucune mesure ultérieure, et ordonner que les procès-verbaux, dressés en Conseil des Ministres, et relatifs à cette affaire seront publiés.

Son Excellence, M. Boström, Ministre d'Etat, exprima ce qui suit :

Dans le but d'expliquer la divergence d'opinion qui existe entre les deux projets (annexes 3 et 5) présentés du côté suédois, je demande l'autorisation de rappeler certains faits :

L'accord a toujours existé au sein du Ministère suédois sur la nécessité, pour le Ministre des Affaires Etrangères et les légations, d'exercer un contrôle sur les consuls spéciaux qu'il est question d'établir. Quant à la forme à donner à l'exercice de ce contrôle, les opinions étaient, par contre, partagées jusqu'à un certain degré ; à mon avis, les prescriptions à ce sujet contenues dans l'annexe 3 sont nécessaires, tandis que la majorité des membres du Ministère, sans toutefois se considérer comme empêchés d'approuver les prescriptions proposées par moi, si elles venaient à être approuvées du côté norvégien, estimaient que les préceptes de contrôle, qui se trouvent énoncés dans l'annexe 5, devaient être proposés.

Après mon séjour à Kristiania, lors duquel la première des propositions sus-indiquées fut remise par moi, j'obtins la certitude, par la lettre de M. Hagerup, Ministre d'Etat, datée du 26 novembre, que ce projet ne pouvait pas être accepté du côté norvégien ; mais comme l'on considérait comme une chose possible que l'autre projet pût être approuvé dans ses parties essentielles par le Ministère norvégien, il



fut présenté aux Ministres d'Etat norvégiens. Au cours des pourparlers à ce sujet, je déclarai, ainsi que je l'avais auparavant fait connaître à Votre Majesté, que je ne pouvais naturellement pas changer ma manière de voir antérieurement exprimée, mais que c'était mon désir de ne pas être un empêchement au règlement possible de la question, et que par suite, je démissionnerais comme Ministre d'Etat si l'on pouvait entrevoir une possibilité d'obtenir, dans la suite, une entente entre les ministères des deux royaumes.

Conformément à l'avis énoncé par les membres présents des ministères norvégien et suédois, Sa Majesté le Roi daigna ordonner que le Gouvernement norvégien serait appelé à présenter son rapport sur l'affaire.

---

**Annexes au procès-verbal dressé en  
Conseil des Ministres combiné, le 6 février 1905.**

**ANNEXE 1.**

Lettre, en date du 28 Mai 1904, de M. Hagerup, Ministre d'Etat,  
à M. Boström, Ministre d'Etat.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, un projet contenant le cadre des prescriptions qui, d'après l'avis du Gouvernement norvégien, pourraient être insérées dans les lois de même teneur relatives aux rapports entre le service consulaire d'une part, et le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie de l'autre. Ce projet a en vue d'établir une base pour les négociations que l'on suppose pouvoir ouvrir dans l'avenir le plus proche.

**ANNEXE 2.**

Projet du Ministère norvégien du 28 Mai 1904.

**I.**

La direction consulaire, par laquelle l'on entend l'autorité dont dépendent les consuls, devra informer le Ministre des Affaires Etrangères.

a. De la création, suppression, modification ou division, changement de résidence des postes consulaires; nomination, définitive ou par interim, congé, suspension, rappel, ou démission des consuls;

b. Des prescriptions et instructions générales concernant le service consulaire;

c. Des dispositions qui touchent de près aux rapports avec les puissances étrangères, telles que des prescriptions sur les mesures à

observer par les consuls en cas de guerre, des ordres à donner aux consuls ou des mesures à prendre contre eux en cas de plaintes d'une puissance étrangère sur leur conduite, des instructions aux consuls au sujet de l'interprétation et de l'application des règles ou conventions de droit international et au sujet des affaires qui doivent être traitées en même temps par les autorités diplomatiques et consulaires.

## II.

La direction consulaire est chargée de faire accorder l'exequatur aux consuls, par l'intermédiaire du Ministre des affaires étrangères.

## III.

Dans les affaires qui ont pris, ou que l'on suppose devoir prendre un caractère diplomatique ou politique, et où l'on comprend qu'il y a urgence, le consul devra adresser un compte rendu détaillé au Ministre des Affaires Etrangères. Cette manière de procéder devra notamment être observée lorsqu'il sera question d'infractions aux conventions internationales, d'entraves de la part des autorités locales à l'exercice des fonctions du consul, d'embarras causés aux navires de la marine de guerre dans un port étranger, de la saisie illégale d'un navire de commerce, d'emprisonnement arbitraire d'un citoyen, de difficultés provenant de ce qu'il a éclaté une guerre ou une révolte, et de réclamations dont a déjà été saisi le service diplomatique, mais au sujet desquelles il est nécessaire d'avoir, d'urgence, de plus amples renseignements.

Dans les affaires du genre sus-mentionné, où il y a occasion de craindre, que l'absence d'intervention immédiate puisse causer un grand préjudice, le Ministre des Affaires Etrangères peut, par voie directe, demander des renseignements et adresser des demandes au consul au sujet du côté diplomatique ou politique de l'affaire.

Le consul ne peut pas s'abstenir de répondre aux questions ou aux demandes adressées par le Ministre des Affaires Etrangères parce qu'il trouve que l'affaire en question n'est pas du genre de celles mentionnées ci-dessus.

## IV.

Lorsque la sauvegarde des intérêts du royaume ou de ses sujets l'exigera, les légations seront autorisées à demander des renseignements et à adresser des demandes au consul. De telles demandes ne devront pas être incompatibles avec les lois, ordonnances, instructions et autres prescriptions établies par les autorités du royaume.

En ce qui concerne le devoir du Consul de se rendre aux invitations mentionnées ci-dessus, le dernier alinéa de l'art. III sera applicable d'une manière analogue.

## V.

Le Consul devra faire un rapport à la légation, s'il vient à sa connaissance que les conventions existant entre le royaume et le pays où il réside, ne sont pas strictement observées, ou que l'on a refusé à des sujets du royaume la jouissance des droits ou privilèges qui leur reviennent suivant les règles de droit international, ou si les autorités du pays mettent des entraves au libre exercice des fonctions du Consul ou d'un de ses subordonnés, ou si ces autorités refusent d'accorder à un fonctionnaire consulaire l'assistance à laquelle il a droit.

## VI.

Si dans une affaire, dont il a à s'occuper, le Consul ne peut pas obtenir des autorités locales ce qu'à son avis il est en droit d'exiger, il devra s'adresser à la légation et attendre de cette dernière des instructions, avant de faire de nouvelles démarches auprès des dites autorités. Si l'affaire en question est d'une certaine importance, le consul devra la soumettre à la légation, avant qu'elle ne fasse l'objet d'une réclamation formelle.

## VII.

Dans les affaires de réclamation, les Consuls doivent suivre, outre les règles générales établies ci-devant, les instructions de détail spécialement données à l'égard de l'Etat où ces Consuls résident, instructions qui devront être rédigées par la direction Consulaire après entente avec les autorités intéressées.

## VIII.

Le Consul ne doit pas entrer en rapport avec les autorités centrales de l'Etat où il réside, notamment avec le Ministère des Affaires Etrangères de ce pays.

Exception pourra néanmoins être faite à cette règle, lorsque le fait que le Consul s'adresse à l'autorité centrale étrangère est motivé par

- a. Une convention internationale ou
- b. Une coutume, approuvée par le Ministre des Affaires Etrangères et la direction Consulaire, ou
- c. Une nécessité absolue, cas dans lequel il faut supposer qu'il est impossible d'obtenir aucune assistance diplomatique.

## IX.

Cette loi, dont la validité est subordonnée à la condition qu'une loi analogue sera établie dans l'autre des Royaumes Unis, entrera en

vigueur à la date que décidera le Roi, et ne pourra être modifiée à moins que des décisions analogues n'aient été prises à ce sujet dans les deux royaumes.

## X.

Cette loi, qui ne règle que les rapports entre le service Consulaire, d'une part, et le Ministre des Affaires Etrangères et la diplomatie de l'autre, ne touche donc pas à la situation, au point de vue du droit constitutionnel du Ministre des Affaires Etrangères et des légations.

## ANNEXE 3.

Proposition présentée en novembre 1904 par M. BOSTRÖM, Ministre d'État.

Bases formulées du côté Suédois au sujet des lois de même teneur, prévues par le Décret Royal du 21 décembre 1903.

La loi devant être rédigée de telle manière qu'il en ressorte clairement qu'elle est effective dans les deux pays, que c'est le Ministre actuel des Affaires Etrangères qu'elle vise, et qu'on ne tend pas à obtenir de changements dans le *statu quo*, en ce qui concerne le Ministre des Affaires Etrangères et les légations, autres que ceux qui seront occasionnés par la modification du service Consulaire, le *titre* et l'*introduction* devront indiquer que la loi a eu vue la réglementation des rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et les légations de Sa Majesté auprès des puissances étrangères, d'un côté, et les directions Consulaires et les Consuls spéciaux pour chacun des Royaumes Unis, de l'autre. L'*introduction* devra, en outre, contenir que la loi a été proposée par le fait qu'une décision a été prise par les Royaumes Unis, sans modifier la communauté existante en ce qui concerne la direction des Affaires Etrangères et les légations auprès des puissances étrangères, de dissoudre le service Consulaire commun et de créer, pour chacun des royaumes, des services Consulaires séparés.

On devra faire ressortir le caractère de la loi, de ne pas pouvoir être modifiée par une seule des parties, à l'aide d'une stipulation, portant que la loi ne pourra être ni modifiée, ni abrogée, à moins qu'on ne prenne à ce sujet une décision analogue dans les deux royaumes.

En ce qui concerne les relations entre le Ministre des Affaires Etrangères et la direction consulaire, en dehors des préceptes généraux concernant leur devoir d'agir de concert et de se communiquer les décisions, les mesures, etc., qu'il peut être important pour l'autre partie de connaître, il doit être stipulé :

Qu'aucun nouveau poste consulaire ne devra être créé avant que le Ministre des Affaires Etrangères n'ait été entendu, en vue de savoir si, de la part de la puissance étrangère en question, il se trouve quelque obstacle à la création dudit poste ;

Que le Ministre des Affaires Etrangères aura l'occasion, avant la nomination d'un consul, de faire sur les personnes dont il pourra être question, les observations auxquelles elles pourront donner lieu de sa part ;



Que, lorsqu'il s'agira d'obtenir pour un consul l'exequatur d'un Etat étranger, de même que dans tous les cas où il sera, d'ailleurs, question de s'adresser au Gouvernement d'un Etat étranger à l'occasion d'une affaire consulaire, la direction consulaire devra avoir recours à l'intermédiaire du Ministre des Affaires Etrangères ;

Et que, si, dans les affaires qui sont traitées par la direction consulaire, le Ministre des Affaires Etrangères a donné des instructions au Consul, la direction consulaire ne devra donner au Consul aucun ordre qui soit contraire à ces instructions.

En ce qui concerne *la situation du Ministre des Affaires Etrangères par rapport aux Consuls, et réciproquement*, la loi devra contenir que les Consuls sont subordonnés au Ministre des Affaires Etrangères de telle manière :

Que, dans les affaires qui sont du ressort de ses fonctions, ledit Ministre aura le droit de réclamer directement du Consul des renseignements et de lui adresser directement des instructions.

Et que le Consul, de son côté, est tenu, sans restriction, d'accomplir ce qu'on lui demande ainsi, de même que dans les affaires traitées par lui et que l'on peut supposer devoir, par leur nature ou par suite d'autres circonstances, toucher aux rapports avec un état étranger, il devra, sans y être spécialement invité, rendre compte au Ministre des Affaires Etrangères de l'origine de l'affaire aussi bien que de son développement ultérieur.

Il devra également être stipulé :

Que, à l'exception de certains cas précisés, le Consul ne devra pas, à moins d'avoir reçu du Ministre des Affaires Etrangères des instructions spéciales, entrer en rapport avec la direction des Affaires Etrangères ou toute autre autorité centrale dans le pays où il réside,

Et que, dans le cas où un Consul agit d'une manière qui peut troubler les bons rapports entre les Royaumes Unis et le pays étranger intéressé, ou si le Consul néglige de suivre les instructions du Ministre des Affaires Etrangères ou de la légation, le Ministre des Affaires Etrangères pourra très respectueusement auprès du Roi demander le rappel du Consul ; après quoi, la direction consulaire sera informée de la décision prise à ce sujet.

En vue de la réglementation des *rapports entre la légation et les consuls respectifs*, la loi devra établir en dehors d'un précepte général sur leur devoir de collaboration mutuelle :

Que la légation est tenue de protéger les droits du Consul et de lui prêter l'assistance nécessaire, et qu'elle a le droit, dans les affaires qui sont du ressort de la légation, de réclamer du Consul des renseignements et de lui adresser des instructions ;

Que le Consul a, vis-à-vis de la légation, les mêmes devoirs qu'envers le Ministre des Affaires Etrangères ;

Et que, si le Consul, soit en prenant part à des démonstrations politiques, soit de toute autre manière, néglige d'une façon évidente les égards qu'il est tenu d'observer envers les autorités du pays où il réside, ou s'il est accusé de crime portant atteinte à sa considération civique, la légation a le droit de le suspendre provisoirement de ses fonctions.

La loi devra en outre prescrire :

Que dans les diplômes du Consul, le titre du Roi devra être porté conformément à la la forme usitée dans les rapports avec les puissances étrangères ;

Et que, tant que la nomination de consuls spéciaux pour chacun des Royaumes Unis, dans un pays étranger, n'aura pas été réglée par une convention formelle ou d'une autre manière rassurante, ou tant qu'une légation n'aura pas été créée auprès d'un Etat souverain étranger, l'organisation actuellement en vigueur restera applicable aux affaires consulaires des deux royaumes dans un tel pays.

#### ANNEXE 4.

Extrait de la lettre du 26 novembre 1904 de M. Hagerup, Ministre d'Etat,  
à M. Boström, Ministre d'Etat.

J'ai cru qu'il pouvait être d'une certaine importance, pour la poursuite des négociations, de donner un court résumé par écrit des points principaux de ce que je me suis permis de relever à Votre Excellence pendant les conférences de ces derniers jours. En ce qui concerne les bases posées par le Gouvernement suédois pour les lois dites lois de même teneur, les stipulations suivantes ont notamment été l'objet d'une discussion plus détaillée, et je me permets, à leur sujet, de préciser le point de vue norvégien tel qu'il a été maintenu par M. Ibsen, Ministre d'Etat et par moi :

1. L'on ne peut, du côté norvégien, donner son adhésion à quelque arrangement que ce soit qui donne, de fait ou de droit, à l'organisation de la direction des Affaires Etrangères, telle qu'elle existe actuellement, un fondement autre que celui qu'elle possède déjà : « Il ne sera pas touché au *statu quo* ». C'est là ce que prévoient expressément le communiqué et les procès-verbaux de décembre ; et cela implique que les interprétations ayant cours, dans les deux pays, sur le caractère actuel de la direction des Affaires Etrangères, devront être laissées intactes, et que ces lois ne devront apporter un nouvel appui ni à l'une ni à l'autre de ces opinions.

2. On ne peut non plus compter sur l'adhésion de la part de la Norvège à un arrangement, par lequel des autorités suédoises seront admises à intervenir dans les décisions d'une autorité gouvernementale norvégienne. Aussi à ce point de vue, nous ne faisons que maintenir le communiqué et les procès-verbaux de décembre, qui établissent comme « bases de l'arrangement » la création d'un service consulaire séparé pour la Suède et pour la Norvège, par lequel « les Consuls de chaque royaume ressortiront, dans les pays respectifs, de l'autorité désignée à cet effet par chacun des royaumes ». Ceci n'empêchera toutefois pas, ainsi que le laisse prévoir le projet norvégien, que le Ministre des Affaires Etrangères soit admis, dans une certaine mesure, à adresser des demandes directes aux Consuls.

Il y a également dans les « bases » formulées, d'autres stipulations qui rencontreront une opposition déterminée de la part de la Norvège, notamment les deux dernières ; mais comme ces stipulations n'ont joué aucun rôle prépondérant dans nos discussions, et les difficultés à arriver à une entente avec Votre Excellence au sujet des questions y mentionnées ne m'ayant pas paru très considérables, je les passerai ici sous silence. Quant aux deux stipulations spécialement indiquées ci-devant, je crois pouvoir, au point où en sont les choses, exprimer comme mon opinion personnelle que si, à leur égard, la Suède émet des prétentions inébranlables, incompatibles avec le point de vue norvégien, il sera inutile de poursuivre les négociations, vu qu'il sera alors donné d'avance, qu'elles ne pourront mener à aucun résultat.

Spécialement, au sujet de la stipulation formulée dans les « bases », d'après laquelle, le Ministre des Affaires Etrangères suédois pourra — suivant l'explication orale que me donna Votre Excellence sur la manière de comprendre ces clauses — obtenir, en conseil ministériel — par conséquent suédois — la destitution d'un consul nommé en conseil des Ministres norvégien, je me permis de faire remarquer : 1° que cette stipulation était absolument incompatible avec la loi fondamentale norvégienne, 2° qu'un arrangement d'après lequel une autorité gouvernementale suédoise pourrait annuler une décision prise par une autorité gouvernementale norvégienne, suivant les principes ordinaires de droit constitutionnel et international, imprimerait à la Norvège, la marque d'un état vassal, et que par suite, 3° cet arrangement, au point de vue national, serait un grand pas en arrière, en comparaison de l'organisation actuelle du service consulaire.

#### ANNEXE 5.

Projet présenté en décembre 1904 par M. Boström, Ministre d'Etat, et M. Ramstedt, Ministre.

Projet de loi concernant les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et les légations de Sa Majesté auprès des puissances étrangères, d'un côté, et les directions consulaires et les consuls séparés pour chacun des Royaumes Unis, de l'autre.

Vu la décision prise par les Royaumes Unis, sans modifier l'organisation existante en ce qui concerne la direction des Affaires Etrangères et les légations auprès des puissances étrangères, de dissoudre le service consulaire commun aux deux Royaumes et de créer des services consulaires séparés pour chacun d'eux, il est décidé, par les présentes, que les prescriptions suivantes serviront de règle pour les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et les légations, d'un côté, et les directions consulaires et les consuls, de l'autre :

#### ARTICLE 1.

En vue de faciliter l'accomplissement des tâches spéciales incombant à l'administration des Affaires Etrangères et aux services consulaires,

une collaboration continue doit avoir lieu entre le Ministre des Affaires Etrangères et la direction consulaire de chacun des royaumes.

## ARTICLE 2.

Le Ministre des Affaires Etrangères doit informer la direction consulaire des circonstances, qui parviendront à sa connaissance et qui lui semblent avoir de l'importance pour l'exercice des fonctions du service consulaire. Il doit porter également à la connaissance de la direction consulaire les mesures prises par lui, ou les démarches faites par lui auprès des gouvernements étrangers, lorsqu'il trouvera qu'elles ont de l'intérêt pour la direction consulaire.

## ARTICLE 3.

La direction consulaire doit informer le Ministre des Affaires Etrangères des décisions et des mesures adoptées dans le pays, auquel elle appartient, et qui auront rapport :

a. Aux prescriptions générales concernant le service consulaire et les fonctions des consuls, que ces prescriptions aient la forme de lois, d'ordonnances, de circulaires, ou toute autre forme analogue, ainsi qu'aux prescriptions relatives à des cas spéciaux et qui, par leur nature, peuvent avoir de l'importance pour le règlement futur de cas analogues (précédents) ;

b. A la création d'un poste consulaire, sa suppression, modification ou division, à la nomination définitive ou par intérim des consuls, leurs congés, suspension, rappel ou démission, ainsi qu'aux ordres donnés aux consuls ou aux mesures prises contre eux pour cause de plainte sur leur conduite.

La direction consulaire doit en outre tenir le ministre informé des autres circonstances qui parviendront à sa connaissance et qui pourront avoir de l'importance pour l'exercice des fonctions du Ministre.

## ARTICLE 4.

Si la question de la création d'un nouveau poste consulaire se présente, la direction consulaire doit, avant que la question ne soit prise en considération, demander l'avis du Ministre des Affaires Etrangères en vue de savoir si aucune opposition à cette création ne sera faite par la puissance étrangère intéressée.

## ARTICLE 5.

Avant qu'il ne soit procédé à une nomination à un poste consulaire, la direction consulaire doit, sur la ou les personnes qu'il pourra être question de nommer, transmettre au Ministre des Affaires Etrangères



tous les renseignements nécessaires pour que celui-ci soit mis en mesure de faire les observations auxquelles la nomination peut donner lieu de sa part.

#### ARTICLE 6.

Le texte du diplôme consulaire sera établi séparément pour chacun des royaumes. Toutefois le titre du Roi y sera porté suivant la forme usitée dans les rapports avec les puissances étrangères.

#### ARTICLE 7.

Pour obtenir d'une puissance étrangère l'exequatur d'un consul, la direction consulaire devra s'adresser au Ministre des Affaires étrangères.

La direction consulaire devra également entrer en rapport avec le Ministre des Affaires Etrangères, lorsqu'elle traitera une affaire consulaire où il sera question de s'adresser au gouvernement d'une puissance étrangère.

#### ARTICLE 8.

Si, dans une affaire qui est traitée par la direction consulaire, le Ministre des Affaires étrangères a fait savoir qu'il avait pris des mesures de la nature de celles qui sont mentionnées à l'art. 9, la direction consulaire devra veiller à ne donner au Consul aucune instruction qui soit contraire aux prescriptions, établies dans la même affaire par le Ministre des Affaires Etrangères et connues de la direction consulaire.

#### ARTICLE 9.

Le Ministre des Affaires Etrangères a le droit, lorsqu'il s'agit d'affaires qui appartiennent à son ressort, de s'adresser directement au consul de celui des deux royaumes que l'affaire concerne, en vue de réclamer de lui des renseignements ou de lui transmettre des instructions sur la manière de traiter l'affaire en question; et le consul est absolument tenu d'exécuter ce qu'on réclame ainsi de lui.

#### ARTICLE 10.

Dans les affaires qui sont traitées par le Consul et qui, ou sont de la nature de celles qui, en général, sont considérées comme ayant de l'importance pour les rapports avec les puissances étrangères, ou qui sont supposées pouvoir prendre un caractère diplomatique ou politique ou exiger une intervention diplomatique, le Consul devra, non seule-

ment dès le début de l'affaire, mais aussi plus tard, à mesure qu'elle se développera, adresser directement au Ministre des Affaires Etrangères des rapports détaillés ; et seront applicables les dispositions de l'art. 9 pour ce qui concerne le devoir du consul d'exécuter, dans une telle affaire, ce que réclame de lui le Ministre.

Parmi les affaires auxquelles se rapporte le présent article, seront toujours comprises les questions d'infractions aux règles ou conventions de droit international, les obstacles apportés à l'exercice des fonctions d'un consul, ou la violation de ses droits, la saisie illégale ou tout autre traitement illégal d'un navire de commerce ou de marchandises, l'arrestation illégale d'un sujet du royaume, ainsi que les complications provoquées par suite de guerre, d'émeute ou de quarantaine.

#### ARTICLE 11.

Si le Ministre des Affaires Etrangères apprend qu'un fonctionnaire consulaire n'a pas entretenu de bons et dignes rapports avec les autorités du pays où il réside, ou qu'il a pris part à des démonstrations politiques, ou qu'il a secrètement ou manifestement, encouragé ou appuyé des attaques contre le gouvernement existant, ou aussi qu'il se conduit, d'ailleurs, d'une manière qui peut troubler les bons rapports entre les Royaumes Unis et la puissance étrangère intéressée, le Ministre a le droit de soumettre au Roi, en Conseil des Ministres combiné ou en Conseil ministériel, un exposé de la question, sur laquelle le Roi ensuite statue dans le Conseil des Ministres du pays intéressé.

Il en sera de même, lorsque le consul négligera d'exécuter ce que, conformément aux art. 9, 10, 14 et 15, réclame de lui le Ministre ou la légation, ou lorsqu'il agira contrairement aux prescriptions de l'art. 17.

#### ARTICLE 12.

Une collaboration continue devra exister entre les légations de Sa Majesté et les Consuls, en vue de l'accomplissement des tâches qui leur sont confiées à chacun d'eux.

#### ARTICLE 13.

La légation est tenue de protéger les droits des Consuls et de leur procurer les renseignements et l'assistance que la légation jugera nécessaire pour l'exercice de leurs fonctions.

#### ARTICLE 14.

Pour ce qui concerne les affaires qui sont du ressort de la légation, celle-ci est autorisée à réclamer du Consul de celui des deux royaumes

que l'affaire concerne des renseignements, ainsi qu'à lui communiquer des instructions sur ce qu'il a à observer ; et le Consul est absolument tenu d'exécuter ce qu'on réclame ainsi de lui.

#### ARTICLE 15.

Quant aux affaires qui sont traitées par le Consul et qui sont de la nature de celles qui sont mentionnées à l'article 10, le Consul devra également en envoyer un rapport à la légation ; et ce qui est prescrit à l'art. 14 sera applicable par rapport à l'obligation du Consul d'exécuter ce que la légation réclame ainsi de lui.

#### ARTICLE 16.

Si la légation trouve que le Consul s'est rendu coupable d'un des actes ou d'une des omissions dont il est question à l'art. 11, ou si le consul est prévenu d'un crime portant atteinte à sa considération civique, la légation a le droit de suspendre le Consul, si elle trouve que les circonstances donnent lieu à une telle mesure ; il en sera rendu compte immédiatement au Ministre des Affaires Etrangères et à la direction consulaire intéressée.

Un Consul, ainsi suspendu, ne devra pas être réintégré dans ses fonctions, avant que le Roi, après avoir entendu le Ministre des Affaires Etrangères, n'ait pris une décision à cet égard.

#### ARTICLE 17.

Le Consul ne doit pas, à moins d'avoir reçu du Ministre des Affaires Etrangères des instructions spéciales, se mettre en relation avec la direction des Affaires Etrangères ou toute autre autorité centrale du pays où il réside.

Il devra toutefois être fait exception à cette règle, lorsqu'en s'adressant à une autorité de ce genre, le consul se base sur :

- a. Une convention internationale ;
- b. Une coutume approuvée par le Ministre des Affaires Etrangères, ou ;
- c) Une nécessité absolue, cas dans lequel il faut supposer qu'il est impossible d'obtenir aucune assistance diplomatique ; le consul devra, dans ce cas adresser, aussitôt et directement, un compte rendu détaillé de la question au Ministre des Affaires Etrangères.

#### ARTICLE 18.

Les prescriptions de cette loi, relatives aux consuls, seront applicables aux fonctionnaires consulaires de tous grades, pour l'exercice des fonctions desquels il est nécessaire d'obtenir l'exequatur d'une

puissance étrangère; toutefois les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la légation, d'un côté, et les fonctionnaires consulaires qui ne sont pas autorisés à correspondre directement avec la direction consulaire, d'un autre côté, seront entretenus par l'entremise du consul, d'un grade immédiatement supérieur, qui a droit à cette correspondance.

#### ARTICLE 19.

Tant que la nomination de consuls spéciaux pour chacun des Royaumes Unis, dans un état étranger, n'aura pas été réglée par une convention formelle ou d'une autre manière rassurante, l'organisation actuellement en vigueur restera applicable aux affaires consulaires des Royaumes dans un tel Etat.

Ce qui vient d'être prescrit s'appliquera également aux affaires consulaires dans un Etat étranger souverain où il n'existe pas de légation, jusqu'à ce qu'il en ait été institué une.

#### ARTICLE 20.

La présente loi, dont la validité est subordonnée à la condition qu'une loi de même teneur aura été adoptée dans l'autre des Royaumes Unis, entrera en vigueur à la date que décidera le Roi, et ne pourra être ni modifiée ni abrogée, à moins que des décisions analogues n'aient été prises à ce sujet dans les deux royaumes.

#### ANNEXE 6.

Mémoire présenté par le Conseil des Ministres norvégien,  
en date du 11 janvier 1905.

A l'occasion du projet de lois de même teneur, présenté du côté suédois, il ne semble pas superflu de commencer par rappeler quelques-uns des antécédents de cette affaire.

D'après le Communiqué du 24 mars 1903, les lois en question doivent avoir pour but de garantir que les consuls ne dépasseront pas les limites de leurs fonctions, et d'assurer la collaboration nécessaire entre la direction des Affaires Etrangères et les services consulaires des deux royaumes. Les questions qui s'y rattachent, furent, déjà avant l'apparition du Communiqué, l'objet de délibérations et de discussions scrupuleuses en commun. Elles furent tout d'abord traitées d'une manière détaillée dans le rapport du dernier Comité des consulats unionel. Ensuite ce rapport fut l'objet d'une première discussion, lors des négociations gouvernementales à Stockholm à la fin de 1902. M. Ibsen, alors Ministre, fut chargé de formuler les arrangements, entre les royaumes, plus spécialement désignés dans la proposition du Comité des consulats (édition norvégienne, page 30). Parmi ceux-ci



furent notamment discutés, comme étant d'une importance spéciale, ceux, mentionnés sous les lettres *d*, *e* et *f*, qui concernent, en partie, les mesures, relatives au service consulaire norvégien, dont la direction consulaire doit informer le Ministre des Affaires Etrangères, en partie, les prescriptions concernant les rapports directs qui viendront à être entretenus entre le Ministre des Affaires Etrangères et les consuls norvégiens, et, en partie, enfin, les règles devant servir à assurer la collaboration entre ces consuls et les légations de Sa Majesté.

Les négociateurs norvégiens ayant adhéré aux dispositions réclamées par les négociateurs suédois; et d'après lesquelles le Ministre des Affaires Etrangères non seulement pourrait, dans certains cas, réclamer des rapports des consuls, mais encore leur adresser des demandes directes, on obtint, sur les sujets sus-indiqués, ainsi qu'il ressort des procès-verbaux relatifs aux négociations, et comme il est dit dans la communication faite à la presse norvégienne par la Section Ministérielle Norvégienne à Stockholm, le 29 janvier 1903, « sous toutes réserves nécessaires, un accord préliminaire entre les négociateurs ». Pendant les délibérations qui suivirent à Kristiania, les travaux reçurent une forme plus fixe, et le Ministre des Affaires Etrangères fait savoir, dans son rapport du 11 décembre 1903, que « différents projets plus ou moins complets desdites lois de même teneur existaient déjà à l'époque où le document, dont on vient de faire le rapport (c'est-à-dire le Communiqué du 24 mars), fut rédigé ». Les négociateurs suédois reconnaissent, en outre, dans ce Communiqué que « au cours des négociations au sujet du rapport du dernier Comité consulaire unionel, il n'a pas paru impossible, sous certaines réserves, d'établir un système avec des consuls spéciaux à chaque royaume, système qui, tout en satisfaisant aux désirs exprimés du côté norvégien, serait en mesure d'écarter les principaux doutes émis, à ce sujet, du côté suédois ».

Telle était la situation de l'affaire, lors de la rédaction du procès-verbal du 21 décembre 1903, qui, sous forme d'engagement selon le droit constitutionnel, sous les auspices du roi commun aux deux pays, fit de l'entente préliminaire entre certains membres des gouvernements un arrangement définitif entre les deux gouvernements. D'après ce qui s'était ainsi passé, la rédaction des lois de même teneur ne semblait pas, autant qu'il dépendait des gouvernements, devoir offrir de grandes difficultés; car on devait supposer que les Ministères des deux royaumes n'auraient pas, à l'unanimité, conseillé à Sa Majesté d'approuver la base établie par le Communiqué, s'ils n'avaient pas déjà considéré cette base comme le fondement certain de la continuation des négociations.

Aussi, lorsque le Ministère norvégien, à la fin du mois de mai dernier, adressa au gouvernement suédois un projet, qui, autant qu'on pouvait le comprendre, répondait exactement aux conventions formulées, telles qu'en témoignaient et le Communiqué et les travaux préliminaires exécutés tant du côté suédois que du côté norvégien, ledit Ministère croyait-il pouvoir compter sur ce que les divergences d'opinion possibles, au sujet de la forme et du contenu des lois, se réduiraient à un petit nombre de stipulations d'une importance peu essentielle.

Or, il se trouve maintenant que le projet suédois s'écarte du projet norvégien à un degré bien plus élevé qu'on n'avait lieu de le supposer.

Il en diffère non seulement par son développement plus détaillé et ses nombreuses modifications de rédaction, mais aussi et surtout par le fait qu'il apporte dans la question des stipulations toutes nouvelles, une série de prétentions, qui, si elles avaient été émises et maintenues à une époque antérieure, auraient fait renoncer à la pensée d'arriver à une entente réciproque.

Par ce que l'on entend par de nouvelles prétentions, on vise notamment les art. 5, 6, 8, 11, 16 et 19 du projet suédois, et l'on va, ci-après et très brièvement, faire les remarques auxquelles ces articles donnent lieu de la part de la Norvège.

ART. 5. — Lors de la nomination à un poste consulaire exclusivement norvégien, le Département norvégien compétent ne doit pas être tenu, sur les personnes qu'il doit choisir ou éliminer, de demander l'avis d'un ministre suédois. C'est en effet, pour ce genre de nominations, le Chef du Département, respectivement le Conseil des Ministres norvégien, et non pas le ministre suédois, qui a la responsabilité constitutionnelle ; et un avis de ce dernier pourrait facilement causer des difficultés par le fait que l'omission de suivre l'indication donnée sera de nature à provoquer de mauvaises dispositions entre l'autorité gouvernementale en Norvège et cette même autorité gouvernementale en Suède. En outre, il n'est pas facile de se rendre compte des raisons pratiques qui parlent en faveur de l'arrangement proposé. A l'égard de ses consuls de carrière, le Gouvernement norvégien possédera sans doute, sur les candidats en question, des renseignements plus exacts que le Ministre des Affaires Etrangères à Stockholm, et, pour ce qui est des consuls choisis sur place, le ministre n'aura guère d'autres voies que la direction consulaire pour se procurer des informations sur la personne et les qualifications des postulants.

ART. 6. — Lorsqu'on exige que les titres du Roi soient portés aussi dans les diplômes des Consuls norvégiens, de telle manière que le nom de la Suède soit placé avant celui de la Norvège, on doit, contrairement à la stipulation ainsi énoncée, soutenir que cette exigence ne concorde pas avec le décret royal du 8 mars 1844. Le diplôme est simplement, sous une autre forme, un brevet de nomination, et l'expédition d'un tel brevet, qui d'après l'art. 31 de la loi fondamentale, doit être contresignée par le Ministre d'Etat norvégien, est en elle-même un acte d'administration purement intérieure. Il est en effet évident que, si le Consul n'obtient jamais l'exequatur, il ne cessera pas pour ce motif d'être fonctionnaire norvégien, mais continuera à l'être, en vertu de son brevet de nomination, jusqu'à ce qu'il ait eu sa retraite. Cette circonstance semble être décisive en faveur de cette opinion que les titres d'ailleurs usités dans les affaires norvégiennes : « Roi de Norvège et de Suède — etc. », sont, aussi dans ce cas, les seuls admissibles.

ART. 8. — Il y est dit que, lorsque le Ministre des Affaires Etrangères, dans une affaire qui est traitée par la direction consulaire, a donné au Consul des instructions, c'est le devoir de cette Direction de

veiller à ce qu'elle ne donne au Consul aucun ordre contraire aux dites instructions. Il est difficile de comprendre le but de cet article, qui n'a aucun équivalent dans l'Ordonnance consulaire actuelle, par laquelle rien d'analogue n'est prescrit au Ministère norvégien compétent. Lorsqu'on se rapporte à l'art. 9, il ne semble pas que l'on ait eu l'intention d'autoriser le Ministre des Affaires Etrangères, dans n'importe quelle affaire qui est traitée par la Direction consulaire, à arrêter celle-ci dans l'exercice de ses fonctions et à la remplacer par l'autorité du Ministre : cela équivaudrait, en effet, à introduire des rapports de subordination auxquels ne peut se soumettre un Département gouvernemental. On suppose donc que le but n'a été que celui-ci : de tâcher d'empêcher que, dans une question qui, étant d'abord consulaire, est devenue diplomatique, ou qui est traitée simultanément par les Services consulaires et diplomatiques, la direction consulaire n'empiète arbitrairement sur les affaires qui sont de la compétence du Ministre des Affaires Etrangères. Il va sans dire que ceci ne doit pas se produire. Mais justement parce que cela s'entend de soi-même, la prescription est superflue. Et qui plus est, elle est de telle nature qu'on doit pouvoir s'en formaliser. Car, tant qu'il est évident qu'une immixtion de ce genre serait le résultat d'un acte irréfléchi ou d'un manque de loyauté, on doit reconnaître qu'il ne conviendrait guère d'exprimer dans une loi, même d'une façon indirecte, la possibilité que le Département en question pût vraiment agir de la sorte.

ART. 11. — Cet article prescrit que, lorsque le Consul s'est rendu coupable de délits, d'infractions ou d'omissions plus spécialement énumérés, le Ministre des Affaires Etrangères sera autorisé à exposer la question en Conseil des Ministres combiné ou en Conseil ministériel, après quoi elle est discutée dans le Conseil des Ministres spécial à chacun des royaumes. L'article ne donne aucune indication sur les cas où l'affaire sera soumise au Conseil des Ministres combiné, ni sur ceux où on aura recours au Conseil ministériel. Il semble également que, lors de sa rédaction, on n'ait pas porté son attention sur cette circonstance que la loi norvégienne ne peut pas prescrire l'emploi d'un Conseil ministériel, la loi fondamentale de la Norvège ne reconnaissant pas une institution de ce genre. Mais l'on ne s'attardera pas à ces observations d'une nature formelle, qui sont d'une importance relativement secondaire comparées à la question plus étendue du traitement exclusivement norvégien ou partiellement commun des affaires concernant les rapports des Consuls norvégiens avec le Ministre des Affaires Etrangères, les légations ou les autorités étrangères. A ce sujet, on se permet de citer un passage du rapport du dernier Comité unionel des Consuls (édition norvégienne, page 16) où il est dit : « La direction consulaire norvégienne devra, en outre, laisser au Ministre des Affaires Etrangères (et aux légations) le soin de recevoir des gouvernements étrangers des réclamations et d'y répondre, dans les cas où, exceptionnellement, des différends surviennent par suite de la manière d'agir des Consuls norvégiens. Ce genre de correspondance, quoiqu'elle ait pour objet les actes des Consuls, a un caractère naturellement diplomatique et non consulaire, et si l'affaire a un caractère politique, le Ministre des Affaires Etrangères en aura la direction continue ; si elle



finissait par prendre les dimensions d'un conflit international, il la soumettra au Roi et se fera donner les instructions nécessaires sur la manière de traiter l'affaire. De même, il lui sera naturellement permis d'exercer son influence sur la marche de l'affaire, en faisant connaître à la direction consulaire norvégienne son opinion sur les mesures qu'il serait utile de prendre à l'égard du Consul en question. Mais les instructions elles-mêmes, qui lui sont données, ou les mesures disciplinaires, auxquelles l'affaire peut donner lieu, sont du ressort de l'Administration centrale des Consulsats et doivent, par suite, émaner du Département norvégien. » On adhère à l'opinion exprimée ici et on est d'avis que cette prétention, suivant laquelle la question doit être traitée exclusivement par l'autorité norvégienne lorsqu'il s'agira de prendre des mesures contre des Consuls norvégiens, sera à plus forte raison applicable quand l'affaire n'aura aucun caractère politique, mais qu'il s'agira des rapports du Consul avec le Ministre des Affaires Etrangères et les légations. A ce dernier point de vue on renvoie de nouveau à la proposition du Comité des Consulsats (édition norvégienne, pages 25-26), d'où il ressort que le Comité n'a jamais pensé que les affaires concernant les infractions des Consuls aux prescriptions ou les manquements à leurs devoirs seraient traités en commun, de même que cette idée n'a jamais été exprimée pendant les négociations qui ont eu lieu avant l'apparition du Communiqué. Une telle discussion en commun, qui précéderait la discussion des autorités norvégiennes, ne peut contenir que de deux choses l'une. Ou bien elle ne sera qu'une simple formalité et ne servira qu'à retarder des décisions où il y a peut-être urgence ; ou bien elle sera une discussion de fait par laquelle on pense que le Ministre des Affaires Etrangères aura de l'influence sur la décision de la question ; mais, dans ce cas, elle signifierait un empiètement sur un terrain que l'on doit revendiquer comme devant être réservé uniquement aux autorités d'Etat norvégiennes. D'ailleurs il va de soi que la direction consulaire, — étant, on doit le supposer, tout aussi intéressée que le Ministre des Affaires Etrangères à ce que la Norvège ne soit pas compromise par ses agents à l'étranger, — ne peut pas omettre, lorsque par voie diplomatique on demande le rappel d'un Consul, de présenter au Roi un rapport sur la question.

ART. 16. — On propose dans cet article que la légation puisse suspendre un Consul qui s'est rendu coupable d'un des actes dont il est question à l'art. 11 ou qui est prévenu d'un crime portant atteinte à sa considération civique. On se permet, à ce sujet, de rappeler que, suivant l'ordonnance consulaire actuelle, le droit de suspendre les fonctionnaires consulaires ne revient pas à la légation, mais au Ministre des Affaires Etrangères, qui, après avoir pris ses mesures dans l'affaire, doit en informer Sa Majesté. Quant au droit de suspendre les futurs fonctionnaires consulaires norvégiens, il doit, suivant la Constitution, comme c'est le cas pour les autres fonctionnaires, être exercé par le Roi (Voir : art. 22 de la loi fondamentale, et « La Constitution actuelle de la Norvège », II, 474, de M. Aschehoug). Il serait incompatible avec la loi fondamentale de conférer ce droit aux légations. Mais, même pour ce qui concerne les fonctionnaires consulaires, qui ne sont pas nommés par le Roi et qui, sous la communauté existant actuellement,



sont suspendus par les Consuls dont ils dépendent, on ne peut pas accorder le droit de suspension à la légation. On est en effet d'avis, en étant d'accord avec le Comité unionel des consulats (voir son rapport, édition norvégienne, pages 24-25), qu'entre les fonctionnaires consulaires, qui ressortent exclusivement de l'autorité norvégienne, et les légations, qui ne sont soumises qu'à un Ministre suédois, des rapports hiérarchiques, au sens propre du mot, ne peuvent être établis.

L'article décide également qu'un Consul, suspendu par une légation, ne pourra être réintégré dans ses fonctions qu'après que le Ministre des Affaires Etrangères aura été entendu. On ne se serait pas senti appelé à mentionner ce point, qu'il est superflu de discuter en lui-même, après ce qui vient d'être dit et suivant les remarques faites au sujet de l'article 5, si toutefois cette prescription, en la considérant conjointement avec celles contenues dans les art. 5 et 11, ne se trouvait pas mise encore plus en évidence, lorsqu'on se rappelle que dans un rapport fait en 1892, sur la demande du Ministre des Affaires Etrangères de cette époque, par les envoyés MM. Akerman, Lagerheim et Bildt, se trouve le passage suivant : « Il est toutefois évident qu'une institution comprenant des Consuls séparés serait considérée par la Norvège comme n'atteignant pas son but, voir même comme absolument sans valeur, si les Consuls norvégiens devaient être nommés et rappelés après la proposition d'un Ministre, qui, à un point de vue formel, est un fonctionnaire exclusivement suédois » (Voir le rapport du Comité des consulats, annexe 1, page 56). Le projet suédois actuel, il est vrai, ne tend pas à autoriser le Ministre des Affaires Etrangères à provoquer directement la nomination ou la révocation des Consuls norvégiens. Mais en tout cas elle s'efforce d'obtenir pour lui (ou pour ses agents), sur la décision des questions s'y rapportant, une influence, qui n'est pas propre à « satisfaire aux désirs exprimés du côté norvégien ».

ART. 19. — D'après cet article, la communauté consulaire actuelle continuera à exister :

a. Dans les Etats dans lesquels la nomination des Consuls pour chacun des royaumes n'aura pas été assurée par une convention formelle ou d'autre manière ;

b. Dans les Etats où les Royaumes Unis n'ont pas de représentation diplomatique, et l'organisation actuelle y sera conservée jusqu'à ce qu'une légation y ait été instituée.

Au sujet du point a, on remarquera que, si, contrairement à toute supposition, l'exequatur est refusé dans un pays étranger aux Consuls spéciaux norvégiens ou suédois, les Royaumes Unis devront, dans chaque cas spécial, tomber d'accord sur la question de savoir s'ils veulent cesser de nommer des Consuls dans le pays en question, ou s'ils veulent employer comme Consuls les mêmes personnes, mais sans conserver toutefois la communauté sous sa forme actuelle (Voir le rapport du Comité unionel des consulats, édition norvégienne, page 9). En ce qui concerne le point b, il devrait suffire de se référer à la proposition du Comité des consulats (édition norvégienne, pages 20-22), qui indique plusieurs moyens de trancher la question dans les Etats où

les Royaumes Unis n'ont pas de représentation diplomatique, et d'où il ressort qu'à ce point de vue rien ne saurait empêcher l'entière dissolution de la communauté consulaire qui existe. Dans tous les cas une telle dissolution entière était bien le point de vue d'où partaient le communiqué du 24 mars et le procès-verbal du 21 décembre 1903. Nulle part, il n'y est même fait allusion à ce que contient maintenant la proposition suédoise, c'est-à-dire un système mixte de services consulaires communs et séparés, de même qu'il en fut tout aussi peu question lors des négociations qui précédèrent la rédaction de ces documents.

On vient d'examiner les articles du projet de loi suédois mentionnés ci-devant qu'on a cru devoir caractériser comme contenant de nouvelles prétentions essentielles. Il sera évident, d'après les observations qui précèdent, que ces articles, à un point de vue norvégien, se présentent comme inacceptables, parce qu'ils sont contraires à la loi fondamentale de la Norvège ou à ce que l'on réclame, dans ce pays, du contenu et des formes de la souveraineté, et parce que l'on n'atteint pas par là le but que l'on se proposait en engageant les négociations, c'est-à-dire (pour employer les propres expressions des négociateurs suédois) « qu'il sera créé des services consulaires séparés pour la Suède et pour la Norvège. Les Consuls de chaque royaume ressortiront dans les pays respectifs, de l'autorité désignée à cet effet par chacun des royaumes » (Voir le Communiqué du 24 mars 1903).

On propose donc que les art. 5, 6, 8, 11, 16 et 19 soient éliminés du projet suédois. Si toutefois ils étaient maintenus, il serait inutile de poursuivre la discussion du projet de loi suédois.

On considère, en attendant la réponse à la proposition ci-dessus, qu'il n'est pas nécessaire de se prononcer, à la présente occasion, sur les autres parties du projet. On ne veut toutefois pas dire par là que l'on considère tous les autres points comme étant sans importance, et encore moins que l'on accède complètement à la rédaction suédoise. Ici aussi on aura, au contraire, bien des remarques à faire. Mais comme l'on désire sincèrement contribuer, de tous ses moyens, à mener les négociations qui se poursuivent actuellement à un résultat positif, on se déclare, pour sa part, prêt à prendre en considération les accommodements qui semblent pouvoir concorder avec les égards fondés et des prétentions raisonnables.

#### ANNEXE 7.

#### Réponse du Gouvernement suédois au Mémoire du Gouvernement norvégien, du 11 Janvier 1905.

(Fait le 30 du même mois)

Dans son Mémoire, le Gouvernement norvégien commence par rappeler quelques-uns des antécédents de l'affaire. Or ces remarques sont de telle nature qu'elles demandent à être partiellement complétées, de même qu'elles donnent également lieu à certaines observations.

En octobre 1902, se réunirent pour la première fois, à Stockholm, des membres délégués des gouvernements suédois et norvégien en vue de délibérer sur l'organisation d'un service consulaire séparé pour chacun des deux royaumes. La réunion suivante eut lieu le 15 décembre, et à cette réunion comme à 4 autres des 7 réunions qui se tinrent en décembre 1902 et janvier 1903 à Stockholm, on examina et on discuta, comme on le remarque dans le mémoire, le rapport du dernier Comité unionel des consulats du 26 juillet 1902. Or, d'après le procès-verbal de ces négociations, auquel on se réfère dans le mémoire, il fut expressément dit que l'examen serait considéré comme une première lecture, et que les résultats, auxquels on pourrait arriver ainsi, seraient considérés comme provisoires. Avec cette réserve, on obtint, il est vrai, en principe, un accord sur quelques-unes des questions discutées, mais à cela se borna aussi le résultat de ces négociations.

Au commencement de février, les négociations furent transférées à Kristiania, où il y eut plusieurs réunions pendant les mois de février et de mars. Il est dit dans le mémoire que pendant les délibérations, à Kristiania, les travaux reçurent une forme plus fixe. Cela est vrai si l'on entend par là que l'on tomba d'accord sur ce point que l'arrangement entre les deux royaumes, dans le cas où il viendrait à être passé, serait contenu dans des lois de même teneur. Si, par contre, l'on veut dire que les délégués convinrent plus exactement du contenu et de la rédaction d'un tel arrangement, on ne saurait le reconnaître. La discussion ne concerna exclusivement que d'autres sujets dans les deux dernières réunions à Stockholm et lors des négociations à Kristiania. Tout d'abord on délibéra sur le contenu et le sens d'une proposition d'ordre du jour déposée au Storting à cette époque, et sur la déclaration qu'elle provoqua au Storting de la part de M. Blehr, alors Ministre d'Etat. On discuta ensuite principalement la question de la forme à donner à l'arrangement projeté, et de la valeur, au point de vue du droit constitutionnel d'un arrangement passé, sous forme de loi, jusqu'au moment où les délibérations se concentrèrent enfin autour de l'accord qui se trouve exprimé dans le Communiqué. Il est vrai qu'à certaines occasions, il fut proposé de commencer la discussion du contenu des lois de même teneur, mais il n'en résulta rien. Et à l'une des dernières réunions, il fut question pour le cas où l'on pourrait tomber d'accord sur la déclaration commune alors proposée, de se réunir au printemps à Stockholm pour y poursuivre les délibérations sur le contenu des lois. A cette époque furent en effet élaborés, par quelques-uns des délégués, quelques projets de prescriptions à introduire dans les lois de même teneur, mais ces projets, qui, dans la déclaration du Ministre des Affaires Etrangères, approuvée par les Ministres norvégiens, faite au procès-verbal du 11 décembre 1903, sont désignés comme «projets plus ou moins complets», ne furent pas discutés dans les réunions des délégués, et il est donc impossible qu'ils aient pu être approuvés par eux d'aucune manière.

Les négociations entre les délégués des deux ministères que l'on avait pensé poursuivre, n'eurent lieu ni au printemps de 1903, ni plus tard ; et la question de la rédaction des lois projetées et de la fixation de leur contenu était, en décembre 1903, tout aussi indécise qu'à



l'époque de l'apparition du Communiqué. La décision prise par le Roi, le 21 du mois sus-nommé, sur le conseil des deux gouvernements, en Conseil des Ministres combiné, contenait une approbation des bases formulées dans le Communiqué en vue de la réglementation de la question des consulats, mais ne touchait d'ailleurs pas aux lois, si ce n'est qu'elle chargeait les deux ministères de procéder à l'élaboration de propositions définitives de ces lois. Il eût certainement été à désirer que les Gouvernements des deux royaumes eussent été d'accord à cette époque sur le contenu et la rédaction desdites lois, mais il ressort de la marche, relatée ci-devant, des négociations, qu'il n'en était pas ainsi.

Le Gouvernement norvégien présenta ensuite en mai 1904 un projet de loi de même teneur. Dans la lettre de M. Hagerup, Ministre d'Etat, par laquelle le projet était transmis, celui-ci était désigné comme « un projet contenant le cadre des prescriptions qui, de l'avis du Gouvernement norvégien, pourraient être insérées, dans les lois de même teneur » ; et il était indiqué comme « ayant en vue d'établir une base pour les négociations ultérieures ». L'examen de ce projet et les préparatifs d'élaboration d'une proposition suédoise complète eurent lieu pendant l'été suivant. A l'automne, la question fut discutée lors de réunions avec les membres du Ministère suédois.

Lorsque le Ministère norvégien, ainsi qu'il ressort de sa déclaration, croyait pouvoir supposer que son projet, sans notables modifications ou additions, serait approuvé par le Ministère suédois, il ne pouvait s'appuyer sur aucune concession de la part du Gouvernement suédois ou de ses délégués. Le fait de baser cette supposition sur la déclaration faite du côté suédois, dans le Communiqué, que pendant les négociations, il n'avait pas paru impossible, sous certaines conditions, d'organiser un système avec des consuls spéciaux pour chacun des deux royaumes, ce fait contient une surévaluation évidente de ladite déclaration et semble d'autant moins justifié que le Ministère norvégien savait bien que, ni à l'époque où la déclaration fut faite, ni plus tard, l'on n'était tombé d'accord sur le contenu des lois.

Au point où se trouvait l'affaire, le Ministère suédois considérait, lors de la rédaction de son projet, qu'il avait entièrement le droit et le devoir de veiller à ce que toutes les prescriptions de nature à écarter le plus possible les scrupules que l'on a, au point de vue de l'union, à organiser des services consulaires séparés, fussent introduites dans le projet. On se trouvait lié à un seul point de vue, au devoir de se conformer aux bases formulées dans le Communiqué pour le contenu des lois. Et le Ministère suédois croit avoir observé ce devoir, de même qu'il a été et est toujours prêt, si on peut le convaincre d'avoir agi, en quelque point, contrairement à la règle de conduite ainsi établie, à admettre dans son projet les modifications qui pourraient être rendues nécessaires.

Conformément au Communiqué, les lois de même teneur devaient, et offrir une garantie que les Consuls ne dépasseraient pas les justes limites de leurs fonctions, et assurer la collaboration nécessaire entre la Direction des Affaires Etrangères et les Services consulaires des deux royaumes. Le fait que le projet suédois contient un certain nombre de prescriptions, qui n'ont pas leurs correspondants dans le projet



norvégien, provient de ce que ce dernier, suivant l'opinion du Ministère suédois, ne renferme pas de dispositions satisfaisantes aux points de vue en question. On doit faire remarquer spécialement que le projet contient à peine quelque disposition ayant pour but d'assurer la garantie, prévue par le Communiqué, devant empêcher les Consuls de dépasser les justes limites de l'exercice de leurs fonctions.

Il est vrai que l'on a fait spécialement observer du côté norvégien, que la meilleure garantie, à ce point de vue, était dans le contrôle exercé sur les Consuls par la direction consulaire, norvégienne. Et l'on doit, du moins jusqu'à un certain point, reconnaître l'exactitude de cette remarque. Mais ce n'est pas une garantie de ce genre que l'on avait en vue dans le Communiqué; car celui-ci n'avait rien à voir avec les rapports purement intérieur entre les consuls norvégiens et la Direction consulaire norvégienne. La garantie dont parle le Communiqué ne peut viser qu'un contrôle exercé sur les Consuls par le Ministre des Affaires Etrangères et les légations.

Après ces remarques d'un caractère plutôt général, le Ministère suédois se prononcera maintenant sur les stipulations de son projet qui sont l'objet d'observations spéciales dans le mémoire norvégien, et qui y sont désignées comme nouvelles prétentions de telle nature qu'elles ne peuvent être approuvées par la Norvège. Il y a tout d'abord lieu de rappeler que, sinon toutes, du moins la plupart de ces questions furent traitées, directement ou indirectement, lors des négociations à Stockholm entre les délégués des deux Ministères, quoiqu'un accord préliminaire ait été établi tout aussi peu à leur égard qu'à celui de bien d'autres questions qui furent alors discutées. A l'appui de cette assertion, on peut se référer aux procès-verbaux de ces négociations.

L'art. 5 du projet a pour but, lors de la nomination des Consuls, de réserver au Ministre des Affaires Etrangères l'occasion d'émettre son avis auprès de la Direction consulaire, si, dans un cas isolé, par suite des renseignements qu'il aura obtenus de la Direction consulaire sur les candidats éventuels ou par suite des circonstances qui lui sont d'ailleurs connues, il trouvait que, au point de vue des intérêts qu'il est appelé à sauvegarder, la nomination d'un candidat n'était pas à désirer. En dehors de ce but, dont la réalisation ne semble pas être d'ailleurs d'une importance décisive, on obtiendrait, à l'aide de la présente disposition, cet avantage que le Ministre des Affaires Etrangères obtiendrait une connaissance certaine du personnel du corps consulaire, ce qui, en tout cas, et spécialement lors de l'obtention de l'exequatur, doit avoir de l'importance.

L'art. 6, 2<sup>e</sup> alinéa, a pour but d'établir que, dans tous les actes qui, pour justifier la nomination d'un Consul, doivent être présentés aux autorités d'une puissance étrangère, le titre du Roi sera porté de la manière usitée jusqu'à présent dans de tels cas. En effet cela ne peut ni être opportun, ni concorder avec la pratique internationale que, dans les rapports avec l'étranger, le titre du Roi soit différent suivant les cas. Et l'on peut même se demander si une pareille disposition ne rencontrerait pas d'objections de la part des puissances étrangères. Le décret royal du 8 mars 1844, auquel en appelle le Ministère norvégien, ne concerne que les documents qui ont seulement pour objet les affaires intérieures de la Norvège, et il semble, par suite, qu'il ne peut être

applicable à ce cas, où il est question de s'adresser aux autorités des puissances étrangères.

Dans le mémoire du Ministère norvégien, il est fait allusion à la possibilité de comprendre l'art. 8 du projet suédois dans ce sens que l'on ait voulu donner au Ministre des Affaires Etrangères le droit, dans toute affaire qui est traitée par la Direction consulaire, d'arrêter celle-ci dans l'exercice de ses fonctions et d'y substituer sa propre autorité. Toutefois, le projet indiquant expressément que la présente prescription ne serait applicable qu'à un certain cas mentionné, il semble que rien ne puisse donner lieu à une telle interprétation. La prescription a en vue de régler les rapports entre le Ministre des Affaires Etrangères et la Direction consulaire, lorsque, dans les affaires qui sont traitées par le service consulaire, ce Ministre, par suite d'événements diplomatiques ou politiques, avec le droit que lui reconnaîtraient les lois, trouve qu'il y a lieu d'intervenir. Lorsqu'ainsi une affaire est en même temps du ressort de deux autorités différentes qui doivent la traiter, chacune en dedans de la sphère de ses attributions, on ne peut pas à bon droit nier qu'il y ait possibilité de conflit entre ces deux autorités, d'autant moins que les limites qui existent entre les services diplomatiques et les services consulaires, suivant ce que l'on est généralement d'accord à reconnaître, sont très vagues, et qu'il existe, des deux côtés, une tendance naturelle à étendre ses attributions sur un terrain qui antérieurement était exclusivement considéré comme réservé à l'autre partie. Cela ne peut alors être étranger aux lois que l'on discute actuellement, d'y introduire des règles pour le cas susmentionné; tout au contraire, l'établissement de telles règles semble concorder complètement avec les bases de ces lois et avec le but de leur institution. Et l'on ne peut guère contester que l'autorité (le Ministre des Affaires Etrangères) qui représente les deux pays, et dont la mission, dans le cas présent, est de sauvegarder les intérêts les plus importants pour les pays de l'union, doit avoir la préséance.

Les prescriptions des art. 11 et 16 contiennent les dispositions spéciales qui doivent servir à garantir que les Consuls ne dépasseront pas les justes limites de leurs fonctions. Le Gouvernement suédois n'a pas cru pouvoir se passer d'une telle garantie. On peut, en effet, se figurer le cas où un Consul se comporte, dans un pays étranger, d'une manière qui menace de troubler les bons rapports entre le Gouvernement de ce pays et les Royaumes Unis. Le fait de priver ceux qui, par rapport aux puissances étrangères, représentent les Royaumes Unis — le Ministre des Affaires Etrangères et les Légations — de toute possibilité d'intervenir, dans de telles circonstances, contre le Consul, serait, de l'avis du Gouvernement suédois, peu compatible avec la dignité des Royaumes Unis et pourrait peut-être bien contenir, vis-à-vis de la puissance étrangère, un danger auquel on ne doit pas s'exposer. Le projet norvégien, aussi bien que le projet suédois, contient des prescriptions d'après lesquelles le Consul a le devoir d'obéir au Ministre des Affaires Etrangères et aux Légations. Egalement pour le cas où le Consul enfreindrait son devoir d'obéir, il semble que les convenances et les égards dus à la situation du Ministre des Affaires Etrangères et à celle des Légations exigent que leur intervention soit rendue possible. On a toutefois proposé de donner à cette intervention une forme telle que la

décision définitive, relative à la conduite, au maintien à son poste ou à la révocation du Consul, serait prise par le Roi en Conseil des Ministres du pays auquel appartient le Consul.

Comme servant d'appui à son point de vue, d'après lequel il ne doit pas y avoir « de discussion en commun des questions concernant les rapports des Consuls norvégiens avec le Ministre des Affaires Etrangères, les Légations ou les autorités étrangères », le Ministère norvégien invoque le contenu du rapport du Comité des Consuls et cite tout spécialement un passage qui se termine par ces mots : « Mais les instructions elles-mêmes, qui lui (au Consul) sont données, ou les mesures disciplinaires, auxquelles l'affaire peut donner lieu, sont du ressort de l'administration centrale des consuls et doivent par suite, émaner du Département norvégien ». On fait remarquer à ce propos que l'avis du Comité des consuls ne lie naturellement pas le Ministère suédois et que d'ailleurs le Ministère norvégien lui-même n'a pas maintenu sa manière de voir, lorsqu'il autorise, dans son projet, le Ministre des Affaires Etrangères et les Légations à adresser aux Consuls des « demandes » auxquelles ceux-ci ne peuvent pas s'abstenir de répondre. On doit bien considérer que l'on a par là renoncé à la prétention que, dans la partie diplomatique d'une affaire, les Consuls ne devraient ressortir exclusivement que des autorités norvégiennes.

Il ne semble pas qu'il y ait lieu, au point où en est la question, de faire des observations détaillées sur les remarques de nature plutôt formelle concernant les art. 11 et 16. On doit seulement faire observer qu'il semble d'autant moins impossible de trouver un arrangement, qui concorde avec l'art. 22 de la loi fondamentale norvégienne et d'après lequel on concède aux Légations le droit de suspendre provisoirement un fonctionnaire consulaire norvégien de ses fonctions, que, suivant d'anciennes ordonnances consulaires, les Légations possédaient en certains cas, un tel droit vis-à-vis des Consuls suédois et norvégiens. A l'aide de négociations plus détaillées entre les Ministères des deux royaumes, on arriverait certainement à aplanir cette difficulté-ci et encore d'autres concernant les formes.

Au sujet de la remarque concernant la première partie de l'art. 19, on renvoie aux motifs qui, suivant l'opinion du Gouvernement suédois, parlent considérablement en faveur de l'organisation proposée, et qui sont exprimés par le Comité des consuls aux pages 17 et 18 de son rapport (édition suédoise). Il ne doit pas être question d'effectuer une modification complète du service consulaire avant qu'on se soit assuré qu'on ne fait pas subir par là une altération à la situation et à la compétence des Consuls.

La dernière partie de l'art. 19 doit aussi être considérée comme une disposition transitoire, les Ministères des deux pays paraissant considérer comme désirable et possible, sans frais bien considérables, d'organiser des Légations dans les états souverains où il n'existe pas actuellement de fonctionnaires diplomatiques. A l'occasion du renvoi, dans le mémoire, aux moyens indiqués par le Comité des consuls d'obtenir des représentants diplomatiques dans les pays dont il est ici question, on rappelle les hésitations, exprimées par la majorité des membres du Comité (page 38 de l'édition suédoise), à employer comme de tels représentants des Consuls suédois et norvégiens, et la difficulté,



à une occasion donnée, d'avoir recours à un autre expédient, difficulté qui peut fort bien se présenter.

Il ressort des considérations sus-exposées que le Ministère suédois ne se considère ni engagé, ni, pour le bien de l'union, autorisé, comme on le propose dans le Mémoire norvégien, à supprimer, sans discussion, les stipulations de son projet exposées ci-devant. On ne veut cependant pas dire par là que du côté suédois, l'on ne pourrait pas admettre de changements ou de modifications dans les prescriptions proposées, mais certaines parties plus importantes doivent toutefois être maintenues; et l'occasion ne se présente pas actuellement de se prononcer d'une manière détaillée sur les modifications possibles, qui ne pourront être précisées qu'en poursuivant les négociations.

On fait connaître dans le Mémoire, et à la question posée à ce sujet, on a répondu verbalement dans le même sens que si les articles en question n'étaient pas éliminés du projet, toutes négociations ultérieures sur la question seraient inutiles. En établissant cette prétention, le Gouvernement norvégien a manifesté une manière de voir, qui, en réalité, contient une rupture des négociations relatives à l'organisation de consulats séparés. Si toutefois, à l'égard de ce qui est référé ci-devant, le Ministère norvégien se sentait engagé à renoncer à son point de vue, on consentira volontiers du côté suédois à poursuivre les négociations dans l'espoir que l'accord auquel on aspire pourra être ainsi atteint.

#### ANNEXE 8.

Lettre de M. Ibsen, Ministre d'Etat, à M. Boström, Ministre d'Etat,  
en date du 1<sup>er</sup> février 1905.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la réponse faite, en date du 30 du mois dernier, par le Ministère suédois, au Mémoire du Ministère norvégien daté du 11 janvier de cette année.

Les Membres du Gouvernement norvégien et de la Section ministérielle ont pris connaissance de ladite réponse, et je me permets, au nom de mes collègues et en mon propre nom, de faire savoir que le Ministère norvégien ne trouve pas qu'il y ait lieu de se prononcer plus amplement sur la question.

---

Proposition très respectueuse du Gouvernement norvégien en date du 6 février 1905, approuvée très gracieusement par Décret Royal du 7 du même mois.

M. Vogt, Ministre du Commerce et de l'Industrie, a très respectueusement fait le rapport suivant :

En Conseil des Ministres combiné, le 21 décembre 1903, Votre Majesté a daigné, tout en approuvant ce dont étaient convenus les



Membres des Ministères norvégien et suédois, signataires du document 24 mars de la même année, charger les Ministères norvégien et suédois de Votre Majesté de poursuivre les négociations en vue d'une organisation de la question consulaire qui ne touchât pas au *statu quo* en ce qui concerne la situation du Ministre des Affaires Etrangères et des Légations, et, de telle manière qu'après délibération ils jugeraient utile, de procéder à l'élaboration de projets définitifs des lois de même teneur, mentionnées dans le document du 24 mars, devant régler les rapports entre le Ministres des Affaires Etrangères et la diplomatie, d'un côté, et les Services consulaires séparés, de l'autre.

En Conseil des Ministres combiné, le 6 de ce mois, Son Excellence, M. le Ministre des Affaires Etrangères, a très respectueusement proposé à Votre Majesté de vouloir bien décider que le mandat, donné par décret royal du 21 décembre 1903 aux Ministères norvégien et suédois, ne donnera lieu à aucune mesure ultérieure, et de décider que les procès-verbaux dressés au sujet de la question seront publiés.

Votre Majesté a ensuite daigné décider que le Gouvernement norvégien serait appelé à faire son rapport sur la question.

En remettant, conformément au décret de Votre Majesté, un rapport très respectueux sur la question et tout en se référant au procès-verbal ci-joint, avec huit annexes, sur les discussions qui ont eu lieu dans ledit conseil, on se permet de faire les observations suivantes :

Lorsque le décret du 21 décembre 1903 fut rédigé, il était présumé, par les Membres des Ministères norvégien et suédois et par le Gouvernement norvégien, dans sa proposition présentée dans l'affaire, que des projets d'organisation et de budget complètement élaborés pour les Services consulaires séparés seraient présentés, en même temps que les lois de même teneur, au Storting et au Rigsdag, et que l'élaboration des projets en question serait exécutée par chacun des royaumes séparément. Si ces travaux devaient être confiés à des Comités, on supposait qu'ils seraient autorisés, dans la mesure qu'ils jugeraient utile, à entrer en relation l'un avec l'autre.

Ce Département institua, le 11 janvier 1904, un Comité composé de MM. Bryn, Secrétaire général (Président), Ottesen, Consul général, Grieg, Vice-Consul et Nilsen, Agent consulaire, et les chargea d'élaborer un plan d'organisation d'un service consulaire norvégien séparé, avec budget, etc. Le Comité fut autorisé, dans la mesure qu'il jugerait utile, à entrer en relation avec le Comité qui serait établi, du côté suédois, avec le même mandat pour la Suède. Le Comité institué par ce Département présenta sa proposition en date du 31 décembre 1904 ;

Le rapport, fait le 6 de ce mois, en Conseil des Ministres combiné, par Son Excellence M. le Ministre des Affaires Etrangères, permet de se rendre compte de la marche des négociations que Votre Majesté, en date du 21 décembre 1903, avait chargé les Gouvernements norvégien et suédois de mener.

Le Département se permet seulement d'ajouter ce qui suit :

Le Mémoire norvégien du 11 janvier et la réponse du Ministère suédois à ce Mémoire, en date du 30 du même mois, ne contiennent essentiellement qu'une constatation par écrit des manières de voir, discutées déjà oralement pendant les conférences personnelles, entre

les représentants des Ministères norvégien et suédois, en décembre de l'année dernière, à Stockholm.

Ainsi qu'il ressort de la lettre du Ministère suédois du 30 janvier de cette année, celui-ci a déclaré devoir maintenir certaines parties plus importantes des stipulations déjà désignées antérieurement du côté norvégien comme inacceptables, et a ajouté que la bonne volonté de la Suède de poursuivre les négociations dépendait de ce que le Ministère norvégien se sentît engagé à renoncer à son point de vue.

Le Ministère norvégien n'a pas trouvé qu'il y eût lieu de faire une telle renonciation, n'ayant rien eu à ajouter à ce qui a été exposé par lui, tant oralement que par écrit.

Dans de telles circonstances, le Département est d'accord avec Son Excellence, M. le Ministre des Affaires Etrangères, qu'il n'y a pas lieu de poursuivre les négociations entreprises conformément au décret royal du 21 décembre 1903.

On est également d'accord que les procès-verbaux des Conseils des ministres ayant trait à la question, et les annexes qui leur sont jointes, devront être publiés.

Conformément au rapport qui précède, qui est approuvé par les autres Membres du Ministère, on se permet très respectueusement de proposer :

Que Votre Majesté daigne ordonner que copie du présent rapport au sujet de la clôture des négociations concernant la création de services consulaires séparés pour la Norvège et la Suède sera transmise au Ministre des Affaires Etrangères à Stockholm.

---

Procès-verbal relatif à une affaire, du ressort du Ministère des Affaires Etrangères, dressé en Conseil des Ministres combiné, devant Sa Majesté le Roi, en présence de Son Altesse le Prince Royal, au Palais de Stockholm, le 7 Février 1905.

Étaient présents :

Son Excellence M. IBSEN, Ministre d'Etat,  
Son Excellence M. BOSTRÖM, Ministre d'Etat,  
Son Excellence M. le Comte GYLDENSTOLPE, Ministre des  
Affaires Etrangères,  
MM. KILDAL,  
SCHÖNING,  
ODELBERG.  
HUSBERG,  
PALANDER,  
WESTRING.  
RAMSTEDT,  
BERGER,  
MEYER,  
VON FRIESEN,  
VIRGIN, Ministres.

Son Excellence M. le Ministre des Affaires Etrangères rapporta très humblement la proposition très respectueuse du Gouvernement norvégien (à l'occasion de la proposition faite par M. le Ministre en Conseil des Ministres combiné, le 6 de ce mois) faite à la même date, dont copie est jointe au présent procès-verbal, et concernant la clôture des négociations ayant en vue la création de services consulaires séparés pour la Norvège et la Suède. Après avoir rendu compte du contenu du rapport du Gouvernement norvégien, M. le Ministre ajouta ce qui suit :

Le rapport du Gouvernement norvégien ne provoque aucune modification dans la proposition que j'ai présentée antérieurement. Je me permets toutefois de faire remarquer que si l'on n'a pas réussi à tomber d'accord au sujet de la question qui vient d'être discutée, il semble que l'on doive en trouver la cause essentielle dans la manière actuelle de traiter les questions qui ont rapport aux relations des Royaumes Unis avec les puissances étrangères. On reconnaît depuis longtemps que cette organisation ne répond pas à la situation occupée par les deux pays dans l'Union. En me rapportant à ce qui a été prononcé par tous les Membres des Ministères norvégien et suédois qui ont signé le document déjà mentionné du 24 mars 1903, je me permets de faire ressortir combien il serait désirable que la question de l'organisation de la Direction des Affaires Etrangères redevînt, sur d'autres bases, l'objet de négociations entre les deux royaumes.

Je ne trouve toutefois pas qu'il y ait lieu, dès à présent, de proposer que des mesures soient prises dans ce but, mais je m'en tiens à ce que j'ai proposé antérieurement.

Les autres Membres du Ministère suédois donnèrent leur adhésion au rapport et à la proposition de M. le Ministre.

Les Membres de la Section ministérielle norvégienne se référèrent à la très respectueuse proposition du Gouvernement norvégien du 6 de ce mois, et alléguèrent en outre que, à leur avis, on aurait pu trouver une solution de la question ici mentionnée, comme l'avaient exprimé les Membres du Ministère suédois dans le document du 24 mars 1903, en conservant aussi l'organisation actuelle en ce qui concerne les Affaires Etrangères. La Section ministérielle était naturellement aussi d'avis que cette organisation ne concordait pas avec la situation occupée par les deux pays dans l'union. Mais, lorsque le Ministre des Affaires Etrangères, en invoquant le document du 24 mars 1903, avait fait ressortir combien il serait désirable que la question de l'organisation, sur d'autres bases, de la Direction des Affaires Etrangères redevînt l'objet de négociations entre les deux royaumes, la Section ministérielle ne pouvait pas omettre de faire remarquer que, d'un côté ledit document présumait la solution de la question des consulats comme question isolée, et que, d'un autre côté, les perspectives de négociations ultérieures entre les deux royaumes sur les sujets qui viennent d'être mentionnés, après ce qui vient de se passer tout dernièrement dans l'affaire des consulats, s'étaient considérablement assombries.

Sa Majesté le Roi daigna alors se prononcer comme suit :

Je trouve que, dans les circonstances actuelles, je ne puis prendre aucune autre décision que d'approuver ce qui m'a été proposé par le

Ministre des Affaires Etrangères. Mais je ne puis omettre d'exprimer à mes deux peuples mon vif désir que les deux royaumes, qui ont été unis pendant bientôt un siècle, ne permettent jamais que l'union ait à souffrir de leurs divergences d'opinion. L'union est pour la presque Scandinave et pour ses deux peuples la garantie la plus sûre de leur indépendance, de leur sûreté et de leur bonheur.

La Section ministérielle norvégienne fit remarquer ensuite qu'elle s'était permis de déconseiller très respectueusement à Sa Majesté de prononcer ce « dictamentum ».

Conformément à la proposition des Ministres norvégiens et suédois, Sa Majesté le Roi daigna décider :

Que la mission dont avaient été chargés les Ministères norvégien et suédois par le décret royal du 21 décembre 1903, ne donnerait pas lieu à des mesures ultérieures ;

Et d'ordonner :

Que les procès-verbaux des Conseils des Ministres, relatifs à cette affaire, seraient publiés.

---

Communication n° 15 au Storting (1904-1905).

**De la transmission au Storting des procès-verbaux relatifs à de nouvelles négociations concernant la réglementation des questions unionelles.**

**Proposition très-respectueuse du Gouvernement norvégien du 15 mai 1905, approuvée très gracieusement par décret de Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent, en date du 25 du même mois.**

Le Chef du Ministère de la Justice et de la Police, Son Excellence M. Michelsen, Ministre d'Etat, a très respectueusement fait le rapport suivant :

En date du 12 mai 1905, le Département a reçu du Secrétariat d'Etat communication d'un procès-verbal, dressé en Conseil des Ministres combiné, le 25 avril 1905, par-devant Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent, relatif à de nouvelles négociations concernant la réglementation des questions unionelles. Conformément à la proposition émise à ce sujet par les Membres norvégiens et suédois du Conseil, Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent a ordonné que les procès-verbaux relatifs à cette affaire devront être publiés.

Le Département demande, en se conformant à cet ordre, que copie des procès-verbaux, relatifs à cette affaire, soit communiquée au Storting, actuellement en session.

En se rapportant à ce qui précède, ce à quoi les autres Membres du Conseil donnent leur adhésion,



On propose très respectueusement :

Que le Ministère de la Justice et de la Police soit très gracieusement autorisé à transmettre au Storting actuellement en session copie :

Du procès-verbal dressé en Conseil des ministres combiné, le 5 avril 1905 ;

Du rapport du Gouvernement norvégien, du 17 avril 1905 ;

Du procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, le 25 avril 1905, et

Du présent rapport très respectueux.

Procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné,  
le 5 avril 1905.

Secrétariat d'Etat Royal.

A ce Secrétariat est parvenu, le 19 avril 1905, un procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, devant Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent, au Palais de Stockholm, le 5 avril 1905. Suit la teneur de ce procès-verbal :

Etaient présents :

Son Excellence M. LÖVLAND, Ministre d'Etat,

Son Excellence M. BOSTRÖM, Ministre d'Etat,

Son Excellence M. le Comte GYLDENSTOLPE, Ministre des  
Affaires Etrangères.

MM. HAGERUP BULL,

BOTHNER,

ODELBERG,

HUSBERG,

PALANDER,

WESTRING,

RAMSTEDT,

BERGER,

MEYER,

VON FRIESEN,

VIRGIN, Ministres.

Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent se prononça comme suit :

Je vous ai convoqué aujourd'hui en Conseil des Ministres combiné pour vous faire la communication suivante :

J'engage, par les présentes, les Ministères des Royaumes Unis, sans maintenir étroitement, de l'un ou de l'autre côté, les points de vue auxquels ils se sont arrêtés antérieurement, à entamer immédiatement des négociations libres et amicales concernant une nouvelle réglementation de toutes les questions unionelles, en se basant sur ce principe fondamental que l'on doit chercher à établir une égalité complète entre les deux pays.

La voie qui, je le crois, doit être suivie et par laquelle on peut, à mon avis, en faisant, de part et d'autre, preuve de bonne volonté, arriver à une solution des difficultés, qui soit entièrement satisfaisante pour les parties, est celle-ci : Ministre des Affaires Etrangères commun, norvégien ou suédois, responsable envers les deux royaumes ou devant une institution commune ; service consulaire séparé pour chacun des royaumes, en établissant toutefois que les Consuls, pour tout ce qui concerne les rapports avec les puissances étrangères, seront placés sous la direction et le contrôle du Ministre des Affaires Etrangères.

Si, au cours des négociations, on pouvait trouver une autre forme pour la réglementation des questions unionelles, en conservant cependant toujours la communauté dans la gestion et l'Administration des Affaires Etrangères, ce qui est une condition indispensable au maintien de l'Union, je me déclare disposé à la prendre, elle aussi, en sérieuse considération.

M. le Ministre BERGER, Chef du Ministère suédois de la Justice, fit la déclaration suivante :

En adhérant à ce que Votre Altesse Royale a daigné prononcer, et en faisant ressortir combien il est désirable que l'on puisse entamer maintenant des négociations plus détaillées concernant la réglementation des questions unionelles, je propose très respectueusement que le Gouvernement norvégien, conformément aux prescriptions de l'art. 5 de l'Acte d'Union, soit appelé à donner son rapport sur la question soulevée d'entamer de telles négociations.

Les autres membres du Ministère suédois donnèrent leur adhésion à ce qu'avait ainsi déclaré et proposé M. le Ministre de la Justice.

La Section ministérielle norvégienne déclara que, pour le moment, elle n'avait pas l'occasion de se prononcer sur la question de fait, mais que, conformément à l'art. 15 de la loi fondamentale norvégienne, et à l'art. 5 de l'Acte d'Union, elle devait se borner à recommander d'entendre à ce sujet le rapport du Gouvernement norvégien.

Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent daigna ordonner que le Gouvernement norvégien serait appelé à donner son rapport dans l'affaire.

Pour communication.

Kristiania, le 19 avril 1905.

LEHMANN.

Au Ministère de la Justice et de la Police.

---

Rapport très respectueux du Ministère de la Justice concernant la question soulevée par Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent en Conseil des Ministres combiné, le 5 Avril, d'entamer de nouvelles négociations en vue de la réglementation des questions unionelles.

Ce Département a reçu, pour qu'il se prononce à son sujet, un procès-verbal, dressé en Conseil des Ministres combiné, le 5 avril de cette année, dont la teneur suit :

(Le procès-verbal est inséré ci-devant).

En faisant de cette question l'objet d'un rapport très respectueux, le Département se permet de faire les observations suivantes : Comme on sait, le peuple norvégien a réclamé à l'unanimité la création d'un service consulaire norvégien séparé, et il a été tout aussi unanime pour prétendre que la décision relative à cette question, comme étant placée en dehors de la communauté établie entre les royaumes par l'Acte d'Union, est réservée aux autorités d'Etat norvégiennes. Le Storting norvégien a établi, pour traiter la question, un comité spécial qui présentera très prochainement un projet, d'après lequel, décision, sous forme de loi, devra être prise, par le Storting actuellement en session, relativement à la création d'un service consulaire séparé.

Si la proposition, présentée en Conseil des Ministres combiné, devait être basée sur ce point de vue que le développement ultérieur de la question des consulats serait provisoirement arrêté, l'adhésion de la Norvège à un tel point de vue serait, selon l'avis de ce Département, l'égal d'une renonciation à la prétention unanime du peuple norvégien de voir se réaliser un droit, qui revient à la Norvège à titre de royaume souverain, et qui lui est réservé par sa Loi fondamentale, et d'une renonciation de voir s'effectuer une réforme que réclament, avec une force toujours croissante, le développement et les conditions de la vie commerciale et industrielle ; et alors devraient être entreprises, entre les royaumes, des négociations qui, on doit le craindre d'après l'expérience acquise à différentes occasions, resteraient sans résultat, ou, dans le meilleur des cas, retarderaient la réalisation de la réforme en question. Il est en effet impossible de ne pas prendre en considération que la proposition actuelle d'entamer des négociations n'est pas une chose nouvelle, mais que déjà auparavant, à différentes reprises dans l'histoire de l'Union, des propositions analogues ont été, en vain, sujets à traités. Les trois Comités unionels, composés de norvégiens et de suédois, qui, pendant le siècle dernier et après des négociations antérieures, ont présenté — en 1844, 1867 et 1898 — des projets de nouvelles prescriptions concernant les rapports réciproques des deux royaumes, n'ont produit aucun résultat positif. La proposition du premier Comité fut traitée, en 1847, par le Gouvernement norvégien, mais ne fut ensuite l'objet d'aucune décision de la part du Gouvernement suédois ; la proposition du deuxième Comité, qui n'énonçait pas l'égalité de situation de la Norvège dans l'Union, fut, en 1871, repoussée par le Storting avec une grande majorité ; et en dedans du troisième Comité, aucune des propositions d'organisation future ne put obtenir l'adhésion de la pluralité des membres norvégiens et suédois.

En ce qui concerne ce dernier Comité, on se permet d'attirer spécialement l'attention sur ce fait que tous les Membres suédois du Comité étaient, sans exception, d'accord pour baser l'union sur le principe de l'égalité de situation et de droits, en tant qu'ils proposaient de charger de la direction des Affaires Etrangères un Ministre des Affaires Etrangères de nationalité norvégienne ou suédoise. Mais les deux fractions, entre lesquelles se partagèrent les membres suédois du Comité, proposaient, en même temps, une telle réglementation de la responsabilité constitutionnelle, — tant pour les Membres des Ministères, spéciaux aux deux pays, qui prennent part, à côté du Ministre des Affaires Etrangères, au traitement des affaires diplomatiques, que pour le Ministre des

Affaires Etrangères lui-même—qu'il ne fut possible à aucun des membres norvégiens du Comité d'adhérer, au sujet de cette question, à l'une ou l'autre des propositions suédoises. En même temps que la création d'un Ministère commun des Affaires Etrangères, les Membres suédois étaient unanimes pour proposer, en outre, une extension de la communauté constitutionnelle entre les royaumes, extension qui ne put obtenir l'approbation des Membres norvégiens du Comité. Et enfin la proposition d'établissement d'une Direction des Affaires Etrangères séparée pour chacun des royaumes, qui, déjà à cette époque, était l'expression de l'opinion de la majorité en Norvège, ne put trouver aucun appui du côté suédois. A cette occasion, on doit, en outre, se rappeler que les négociations entreprises entre les deux Gouvernements en 1885 — 1886 et 1890 — 1891, en vue de la réorganisation du Conseil ministériel, restèrent également sans résultat.

Si donc les résultats des travaux sus-mentionnés ont été peu encourageants, on doit dire qu'il en a été de même, à un plus haut degré encore, des négociations, relatives à la création des services consulaires séparés pour chacun des royaumes, qui viennent d'être closes. Après que ces négociations, dont l'initiative fut prise par la Suède, eurent mené à une entente préliminaire basée sur l'établissement d'un service consulaire séparé pour chacun des royaumes, ressortissant, dans les pays respectifs, de l'autorité désignée à cet effet par chacun d'eux, et après que cette entente eut obtenu l'approbation du Roi et des Gouvernements des deux royaumes, en Conseil des Ministres combiné, le 21 décembre 1903, l'affaire échoua comme on sait, sur la question des lois, dites lois de même teneur, qui devaient réglementer les rapports entre les services consulaires séparés, d'une part, et le Ministre des Affaires Etrangères et les Légations, de l'autre. Ce résultat négatif fut dû à ce que, du côté suédois, l'on établit et maintint une série de stipulations qui furent, en partie, considérées comme contraires à la Loi fondamentale de la Norvège et à notre droit à titre de royaume souverain, et qui, en partie, devaient être un empêchement à ce dont on était d'accord dans l'entente provisoire, à savoir que les Consuls de chacun des royaumes ressortiraient, dans les pays respectifs, de l'autorité désignée à cet effet par chacun d'eux. Ceci a provoqué, en Norvège, un profond désappointement qui renfermerait, s'il devait être renforcé par l'avortement de nouvelles tentatives, le plus grand danger pour les bons rapports entre les deux peuples, rapports qui sont, à un degré bien plus élevé que les liens fondés sur des traités et que les formes juridiques, la base de l'accord des deux peuples et de leur force.

Dans ces circonstances, le Département trouve qu'il ne doit pas conseiller d'entamer de nouvelles négociations au sujet des rapports unionels avant que le service consulaire norvégien n'ait été institué. Alors seulement reviendra la confiance, condition nécessaire à une discussion amicale et féconde sur des rapports unionels difficiles et délicats à traiter, et le Département pourra alors conseiller l'entreprise des négociations en vue de l'organisation de la Direction des Affaires Etrangères et de la Diplomatie, et au sujet de l'union, existant en vertu de l'Acte d'Union, et des questions qui s'y rattachent. Mais ces négociations devraient, le cas échéant, être menées sur des bases



absolument libres, en reconnaissant entièrement, sans réserves ou délimitation d'aucune nature, la souveraineté de chacun des royaumes, et elles devraient ainsi comprendre — conformément à ce qui se fit en 1898 — l'organisation, proposée du côté norvégien, d'une Direction des Affaires Etrangères séparée pour la Norvège et pour la Suède, dans les formes jugées nécessaires par chacun des royaumes afin de veiller à ses devoirs et à ses intérêts.

Conformément à ce qui précède, on devrait, en outre, être d'accord que, si ces nouvelles négociations, elles aussi, n'aboutissaient à aucun résultat, on ne reviendrait pas au *statu quo* et au maintien de l'état de choses insoutenable dans lequel se trouvent actuellement les affaires unionnelles. Il faudrait que l'on fût étroitement lié par une clause établissant que les rapports existant actuellement ne seront pas, pour les royaumes, un empêchement à l'exercice de leur souveraineté, mais qu'ils seront libres, chacun pour soi, de déterminer les formes futures de leur existence nationale. Car ce n'est pas une union basée sur la contrainte, mais ce sont seulement la confiance réciproque et la sympathie qu'ont l'une pour l'autre deux nations libres et indépendantes, qui peuvent assurer l'avenir et la prospérité des deux peuples et l'indépendance et l'intégrité des deux royaumes.

En se rapportant à ce qui vient d'être exposé, le Département se permet de proposer très respectueusement :

Qu'il soit très gracieusement ordonné que copie de ce très respectueux rapport soit transmis au Ministère de la Justice suédois.

### Procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, le 25 Avril 1905.

#### Secrétariat d'Etat Royal.

A ce Secrétariat est parvenu, le 11 mai 1905, un procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, tenu par-devant Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent, au Palais de Stockholm, le 25 Avril 1905. Ce procès-verbal a la teneur suivante :

#### Etaient présents :

Son Excellence M. LOVLAND, Ministre d'Etat,  
 Son Excellence M. RAMSTEDT, Ministre d'Etat,  
 Son Excellence M. le Comte GYLDENSTOLPE, Ministre des  
 Affaires Etrangères,  
 MM. HAGERUP BULL,  
 BOTHNER,  
 ODELBERG,  
 HUSBERG,  
 PAYANDER,  
 WESTRING,  
 BERGER,  
 MEYER,  
 von FRIESEN,  
 VIRGIN, Ministres.

M. le Ministre Berger, Chef du Ministère de la Justice suédois, fit très respectueusement le compte rendu du rapport du Gouvernement norvégien à l'occasion de la question, soulevée en Conseil de Ministres combiné le 5 de ce mois, d'entamer de nouvelles négociations concernant la réglementation des questions unionelles; ce rapport se trouve annexé au présent procès-verbal.

Après que le Ministre rapporteur eut exposé le contenu du rapport, Son Excellence M. Ramstedt, Ministre d'Etat, fit les observations suivantes :

Je considère qu'il n'est pas actuellement nécessaire de réfuter ce qui est indiqué dans le rapport du Gouvernement norvégien comme étant la cause pour laquelle les dernières négociations unionelles n'aboutirent à aucun résultat; mais je renvoie seulement, à ce sujet, à la déclaration du Ministère suédois du 30 janvier 1905, annexée au procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné le 6 février.

Le Ministère suédois croyait trouver, dans ce qui fut prononcé par Votre Altesse Royale dans le procès-verbal du 5 de ce mois, une voie pouvant mener à la solution des différentes conceptions unionelles.

C'est pourquoi le Ministère suédois donna son adhésion à ce qui fut prononcé par Votre Altesse Royale. Suivant cette déclaration, on supposait toutefois que les nouvelles négociations embrasseraient toutes les questions unionelles et naturellement aussi la question des consulats.

Le Ministère norvégien repoussant maintenant l'idée d'entamer de nouvelles négociations, avant qu'un service consulaire spécial à la Norvège soit créé, et établissant, en vue de nouvelles négociations éventuelles, des conditions qui sont incompatibles avec l'Union et l'Acte d'Union, il est clair que des négociations sur les bases indiquées par Votre Altesse Royale ne peuvent, pour le moment, être entreprises avec utilité.

Les autres Membres du Ministère suédois donnèrent leur adhésion à cette déclaration.

La Section ministérielle norvégienne se prononça comme suit :

La Section ministérielle s'en tient au rapport du Gouvernement norvégien, d'où il ressort que, du côté norvégien, on est disposé à entamer des négociations entre les deux royaumes aux conditions posées dans le rapport. Il ressort également du rapport que le but n'est pas, de la part de la Norvège, d'obtenir la dissolution de l'union existant actuellement. D'un autre côté, l'on croit devoir faire observer qu'une telle dissolution est autorisée, et que des négociations, qui, après que les Autorités d'Etat des deux royaumes y ont acquiescé, mettent en avant une éventualité de ce genre, sont conciliables avec l'Acte d'Union.

Dans les présentes circonstances, la Section ministérielle est toutefois du même avis que le Ministère suédois, que des négociations concernant les questions unionelles ne peuvent, pour le moment, être ouvertes avec utilité.

Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent daigna ajouter ce qui suit :

« Le Gouvernement norvégien ne voulant pas, à Mon regret, accéder

à Ma proposition d'entamer de nouvelles négociations concernant toutes les questions unionelles, je dois, et je le regrette sincèrement, m'en tenir aux déclarations faites par les Ministères des deux royaumes ».

Son Altesse Royale, le Prince Héritier Régent daigna en outre, conformément à la proposition des Membres norvégiens et suédois du Conseil, ordonner que les procès-verbaux concernant cette affaire seront publiés.

Pour communication,  
Kristiania, le 11 mai, 1905,

LEHMANN.

Au Ministère de la Justice.

---

A l'occasion de la communication n° 7 au Storting reproduite ci-dessus, le Storting nomma une commission spéciale, laquelle, sous la date du 10 mai 1905, dans un rapport présenté au Storting, proposa à cette assemblée de voter les résolutions suivantes :

A.

La communication n° 7 au Storting au sujet de la clôture des négociations concernant des services consulaires séparés pour la Norvège et la Suède, est annexée au procès-verbal.

B.

I. — Le Gouvernement est invité à annoncer au Gouvernement suédois que la communauté consulaire avec la Suède cessera à partir du 1<sup>er</sup> avril 1906,

II. — Le Gouvernement est invité à soumettre au Storting, dès sa prochaine session, une proposition de budget pour un service consulaire norvégien séparé pour l'exercice budgétaire 1<sup>er</sup> avril 1906, 31 mars 1907.

III. — Une somme de 110.000 couronnes est votée pour servir aux mesures préliminaires nécessaires occasionnées par l'établissement à partir du 1<sup>er</sup> avril 1906 du service consulaire norvégien séparé. Cette somme devra, sur le budget de l'Etat, être inscrite sous la rubrique dépenses occasionnelles en général.

La Commission soumit en même temps au Storting une proposition de « *Loi relative au service consulaire norvégien* », suivant laquelle un service consulaire séparé pour la Norvège devait être établi à partir du 1<sup>er</sup> avril 1906. Après le rejet, contre 6 voix, d'une proposition de sursis, cette loi fut votée à l'unanimité par les deux sections du Storting. Le 27 mai 1905, la loi fut soumise au roi Oscar à l'effet d'obtenir sa sanction. Le rapport adressé à ce sujet au Président du Gouvernement

norvégien par la Section du Ministère norvégien résidant à Stockholm est ainsi conçu :

Au Président du Gouvernement norvégien.

La Section ministérielle se permet par la présente de faire le rapport suivant :

La proposition du Gouvernement norvégien concernant la sanction de la résolution du Storting au sujet de la loi sur le service consulaire norvégien fut rapportée, le 27 mai, en Conseil des Ministres par-devant le Roi au palais de Stockholm. Les Membres de la Section ministérielle exprimèrent ensuite leur adhésion à la proposition et prièrent instamment Sa Majesté de l'approuver. Ils relevèrent l'importance de la réforme pour le développement du pays aux points de vue national et économique et firent ressortir comment elle avait maintenant réuni les suffrages unanimes de l'Assemblée nationale avec l'adhésion tout aussi unanime de la nation. Maintes divergences d'opinion et beaucoup de désaccord pouvaient exister au sujet des différentes affaires publiques, mais pour ce qui était de cette question, il régnait un accord complet au sein de tous les partis et parmi toutes les classes de la Société. Le Storting avait en collaboration avec le Gouvernement écarté de la loi toute question, qui pouvait provoquer des doutes de la part des milieux où l'on s'opposait à toucher à la Direction politique des Affaires Etrangères et à la Diplomatie, et la loi n'avait trait qu'au service consulaire. Pour cette raison, l'on pensait que tout sujet d'opposition, même de ce côté, était écarté. La nation nourrissait maintenant le certain espoir que Sa Majesté se montrerait conciliante dans cette question.

Le Roi fit ensuite lecture de la déclaration suivante :

« Le Prince Héritier a, comme Régent, en Conseil des Ministres combiné, le 5 avril de cette année, déjà indiqué la seule voie par laquelle cette importante affaire doit être conduite et au moyen de laquelle, toutes les difficultés pourront être aplanies, je veux dire au moyen de négociations. J'adhère sans réserve à cette déclaration et ne trouve donc pas utile actuellement de sanctionner cette loi qui modifie la communauté existant actuellement par rapport au service consulaire, communauté qui ne peut être rompue sans accord mutuel. L'organisation actuelle est établie à la suite d'une décision prise en Conseil des Ministres combiné, pour quelle raison la création d'un service consulaire séparé, soit pour la Norvège, soit pour la Suède, ne peut être décidée, avant que l'affaire ait été traitée dans les mêmes formes constitutionnelles, conformément à l'art. 5 de l'Acte d'Union. En refusant maintenant de sanctionner cette loi, je me base sur le droit conféré au Roi par les art. 30 et 78 de la Loi Fondamentale. C'est mon amour tout aussi grand pour mes deux peuples qui me fait un devoir d'exercer ce droit. »

La Section ministérielle demanda d'abord le renvoi du traitement de cette affaire à un Conseil de Ministres à Kristiania, pour que Sa Majesté pût traiter cette importante affaire, qui pouvait mener à la crise la plus sérieuse, en une réunion du Gouvernement tout entier.

Le Roi déclara ne pas pouvoir se rendre à cette demande et fit observer que la proposition du gouvernement norvégien lui avait été soumise et rapportée.



La Section ministérielle fit ensuite les représentations les plus énergiques à l'occasion de la déclaration qui avait été lue par Sa Majesté, déclaration qui serait déplorée en Norvège où l'on avait espéré que les longs et loyaux efforts en vue de la solution de la question — et parmi ceux-ci, des négociations répétées avec la Suède — auraient mené à un heureux résultat répondant à l'intérêt et aux droits de l'Etat. Ici les intérêts de la Norvège coïncidaient avec ceux de l'Union et de la Suède. Car c'était une condition pour des rapports confiants dans l'Union que le droit de la Norvège fût respecté. Une décision prononcée par Sa Majesté contrairement à la proposition unanime du Gouvernement et en vertu d'une déclaration formée sans Conseil norvégien aurait des suites d'une étendue impossible à prévoir. Une telle décision serait contraire aux usages constitutionnels, une annulation du droit constitutionnel de l'Etat de décider lui-même la question et une violation de sa liberté, de son indépendance et de sa souveraineté. Elle mènerait vraisemblablement à la dissolution de l'Union.

La Section ministérielle fit savoir en outre, qu'aucun Membre du Gouvernement actuel ne pourrait contresigner une telle décision et lui donner par là force constitutionnelle. Ils devraient, dans ce cas, remettre leurs demandes de démission.

Sa Majesté le Roi lut alors la déclaration suivante : « Comme il m'est manifeste qu'aucun autre gouvernement ne peut être formé actuellement, je n'approuve pas les demandes de démission des Ministres. »

Sa Majesté référa en outre à l'art. 30 de la Loi Fondamentale et fit valoir que les Ministres avaient maintenant, en accomplissement de leur devoir, « exprimé avec franchise leur opinion » et « fait des représentations énergiques » contre sa décision ; ils étaient par là dégagés de responsabilité. Mais le même article réservait au Roi de décider « d'après son propre jugement ». Pour cette raison, il avait le droit constitutionnel de prendre la décision formée, et c'était le devoir des Ministres de dresser et de contresigner le procès-verbal relatif au traitement de l'affaire et à la décision prise dans celle-ci.

La Section ministérielle fit valoir à cette occasion que, suivant l'art. 15 de la Loi Fondamentale, le Ministre d'Etat était responsable des expéditions des décisions prises. Avant d'être contresignée, la décision n'était pas définitive ; les délibérations pouvaient, sans doute être référées, mais le procès-verbal habituel, qui est en même temps ordre royal, ne pouvait être délivré. La contresignature signifiait que derrière les décisions royales il y avait des hommes responsables, mais ici le Gouvernement ne pouvait assumer la responsabilité. La contresignature était prescrite dans l'art. 31 de la Loi Fondamentale pour tous les ordres donnés par le Roi (sauf les affaires de commandement militaire). Mais cette disposition n'était pas une règle devant servir d'instruction pour les Membres du Ministère ; elle était une prescription au sujet des formes à observer pour donner force légale à un ordre royal. Il pouvait, pour cette raison, survenir de telles circonstances où il n'était pas seulement un droit, mais aussi un devoir de refuser de contresigner. La Section ministérielle avait, au sujet de cette question, obtenu du Ministère de la Justice des renseignements, démontrant qu'à plusieurs occasions l'on avait, du côté norvégien, soutenu la même opinion que celle avancée ici. Comme en 1847, alors

qu'il exprima son avis sur la question dans une autre relation, à savoir dans un rapport sur le projet alors existant d'un nouvel Acte d'Union, le Ministère en question en arrive encore maintenant au même résultat; il est, dans le dit rapport, exprimé au sujet de la Constitution norvégienne « que rien ne prive un membre du Ministère du droit naturel de refuser de contresigner et de se démettre de sa charge ». Ce rapport obtint l'adhésion du gouvernement alors en fonctions : MM. Lövenskiold, Krog, Sibbern, Schmidt, Pettersen, Herm. Foss et Fr. Stang, ainsi que des membres de la Section ministérielle alors en fonctions : MM. Due, J.H. Vogt et Fleischer. Il est déclaré dans le même rapport que le devoir de contresigner manque de fondement dans la Loi Fondamentale, et que c'est un malentendu de vouloir déduire l'existence d'un tel devoir de ses dispositions.

Finalement la Section ministérielle réitéra qu'un refus de sanction devant, dans le cas présent, être non seulement manifestement nuisible à l'Etat, mais aussi une négation de son indépendance. l'on se voyait obligé de refuser de contresigner pour ne pas y coopérer. Le Norvégien qui ferait une telle chose serait à partir du même moment sans patrie.

Les demandes de démission du Gouvernement norvégien et de la Section ministérielle près du Roi furent ensuite rapportées et lues. Relativement à cette affaire, il a été dressé le procès-verbal habituel.

Kristiania, le 30 mai 1905.

(Signé) : J. LOVLAND.

(Signé) : E. Hagerup Bull.

(Signé) : HARALD BOTHNER.

#### TRADUCTION

d'une lettre, en date du 6 juin 1905, adressée par les Membres du Ministère norvégien à Sa Majesté le Roi Oscar.

#### Au Roi.

En Conseil des Ministres, tenu au palais de Stockholm le 27 mai, Votre Majesté a, en réponse à nos très humbles demandes de démission, daigné décider ce qui suit :

« Comme je trouve évident qu'un autre Ministère ne peut être formé actuellement, je ne consens pas à accorder la démission demandée par les Ministres. »

En vertu de la constitution de la Norvège, il incombe au roi de Norvège de procurer au pays un Gouvernement constitutionnel. Au même instant où la politique du Roi interdit la formation d'un Conseil responsable, le pouvoir royal norvégien a cessé d'exercer ses fonctions.

Par la décision de Votre Majesté, les relations constitutionnelles entre Votre Majesté et les ministres responsables de la Couronne ont, en outre, été amenées dans une situation qui ne se laisse pas maintenir. Aucun gouvernement ni aucun de ses membres ne peut, dans

un Etat constitutionnel, être astreint, contre sa volonté, à conserver ses fonctions avec la responsabilité ministérielle qui y est attachée, lorsque, en présence de questions importantes et décisives pour la patrie, les Conseils des ministres responsables ne sont pas suivis par le Roi, qui, suivant la constitution, n'est pas responsable. De même que, dans de telles circonstances, c'est le droit indiscutable de chaque ministre, comme un homme libre, de se démettre de sa charge, de même une telle manière d'agir doit, en général, être un devoir envers la patrie pour le maintien de ses droits constitutionnels.

Votre Majesté a déclaré qu'un autre gouvernement ne peut être formé actuellement. Votre Majesté a trouvé cela si évident que le Roi de Norvège, durant la période si grave de ces derniers jours, est resté au palais de Stockholm, sans faire de tentative pour ramener le pays dans un état de choses constitutionnel. La politique, qui a reçu son expression dans l'attitude de Votre Majesté vis-à-vis de la question de la loi des consulats est, à notre avis, incompatible avec la constitution norvégienne. Mais aussi peu qu'un nouveau gouvernement peut assumer la responsabilité d'une telle politique, aussi peu nous pouvons y participer en continuant à revêtir nos charges. Notre devoir est donc de nous démettre de nos fonctions et d'en donner aussitôt avis nécessaire au Storting.

C'est là ce qui va advenir.

Des divergences politiques, profondes et incompatibles, ont ainsi brisé le cadre de la monarchie constitutionnelle norvégienne. Les circonstances et les événements ont été plus forts que la volonté d'un seul. Mais la liquidation des rapports unionels qu'a préparée la décision sus-mentionnée de Votre Majesté — prise assurément avec une profonde tristesse, mais aussi avec une pleine clarté pour ce qui est de ses conséquences — se montrera sous peu, — c'est notre espoir — comme ayant été le commencement de jours meilleurs et plus heureux pour les deux peuples, dont Votre Majesté a toujours eu au cœur le bonheur et la prospérité.

Nous nous permettons, finalement, de présenter à Votre Majesté notre très humble remerciement pour la bienveillance et la bonté personnelles que Votre Majesté nous a montrées pendant le temps où nous avons eu l'honneur d'être membres du Conseil de Votre Majesté.

Nous prions Votre Majesté d'être assurée que nous comprenons pleinement la situation difficile de Votre Majesté, et nous demandons à Votre Majesté d'accepter l'expression de notre respect inaltérable. Mais nous devons, avant toute autre chose, penser à nos devoirs envers notre patrie.

(Signatures de tous les Membres du Ministère.)

## TRADUCTION

de la décision du Storting, en date du 7 juin 1905.

Vu que tous les membres du Ministère se sont démis de leurs fonctions ;

Vu que Sa Majesté s'est déclarée hors d'état de procurer un nouveau gouvernement au pays ; et

Vu que le pouvoir royal constitutionnel a, par là, cessé d'exercer ses fonctions,

Le Storting charge les membres du Ministère, aujourd'hui démissionnaire, d'exercer provisoirement, à titre de Gouvernement Norvégien, le pouvoir appartenant au Roi, en se conformant à la Constitution du Royaume de Norvège et aux lois en vigueur — avec les modifications y nécessitées par la dissolution de l'union avec la Suède sous un même Roi, par suite du fait que le Roi a cessé d'exercer ses fonctions de Roi norvégien.

## TRADUCTION

de l'adresse du Storting à Sa Majesté le Roi Oscar,  
en date du 7 Juin 1905.

Sire,

Tous les Membres du Ministère s'étant aujourd'hui, au Storting, démis de leurs fonctions, et Votre Majesté ayant déclaré officiellement au procès-verbal, en date du 27 mai de cette année, que Votre Majesté ne se voit pas en état de procurer un nouveau Gouvernement au pays, le pouvoir royal constitutionnel, a, par là, cessé d'exercer ses fonctions en Norvège.

Aussi le devoir du Storting, comme représentant du peuple norvégien, a-t-il été de charger, sans retard, les Membres du Ministère démissionnaire d'exercer provisoirement, à titre de Gouvernement Norvégien, le pouvoir conféré au Roi, en se conformant à la Constitution du Royaume de Norvège et aux lois en vigueur avec les modifications y nécessitées par le fait que l'union avec la Suède — supposant un Roi commun aux deux pays — est dissoute comme conséquence que le Roi a cessé d'exercer ses fonctions de Roi norvégien.

Le développement des choses, qui a été plus puissant que les désirs et la volonté d'un seul, ont amené ce résultat.

La nature et le contenu de l'union établie en 1814 a, dès l'origine, été compris de manière différente par les deux peuples. De la part de la Suède, l'on s'est efforcé d'élargir la communauté, de la part de la



Norvège, à la limiter à ce qui est prescrit dans l'Acte d'Union, et, d'ailleurs, de revendiquer la souveraineté absolue des deux royaumes dans toutes les questions, qui ne sont pas caractérisées comme unionnelles dans l'Acte d'Union. Cette différence de principes, quant à l'interprétation du caractère de l'union, a suscité beaucoup de malentendus entre les deux peuples et provoqué de nombreux conflits. Et dans la manière de voir, exprimée par le Gouvernement suédois à l'égard de la Norvège, au cours des dernières négociations entre les deux royaumes, le peuple norvégien a dû trouver une atteinte à ses droits constitutionnels, à sa souveraineté et à son honneur national.

L'union était fondée tant qu'elle pouvait contribuer au développement de la prospérité et du bonheur des deux peuples, sous le maintien de leur indépendance comme Etats souverains. Mais au-dessus de l'union se trouve, pour nous, Norvégiens, notre patrie norvégienne, pour les Suédois, la patrie suédoise. Et plus précieux que les liens politiques sont la solidarité des intérêts et l'accord volontaire entre les deux peuples. Mais l'union qui devait garantir le bonheur des deux peuples et assurer leur force au dehors, est devenue un danger pour cet accord entre les peuples norvégien et suédois.

Lorsque, maintenant, l'union se dissout, le peuple norvégien n'a pas de désir plus élevé que celui de vivre en paix et en bonne intelligence avec tous, et non moins avec le peuple suédois et avec la dynastie, sous le règne de laquelle notre pays, malgré des conflits unionnels nombreux et acerbés, a pris un développement si important aux points de vue intellectuel et matériel.

Comme un témoignage que l'œuvre et la lutte du peuple norvégien pour l'indépendance absolue de la patrie n'ont pas été fondés sur de la malveillance contre la maison royale ou contre le peuple suédois, et n'ont pas laissé la moindre amertume contre eux, le Storting sollicite respectueusement le concours de Votre Majesté, pour qu'un Prince de la Maison de Votre Majesté soit autorisé à accepter l'élection comme Roi de Norvège, avec renonciation de ses droits de succession au trône de Suède.

Le jour, où le peuple norvégien nommera son propre roi à l'ancien trône de Norvège, préparera une ère d'années de travail paisibles pour la Norvège, de relations bonnes et cordiales avec le peuple suédois, de paix, d'harmonie et de concorde sincère, pour la défense de l'œuvre de civilisation, de la liberté et de l'indépendance des peuples du Nord.

Dans cette conviction, le Storting ose exprimer l'espoir certain que ce qui a eu lieu, servira pour le mieux de tous, et de Votre Majesté également, pour la personne de Laquelle le peuple norvégien gardera inaltérablement ses sentiments de respect et de dévouement.

## AFFAIRES DU CONGO

Prorogation du protocole signé à Lisbonne, le 8 avril 1892 (1), prorogé et modifié par les conventions des 10 mai 1902 (2) et 28 août 1905 (3), à l'effet d'établir le tarif des droits d'entrée et d'exportation dans le bassin occidental du Congo.

(Lettres échangées à Lisbonne, le 30 juin 1906).

Lettres échangées à Lisbonne entre MM. Grimault, chargé d'affaires du Gouvernement de la République française en Portugal, L. de Magalhaës, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Portugal, et le baron Fallon, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges près S. M. le Roi de Portugal, pour l'État indépendant du Congo, en vue de la prorogation du protocole signé à Lisbonne le 8 avril 1892 (1), tel qu'il a été prorogé et modifié par l'accord du 10 mai 1902 (2) et prorogé à nouveau le 28 août 1905 (3) à l'effet d'établir le tarif des droits d'entrée et d'exportation dans le bassin occidental du Congo.

*M. Grimault, Chargé d'affaires de France en Portugal,  
à M. de Magalhaës, Ministre des affaires étrangères.*

Lisbonne, le 30 juin 1906.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de constater auprès de Votre Excellence que le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de S. M. Très Fidèle et le Gouvernement de l'État indépendant du Congo sont d'accord pour que le protocole conclu entre eux à Lisbonne le 8 avril 1892, réglant les tarifs d'entrée et de sortie dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo, tel qu'il a été prorogé et modifié par l'accord du 10 mai 1902 et prorogé à nouveau par l'accord du 28 août 1905, soit prorogé à nouveau pour un an, du 2 juillet 1906 au 2 juillet 1907.

(1) *Arch. dipl.*, 1892, vol. II (t. XLII), p. 129.

(2) *Arch. dipl.*, 1901-1902, vol. I (t. LXXVII et LXXVIII), p. 259.

(3) Lettres échangées à Lisbonne entre MM. Ch. Rouvier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française, près S. M. le roi de Portugal, Villaca, ministre et secrétaire d'Etat des affaires étrangères de S. M. le roi de Portugal, et le baron Fallon, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, près S. M. le roi de Portugal, pour l'Etat indépendant

A défaut de sa dénonciation dans les trois mois qui précéderont cette dernière date, ledit arrangement sera prorogé d'année en année à

du Congo, en vue de la prorogation du protocole signé à Lisbonne, le 8 avril 1892, tel qu'il a été prorogé et modifié par l'accord du 10 mai 1902, à l'effet d'établir le tarif des droits d'entrée et d'exportation dans le bassin occidental du Congo.

*M. Ch. Rouvier, ministre de France à Lisbonne, à M. Villça, ministre des affaires étrangères.*

Lisbonne, le 28 août 1905.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de constater auprès de Votre Excellence que les Gouvernements de la République française, de Sa Majesté Très Fidèle et de l'Etat indépendant du Congo sont d'accord pour que le protocole conclu entre eux à Lisbonne, le 8 avril 1892, réglant les tarifs d'entrée et de sortie dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo, tel qu'il a été prorogé et modifié par l'accord du 10 mai 1902, soit prorogé à nouveau pour un an, du 2 juillet 1905 au 2 juillet 1906, avec faculté pour les trois Gouvernements de le dénoncer et d'en faire cesser les effets quatre mois avant l'échéance du 2 juillet 1906.

*M. Villça, ministre des affaires étrangères, à M. Charles Rouvier, ministre de France.*

Lisbõa, 28 de agosto de 1905.

Tenho a honra de accusar recepção da nota datada de 28 de agosto de 1905 em que V<sup>a</sup> Ex<sup>a</sup> devidamente autorizado pelo Governo da Republica Franceza consigna que os Governos de Sua Magestade Fidelissima, da Republica Francesa e do Estado Independente de Congo, signatorios do protocollo de Lisbõa de 8 de abril de 1892 e lativo aos direitos de importação e exportação na zona occidental da bacia convencional do Congo, concordaram em que o mesmo protocollo, modificado pelo accordo de 10 de maio de 1902 seja prorogado por um anno a contar de 2 de julho de 1905, cum facultade para qualquer dos tres Governos de o denunciarem e de lhe fazerem cessar os offeitos quatro mezes antes da data de 2 de julho de 1906.

Confirmando, nos mencionados termos, por parte do governo de Sua Magestade, a prorogação de protocollo de Lisbõa de 8 de abril de 1892, modificado pelo accordo de 10 de maio de 1902, aproveito a oportunidade para reiterar a V<sup>a</sup> Ex<sup>a</sup> os protestos da minha alta consideração.

#### TRADUCTION.

Lisbonne, le 28 août 1905.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note du 28 août 1905, par laquelle Votre Excellence, dument autorisée par le Gouvernement de la République française, déclare que les Gouvernements de Sa Majesté Très Fidèle, de la République française et de l'Etat indépendant du Congo, signataires du protocole de Lisbonne du 8 avril 1892, relatif aux droits d'importation et d'exportation dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo, sont tombés d'accord sur ce que ce même protocole, modifié par l'arrangement du 10 mai 1902, soit prorogé pour un an à compter du 2 juillet 1905, avec faculté, pour l'un quelconque des trois Gouvernements, de le dénoncer et de faire cesser ses effets quatre mois avant la date du 2 juillet 1906.

En confirmant, dans les termes mentionnés, de la part du Gouvernement de Sa Majesté, la prorogation du protocole de Lisbonne du 8 avril 1892, modifié par l'arrangement du 10 mai 1902, je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

*M. Ch. Rouvier, ministre de France à Lisbonne, au baron Fallon, ministre de Belgique.*

Lisbonne, le 28 août 1905.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de constater auprès de Votre Excellence que les Gouvernements de la République française, de l'Etat indépen-

partir du 2 juillet 1907, aussi longtemps que trois mois avant l'expiration des périodes annales, l'une des trois puissances contractantes n'aura pas manifesté l'intention d'en faire cesser les effets.

*M. L. de Magalhães, Ministre des affaires étrangères, à M. Grimaud,  
Chargé d'affaires de France.*

Lisbôa, 30 de junho de 1906.

Tenho a honra de accusar a recepção da nota datada de hoje 30 de corrente em que V. S. devidamente autorizado pelo governo da Republica Franceza, consigna que os governos de Sua Magestade Fidelissima, da Republica Franceza et do Estado independente do Congo, signatorios do protocollo de Lisbôa de 8 de abril de 1892 relativo aos direitos de importação e exportação na zona occidental da bacia convencional do Congo, concordaram em que o mesmo protocollo prorogado e modificado pelo accordo de 10 de maio de 1902, e novamente prorogado por accordo de 28 de agosto de 1905, seja de novo prorogado por um anno de 2 de julho de 1906 à 2 de julho de 1907.

Se, tres mezes antes d'esta ultima data, o dito accordo nao fôr denunciado, ficara prorogado de anno a anno a contar de 2 de julho de 1907 até que tres mezes antes da terminação de um d'esses periodos annuaes, qualquer das tres potencias signatarias manifeste a intenção de lhe fazer cessar os effeitos.

Confirmando, nos mencionados termos por parte do Governo do Sua Magestade, a nova prorrogação do protocollo de Lisbôa de 8 de abril de 1892 prorogado a modificado pelo accordo de 10 de maio de

---

dant du Congo et de Sa Majesté Très Fidèle sont d'accord pour que le protocole conclu entre eux, à Lisbonne, le 8 avril 1892, réglant les tarifs d'entrée et de sortie dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo, tel qu'il a été prorogé et modifié par l'accord du 10 mai 1902, soit prorogé à nouveau pour un an, du 2 juillet 1905 au 2 juillet 1906, avec faculté pour les trois Gouvernements de le dénoncer et d'en faire cesser les effets quatre mois avant l'échéance du 2 juillet 1906.

*Le baron Fallon, ministre de Belgique à Lisbonne, à M. Ch. Rouvier,  
ministre de France.*

Lisbonne, le 28 août 1905.

A la demande du Gouvernement de l'État indépendant du Congo, muni des pleins pouvoirs que m'a conférés, à cette occasion, S. M. Léopold II, roi des Belges, souverain de l'État indépendant du Congo, mon Auguste Maître, j'ai l'honneur de constater auprès de Votre Excellence que les Gouvernements de l'État indépendant du Congo, de la République française et de Sa Majesté Très Fidèle sont d'accord pour que le protocole conclu entre eux à Lisbonne le 8 avril 1892, réglant les tarifs d'entrée et de sortie dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo tel qu'il a été prorogé et modifié par l'accord du 10 mai 1902, soit prorogé à nouveau pour un an, du 2 juillet 1905 au 2 juillet 1906, avec faculté pour les trois Gouvernements de le dénoncer et d'en faire cesser les effets quatre mois avant l'échéance du 2 juillet 1906.



1902 e novamente prorogado por accordo de 28 de agosto de 1905 aproveitou a occasião para reiterar a V. S. os protestos da minha distincta consideração.

---

TRADUCTION.

*M. L. de Magalhaes, Ministre des affaires étrangères,  
à M. Grimault, Chargé d'affaires de France.*

Lisbonne, le 30 juin 1906.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note en date d'aujourd'hui, 30 courant, par laquelle, dûment autorisé par le Gouvernement de la République française, vous constatez que les Gouvernements de S. M. Très Fidèle, de la République française et de l'Etat indépendant du Congo, signataires du protocole de Lisbonne du 8 avril 1892, relatif aux droits d'importation et d'exportation dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo, sont d'accord pour que ledit protocole, prorogé et modifié par l'arrangement du 10 mai 1902 et prorogé de nouveau par l'accord du 28 août 1905 soit de nouveau prorogé pour un an du 2 juillet 1906 au 2 juillet 1907.

Si trois mois avant cette dernière date ledit arrangement n'a pas été dénoncé, il sera prorogé d'année en année à partir du 2 juillet 1907, jusqu'à ce que, trois mois avant l'expiration d'une de ces périodes annales, l'une quelconque des trois puissances signataires ait manifesté l'intention d'en faire cesser les effets.

En confirmant en ces termes, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, la nouvelle prorogation du protocole de Lisbonne du 8 avril 1892, prorogé et modifié par l'accord du 10 mai 1902 et nouvellement modifié par l'arrangement du 28 août 1905, je saisis l'occasion de vous renouveler les assurances de ma considération distinguée.

---

*M. Grimault, Chargé d'affaires de France en Portugal,  
au baron Füllm, Ministre de Belgique.*

Lisbonne, le 30 juin 1906.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de constater auprès de Votre Excellence que le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de l'Etat indépendant du Congo et le Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle sont d'accord pour que le protocole conclu entre eux à Lisbonne, le 8 avril 1892, réglant les tarifs d'entrée et de sortie dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo, tel qu'il a été prorogé et modifié par l'accord du 10 mai 1902 et prorogé à nouveau par l'accord du 28 août 1905, soit prorogé à nouveau pour un an, du 2 juillet 1906 au 2 juillet 1907.

A défaut de sa dénonciation dans les trois mois qui précéderont cette dernière date, ledit arrangement sera prorogé d'année en année à

partir du 2 juillet 1907, aussi longtemps que, trois mois avant l'expiration des périodes annales, l'une des trois puissances contractantes n'aura pas manifesté l'intention d'en faire cesser les effets.

*Le baron Fallon, Ministre de Belgique, à M. Grimault,  
Chargé d'affaires de France.*

Lisbonne, le 30 juin 1906.

A la demande du Gouvernement de l'Etat indépendant du Congo, muni des pleins pouvoirs que m'a conférés à cette occasion S. M. Léopold II, Roi des Belges, souverain de l'Etat indépendant du Congo, mon Auguste Maître, j'ai l'honneur de constater auprès de Votre Excellence que les Gouvernements de l'Etat indépendant du Congo, de la République française et du Portugal sont d'accord pour que l'arrangement intervenu à Lisbonne le 28 août 1905, en vue de proroger le protocole du 8 avril 1892, tel qu'il a été prorogé et modifié par l'accord du 10 mai 1902, soit prorogé pour un an, du 2 juillet 1906 au 2 juillet 1907, avec faculté pour les trois Gouvernements d'en faire cesser les effets en le dénonçant trois mois avant l'échéance du 2 juillet 1907.

A défaut de sa dénonciation dans le délai fixé ci-dessus, ledit arrangement sera prorogé d'année en année à partir du 2 juillet 1907, aussi longtemps que, trois mois avant l'expiration d'une de ces périodes annales, l'une des trois puissances contractantes n'aura pas manifesté son intention d'en faire cesser les effets.

### Rapport au Roi-Souverain

(7 juin 1906).

SIRE,

Nous inspirant à la fois des vœux de la Commission d'enquête et de la Commission d'examen, pénétrés des véritables intérêts de l'Etat et des principes dirigeants de sa politique, nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté les mesures d'ordre législatif et administratif qui nous paraissent de nature à continuer la réalisation du programme que le Roi-Souverain, depuis plus d'un quart de siècle, poursuit dans l'Afrique centrale au prix de Ses constants efforts et de Ses sacrifices personnels.

Il n'est pas inutile de rappeler une fois encore que si, à ses débuts, le mouvement africain, dont Sa Majesté avait pris l'initiative, a eu un caractère international, les efforts, un instant centralisés à Bruxelles, n'ont pas tardé à s'individualiser et à revêtir un caractère de plus en plus national et qu'ainsi c'est à une direction exclusivement belge, en dehors de toute autre coopération, que l'Association internationale du Congo, d'où est issu l'Etat du Congo, a dû de pouvoir

continuer son œuvre; — que l'Etat du Congo a été reconnu par les Puissances comme Etat pleinement indépendant et que c'est comme tel qu'il a adhéré à l'Acte de la Conférence de Berlin; — qu'enfin à la base de l'origine de l'Etat, indépendamment des titres résultant de l'occupation des territoires, poursuivie par les Belges au prix de leurs peines et de leur sang, se trouvent les traités conclus avec les chefs indigènes et par lesquels ils reconnaissaient volontairement et pacifiquement la souveraineté de l'Association internationale du Congo ou lui faisaient cession de leurs droits de souveraineté.

Le premier projet proposé à la sanction de Votre Majesté a trait à la questions des terres. Le respect des droits d'occupation des indigènes est inscrit au frontispice de notre législation foncière, et le Gouvernement a toujours entendu que fût maintenue à l'indigène toute l'utilisation qu'il tirait du sol, quelles que fussent les formes tangibles sous lesquelles il concrétait cette utilisation. La loi a confirmé les indigènes dans la jouissance et l'usage des terres qu'ils occupaient conformément aux coutumes et usages locaux; elle a voulu qu'ils pussent étendre leurs cultures; elle ne les a privés ni de leurs droits de pêche et de chasse, ni des « usages en bois », ni de leurs droits de cueillette, ou de leurs droits miniers, etc.

Fortifiés dans cette politique par les vues concordantes des Commissions d'enquête et d'examen, nous proposons à Votre Majesté de donner une nouvelle consécration législative à ces principes. Le décret que nous soumettons à cette fin donne aux textes de 1885 et 1886 une large interprétation, en déclarant terres occupées par les indigènes, toutes terres qu'ils habitent, cultivent ou exploitent à un titre quelconque conformément aux coutumes et usages locaux. Il pose la règle que les droits d'occupation des indigènes seront déterminés et constatés. — Il prévoit que les indigènes puissent être appelés, dans la jouissance de terres à affecter à leurs cultures, à bénéficier d'une situation plus favorable que ne le comporterait l'application stricte de leurs droits. — Il reconnaît formellement aux indigènes le droit de chasser et de pêcher et les usages en bois sur toutes les parties du territoire qui ne sont pas propriétés de particuliers, sous la seule réserve des dispositions d'ordre général réglant l'exercice de ces droits.

Il ne paraît pas que les aliénations ou les concessions faites par l'Etat puissent mettre obstacle à l'exécution des dispositions interprétatives consignées dans le nouveau décret. Les sociétés auxquelles ont été faites ces aliénations ou concessions sont tenues, comme l'Etat, au respect des droits des indigènes, principe qui était inscrit dans la loi antérieurement à ces concessions et aliénations. La Commission d'examen a été d'avis « qu'il appartient à l'Etat de déterminer quelles » terres doivent être considérées, aux termes de l'ordonnance du » 1<sup>er</sup> juillet 1885 et du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1886, comme terres occupées » par des populations indigènes et de faire délimiter ces terres, de » sorte que les décisions de l'Etat sur cet objet, simplement déclaratives d'une situation et de droits préexistants, échappent à tout » recours, soit des indigènes, soit des non-indigènes, propriétaires ou » concessionnaires ». — En ce qui concerne l'extension de terres à attribuer aux indigènes, l'article 3 du décret prévoit comment il y sera pourvu.

La question des impôts, dit le rapport de la Commission d'enquête est sans doute la plus importante, et de la solution de ce problème dépend la solution de presque tous les autres.

Le décret du 18 novembre 1903 soumettait les indigènes à des prestations et cet impôt en travail se trouve justifié par le rapport.

Il est d'autres législations qui taxent l'indigène en argent, et théoriquement, aucun désaccord ne peut exister sur les avantages de semblable taxation. Mais en pratique et dans l'état actuel des choses au Congo, où la presque totalité des noirs ne possèdent pas de numéraire, substituer un impôt en argent à un impôt en travail ne constitue qu'une modification apparente. Si la loi, en effet, prend pour base de l'impôt une somme d'argent, elle doit bien, à moins de demander au contribuable indigène ce qu'il ne possède pas et ne peut payer, lui laisser la faculté de s'acquitter en produits ou en travail, et cette alternative, dans les circonstances actuelles, n'en est pas une, en ce sens que l'indigène, ne disposant pas de numéraire, doit forcément user de la « faculté » de se libérer de l'impôt en produits ou en travail. Le système de la taxation en argent, comme celui du décret de 1903, aboutissent l'un et l'autre dans leur application actuelle et générale, à exiger de l'indigène un travail sous une forme quelconque. — Il suffit toutefois que la possibilité ait été constatée pour certaines catégories de contribuables, de payer leur impôt en argent, pour que la loi consacre le principe.

Les modifications apportées au décret de 1903 visent notamment la quotité de l'impôt, sa fixité, sa perception.

En considération du vœu de la Commission d'enquête « de régler le » taux de l'impôt d'après les conditions des différentes peuplades » indigènes, en tenant compte de leurs aptitudes au travail », le décret n'uniformise pas le taux de l'impôt pour tous les territoires de l'Etat : le Gouverneur Général fixe, dit l'article 2, § 2, le taux de l'impôt proportionnellement aux ressources des diverses régions et des populations et au degré de développement des indigènes. Il ne peut être inférieur à 6 francs ni supérieur à 24 francs par an.

Le paiement en argent restera longtemps l'exception, l'indigène, en » règle générale, ne possédant rien au delà de sa hutte, de ses armes » et de quelques plantations ». En pratique, par la force même des choses, l'impôt sera généralement payé en produits ou en travail. « Les indigènes, dit l'article 2<sup>bis</sup>, peuvent s'acquitter de l'impôt soit en » produits soit en travail. » La loi ne peut elle-même déterminer l'équivalence en argent, soit des produits, soit du travail ; ces données sont essentiellement variables selon les régions. Les textes législatifs étrangers consultés ne fixent pas davantage cette équivalence. A leur instar, le décret remet ce soin à l'autorité administrative supérieure, — dans l'espèce, au Commissaire de district. Encore est-il indispensable que cette évaluation doit être établie de manière à écarter, comme dit le rapport de la Commission d'enquête, des appréciations arbitraires et à déterminer d'une manière précise la charge due par le contribuable. Des indications seront données au Gouverneur Général pour que, faisant usage de son pouvoir réglementaire, il avise aux garanties nécessaires. Les derniers rapports reçus du Congo constatent déjà que, dans cet ordre d'idées, on s'est attaché à établir des équivalences justes et équitables.



L'impôt dû étant ainsi nettement fixé, on ne voit pas la possibilité de taxations excessives imposées à des indigènes. Il faudrait, pour que ce cas pût se produire, que l'indigène fût porté au rôle des impositions pour une somme en argent ou pour une équivalence supérieure aux chiffres légalement fixés. L'hypothèse n'est pas concevable, puisque les rôles, étant soumis à l'approbation du Gouverneur Général, ne recevront cette approbation que s'ils sont strictement conformes à la légalité. Que si l'on suppose le cas où un agent chargé de la perception exigerait de l'indigène un impôt supérieur à celui dont il est taxé sur les rôles, on se trouverait dans le cas de l'article 63 du décret punissant semblable abus de pouvoir.

La rémunération de l'impôt en nature est, de la part de la loi, un acte de pure condescendance. Elle est maintenue avec ce caractère. « Il faut », dit justement le rapport de la Commission d'enquête, « que » la rémunération serve effectivement d'encouragement au travail. » Aussi le taux de cette rémunération ne dépend-il pas de l'appréciation de l'agent fiscal ; elle est fixée par l'autorité supérieure et spécialisée dans les rôles pour chaque contribuable. D'autre part, la nécessité se fait pour que soient multipliés les magasins de l'Etat, dans les approvisionnements desquels il sera loisible à l'indigène de choisir, jusqu'à concurrence de la rémunération, les articles les mieux à sa convenance.

La Commission d'enquête a suggéré d'espacer les échéances du paiement de l'impôt. Le décret tient compte de cette suggestion ; en décrétant en principe que l'impôt est payable par douzième, il stipule que les Commissaires de district peuvent fixer les échéances à des intervalles de deux ou plusieurs mois suivant les besoins et suivant les convenances particulières des populations.

En chaque poste sera public l'exemplaire des rôles concernant les contribuables de la région ; il pourra y être constaté par chacun le montant de l'imposition, son mode de paiement et la date du recouvrement.

La Commission d'enquête comme celle qui l'a suivie, ont toutes deux constaté la légitimité et la nécessité de la contrainte à l'égard des contribuables qui se refusent à se soumettre à l'impôt.

La Commission d'examen s'est ralliée aux règles suivantes : « Que la » contrainte consistera en un emprisonnement pendant lequel l'indigène » sera soumis au travail ; — qu'elle aura une durée au moins égale au » temps nécessaire à l'indigène pour accomplir le travail qu'il a refusé » ou négligé de fournir ; — que cette durée, qui ne pourra excéder un » mois, sera déterminée par le fonctionnaire qui l'aura ordonnée, et » qu'elle pourra être double ou triple en cas de récidive, sans pouvoir » dans ce cas dépasser trois mois ; — que les contribuables contraints » seront détenus au poste le plus proche de leur village et séparés des » détenus de droit commun. » Ces règles ont été reproduites dans les dispositions nouvelles qui fixent la nature de la contrainte, sa durée, les avertissements dont son application sera précédée, et déterminent les autorités qui peuvent la prononcer.

De par le régime nouveau, les agents de l'autorité sont seuls appelés à recouvrer l'impôt, à l'exclusion de tous particuliers à ce commis-sionné, l'article 35 du décret du 18 novembre 1903, qui autorisait de

semblables Commissions, se trouvant abrogé. Cette dérogation aux règles ordinaires ne devait être que transitoire ; il est, en effet, conforme à la nature des choses que le service des impôts soit assuré par les seuls fonctionnaires publics. En toutes régions quelconques du territoire, ne sera légale, dans le recouvrement volontaire ou contraint de l'impôt, que l'intervention des agents du pouvoir à ce qualifiés. C'est la séparation définitivement opérée entre l'action de la puissance publique, agissant par voie d'autorité vis-à-vis du contribuable, et l'action des entreprises d'ordre privé. Les agents commerciaux n'interviendront plus dans le service des impôts.

En ce qui concerne les biens administrés en régie par l'Etat, un décret, conçu selon les vues de Sa Majesté, constitue ces biens et les mines non concédées en un domaine national dont la gestion incombera à des administrateurs expressément désignés, desquels relèvera le personnel spécial de ce domaine.

Dans l'accomplissement des fonctions fiscales, comme d'ailleurs dans les relations d'ordre commercial privées avec les indigènes, il est mis un terme à l'utilisation, telle qu'elle a été relevée par la Commission d'enquête, de capitas et sentinelles armés de fusils à piston ou perfectionnés. L'article 32, paragraphe 2, interdit aux agents fiscaux, sous les peines comminées à l'article 63, de charger des capitas ou des sentinelles armés de fusils à piston ou perfectionnés de faire rentrer les impositions. D'autre part, l'article 3 de l'arrêté du 30 avril 1901, qui prévoyait la délivrance de permis de port d'armes aux capitas, est abrogé, et d'après les dispositions nouvelles, le port des fusils à piston ou perfectionnés est interdit aux capitas ou sentinelles chargés d'opérations commerciales avec les indigènes. C'est la suppression, demandée par le rapport, du régime des sentinelles et capitas armés de fusils à piston ou perfectionnés. Enfin, les permis délivrés pour les armes destinées à la défense des établissements de non-indigènes sont limités à 25 fusils perfectionnés. En exécution de ces mesures, les fusils dont le port se trouve interdit, seront retirés aux capitas qui s'en trouveraient porteurs, et une vérification sera ordonnée dans les factoreries pour le retrait des fusils qui dépasseraient le chiffre réglementaire.

La loi conserve en principe, à l'impôt son caractère individuel « plus » logique et plus juste que l'impôt collectif », mais la Commission d'enquête estime qu'« actuellement dans bien des cas, des obstacles » insurmontables s'opposent à son application ».

La Commission d'examen a émis l'opinion que « l'impôt, en principe, » doit être personnel, mais la fixation des impôts par groupes peut être » autorisée dans le cas où il n'est pas possible d'établir des rôles individuels ». A ce sujet le Gouverneur Général écrit : « Dans toutes » les régions où la situation est normale — et c'est le cas pour une » notable partie de l'Etat — le système d'impôt individuel peut recevoir son application. Presque tous les Commissaires de district » envoient des rôles nominatifs qui sont très scrupuleusement rédigés. » Ce n'est que dans certaines régions qu'il y aurait lieu de recourir au » système d'impôt collectif. A cet effet, il appartiendra au chef territorial de demander au Gouverneur Général l'autorisation de déroger » au principe de l'individualité de l'impôt, en fournissant les motifs qui » l'empêchent de s'y conformer ».

C'est d'après l'ensemble de ces considérations qu'a été conçu le décret qui organise l'établissement et la perception de l'impôt collectif. Il a suffi, d'ailleurs, de compléter l'ordonnance du 12 mai 1905, en tenant compte des règles suivantes élaborées par la Commission d'examen :

« Dans les cas où l'impôt collectif devrait être établi, les chefs indigènes seront chargés de le percevoir et de le remettre à l'État. Ils auront pour devoir d'aider les agents dans leurs efforts pour substituer progressivement l'impôt individuel à l'impôt collectif et d'inciter les indigènes des groupes à satisfaire à leurs obligations vis-à-vis de la collectivité. Ils signaleront à l'autorité les contribuables en défaut. Ils ne seront tenus responsables de l'inexécution des obligations des indigènes de leur village que s'il y a faute personnelle de leur part. Ils toucheront une rémunération et seront personnellement exempts d'impôt. Une contrainte spéciale sera organisée pour les chefs ; ceux-ci ne seront pas emprisonnés, mais simplement retenus au poste ; ils ne seront astreints à aucun travail. Les chefs punis de contrainte ne seront retenus que dans les chefs-lieux de district, de zone ou de secteur ».

L'article 29 nouveau stipule que le Gouverneur Général, dans des circonstances exceptionnelles, peut, par arrêté motivé, faire remise en tout ou en partie de l'impôt aux indigènes. De par l'article 2 de la loi, l'indigène, individuellement, se trouve exempt lorsqu'il est dans l'incapacité physique de supporter l'impôt, puisque cet article ne soumet à l'impôt que les indigènes valides. La disposition de l'article 29 vise des cas plus généraux de remise, tels que ceux où les populations, atteintes par la maladie, la maladie du sommeil par exemple, ou frappées par une calamité publique, se trouveraient dans l'impossibilité de satisfaire à leurs obligations.

La loi ne peut que poser ces règles générales. Il incombera à l'autorité supérieure locale de soumettre les agents chargés de la perception de l'impôt à un contrôle qu'il lui est prescrit d'exercer, continu et vigilant. Ces agents, — de la décision desquels ne dépend pas la quotité de l'impôt, — dont les pouvoirs sont limités et précisés, — qui sont passibles de pénalités en cas d'abus de pouvoirs, — qui sont sans intérêt direct dans le rendement de l'impôt, — sont appelés à remplir leurs fonctions au Congo dans les mêmes conditions que les agents fiscaux de toute autre colonie.

Si les dispositions de la loi sont, comme il y sera veillé, strictement appliquées, les critiques que la Commission a formulées à l'occasion des diverses impositions ne pourront plus se produire, ni quant au taux de l'imposition, ni quant à sa continuité ou à son imprévu, ni quant à l'indétermination des moyens de contrainte. C'est ainsi également que les inconvénients résultant du déplacement des contribuables trouvent leur remède dans l'espace des échéances ; et déjà le Gouverneur Général constate que ces échéances ont été fixées, d'accord avec les chefs indigènes, de manière à obtenir le résultat désiré.

Il est à signaler à propos du transport à Léopoldville des chickwanges du Sud du district, que depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1905, à la suite de l'abaissement du tarif pour certaines catégories de marchandises, le transport, par chemin de fer, des chickwanges a été rendu possible, et



depuis cette époque, les indigènes ont la faculté de déposer leurs chickwanges en des endroits désignés le long de la voie ferrée ; mais il a été constaté qu'ils usent rarement de cette faculté et préfèrent porter leurs produits à Léopoldville même.

L'État se verra d'ailleurs dispensé de plus en plus de s'adresser pour les fournitures de vivres à des contribuables habitant à de grandes distances, en raison des mesures prises pour assurer le ravitaillement du personnel noir, par l'établissement, auprès des grands centres de population, de cultures vivrières. De telles cultures sont créées aux environs de Léopoldville, de Coquilhatville et de Stanleyville. Elles occupent chacune trois cents travailleurs dirigés par des agronomes spéciaux. Le Gouvernement a prescrit en outre, dans les postes secondaires, partout où la nature du sol le permet, la création de cultures de bananiers, arachides, maïs, haricots, patates, riz, manioc, etc. ; quarante-quatre postes en sont déjà pourvus. Le riz est cultivé en grand à Kitobola, Gongolo et Romée.

En ce qui concerne l'imposition relative aux coupes de bois de chauffage pour steamers, cette imposition se trouve supprimée partout où la chose est possible et est remplacée par le travail exclusif des salariés. La question était généralement résolue dans ce sens dès le mois de juillet 1905 ; à part la Province Orientale, les indigènes ne fournissaient plus de bois à titre d'impôt que sur quelques points.

Cette pratique a été définitivement établie par une circulaire du Gouverneur Général en date du 28 janvier 1906, qui prescrit que sur le passage des bateaux de la ligne régulière de Léopoldville à Isangi, le bois soit fourni exclusivement par des travailleurs salariés. La mesure est entrée en application le 1<sup>er</sup> avril 1906. Son application sera étendue aux affluents du Haut-Congo au fur et à mesure que le développement de la navigation à vapeur sur ces voies secondaires justifiera l'établissement de postes de bois permanents.

Des instructions ont été données également pour que des équipages de payeurs sur les pirogues et baleinières de l'État soient fournies par le personnel salarié des stations chaque fois qu'il se trouvera en nombre suffisant pour assurer ce service.

L'imposition en travaux que les indigènes étaient réquisitionnés d'effectuer dans les postes, n'existe plus d'après les derniers renseignements reçus. Ces travaux sont exécutés au moyen de travailleurs régulièrement engagés. Pour rendre impossible le retour de semblables réquisitions, l'article 31, § 2, interdit, sauf le cas de nécessité, que l'impôt soit perçu « en travaux à exécuter dans les stations ».

L'entretien ordinaire des routes et des lignes télégraphiques est généralement demandé aux habitants des villages riverains. Il est prescrit de recourir le plus largement possible aux services des travailleurs volontaires pour exécuter les travaux de ce genre.

À la suite de la constatation des procédés primitifs employés par les indigènes, notamment pour la préparation de la chickwange, le vœu a été formulé de voir l'État s'attacher à perfectionner les industries indigènes dont l'importance est vitale pour le nègre, telles la culture et la mouture du manioc, la fabrication de la chickwange et la pêche.

Tout en approuvant sans réserve cette manière de voir, nous



croyons devoir signaler combien il est malaisé d'obtenir de l'indigène qu'il abandonne pour des engins perfectionnés les instruments auxquels une pratique traditionnelle l'a accoutumé. Des essais ont été faits dans ce sens, il y a plusieurs années déjà, et les résultats en furent négatifs. Des engins de pêche importés d'Europe furent confiés aux pourvoyeurs de poisson de Boma et de Léopoldville; on leur enseigna le maniement, mais devant l'insuccès d'expériences répétées, il fallut les laisser reprendre leurs méthodes de pêche habituelles. Il ne faudrait d'ailleurs pas exagérer l'insuffisance de ces méthodes. Le noir possède pour la pêche des engins divers qu'il emploie suivant la profondeur et la force du courant et l'on peut affirmer qu'ils donnent un maximum de rendement.

Par contre, les instruments agricoles dont dispose l'indigène congolais sont évidemment rudimentaires et l'obligent à fournir une somme de travail hors de proportion avec les résultats qu'il obtient. Nous estimons cependant que toute intervention directe pour l'amener à adopter un outillage perfectionné irait au devant d'un échec certain et nous pensons qu'en cette matière, il faut attendre beaucoup de l'exemple et du temps. Les études auxquelles il a été procédé à l'intervention de l'Etat ont abouti à la création d'une machine pour la mouture du maïs, simple et pratique. Plusieurs de ces machines ont déjà été envoyées dans l'Uele et toutes nos stations en seront bientôt pourvues de même que d'appareils à moudre le manioc. Cette façon de procéder sera généralisée et il est permis d'espérer qu'avec le temps on pourra avec plus de succès obtenir du noir qu'il renonce à l'emploi de ses outils-primitifs.

La question des transports resté l'un des problèmes les plus complexes. La Commission n'a pu songer à la suppression du portage, l'exposé suivant de l'état actuel de la question du portage montre comment les remèdes suggérés par elle trouvent leur réalisation.

En ce qui concerne l'utilisation la plus complète possible des voies d'eau préconisée par la Commission, il est permis d'affirmer qu'à l'heure présente, il n'est plus de cours d'eau navigable sur lequel ne circulent des embarcations à vapeur. Le Congo et ses affluents ont été utilisés sur toute leur étendue navigable, de manière à former un vaste réseau divergent de voies de pénétration. Un service régulier de vapeurs fonctionne sur le Haut-Fleuve; depuis le mois de novembre 1905, les départs de Léopoldville pour Stanleyville ont lieu les 1, 11 et 21 de chaque mois et la durée du voyage aller et retour est d'environ quarante-cinq jours. Ce service est assuré par six vapeurs dont trois de 150 tonnes qui comportent des aménagements pour trente passagers. — Le Gouvernement procède à l'installation d'un service régulier identique sur le Kasai.

Les conditions de la navigation ont été notablement améliorées par le balisage de la baie et de la passe de Léopoldville, du chenal suivi par les steamers depuis Dolo jusqu'à l'entrée du Pool, de la section Yakusu-Stanleyville et du passage de l'île Bertha au confluent de la Romée. Dans le Kasai, la passe dangereuse de Swinburn a également été relevée et balisée.

D'importants travaux ont été exécutés à la passe de Kingushi sur

le Kwango, à celle de l'Aketi sur l'Itimbiri, et aux rapides de Sendwe sur le Congo supérieur, dans le but de régulariser le cours de ces rivières par la destruction des bancs rocheux qui les obstruaient.

Ces améliorations ont permis d'augmenter le tonnage des vapeurs en service sur le Haut-Congo. Dans ces dernières années, deux vapeurs de 500 tonnes, le *Kintambo* et le *Segetini*, ont été montés par les chantiers navals de Léopoldville, ainsi que plusieurs barges de 350 tonnes destinées aux transports de matériaux pour la construction des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains.

Des steamers ont été également lancés sur les principaux biefs du Haut-Congo et, sur ceux qui ne sont pas navigables aux vapeurs, le service des transports a été assuré à l'aide de baleinières en acier et de pirogues indigènes. Deux steamers circulent sur le bief de Ponthierville à Sendwe (Congo supérieur). Des bateaux à vapeur de 5 à 30 tonnes ont été mis en service sur les grandes rivières, notamment sur le grand bief navigable du Kwango, en amont de Kingushi ; sur la Busira-Tshuapa, la Momboyo et la Lomela, respectivement jusque Mondombe, Isaka et Itoko ; sur la Lulonga, jusque Basankussu ; sur l'Ubangi, en aval des chutes de Zongo ; sur la Mongala, de Mobeka à Monveda ; sur l'Itimbiri, de Bumba à Gô ; sur la Rubi et la Likali, de Djamba à Likati et à Buta (point de départ pour automobiles) ; sur l'Aruwimi, de Basoko à Yambuya.

La section du Nil bordant l'Enclave de Lado est desservie par un vapeur dont le port d'attache est Redjaf.

Enfin, on exécute en ce moment une étude complète du bief du Lualaba, en amont de Buli, par lequel on pourra atteindre le Sud du Katanga jusqu'aux rapides de Kalengwe, entre le 9<sup>e</sup> et le 10<sup>e</sup> parallèle.

Ces mesures ont eu pour effet de supprimer complètement le transport par terre dans les régions desservies par des cours d'eau navigables et il ne subsiste plus dans le Haut-Congo que trois grandes routes de portage, à savoir ; de Buta au Nil, de Kasongo au Tanganika, de Pania (Kasai) au Lualaba.

Dans la pensée du Gouvernement, le maintien de ces routes a un caractère temporaire et exceptionnel. Imposé par des nécessités d'ordre supérieur, le portage ne pourrait y être supprimé d'emblée sans compromettre les intérêts publics essentiels. Mais, en attendant l'époque où l'achèvement du réseau des voies ferrées actuellement en construction ou à l'étude aura vaincu définitivement la difficulté des communications dans la partie orientale de l'État, le Gouvernement n'entend épargner aucun sacrifice pour amener la prompte suppression des transports à dos d'homme par l'organisation des transports sur route au moyen de véhicules à traction mécanique ou animale.

La construction de la route pour automobiles, qui doit réunir le Congo au Nil, par Bambili et Dungu, et dont le développement n'atteindra pas moins de 900 à 1,000 kilomètres, se poursuit dans des conditions normales. Les sections Redjaf-Faradje (273 kilomètres), Faradje-Dungu (142 kilomètres) et Dungu-Niagara (85 kilomètres) sont virtuellement terminées. D'autre part, les travaux ont été attaqués au nord de Buta vers Bambili, et des camions automobiles à vapeur légers seront prochainement mis en service sur cette section Buta-Bambili.

La route rencontre de nombreux affluents de l'Uele et du Rubi dont le passage nécessitera parfois des travaux d'art importants. Il a été décidé de ne construire que les ponts de moins de 40 mètres de portée ; ailleurs on procédera au transbordement des marchandises.

Les résultats ainsi obtenus ne l'ont été qu'au prix de sérieuses difficultés, provenant à la fois du manque de main-d'œuvre apte à ce genre de travail, de l'ignorance où l'on se trouvait des conditions dans lesquelles se présente la construction de route dans une région équatoriale soumise à un régime de pluies journalières, et du fait que le pays traversé ne renferme à proximité aucun dépôt de roche ni de pierre propre à l'établissement du coffre de la route.

La formation d'une main-d'œuvre plus exercée et l'expérience faite permettent d'espérer que le travail se poursuivra désormais dans des conditions de célérité plus satisfaisantes. Il serait cependant désirable que des crédits plus importants fussent affectés à cet objet, lesquels permettraient de renforcer le personnel et le matériel de manière à assurer dans un délai plus rapproché l'achèvement de cette importante voie de communication.

Le choix d'un véhicule automobile réunissant les qualités de légèreté, de solidité et de simplicité exigées pour le trafic sur les routes africaines a reçu toute l'attention des services compétents. L'essai des camions de 5,000 kilogrammes auquel il fut procédé sur la section de Redjaf-Faradje ayant démontré l'impossibilité d'utiliser des véhicules aussi lourds, les recherches ont visé à l'établissement d'un type de camion automobile léger chauffant au bois, ne dépassant pas en ordre de marche le poids de 1,500 kilogrammes. Cinq camions répondant à ces exigences quitteront incessamment Anvers pour Buta avec le personnel technique nécessaire. L'expérience ne tardera pas à démontrer si, comme il y a lieu de l'espérer, ces engins nouveaux sont appelés à résoudre le problème de l'utilisation pratique du véhicule automobile pour les transports dans l'Afrique centrale.

Dans l'affirmative, les deux autres grandes routes par terre seront, aussi promptement que possible, mises en état de recevoir à leur tour un matériel de transport automobile, et il sera possible dès lors de décharger entièrement les populations du service du portage.

Le Gouvernement n'a cependant pas attendu pour prendre, ce qu'il a fait depuis 1903, un ensemble de dispositions destinées à alléger la charge du portage dans toute la mesure où le permettent les conditions actuelles.

Il a été acheté, dans les colonies voisines et au Soudan, un grand nombre de bêtes de somme, de même qu'un matériel important consistant en bâts, charrettes et chariots, qui ont été mis en service sur les sections déjà terminées de la route Congo-Nil.

Les difficultés que présente l'acclimatation des animaux, les épizooties qui ont décimé les troupeaux, ont retardé l'organisation de ce service. Nonobstant l'État dispose actuellement dans l'Uele de plus de 400 bœufs dressés au joug et au collier et d'une centaine d'ânes que l'on utilise dans l'Enclave comme animaux de bât. Depuis le commencement de l'année courante, les transports se font par animaux de bât et par chariots de Redjaf à Faradje et de Dungu à Niangara. La présence de la tsétsé, constatée entre Faradje et Dungu, n'a malheureusement pas permis l'extension du service sur cette section de la route.



L'organisation des transports par pirogue entre Niangara et Bima a encore réduit la route de portage, qui ne compte plus aujourd'hui que 260 kilomètres environ.

Les essais de dressage de l'éléphant, qui se poursuivent depuis 1899 dans l'Uele, n'ont pas encore donné de résultats appréciables. Nous possédons une vingtaine de ces animaux qu'on a pu habituer à porter et à traîner de légers fardeaux; mais ce n'est que lorsqu'ils auront atteint leur plein développement physique qu'il sera possible d'apprécier leur aptitude à rendre les mêmes services que leurs congénères asiatiques.

La seconde grande route de portage de Kasongo à Baraka avec embranchement sur Albertville a été grandement améliorée.

La traversée des marais de la Luama à Niembo a été facilitée par l'utilisation de bateaux plats et l'on étudie une variante qui permettrait de les éviter complètement en détournant la route par Wamasa et Turungu. Une autre mission recherche la possibilité de rendre cette route tout entière carrossable, en la faisant passer par le massif montagneux de Kalembe-Lembe.

La présence de la tsétsé a été aussi constatée dans cette région et elle pourrait y faire obstacle à l'organisation des transports par chariots.

De son côté, le Comité spécial du Katanga a fait de grands efforts pour l'amélioration de la route Pania-Tshofa Buli, mais les mêmes difficultés retardent également dans cette région l'emploi des animaux de trait. Cette route perdra du reste beaucoup de son importance après l'achèvement du deuxième tronçon de la ligne de chemin de fer de Stanleyville vers le Katanga, laquelle aboutira aux environs de Buli, après avoir contourné le fleuve de Sendwe aux Portes d'Enfer.

Enfin, des instructions nouvelles ont été données pour assurer, sur toutes les routes de portage, le ravitaillement des caravanes, ainsi que l'amélioration des gîtes d'étape. A cet effet, on a favorisé l'établissement sur ces routes de villages dont la population a été encouragée à la pratique des cultures vivrières.

La longueur des étapes a été réduite et le recrutement des porteurs a été confié exclusivement aux chefs indigènes.

Votre Majesté n'ignore pas, d'autre part, que, dans le but de soulager le portage sur les routes intérieures, une notable partie des ravitaillements de l'Enclave de Lado et des zones frontières est acheminée par la voie du Nil et par le territoire des colonies voisines. Le Gouvernement entend persévérer dans cette pratique dans la mesure où les circonstances n'y feront point obstacle.

Tel est l'état actuel de la question des transports au Congo. Les sacrifices considérables que le Gouvernement a consentis pour l'organisation de ce service essentiel ont abouti à l'utilisation, jusqu'aux dernières limites, des voies de communication naturelles, à la substitution dans toute la mesure possible de moyens mécaniques et de la traction animale au portage à dos d'homme ainsi qu'à l'amélioration des conditions du portage partout où il n'a pu encore être supprimé.

Cette solution cependant est provisoire.

Le développement économique de l'Etat exige la création, dans un avenir prochain, d'un réseau de voies ferrées dont les lignes princi-



pales, partant du Haut-Fleuve, au point terminus de la navigation régulière, pénétreront l'une dans l'Uele, la deuxième vers les Grands-Lacs et la troisième dans le Katanga.

Les grandes espérances que l'on est en droit de fonder sur l'avenir de nos provinces orientales ne permettaient pas d'hésiter devant cette œuvre, quelque audacieuse qu'elle parût.

L'entreprise est en voie de réalisation. La constitution de la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs africains a permis d'arrêter le plan général du réseau ferré du bassin supérieur du Congo, et la première étape de sa création est déjà franchie.

Le premier tronçon de la ligne de Stanleyville au Katanga sera livré au trafic dans le courant de ce mois. Il comporte 127 kilomètres et aboutit au bief navigable de Ponthierville à Sendwe.

Le balisage du bief est terminé et deux vapeurs y naviguent déjà. Dorénavant le transport des marchandises pourra donc s'effectuer, tant par chemin de fer que par bateau, jusqu'à 442 kilomètres au sud de Stanleyville.

Les études du second tronçon de la ligne, de Sendwe à Buli, sont commencées et les travaux seront entamés aussitôt que l'achèvement de la première section permettra l'envoi à pied d'œuvre du matériel nécessaire.

Après ce second tronçon s'étend un bief navigable de 640 kilomètres environ dont on fait actuellement une étude complète pour se rendre compte des conditions dans lesquelles pourra s'effectuer la navigation. Ce second bief permettra d'arriver aux Rapides de Kalengwe, entre le 9<sup>e</sup> et le 10<sup>e</sup> parallèle, c'est-à-dire dans l'extrême Sud de notre territoire.

D'autre part, deux missions d'études s'occupent en ce moment du choix d'un tracé de chemin de fer destiné à relier directement le Bas-Congo au Katanga.

Pour la construction de cette ligne, ainsi que pour celle du tronçon congolais destiné à s'amorcer au Transaharien et du chemin de fer de Lado à la frontière de l'Etat, les ressources sont à rechercher.

Au cas où l'initiative privée n'entreprendrait pas la construction de ces voies ferrées, les capitaux doivent nécessairement être demandés à l'emprunt. Mais en proposant à Votre Majesté d'émettre dès à présent un emprunt de 150 millions dans ce but, notre pensée est que les titres n'en soient placés qu'au fur et à mesure des dépenses engagées et avec l'espoir que dès que l'attention publique se sera, à la suite de l'émission, portée sur ces entreprises, l'initiative privée se substituera à celle de l'Etat pour les poursuivre et les parachever.

La Commission d'enquête a excellemment mis en lumière le rôle important que les chefs de village sont appelés à remplir en tant qu'intermédiaires naturels entre les autorités de l'Etat et la population indigène :

« Pour les mettre à même, disait-elle, de s'acquitter efficacement de ces fonctions délicates, l'Etat devra commencer par raffermir et relever leur autorité vis-à-vis de leurs tribus. Il faut que leurs droits et leurs pouvoirs sur leurs sujets soient, pour autant qu'ils ne sont pas inconciliables avec les lois générales de l'Etat, reconnus et sanc-

tionnés... Ainsi appuyés par l'Etat, les chefs formeraient dans tout le Congo une classe extrêmement utile, intéressée au maintien d'un ordre de choses qui consacre leur prestige et leur autorité. Cette institution pourrait devenir un rouage important de l'Administration et même la base de l'organisation de l'Etat. »

Ces vues sont conformes en tous points aux principes dirigeants de notre politique indigène; elles ont été adoptées par la Commission d'examen.

Le Gouvernement, en effet, est depuis longtemps pénétré de l'importance qui s'attache au maintien de l'unité politique représentée par la tribu sous l'autorité du chef et régie par la coutume. Il voit dans cette institution, non seulement un moyen de développer l'autorité de l'Etat, mais un facteur essentiel de l'amélioration de l'état social des indigènes.

Déjà le décret du 6 octobre 1891, en autorisant sous certaines conditions la reconnaissance par le Gouverneur Général des chefferies indigènes, a consacré l'existence légale de la tribu et en a fait une institution de l'Etat et une des bases de son organisation politique.

Sous l'empire de cette loi, l'existence de nombreuses chefferies a été officiellement sanctionnée, et la collaboration des chefs à l'administration des affaires indigènes est devenue une pratique de plus en plus fréquente.

Si la création des chefferies indigènes reconnues n'a pas rendu jusqu'à présent tous les services qu'on était en droit d'en attendre, l'expérience de ces quinze dernières années a néanmoins fait ressortir les avantages de l'institution. Ainsi que l'exprimait le Gouverneur Général, dans son rapport pour l'année 1904, « les faits témoignent » de la facilité plus grande avec laquelle les indigènes se rallient à « l'ordre de choses nouveau lorsqu'il est personnifié à leurs yeux par le » chef qu'ils ont de tout temps reconnu ».

Le moment semble venu de préparer l'extension progressive de l'institution à l'ensemble du territoire de l'Etat, en donnant à la chefferie indigène un caractère légal nettement déterminé.

Une institution de ce genre n'aura d'existence réelle et ne rendra de véritables services que pour autant qu'elle s'harmonise avec l'état social des populations indigènes. Ils ne faut pas, a dit la Commission d'examen, que « la chefferie indigène reconnue soit une création arbitraire ; » elle doit se confondre avec la tribu telle qu'elle existe. Ses limites » géographiques seront celles du territoire de la tribu, et les pouvoirs » du chef vis-à-vis de ses gens, ainsi que les liens de suzeraineté ou de » vassalité qui l'unissent à d'autres chefs, seront ceux que reconnaît » la coutume indigène dont l'empire doit être maintenu sans autre » restriction que celle qui naîtrait de sa contrariété avec l'ordre public » universel ou les lois de l'Etat ».

Il a été préparé et nous avons l'honneur de soumettre à la Haute Sanction de Votre Majesté un projet de décret qui, modifiant celui de 1891, définit la chefferie indigène, détermine les droits et les devoirs des chefs et crée, sous le nom de messagers indigènes, les intermédiaires entre les autorités territoriales et les chefs reconnus.

Le Gouvernement a la confiance que les agents locaux s'emploieront

à la mise en pratique progressive de ce décret et fera, à cette fin, un pressant appel à leur active collaboration.

La Commission d'enquête a pu constater le bon esprit qui anime la Force publique et la réelle popularité dont le service militaire jouit parmi les indigènes du Congo. Elle a été frappée de l'excellente tenue de la troupe, du bon entretien des cantonnements militaires et des camps d'instruction.

Il est certain que de grands progrès ont été réalisés. Il importe cependant que rien ne soit négligé pour perfectionner sans cesse la Force publique et la rendre de plus en plus apte à remplir les devoirs importants et délicats qui lui incombent pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publics dans nos vastes territoires.

La Force publique doit inspirer aux populations à la fois la confiance et le respect. Ce résultat ne peut être obtenu que par le maintien d'une stricte discipline et le développement des qualités militaires de la troupe.

L'objectif à atteindre de plus en plus complètement est que l'unité tactique, la compagnie, soit sérieusement organisée et que ses subdivisions, le peloton à la section, soient elles-mêmes régulièrement constituées et bien encadrées suivant les prescriptions organiques; que la section détachée soit toujours sous les ordres d'un blanc gradé; que les gradés noirs et les soldats restent sous la surveillance constante de leurs officiers et sous-officiers; que les hommes, bien instruits et disciplinés, soient habitués aux commandements et ordres; que l'instruction de la troupe soit assurée parfaitement dans les camps et perfectionnée dans les postes par de fréquents exercices; que spécialement les exercices de tir soient parfaitement et méthodiquement dirigés, afin que le soldat ait entière confiance dans son arme; que le bien-être matériel et moral du soldat soit l'objet de l'attention des chefs; qu'il lui soit procuré une nourriture saine et suffisante et un bon logement; que la solde soit payée régulièrement et que les punitions à lui infliger soient appliquées en stricte conformité des règlements. Telles sont les instructions du Gouvernement en ce qui concerne la Force publique. Les manquements aux règles sont devenus rares.

La Commission d'enquête a signalé que des recrues, au lieu d'être versées dans la Force publique, auraient été inscrites d'office comme travailleurs pour la durée de leur terme de service. Cette pratique est illégale et les autorités locales ont été invitées à veiller à ce que cet abus prenne fin.

L'organisation nouvelle de l'Etat-Major de la Force publique, en assurant d'une façon plus complète que par le passé l'inspection régulière des compagnies, permettra de veiller mieux encore à la stricte observation des prescriptions.

Le Commandant de la Force publique, élevé au rang d'Inspecteur d'Etat, s'est vu adjoindre trois Commandants-Inspecteurs. Leur concours a déjà donné les meilleurs résultats et il serait désirable que l'inspection fut rendue permanente en adjoignant à l'Etat-Major du corps le nombre d'officiers nécessaires, et en tenant ce chiffre au complet.

Les cadres européens de la Force publique devraient également être



renforcés. Actuellement les règlements prévoient un gradé blanc par cinquante hommes. Cette proportion est insuffisante et ne permet pas d'exercer sur les hommes une surveillance constante et efficace. Il conviendrait donc de prévoir un gradé blanc par vingt-cinq hommes. Le renouvellement de l'armement doit être envisagé.

Ces améliorations qui s'imposent seront introduites aussitôt que les ressources budgétaires permettront de faire face aux dépenses qu'elles impliquent.

L'emploi généralisé de travailleurs engagés pour la plupart des travaux autrefois requis des indigènes à titre de prestation, a eu pour conséquence d'accroître dans de grandes proportions la classe des travailleurs de l'Etat, tandis qu'à la multiplication des établissements européens correspondait une augmentation constante du nombre des salariés au service des particuliers.

Le louage de service demeure régi par le décret du 8 novembre 1888. Les dispositions de cette loi sont de nature à réaliser le but qu'elle avait en vue, de protéger l'indigène contre les atteintes à la liberté individuelle auxquelles pourrait donner lieu l'engagement des travailleurs, et, ainsi que la Commission d'enquête l'a constaté, l'engagement des travailleurs dans le Bas-Congo n'a jamais été l'objet d'aucune critique faite dans l'intérêt des indigènes. Comme elle l'a fait également remarquer, son application stricte dans le Haut-Congo se trouvera plus réalisable au fur et à mesure de l'augmentation du nombre des magistrats de carrière. Entretiens, ce sera l'une des tâches des Inspecteurs d'Etat chargés spécialement, comme nous le dirons plus loin, de la surveillance des rapports entre indigènes et non-indigènes, de contrôler la régularité des contrats. D'autre part, l'adoption de la proposition de la Commission d'enquête, d'assurer la main-d'œuvre aux grands travaux d'utilité publique par le moyen de la conscription, placera sous un nouveau régime légal le recrutement de cette catégorie de travailleurs, de beaucoup la plus nombreuse.

La Commission a fait ressortir que sous l'empire du décret de 1888, les inconvénients de l'engagement à long terme sont particulièrement sensibles lorsqu'il s'agit d'enfants ou d'adolescents, qui peuvent se trouver ainsi liés pour plusieurs années en vertu d'un contrat qu'ils ont peut-être accepté volontairement, mais dont ils n'étaient pas vraisemblablement à même de connaître toute la portée. Le Gouvernement a arrêté un projet de décret aux termes duquel le maximum légal de la durée du contrat de service est réduit à deux ans lorsque le travailleur engagé n'aura pas atteint sa quatorzième année. Cependant, il a paru utile de porter ce maximum à trois ans, lorsqu'il s'agit de boys ou autres serviteurs domestiques, afin de le mettre en harmonie avec la durée moyenne du séjour des Européens au Congo.

Le décret de 1888 a été complété par un règlement en date du 28 septembre 1905 fixant les salaires des artisans et des travailleurs noirs au service de l'Etat.

Le salaire des artisans au service de l'Etat peut atteindre, dans le Haut-Congo, 10 francs par mois, et, dans le Bas-Congo, s'élever à 100 et 150 francs par mois, selon le nombre de termes de service. Les travailleurs de l'Etat ont, au delà de Léopoldville, un salaire de 7 fr.



par mois, et dans le Bas-Congo leur salaire peut-être augmenté jusqu'à 15 francs. Ils reçoivent, outre leur salaire, la nourriture, le logement, les secours médicaux et pharmaceutiques. — En raison de la cherté relative de la vie dans le Bas-Congo, ils sera alloué aux travailleurs mariés, se rendant du Haut dans le Bas-Congo, une indemnité de résidence pour leur femme, consistant en une ration supplémentaire équivalant aux trois quarts de la ration des hommes.

Nous donnerons, en outre, des instructions pour que l'Administration locale emploie aux cultures vivrières et à la fabrication de la chikwangué, les femmes des travailleurs qui consentiraient à se charger de ces travaux moyennant salaire. Il sera tenu compte dans l'organisation du travail de la nécessité de satisfaire aux exigences de leur ménage. Dans les postes où la Force publique tient garnison, ces travaux sont déjà confiés aux femmes des soldats, et leur emploi a donné de bons résultats.

L'importance croissante de la classe des travailleurs a eu pour effet d'augmenter, dans de grandes proportions, la population permanente de nos stations. Jusque dans les districts reculés du Haut-Congo, des agglomérations noires importantes se sont formées autour des établissements de l'Etat, et le Gouvernement a dû se préoccuper d'assurer dans ces centres, par l'organisation d'une inspection sanitaire vigilante, le respect des principes d'hygiène.

Dans les chefs-lieux de district et de zone fonctionnent depuis 1899 des Commissions d'hygiène, composées de 3 à 5 membres, dont le Commissaire de district ou chef de zone ainsi que le médecin font partie de droit. Ces Commissions surveillent l'hygiène des stations et veillent notamment au bon entretien des quartiers de travailleurs, qui, sous leur impulsion, ont été améliorés. Cependant des progrès doivent encore être réalisés dans ce sens et des ordres seront donnés pour que les logements des travailleurs soient graduellement transformés et ramenés au type admis pour ceux de la Force publique.

Le personnel médical comprend actuellement vingt-cinq médecins et un pharmacien, directeur de la pharmacie centrale de Boma; il a dans ses attributions la direction des hôpitaux pour noirs qui ont été créés dans toutes les stations importantes. Le nouvel hôpital pour noirs de Boma peut être cité notamment comme un modèle du genre pour la perfection de ses installations.

Les affections contagieuses frappant les indigènes, notamment la variole et la maladie du sommeil, sont activement combattues par le service sanitaire. Dans tous les postes, il a été créé des lazarets pour l'isolement des varioleux et des malades du sommeil.

Le territoire de l'Etat a été partagé en districts sanitaires, dans chacun desquels a été créé un institut vaccino-gène. Ces instituts récoltent le vaccin et en fournissent les stations de leur ressort. Les indigènes peuvent se faire vacciner gratuitement, et ils usent de plus en plus de cette faculté.

La Commission d'enquête a noté les ravages exercés par la maladie du sommeil. L'étude de cette affection est poursuivie au Congo par le personnel médical de l'Etat et par des missions anglaises subsidiées par le Gouvernement. Les manifestations en sont étudiées spécialement à l'Institut bactériologique de Léopoldville, où sont concentrés tous les

renseignements recueillis touchant les origines de la maladie et son traitement.

Cet ensemble de mesures, dont la classe des travailleurs de couleur est le principal bénéficiaire, contribue à améliorer sa condition, et le Gouvernement compte accentuer son action dans cette voie.

La Commission d'examen a été de l'avis de la Commission d'enquête, qu'il appartient à l'Etat, lorsqu'il reconnaît l'urgence et le caractère d'utilité publique de certains travaux exceptionnels, de proclamer pour l'indigène l'obligation d'y participer et à cette fin de faire deux parts parmi les hommes que fournit la conscription, dont les uns serviraient dans la Force publique et les autres seraient employés à de grands travaux d'utilité publique.

Nous avons adopté cette proposition dans le décret que nous avons l'honneur de soumettre à la haute sanction de Votre Majesté. Ce projet admet l'emploi de travailleurs prélevés sur le contingent annuel de milice, aux travaux dont l'utilité publique aura été proclamée par décret, tels que la construction de routes, de chemins de fer, d'amélioration de cours d'eau, d'ouvrages de fortifications, etc.

En examinant l'usage qui a été fait de la Force publique, la Commission d'enquête a été amenée à constater une certaine imprécision en ce qui concerne le rôle incombant à cette institution lorsqu'elle est appelée à agir vis-à-vis des indigènes pour le maintien de l'ordre et du respect des lois.

La Commission d'enquête considère que même en dehors des cas où la Force publique peut entreprendre des opérations de guerre ayant pour objet la soumission des indigènes et l'apaisement de leurs révoltes, elle peut être amenée à des expéditions nécessaires et légitimes pour assurer le maintien de l'ordre ou le respect de la loi, et qu'en ces derniers cas, tout en faisant ce qui est nécessaire pour que la force reste à la loi, elle doit agir elle-même dans les limites de la légalité et respecter les droits des populations. Elle estime qu'une loi doit désigner clairement quelles autorités peuvent ordonner des opérations de guerre, déterminer dans quelles conditions cette mesure sera prise et quelle forme elle devra revêtir.

Le rapport constate, d'autre part, qu'il est interdit d'une façon absolue aux Sociétés commerciales de faire des expéditions armées, et les tribunaux ont atteint ceux qui nonobstant cette défense formelle, ont entrepris des expéditions de l'espèce.

Les conclusions de la Commission d'enquête sur la question de l'emploi de la Force publique ont rencontré la complète adhésion de la Commission d'examen. L'opinion de cette dernière a trouvé son expression dans les formules suivantes :

- « Il y a lieu de distinguer clairement dans la loi et dans les instructions les opérations de police des opérations de guerre.
- » La direction ni des unes ni des autres ne peut jamais être confiée à un noir.
- » Il doit être veillé à ce que l'interdiction pour les sociétés ou les particuliers de faire des expéditions armées soit strictement observée.
- » Les opérations de police sont en principe des opérations pacifiques

» au cours desquelles on n'aura recours à la force qu'en cas de légitime défense.

» La loi déterminera quelles autorités peuvent les ordonner, désigner les officiers qui y prendront part et décider, en cas d'hostilité de la part des indigènes et sur le rapport du commandant de la troupe, la transformation de l'opération de police en opération de guerre.

» Les opérations de guerre ne seront entreprises qu'exceptionnellement, à raison de la gravité des circonstances, quand tous les moyens pacifiques auront échoué ou quand les indigènes auront pris eux-mêmes l'initiative des hostilités.

» L'officier régulièrement investi du commandement d'une opération de guerre ne répond de ses actes que devant les juridictions militaires ou disciplinaires.

» En dehors du Gouverneur Général, seuls les Commissaires de district ou, à leur défaut, les chefs de zone auront le droit de déclarer l'état de guerre ».

Un projet de décret réalise les vues ci-dessus.

Envisagée dans sa mission de gardienne de la sûreté intérieure de l'Etat, la Force publique peut être appelée à jouer deux rôles principaux. Sa tâche la plus ordinaire sera de participer à la police générale. Sous cet aspect, sa mission est préventive. Il lui incombe d'empêcher les atteintes à l'ordre public et de faciliter l'exécution générale des lois. Ses moyens sont de nature pacifique. Les mesures qu'elle peut prendre ne consistent qu'à opposer sa force en quelque sorte passive à tout ce qui peut compromettre la sûreté intérieure et l'exécution paisible des lois. L'emploi des armes est interdit, sauf en cas de légitime défense.

Ce genre d'opérations est qualifié par le projet de décret d'opérations de police.

Mais des circonstances peuvent se présenter qui obligent les autorités à ne pas limiter l'action de la Force publique à ce rôle en réalité purement défensif. Lorsque les indigènes d'une région se soulèvent contre l'autorité de l'Etat, commettent des actes d'hostilité contre ceux qui le représentent, rendent impossible par un acte de résistance armée et collective le cours des lois, dans ces éventualités graves, les rétablissement de l'ordre exige le recours à la force. Le rôle de la troupe n'est plus de prévenir l'insurrection : il lui incombe de la réprimer. Toutefois, ne doit-elle entrer dans cette voie que lorsque les moyens de conciliation ont échoué. La Force publique doit pouvoir agir par des opérations nettement offensives. Le but à atteindre est la mesure de ses pouvoirs. Encore cependant doit-elle agir en conformité avec les principes d'humanité compatibles avec l'emploi de la force.

Le projet de décret réserve à ces opérations l'appellation d'opérations militaires.

L'intervention de la Force publique pour le maintien ou le rétablissement de l'ordre intérieur est subordonnée à la décision de l'autorité civile. Le projet de décret énumère limitativement les fonctionnaires auxquels appartient le pouvoir d'ordonner, soit des opérations de police, soit des opérations militaires, et érige en délits les transgressions à ses dispositions.

Les événements qui viennent de se dérouler dans une colonie sud-



africaine témoignent des nécessités supérieures qui peuvent s'imposer aux Gouvernements en cas de révolte des indigènes. On y a vu ceux-ci s'insurger contre la loi d'impôt et obliger les blancs à exercer une répression exemplaire, allant jusqu'à mettre en mouvement la cavalerie et l'artillerie pour poursuivre les natifs, s'emparer de leurs troupeaux, bombarder leurs kraals. Les moyens dont dispose l'autorité au Congo ne permettraient pas des répressions aussi énergiques, mais nous ne doutons pas qu'elle serait à même d'assurer éventuellement la soumission de révoltés et nous voulons même espérer que le recours aux mesures extrêmes qu'autorise l'état de guerre ne serait qu'une exception.

Si le Gouvernement entend que l'indigène soit protégé contre les abus de pouvoirs des agents, — et, comme on l'a vu, des pénalités sévères sont édictées contre ceux d'entre eux qui, en matière d'impôts, lésaient les indigènes, — il faillirait à son devoir si, d'autre part, il laissait ces agents désarmés devant des actes d'insubordination des populations indigènes. Il n'est pas à perdre de vue qu'il y a impossibilité évidente à ce que le pouvoir judiciaire soit actuellement représenté dans tous les postes et stations ; à son défaut, il est indispensable que l'action de l'autorité administrative ait, comme dit le rapport, « une grande latitude » et puisse « s'exercer au préjudice de la liberté individuelle » des noirs qui troubleraient gravement l'ordre et la tranquillité publics. Nous proposons en conséquence à Votre Majesté un projet de décret qui donne pouvoir, dans certaines limites, aux agents exerçant un commandement territorial de mettre en état d'arrestation les indigènes qui porteraient atteinte à la sûreté de l'Etat, provoqueraient à la désobéissance aux lois ou compromettraient autrement la tranquillité publique.

Dans la partie de son rapport qui a trait à l'administration de la justice, la Commission d'enquête, après avoir rendu hommage au zèle et à l'impartialité qu'elle a constatés chez les magistrats, formule trois critiques. La première concerne la composition des tribunaux territoriaux du Haut-Congo, dont les juges sont des agents administratifs, ce qui a eu pour conséquence de faire réserver au seul tribunal de Boma la connaissance des affaires civiles et des affaires répressives les plus importantes, avec tous les inconvénients résultant de cette centralisation judiciaire. Le remède suggéré serait de remplacer par des magistrats de carrière les fonctionnaires administratifs qui siègent en qualité de juges dans les tribunaux territoriaux.

La seconde critique porte sur le nombre restreint des tribunaux territoriaux, qui devrait être augmenté ; mais, comme cette réforme, dit elle-même la Commission, ne pourra s'accomplir que progressivement, elle demande, pour que les Indigènes puissent facilement saisir l'autorité judiciaire de leurs plaintes, que deux magistrats du Parquet soient désignés auprès de chaque tribunal, et pour assurer une plus prompte administration de la justice, qu'il soit donné à tout magistrat de carrière indistinctement le droit de juger, sans assistance du Ministère public ou du greffier, et sans appel, les délits peu graves ainsi que les contestations civiles de minime importance.

L'augmentation du nombre des magistrats de carrière, comme juges



et comme membres du Parquet, ne dépend que de la possibilité de les recruter. Le Gouvernement, en effet, n'a subordonné l'augmentation du personnel judiciaire à aucune considération financière et il a majoré successivement les crédits inscrits au budget pour assurer la marche de ce service, qui comporte actuellement un personnel de quarante docteurs en droit, indépendamment des greffiers, commis, huissiers, interprètes et autres auxiliaires. L'obstacle réel à cette augmentation réside dans la difficulté du recrutement de bons éléments. Les candidatures belges pour l'occupation des postes judiciaires au Congo ne se produisent pas aussi nombreuses qu'il serait désirable. Il a été constaté en Commission d'examen que: « l'Administration a fait des appels » réitérés aux docteurs en droit belges, au sein des universités et des » jeunes barreaux ; la base des traitements a été relevée ; la durée du » terme de service a été réduite ; les congés ont été largement accordés. » Néanmoins, le nombre des demandes est resté stationnaire ; il a fallu » recourir aux éléments étrangers. La tentative que le Gouvernement » du Congo a faite pour obtenir le concours de magistrats belges a » échoué ».

Le recrutement deviendrait certainement plus aisé s'il était permis d'espérer que les jeunes docteurs en droit aspirant à la carrière judiciaire en Belgique, et les substituts et attachés au Parquet belge qui passeraient au Congo un certain temps dans le service de la justice, seraient ensuite l'objet d'une bienveillance spéciale du Gouvernement belge.

La Commission d'examen a pu se rendre compte de ces difficultés et, d'accord avec le rapport et le Gouvernement sur l'incontestable utilité d'augmenter le nombre des tribunaux, a émis le vœu de voir ce nombre s'augmenter « au fur et à mesure que les possibilités du recrutement » du personnel judiciaire le permettront ».

La Commission s'est toutefois préoccupée d'aviser à une amélioration immédiate et a formulé la conclusion suivante :

« La Commission voit dans l'organisation de tribunaux itinérants une » atténuation des inconvénients signalés par la Commission d'enquête.

» La création de tels tribunaux composés de magistrats de carrière, » décidée par le Gouvernement, constitue une mesure à laquelle la » Commission applaudit. Ces juridictions seront appelées à connaître, » comme le tribunal de Boma, de toutes infractions quelconques et » notamment, à l'exclusion des tribunaux territoriaux, des infractions » graves imputées aux non-indigènes. Elles se transporteraient, selon » les nécessités, dans les endroits les mieux indiqués pour l'instruction » des affaires, ce qui éviterait le déplacement des prévenus et témoins » et rendrait la justice plus expéditive.

» Les tribunaux territoriaux organisés sur le modèle actuel seraient » maintenus.

» Il serait bon, d'autre part, de donner aux officiers du Ministère » public, magistrats de carrière, une certaine juridiction en matière » civile pénale, sous réserve pour les non-indigènes du droit d'appeler » des sentences rendues en matière répressive. Il appartient au Gouver- » nement de régler par la loi le fonctionnement, le ressort et la com- » pétence de ces nouveaux organismes, en vue de faire disparaître les » inconvénients de la centralisation judiciaire ».

Ces conclusions trouvent leur expression dans le projet de décret ci-joint.

Son économie générale se résume en la coexistence de trois espèces de juridictions :

Indépendamment du tribunal de Boma, quatre tribunaux de première instance se trouvent institués à Léopoldville, Coquilhatville, Stanleyville et Nyangara. Ces cinq tribunaux ont plénitude de juridiction en matières civile, commerciale et pénale ; ils seront composés exclusivement de magistrats de carrière.

L'institution des tribunaux territoriaux est maintenue avec une compétence exclusivement pénale et limitée aux infractions commises par les indigènes, et à celles, commises par les non-indigènes, punissables d'amende ou d'une servitude pénale ne dépassant pas cinq années. Ces tribunaux restent organisés sur le modèle actuel, c'est-à-dire que le juge ne doit pas être nécessairement magistrat de carrière. Mais cette situation, dans notre pensée, ne doit être que temporaire et, au fur et à mesure que de nouveaux docteurs en droit entreront dans l'Administration, le Gouverneur Général les versera dans le service des tribunaux territoriaux, de manière à ce qu'ils remplacent successivement les agents administratifs encore nantis de fonctions judiciaires. Il est à remarquer à ce propos qu'il se présente aussi en d'autres colonies que des agents de l'ordre administratif remplissent des fonctions judiciaires ; et ce système, qui ne manque pas de partisans parmi les coloniaux, trouve dans notre organisation des correctifs en ce que la compétence du tribunal territorial est limitée et que le substitut qui en fait partie est, lui, magistrat de carrière.

Enfin, conformément à la proposition des Commissaires, un pouvoir juridictionnel est confié aux officiers du Ministère publics, docteurs en droit, pour juger les contestations civiles dont l'intérêt ne dépasse pas 100 francs et les infractions de peu d'importance. Cette juridiction n'a pas de siège proprement dit : sa mission est plutôt occasionnelle et permet au substitut en tournée de juger sommairement, sur place et sans greffier.

De réels avantages semblent devoir résulter du caractère d'itinérance attribué aux tribunaux de première instance. Déjà la loi autorisait les divers tribunaux à siéger dans n'importe quelle localité de leur ressort, lorsqu'ils estimaient que la bonne administration de la justice le demandait. La modification consiste en ce que la loi impose aux tribunaux de première instance l'obligation de tenir périodiquement des sessions, suivant un règlement à établir, dans des localités déterminées de leur ressort.

L'ensemble de ces mesures atténue les inconvénients signalés en ce que les affaires pouvant être jugées sur place, des déplacements considérables ne seront plus imposés aux justiciables, prévenus ou témoins, et que les délais se trouveront réduits pour l'instruction et le jugement.

Nous espérons, d'autre part, que le nombre des magistrats de carrière venant à s'augmenter, le nombre des substituts dans le Haut-Congo sera tel qu'ils pourront plus régulièrement visiter les diverses régions de leur ressort.

Le troisième vœu de la Commission d'enquête vise l'indépendance de l'autorité judiciaire vis-à-vis du pouvoir administratif.

Elle demande d'abord que l'officier du Ministère public soit assuré de disposer des moyens matériels qui lui sont nécessaires pour se rendre en tournée.

Des ordres ont été donnés en vue d'assurer, aux officiers du Ministère public, un ravitaillement spécial, de manière qu'ils ne dépendent plus à cet égard de l'autorité administrative. D'autre part, le Gouverneur Général examine la création de corps spéciaux d'agents de la Force publique, appelés à servir d'une façon permanente d'auxiliaires aux officiers du Ministère public. En ce qui concerne les moyens de transport des substituts, il sera fait en sorte que ces magistrats aient le droit de prendre passage à bord des steamers des sociétés, comme ils l'ont déjà à bord des steamers de l'Etat. Il sera en outre avisé à ce qu'il soit affecté au service des substituts, là où c'est nécessaire, un service spécial de payage.

Le rapport revendique pour les substituts la liberté absolue d'instruire. C'est également le sentiment du Gouvernement.

Il n'est pas à méconnaître cependant, a-t-on fait remarquer à la Commission d'examen, que ce droit absolu n'est pas sans danger. Un mandat d'arrêt décerné inconsidérément, une saisie injustifiée, peuvent entraîner des conséquences, plus préjudiciables au Congo qu'ailleurs, telles que la fermeture ou l'abandon d'une factorerie et l'arrêt de ses affaires commerciales.

Néanmoins le Gouvernement n'entend pas que les pouvoirs des substituts en matière d'instruction soient limités et leur donne seulement les conseils de prudence et de circonspection nécessaires, les engageant à n'ouvrir d'instruction contre les non-indigènes qu'après s'être entourés des éléments suffisants pour faire sérieusement présumer la culpabilité et pour justifier la mise en mouvement de l'appareil judiciaire.

En ce qui concerne les poursuites, le rapport estime que l'autorisation préalable du Procureur d'Etat est une garantie nécessaire, mais que sa décision n'a pas à être subordonnée à l'avis du Gouverneur Général, exception faite des cas où il s'agirait d'un crime ou d'un délit contre la sûreté de l'Etat.

Les remarques suivantes ont à ce sujet été présentées en Commission d'examen.

D'après la loi, le Procureur d'Etat « exerce ses fonctions sous la haute autorité du Gouverneur Général », et les instructions commentent le texte comme suit :

« La direction dont le Gouverneur Général est investi vis-à-vis du »  
 » Parquet lui donne le droit d'ordonner ou de suspendre les poursuites »  
 » dans les cas exceptionnels où il jugerait que l'intérêt public l'exige. »  
 » Le Procureur d'Etat est tenu de prendre, dans les cas et conditions »  
 » déterminés par le Gouverneur Général, les mesures nécessaires pour »  
 » que cette intervention puisse se produire en temps utile. En dehors »  
 » de ces cas, le Procureur d'Etat est, sous sa responsabilité, seul »  
 » maître de l'action publique. »

Il a paru à la Commission d'examen que, dans un pays neuf comme le Congo, l'intervention de l'autorité administrative supérieure en matière de poursuites pénales, pouvait effectivement se justifier en



d'autres cas que ceux où il s'agirait d'un crime ou d'un délit contre la sûreté de l'Etat, dans les cas, par exemple, où des poursuites seraient intempestives en raison de la situation politique troublée de la région, où elles compromettraient la marche d'un service public en le privant du concours de tel agent technique, qu'il serait absolument impossible de remplacer, et où elles auraient à tenir compte de nécessités d'ordre international. Des considérations de ce genre peuvent être ignorées du chef du Parquet, et l'administration supérieure, mieux et plus complètement renseignée, est seule en mesure de peser toutes les circonstances.

D'autre part, les imprévus, toujours possibles en Afrique, dans la composition du personnel, peuvent remettre momentanément les fonctions de chef du Parquet entre les mains d'un magistrat qui n'aurait pas toute l'expérience du titulaire.

Aussi la Commission d'examen a-t-elle été d'avis « qu'il n'y a pas » lieu de modifier les instructions qui déterminent les rapports entre » les substituts et le Procureur d'Etat et entre ce magistrat et le chef » du Gouvernement local en ce qui concerne l'instruction et les » poursuites des faits délictueux mis à charge d'Européens. Rien ne » doit limiter la liberté du Parquet de procéder à une instruction » préparatoire, mais il importe de réserver au Gouverneur Général, » lorsque l'intérêt politique et public l'exige, le droit de s'opposer à des » poursuites intempestives ou inopportunes ».

Il va de soi que cette intervention ne doit se produire que dans des cas exceptionnels ; limitée ainsi à des cas de réel intérêt public, elle s'inspire d'une règle d'ordre gouvernemental en pratique en d'autres pays.

En ce qui concerne l'organisation du Parquet, le Gouverneur Général a estimé que, en raison de l'établissement des nouveaux tribunaux de première instance et de la nécessité de renforcer l'autorité et le prestige du Parquet, il importait que les membres du Parquet, attachés à ces tribunaux, devinssent des « Procureurs d'Etat » et que le Procureur d'Etat actuel prit le titre de « Procureur Général ». Il est déféré à cette proposition.

La Commission d'enquête a émis le vœu de voir l'Etat favoriser le plus possible l'extension de la monnaie dans ses territoires. On sait que dès sa constitution, le Gouvernement a créé et s'est préoccupé de propager la monnaie au Congo. Celle-ci entra assez rapidement dans les usages des populations habitant autour des principaux centres du Bas-Congo.

Dans le Haut-Congo, où les populations sont moins en contact direct et constant avec les blancs, l'Etat a éprouvé plus de difficulté à effectuer les paiements en numéraire et, dans certains centres, les essais ont complètement échoué. Depuis quelque temps ceux-ci ont été renouvelés et le Gouvernement, là où la chose sera reconnue possible, continuera à faire ses paiements en espèces, seul moyen suggéré par la Commission d'enquête pour aider à la diffusion de la monnaie. Nous demandons l'autorisation de faire procéder à la frappe de certaines quantités de monnaies. Il n'est évidemment pas au pouvoir du Gouver-



nement d'imposer aux particuliers ou aux Sociétés l'emploi de l'argent dans leurs relations commerciales avec les indigènes ; mais il importerait qu'elles secondassent à cet égard les efforts de l'Etat.

Il nous reste à saisir Votre Majesté de quelques autres propositions :

Dans le but de favoriser la mise en valeur de son territoire par l'initiative privée, l'Etat a vendu et loué tant dans le Bas-Congo que dans le Haut-Congo de nombreuses parcelles de terres destinées à des exploitations agricoles et commerciales. Beaucoup de sociétés furent constituées en vue de ces exploitations. Il serait superflu de rappeler ici les causes diverses qui provoquèrent à une certaine époque un état de crise à la suite duquel l'Etat dut se montrer très circonspect dans l'aliénation des terres. Le moment semble venu de mettre en vente ou en location des terres dans les régions que désignera l'Etat et de substituer l'adjudication publique à la vente à prix fixe. Un décret à cette fin est proposé à Votre Majesté.

Nous estimons qu'il serait utile de confier d'une manière permanente à des Inspecteurs d'Etat, au nombre de trois au moins, la mission spéciale de faire des tournées périodiques dans les diverses régions de l'Etat, d'y constater les rapports entre les indigènes et les non-indigènes et de veiller à l'exécution des lois et règlements consacrant les droits et obligations des uns et des autres. Ils exerceraient la surveillance que le rapport demande, sur les territoires des sociétés, en attendant qu'y soient installée progressivement une organisation administrative et judiciaire plus complète, ce qui n'est possible qu'avec l'augmentation des ressources de l'Etat. De telles inspections plus ou moins fréquentes, et la possibilité qu'elles se produisent à l'improviste, entretiendraient chez les agents de l'Etat, ceux des sociétés et chez les indigènes, le sentiment du respect de la légalité dans leurs relations réciproques. Si le décret que nous proposons dans ce but recevait l'approbation de Votre Majesté, il serait avisé sans délai à la désignation de ces inspecteurs d'Etat.

Avec la Commission d'enquête, nous jugeons équitable et juste que les sociétés, concessionnaires ou autres, devraient contribuer à améliorer les régions qu'elles occupent et, dans l'intérêt des natifs, à les organiser davantage qu'elles ne le font ; à participer à la création d'écoles, d'hôpitaux, de services d'assistance médicale, etc. Il n'est pas à se dissimuler qu'un concours volontaire de ce genre n'est pas aisé à obtenir, bien que nous nous plaisions à constater qu'il est telles de ces sociétés qui ont donné au Gouvernement l'assurance qu'elles entreraient résolument dans cette voie. En vue d'obtenir les ressources nécessaires à cet objet spécial nous sommes d'avis qu'il conviendrait de frapper d'un impôt les bénéfices annuels des sociétés étrangères opérant au Congo, qui jusqu'à présent étaient exemptes d'un impôt de ce genre, dont seules sont frappées les sociétés congolaises. La fixation de cet impôt sur les sociétés étrangères, à 1 % des bénéfices, — les sociétés congolaises sont taxées à 2 %, — ne prête pas au reproche d'exagération. Le produit de cet impôt sur les sociétés sera affecté aux œuvres sociales préconisées dans l'intérêt des indigènes. — En dehors de l'établissement de cet impôt, nous ne touchons aux dispositions fiscales que pour rendre d'application au caoutchouc dit « des herbes » la taxe ordinaire sur le caoutchouc, les raisons n'existant plus aujourd'hui de l'en exempter.

L'attention du Gouvernement a été appelée par le Gouverneur Général sur la nécessité de l'établissement d'écoles d'artisans. « Il faut » espérer, dit-il, que l'idée de créer de telles écoles sera, sans trop de » retard, réalisée. Nous ne serions pas ainsi obligés d'avoir recours à » des artisans de la côte, qui coûtent très cher, sont souvent indisciplinés, et produisent chez leur consul et ailleurs toutes espèces de » réclamations mal fondées. Les noirs du pays ont toutes les aptitudes » qu'il faut pour devenir de bons artisans si on leur donne une instruction » régulière et soignée ». C'est d'ailleurs un réel service à rendre aux jeunes indigènes que de les mettre à même de recevoir une éducation professionnelle qui leur permette de gagner leur vie. Le mode le plus rapide de créer des écoles professionnelles est d'en faire des annexes aux ateliers de l'État, où se trouvent les éléments d'un personnel enseignant capable. Nous proposons d'en établir immédiatement à Boma, Léopoldville et Stanleyville.

Les missionnaires catholiques qui, comme en témoigne le rapport, sont en général les seuls à recueillir dans leurs établissements les pupilles indigènes, ont signalé l'utilité de faciliter le mariage des indigènes et ont estimé, avec la Commission d'enquête, que la durée de la tutelle de l'État devrait être réduite. Les décrets ci-joints réalisent ces desiderata. Les missionnaires qui demanderont délégation à cet effet, pourront être commissionnés comme officiers de l'état-civil aux fins de célébrer le mariage civil des indigènes qu'ils auront unis religieusement. D'autre part, la durée de la tutelle des pupilles de l'État est ramenée de vingt-cinq à vingt et un ans, ce dernier âge ayant été renseigné à la Commission d'examen comme répondant le mieux au degré d'avancement intellectuel des indigènes.

Nous avons déjà signalé, au cours de ce rapport, le décret destiné à constituer en Domaine National les biens administrés en régie par l'État et les mines non concédées.

Cette fondation répond à la pensée de Votre Majesté que l'État du Congo, comme tel, ou par la suite comme colonie belge, doit tendre à vivre de lui-même, sans grever plus tard les contribuables belges d'aucune espèce de charge. Elle répond à cette autre pensée que ce qui constitue la fortune publique de l'État du Congo doit, dans l'intérêt général, lui rester assuré à titre définitif, d'une manière stable et à l'abri de toute vicissitude. L'État trouve, en définitive, une partie indispensable de ses ressources dans les revenus de ce domaine, dont l'étendue n'atteint pas les deux sixièmes du territoire, les aliénations et concessions consenties aux particuliers en comprenant également deux sixièmes environ, réserve faite naturellement dans les deux cas des terres occupées par les indigènes. La nécessité d'assurer la conservation des richesses forestières du pays justifierait à elle seule la constitution du domaine, attendu que c'est sur ce domaine que peuvent être le mieux réalisées les mesures destinées à éviter la destruction de la forêt. On sait qu'en Belgique, avant 1830, des forêts domaniales, à défaut de mesures défendant leur aliénation, ont été aliénées et déboisées, et l'on est aujourd'hui obligé de voter des crédits pour reconstituer le domaine forestier belge.

L'État du Congo, persuadé que son existence est intimement et indissolublement liée à l'existence de son domaine, considère comme un de ses premiers devoirs de le maintenir.

La Commission d'enquête a constaté le bien qu'a accompli l'État depuis vingt-cinq ans, et ce bien réalisé dans le passé, qui fait éprouver, a dit la Commission, une impression tenant de l'admiration et de l'émerveillement, inspire confiance dans l'avenir, quelque lente et difficile que soit la transformation d'une race émergeant à peine d'une séculaire barbarie.

C'est avec un profond sentiment d'indignation que nous assistons à la campagne de ceux qui, jaloux des succès de l'État, ne cessent de l'attaquer, envisageant son « partage » et sa « destruction », s'acharnant contre Celui qui l'a fondé, visent à Le dépouiller de son œuvre, — cette œuvre qui Lui appartient comme toute œuvre appartient à son créateur, — vont, malgré Ses sacrifices personnels, jusqu'à Le représenter, selon leur expression, comme « s'enrichissant du sang du nègre », et accréditent enfin cette odieuse légende du Belge n'étant au Congo qu'un être cruel et inhumain.

De telles menées resteront stériles, venant surtout de quelques éléments étrangers qui, se couvrant des principes de la morale chrétienne, oublient que ces principes condamnent la violence et la calomnie. Votre Majesté n'a cessé de proclamer que l'œuvre qu'Elle poursuit en Afrique est une œuvre de désintéressement qu'Elle met Son ambition à faire progresser en vue de pouvoir la transmettre à la Belgique en pleine prospérité ; et en face des accusations dirigées contre nos compatriotes se dressent, pour les démentir, les qualités traditionnelles du Belge. Nous ne cesserons de protester contre ces indignes atteintes au bon renom du peuple belge, comme nous ne cesserons de sauvegarder, dans ses droits essentiels de souveraineté et d'indépendance, un patrimoine que l'État du Congo se considère comme tenu de maintenir intact, pour pouvoir éventuellement le transmettre tel à la Belgique.

Nul ne dira que la tâche civilisatrice poursuivie en Afrique par les Belges, sous l'impulsion et la conduite de leur Roi, est au-dessus de leurs forces. Ils n'ont pas, comme c'est le cas pour les grandes Puissances colonisatrices, à partager leurs efforts entre plusieurs colonies, et là peut-être est le secret de ce que la Commission d'enquête a qualifié de « prodiges accomplis » au Congo. Bénéficiant chaque jour de l'expérience plus grande acquise, pénétrés comme ils le sont de leurs devoirs, les Belges qui travaillent au Congo ne fléchiront pas sous l'outrage, et, persévérant dans la voie que la destinée leur a assignée, continueront à bien mériter de la Patrie et de la civilisation.

Nous leur rendrons un nouvel hommage ainsi qu'à tous ceux d'autres nationalités qui, avec mérite, coopèrent à leurs travaux.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très humbles, très obéissants et très fidèles  
serviteurs et sujets,

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

LIEBRECHTS.

Bruxelles, le 3 juin 1906.

## TROISIEME PARTIE

## LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

## CONGO (ÉTAT INDÉPENDANT DU)

## Terres indigènes

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Vu l'article 2 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1885, portant notamment que nul n'a le droit de déposséder les indigènes des terres qu'ils occupent ;

Revu l'article 2 du décret du 14 septembre 1886, aux termes duquel les terres occupées par des populations indigènes, sous l'autorité de leurs chefs, continueront d'être régies par les coutumes et les usages locaux ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

## ARTICLE PREMIER.

Sont terres occupées par les indigènes, aux termes des dispositions précitées, les terres que les indigènes habitent, cultivent ou exploitent d'une manière quelconque conformément aux coutumes et usages locaux.

Il sera poursuivi sur place à la détermination et à la constatation officielle de la nature et de l'étendue des droits d'occupation des indigènes. La procédure selon laquelle ces droits seront déterminés et le mode selon lequel ils seront constatés, seront fixés ultérieurement par le Gouverneur Général.

La délimitation des terres sera reportée sur un croquis qui sera déposé aux archives du Commissariat de district. Elle pourra, pour que les opérations en soient activées, être marquée sur le terrain par des points de repère, tels que bornes, accidents de terrain, arbres, cours d'eau, torrents, routes, sentiers' etc.



## ARTICLE 2.

Le Gouverneur général ou le Commissaire de district délégué à cette fin, en vue de tenir compte des modes de cultures indigènes et de les encourager à de nouvelles cultures, sont autorisés quels que soient les droits d'occupation des indigènes, en vertu de l'article premier, à attribuer à chaque village une superficie de terre triple de l'étendue de celles habitées et cultivées par eux, et même à dépasser cette superficie triple avec Notre approbation. Cette extension de terres sera indiquée au croquis prévu à l'article premier.

## ARTICLE 3.

Si, par application de l'article précédent, il y avait lieu d'attribuer aux indigènes un supplément de superficie en des terres sur lesquelles existeraient au profit de tiers des droits de propriété ou d'exploitation, l'Etat prendrait en location, parmi celles de ces terres non mises en valeur, telles étendues que nécessaires, à un tarif uniforme fixé par le Gouverneur Général. A défaut d'entente amiable, il sera procédé à expropriation pour cause d'utilité publique.

## ARTICLE 4.

Les indigènes pourront utiliser les terres visées aux articles précédents à leur convenance, mais, afin de leur maintenir cette situation, ils ne pourront en disposer au profit de tiers, sans l'autorisation du Gouverneur Général.

Il sera fait, au moment de la délimitation des dites terres, un relevé des plantes à latex et à résines qui y existent. Ce relevé, comprenant tous les détails utiles, sera annexé au croquis prévu par l'article premier ci-dessus et sera révisé à des époques périodiques à fixer par le Gouverneur Général.

En vue de constater la propriété des indigènes sur le caoutchouc provenant de ces terres, il leur sera délivré, par le chef de poste le plus voisin, un certificat d'origine des quantités récoltées.

## ARTICLE 5.

En vue de favoriser le développement des cultures, le Gouverneur Général mettra gratuitement à la disposition des indigènes des graines, des plants ou des baliveaux d'essences à latex ou d'autres essences de rapport. Il chargera les chefs de poste et les agents du service de l'agriculture d'en faire la répartition équitable entre les villages et d'initier les indigènes aux soins à donner à leurs cultures.

## ARTICLE 6.

En dehors des terres qui leur sont attribuées, les indigènes peuvent couper le bois destiné à leur usage personnel, sauf les mesures que

Nous Nous réservons de prendre pour assurer la conservation des forêts domaniales.

Ils peuvent pêcher dans les fleuves, rivières, lacs, étangs et chasser dans les terres et forêts domaniales dans les limites des lois et règlements sur la matière et notamment du décret du 29 avril 1901, relatif à la protection des animaux vivant à l'état sauvage, du décret du 25 juillet 1889 et de l'arrêté d'exécution du 30 septembre 1905, relatifs à la chasse à l'éléphant.

#### ARTICLE 7.

Les articles 5 et 6 du décret du 9 août 1893 et l'ordonnance du 30 juin 1900, approuvée par décret du 27 août 1900, sont abrogés.

#### ARTICLE 8.

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux,*

H. DROOGMANS.

CH<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

#### Impositions directes et personnelles.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Revu le règlement des impositions directes et personnelles annexé au décret du 18 novembre 1903 ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

#### ARTICLE PREMIER.

L'article 2 du règlement des impositions directes et personnelles annexé au décret du 18 novembre 1903, est remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 2. — Tout indigène adulte et valide est soumis à l'impôt, soit individuel, soit collectif.

**Le Gouverneur Général fixe le taux de l'impôt proportionnellement aux ressources des diverses régions et des populations et au degré de développement des indigènes. Il ne peut être inférieur à 6 francs et supérieur à 24 francs par an.**

L'impôt est payable par douzième, mais les Commissaires de district peuvent fixer les échéances à des intervalles de deux ou plusieurs mois, suivant les besoins et suivant les convenances particulières des populations.

ART. 2<sup>bis</sup>. — Les indigènes peuvent s'acquitter de l'impôt, soit en produits, soit en travail.

Les Commissaires de district déterminent les produits utilisables provenant des cultures ou de l'industrie des indigènes qui sont acceptés en paiement de l'impôt, et leur équivalence en numéraire.

Ils déterminent de même les genres de travaux par lesquels les indigènes peuvent s'acquitter de l'impôt. Ils établissent, en se basant sur le taux moyen des salaires locaux, l'équivalence en argent de l'heure de travail. Ils fixent les quantités de produits représentatives de l'heure de travail, en tenant compte des conditions dans lesquelles les indigènes doivent se procurer ces produits, tels que la richesse des forêts, leur distance des villages, la nature du produit, le mode de récolte, etc., et de manière que le nombre d'heures de travail correspondant à l'impôt ne dépasse, en aucun cas, quarante heures par mois.

## ARTICLE 2.

Les articles 28, 9, 31, 32, 33 et 34 sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 28. — Chaque année, avant le 1<sup>er</sup> septembre, les Commissaires de district dressent les rôles des impôts dus pour l'année suivante par les indigènes habitant le territoire du district.

Avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, le Commissaire de district dresse un rôle supplémentaire pour l'inscription des indigènes recensés après le 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédente. Les impositions inscrites aux rôles supplémentaires ne sont recouvrables qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet suivant.

Les rôles portent le nom des indigènes et le taux de l'impôt dû par chacun d'eux. Ils indiquent, par subdivision de région, les différents travaux ou les produits utilisables qui seront acceptés en paiement de l'impôt, conformément à l'article 2<sup>bis</sup> du présent règlement et le taux de la rémunération due aux contribuables en vertu de l'article 33 ci-après.

ART. 29. — Dans des circonstances exceptionnelles, le Gouverneur Général peut, par arrêté motivé, faire remise de tout ou partie de l'impôt aux indigènes ou aux populations qu'il désigne.

ART. 31. — Il est dressé par les Commissaires de district un tableau des équivalences prévues par l'article 2<sup>bis</sup>, lequel doit être approuvé par le Gouverneur Général en même temps que les rôles des prestations.

Sauf le cas de nécessité, et ensuite d'une autorisation du Gouverneur Général sur la proposition motivée du Commissaire de district, les indigènes ne peuvent être admis à fournir comme impôt du bétail ou des oiseaux de basse-cour ou des travaux ordinaires à exécuter dans les stations.

ART. 32. — Les chefs de poste ou les agents de l'État spécialement désignés par le Gouverneur Général, sont chargés, sous la surveillance des Commissaires de district, du recouvrement des prestations, et prennent à cet effet, les mesures nécessaires. Le recouvrement a lieu soit directement, soit à l'intervention des chefs indigènes.

Il est interdit de charger des capitas et sentinelles armés de fusils à piston ou perfectionnés de faire rentrer les impositions.

ART. 33. — Pour faire naître chez les indigènes le goût du travail, il leur est accordé, lors de la livraison des produits ou en échange des journées de travail qu'ils fournissent, une rémunération calculée d'après la valeur des produits ou le taux des salaires locaux.

La rémunération est payable en marchandises, au choix des indigènes, ou en bons à valoir sur les magasins de l'État, payables à présentation.

### ARTICLE 3.

L'article 35 est abrogé.

### ARTICLE 4.

Les articles 54, 55 et 56 sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 54. — En cas de refus de payer les prestations, les indigènes, à défaut de biens mobiliers ou immobiliers, peuvent être contraints à les acquitter.

ART. 55. — La contrainte consiste en une détention pendant laquelle les détenus sont astreints au travail.

ART. 56. — Sauf disposition contraire du Gouverneur Général, la contrainte est ordonnée exclusivement par les Commissaires de district, les chefs de zone ou de secteur, sur le rapport de l'agent chargé du recouvrement, et appliquée uniquement par les agents chargés du recouvrement.

ART. 57. — La durée de la contrainte est déterminée par l'agent qui l'ordonne. Elle est au moins égale au temps nécessaire à l'indigène pour exécuter un travail équivalent à l'imposition qu'il a négligé de fournir conformément aux rôles des prestations et ne peut excéder un mois.

Elle pourra toutefois être doublée et triplée lorsque la contrainte aura déjà été exercée précédemment contre le contribuable en faute, sans qu'elle puisse, en aucun cas, dépasser trois mois.



ART. 58. — L'agent chargé du recouvrement des prestations fait connaître aux contribuables qui n'ont pas payé les prestations à l'échéance fixée qu'ils ont à payer leurs impositions dans les quinze jours.

Au cas où ils ne se sont pas acquittés à l'expiration de ce délai, un nouvel avertissement leur est adressé. Les avertissements sont transmis au chef indigène, qui les remet aux contribuables.

ART. 59. — La contrainte est applicable aux contribuables qui, à l'expiration de la seconde quinzaine, n'ont pas payé leurs impositions échues à cette date, à moins qu'ils ne justifient ce retard.

Les délais sont doublés s'il s'agit de prestations payables trimestriellement ou à des intervalles dépassant trois mois.

ART. 60. — Chaque mois, les agents chargés du recouvrement font rapport au Commissaire de district, au chef de zone ou de secteur, sur la situation de leur poste relativement au recouvrement des prestations et aux poursuites à exercer. Ils lui transmettent notamment le relevé des contribuables en retard et rendent compte, le cas échéant, des contraintes appliquées durant le mois.

ART. 61. — L'arrestation se fera sur une contrainte décernée par l'agent chargé du recouvrement des prestations et à l'intervention du chef indigène. A défaut par celui-ci d'agir, l'arrestation aura lieu par l'agent lui-même.

La contrainte ne peut être exercée que contre le contribuable en défaut de payer l'impôt.

ART. 62. — La détention des contribuables aura lieu, autant que possible, au poste le plus rapproché de leur village.

ART. 63. — Sera puni d'une servitude pénale de deux mois à un an ou d'une amende de 100 à 2.000 francs, quiconque, chargé de l'exécution du présent règlement :

1° Aura exigé des indigènes, soit comme impôt en numéraire, en nature ou en travail, des prestations d'une valeur supérieure à celles prévues dans les rôles d'impositions ;

2° Aura omis de rémunérer le travail effectué conformément à l'article 33, alinéa 2 ;

3° Aura enfreint la défense de l'article 32, alinéa 2 ;

4° Aura usé abusivement ou arbitrairement de contrainte dans le cas des articles 54 et suivants, ou aura négligé de se conformer aux dispositions de ces articles.

Sera puni des mêmes peines, quiconque aura, abusant de son influence, directement provoqué les indigènes à ne pas satisfaire à leurs impositions ou qui aura méchamment attaqué la force obligatoire des lois d'impôts ou répandu sciemment de faux bruits dans le but d'amoindrir aux yeux des indigènes leur caractère obligatoire.

ART. 64. — Toutes dispositions antérieures relatives aux matières

traitées dans le présent règlement sont abrogées, sauf celles des décrets des 28 mai et 25 juin 1902.

#### ARTICLE 5.

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1906.

LEOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux,*

H. DROOGMANS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

---

#### Impôt collectif.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Vu l'article 2 du règlement des impositions directes et personnelles annexé au décret du 18 novembre 1903, modifié par décret du 3 juin 1906.

Revu l'ordonnance du 12 mai 1905 ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat,

Nous avons décrété et décrétons :

#### ARTICLE PREMIER.

Les rôles prévus par l'article 28 du décret du 18 novembre 1903, peuvent être collectifs et comprendre, sous une simple évaluation numérique, le total des indigènes imposables.

Les rôles seront alors dressés par groupe d'individus avec indication du chef de la collectivité.

#### ARTICLE 2.

Les rôles ainsi établis devront contenir les indications suivantes :

1<sup>o</sup> Désignation de chaque groupe, soit par son nom propre (village, tribu, etc.), soit par celui du chef ;

2<sup>o</sup> Total de la population imposable de chaque groupe ;

3<sup>e</sup> Total des prestations imposées à chaque groupe avec indication du taux moyen de l'imposition dans les limites du règlement des impositions directes et personnelles ;

4<sup>e</sup> Total de la rémunération globale avec indication du taux moyen de cette rémunération par contribuable.

### ARTICLE 3.

Les chefs indigènes sont tenus de faire connaître, chaque année, aux agents de l'Etat, qui s'adresseront à eux à cette fin, le nombre d'indigènes adultes et valides faisant partie de leur groupe.

Les Commissaires de district dresseront les rôles d'après ces indications, préalablement contrôlées par les agents chargés du recouvrement.

### ARTICLE 4.

Les impositions inscrites aux rôles dressés par groupe seront perçues par groupe.

Les chefs indigènes portés aux rôles comme chefs de groupe percevront les prestations à fournir par leur groupe respectif. Les agents chargés du recouvrement sont spécialement tenus de veiller à la stricte exécution des rôles par les chefs.

A chaque échéance, les chefs indigènes, en remettant le produit des impositions qu'ils ont levées, font connaître à l'autorité, qui en contrôle l'exactitude, la liste des contribuables qui n'ont pas satisfait à leurs obligations en temps utile.

### ARTICLE 5.

Pour l'exercice des poursuites et de la contrainte, les agents chargés du recouvrement font le relevé des indigènes en retard de payer leurs impositions d'après les déclarations des chefs de groupes, préalablement contrôlées, ou d'office, à défaut de déclarations.

Les poursuites sont ensuite exercées, conformément au règlement des impositions directes et personnelles, comme si les contribuables en défaut étaient nominativement inscrits sur les rôles de prestations.

### ARTICLE 6.

Lorsque les rôles seront dressés par groupe d'indigènes, la rémunération qui est accordée aux contribuables pour le travail ou pour les produits fournis, en vertu du règlement des impositions directes et personnelles, sera remise aux indigènes, soit directement par l'agent chargé du recouvrement, soit par l'intermédiaire des chefs, suivant que le recouvrement a lieu par l'agent ou par le chef.

Dans ce dernier cas, les agents percepteurs auront à veiller à la répartition équitable de la rémunération entre les intéressés.

## ARTICLE 7.

Les chefs indigènes qui interviennent dans la perception des prestations sont spécialement rémunérés. Ils sont personnellement exemptés de l'impôt.

Au cas où ils négligeraient ou refuseraient de recouvrer les prestations et d'en remettre le produit aux autorités, ils pourront y être contraints.

A cette fin, les chefs indigènes seront retenus au chef-lieu du district de la zone ou du secteur.

L'internement des chefs aux chefs-lieux de district, de zone ou de secteur ne pourra dépasser un mois. En cas de récidive, la durée de l'internement pourra être doublée et triplée.

En cas de tentative d'évasion, les chefs retenus pourront être emprisonnés pendant toute la durée de leur internement.

## ARTICLE 8.

En cas de refus collectif des indigènes d'un village ou d'un groupe de villages de fournir les prestations qui leur sont imposées, l'agent chargé du recouvrement donne aux indigènes les avertissements prescrits par l'article 58 du règlement des impositions directes et personnelles.

## ARTICLE 9.

Lorsque les groupes d'indigènes ainsi avertis laissent passer le délai sans s'exécuter, l'agent chargé du recouvrement adresse d'urgence un rapport au Commissaire de district, chef de zone ou de secteur.

Le fonctionnaire qui recevra ce rapport procédera à une enquête administrative, aux fins d'établir les responsabilités dans le non-paiement des prestations. — Les personnes dont la responsabilité sera établie, seront soumises à la contrainte prévue par les articles 54 et suivants du décret du 18 novembre 1903.

## ARTICLE 10.

L'ordonnance du 12 mai 1905, approuvée par décret du 22 octobre 1905, est rapportée.

## ARTICLE 11.

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux,*

H. DROOGMANS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

---



## Port d'armes.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Vu Nos décrets des 10 mars 1892 et 28 avril 1904 ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat,

Nous avons décrété et décrétons :

### ARTICLE PREMIER.

La délivrance de permis de port d'armes, en ce qui concerne les armes pour lesquelles un permis est requis, pourra être subordonnée à telles conditions que déterminera le Gouverneur Général ou le fonctionnaire délégué par lui à ces fins ; il pourra notamment être stipulé que telles armes, pour lesquelles le permis est sollicité, seront placées dans tel établissement ou endroit et ne pourront en sortir sous aucun prétexte sans autorisation spéciale du Commissaire du district : que les munitions y afférentes seront uniquement affectées aux dites armes et que leur emploi devra être justifié.

Les permis délivrés pour les armes destinées à la défense des établissements dirigés par des non-indigènes sont strictement limités à vingt-cinq fusils perfectionnés.

### ARTICLE 2.

Les demandes de permis, en outre des renseignements qu'elles doivent contenir en vertu du règlement du 16 juin 1892, devront mentionner la destination des armes et spécifier si les armes, pour lesquelles le permis est sollicité, sont des armes de chasse, de défense individuelle ou de défense d'établissements et, le cas échéant, de quel établissement.

### ARTICLE 3.

Le port des fusils à piston ou perfectionnés est interdit aux noirs chargés d'opérations d'ordre commercial avec les indigènes.

### ARTICLE 4.

Les Commissaires de district, les chefs de zone ou de secteur ont le droit de se faire justifier que les conditions stipulées dans le permis de port d'armes sont observées, et notamment de faire le recensement et le contrôle des armes et munitions affectées à la défense des établissements. A défaut de satisfaire aux réquisitions de ces autorités, il sera fait application des pénalités prévues par l'article 6 ci-dessous.

## ARTICLE 5.

Les agents des impôts et ceux du service du contrôle forestier sont nommés, conjointement avec les autres fonctionnaires compétents, officiers de police judiciaire en matière d'infractions à la législation sur les armes à feu.

## ARTICLE 6.

Sans préjudice au retrait du permis en cas d'abus, les infractions à l'article 3 et aux conditions sous lesquelles les permis seront délivrés, seront punies en conformité avec l'article 9 du décret du 10 mars 1892.

## ARTICLE 7.

Le Haut Commissaire Royal ou son remplaçant, et les Inspecteurs d'Etat, sont chargés de surveiller spécialement l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

## ARTICLE 8.

L'arrêté du 30 avril 1901, est abrogé.

## ARTICLE 9.

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LEOPOLD.

Par le Roi Souverain :  
Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux,*

LIEBRECHTS.

Chr DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

---

**Magasins de l'Etat.**

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Revu Notre décret du 23 décembre 1905, contenant le budget de l'Etat Indépendant du Congo, pour 1906 ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat,  
Nous avons décrété et décrétons :

#### ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au budget un crédit supplémentaire de trois cent mille francs (Frs. 300,000) destiné à l'installation de magasins de l'Etat approvisionnés d'objets répondant aux goûts et aux besoins des indigènes, afin qu'ils puissent s'y procurer des articles de leur choix, soit du chef de la rémunération accordée pour leurs prestations, soit du chef du paiement de leur main-d'œuvre.

Ce crédit formera l'article 59<sup>bis</sup> du budget de l'exercice 1906 : Magasins de l'Etat.

#### ARTICLE 2.

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux,*

H. DROOGMANS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

---

#### Chefferies indigènes.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat,

Nous avons décrété et décrétons :

#### DES CHEFFERIES.

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Tout indigène est réputé faire partie d'une chefferie, sauf les exceptions résultant de dispositions légales.

## ARTICLE 2.

La chefferie se compose d'un seul village ou de plusieurs villages placés sous l'autorité supérieure d'un chef unique.

Elle est régulièrement constituée par le Gouverneur Général, ou en son nom, par le Commissaire de district, qui confirme le chef dans l'autorité qui lui est attribuée par la coutume, ou qui, s'il n'y a pas de chef, ou si le chef est incapable ou sans autorité, en nomme un qui sera assuré du respect des habitants.

## ARTICLE 3.

Aucune chefferie ne peut demeurer dépourvue de chef.

En cas de décès, de disparition, d'indignité ou d'incapacité dûment constatée du titulaire reconnu, il sera, à l'intervention des autorités territoriales, pourvu à son remplacement dans le délai le plus rapproché.

## ARTICLE 4.

L'investiture gouvernementale est constatée dans un procès-verbal dressé en double original, dont l'un est remis au chef, à titre de brevet, et dont l'autre est conservé dans les archives du chef-lieu du district.

Le procès-verbal est accompagné d'un tableau renfermant les indications permettant d'identifier la chefferie et fixant les limites de son territoire.

## ARTICLE 5.

Aucun membre d'une chefferie ne pourra sans l'autorisation expresse de son chef, s'éloigner de la chefferie pour se fixer sur le territoire d'une autre chefferie.

## ARTICLE 6.

Tout indigène rencontré hors de sa chefferie et dépourvu de moyens réguliers d'existence peut, sans mandat d'arrêt, être appréhendé par le Commissaire de district, son délégué ou tout chef, et conduit devant le Commissaire de district ou son délégué.

Si, par suite de son refus de répondre ou pour tout autre cause, on n'arrive pas à déterminer la chefferie à laquelle l'indigène appartient, il sera tenu de faire la preuve de ses moyens d'existence et, si celle-ci n'est pas satisfaisante, il sera désigné d'office pour une des chefferies de la région à laquelle il appartiendra désormais.



## DES DROITS DES CHEFS.

## ARTICLE 7.

Tout chef a droit à la protection spéciale de l'Etat. Celle-ci s'exercera particulièrement en ce qui concerne les rapports du chef avec ses gens, avec les sous-chefs et avec les chefferies voisines.

## ARTICLE 8.

Le chef exerce son autorité sur les membres de la chefferie conformément à la coutume indigène, pourvu qu'elle ne soit pas contraire aux règles d'ordre public universel ni aux lois de l'Etat qui ont pour but de substituer d'autres règles aux principes de la coutume indigène.

## ARTICLE 9.

Il exerce les pouvoirs judiciaires que la loi détermine,

## ARTICLE 10.

Le chef ne peut exercer à l'égard des sous-chefs et des autres chefs de la région d'autres droits que ceux qui ont été constatés dans le procès-verbal d'investiture et le tableau y annexé.

En cas de conflit, il est tenu d'en saisir le Commissaire de district ou son délégué, qui, après enquête, tranchera le différend.

## ARTICLE 11.

A titre d'indemnité pour les obligations qui lui incombent, le chef recevra une rémunération qui ne pourra excéder 5% de la valeur de la rémunération accordée aux indigènes pour les prestations fournies par la chefferie.

## DES DEVOIRS DES CHEFS.

## ARTICLE 12.

Le chef doit à ses gens, aide, protection et justice.

## ARTICLE 13.

Il est placé sous la direction du Commissaire de district. Ce fonctionnaire ne peut déléguer son autorité sur les chefs qu'aux autorités

territoriales placées sous ses ordres directs, et dans les cas seulement où cette délégation est autorisée par les dispositions du présent décret.

#### ARTICLE 14.

Le chef est responsable vis-à-vis du Commissaire de district :

- 1<sup>o</sup> De la bonne conduite générale de sa chefferie ;
- 2<sup>o</sup> De la notification immédiate au chef territorial le plus proche :
  - a) De tous les crimes et délits graves qui seraient commis dans la chefferie ;
  - b) Des agressions, actes de mauvais gré et dommages quelconques dont ses gens auraient été victimes de la part des indigènes appartenant à une autre chefferie ;
  - c) Des épidémies ou des maladies sur lesquelles son attention aurait été appelée, qui se déclareraient dans la chefferie ;
- 3<sup>o</sup> De la communication fidèle et précise aux membres de la chefferie des ordres, avis, instructions émanant des autorités territoriales ;
- 4<sup>o</sup> De la transmission aux autorités territoriales des demandes émanant de ses gens dont la suite est de la compétence des dites autorités.

#### ARTICLE 15.

Le chef est également tenu de concourir avec les autorités territoriales ;

- 1<sup>o</sup> A l'exécution dans le ou les villages dépendant de son autorité, des travaux d'amélioration, d'entretien et de nettoyage qui lui sont indiqués dans l'intérêt de l'hygiène publique ;
- 2<sup>o</sup> Aux levées de miliciens et de travailleurs ;
- 3<sup>o</sup> A la fourniture des prestations imposées à la chefferie.

#### ARTICLE 16.

Tout chef qui abuse des droits que lui confère la coutume ou refuse d'exécuter les obligations qui lui sont imposées par la coutume ou les lois de l'Etat, soit vis-à-vis des indigènes, soit vis-à-vis de l'Etat lui-même, pourra, après enquête du Commissaire de district, être détenu, suspendu ou privé de ses fonctions par le Gouverneur Général et remplacé par un autre titulaire, sans préjudice des pénalités qui pourraient lui être infligées conformément à l'article 19 du présent décret.

Pourra de même être relevé de ses fonctions, le chef qui, sans contrevenir aux lois, néglige ses devoirs ou fait preuve d'incapacité notoire ou d'indignité.

## DES MESSAGERS INDIGÈNES.

## ARTICLE 17.

Il sera établi des messagers indigènes en vue de coopérer à l'administration et de servir d'intermédiaires. Les messagers seront désignés par les chefs et agréés par les Commissaires de district.

## ARTICLE 18.

Les messagers recevront de l'Etat un salaire dont le taux est déterminé par le Gouverneur Général.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

## ARTICLE 19.

Toute infraction aux dispositions du présent décret ou des arrêtés pris en exécution du présent décret, sera punie d'une servitude pénale de huit jours à six mois et d'une amende n'excédant pas 1,000 francs, ou de l'une de ces peines seulement.

## ARTICLE 20.

Le Gouverneur Général peut, lorsqu'il le juge utile, régler les rapports des chefs entre eux et avec leurs gens, en s'inspirant de la coutume locale.

## ARTICLE 21.

Le Gouverneur Général prendra par arrêté les mesures d'exécution du présent décret.

## ARTICLE 22.

Le décret du 6 octobre 1891, ainsi que toute disposition antérieure contraire au présent décret sont abrogés.

## ARTICLE 23.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

LIEBRECHTS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

---

**Louage de services.**

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Revu Notre Décret du 8 novembre 1888, sur le louage de services ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

**ARTICLE PREMIER.**

Le premier alinéa de l'article 3 du Décret du 8 novembre 1888 est complété par la disposition suivante :

« Si le noir est âgé de moins de 14 ans accomplis au moment du »  
» contrat, celui-ci ne pourra avoir de force obligatoire pour une durée »  
» supérieure à deux ans s'il s'agit d'un travailleur ordinaire, et pour »  
» une durée supérieure à trois ans s'il s'agit d'un boy ou serviteur »  
» domestique. »

**ARTICLE 2.**

Le deuxième alinéa du même article est modifié comme suit :

Les derniers mots « sept années » sont remplacés par les suivants :  
« de sept, trois ou deux années, suivant la distinction établie à l'alinéa »  
» précédent ».

**ARTICLE 3.**

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

LIEBRECHTS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.



## Recrutement de travailleurs pour travaux d'utilité publique.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Revu Notre décret du 30 juillet 1891 ;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer l'exécution des travaux d'utilité publique,

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

### ARTICLE PREMIER.

Le contingent annuel de milice recruté en vertu du décret du 30 juillet 1891 est divisé en deux sections dans les proportions fixées par Nous. La deuxième section comprend les travailleurs nécessaires à l'exécution des travaux décrétés d'utilité publique.

Sauf les dérogations prévues à l'article 2 ci-après, le décret du 30 juillet 1891 est en tous points applicable à ces travailleurs.

### ARTICLE 2.

Ces travailleurs sont astreints à une durée maximum de service de cinq ans, qui pourra être effectuée en une ou plusieurs périodes ; ce terme expiré, ils sont exonérés de toute obligation militaire et de toute autre incorporation en qualité de travailleur.

Ils sont placés sous l'application du règlement de discipline des travailleurs de l'État.

### ARTICLE 3.

Ils sont justiciables des tribunaux civils.

La révolte ou la résistance aux ordres de leurs chefs par plus de dix travailleurs, agissant en suite d'un concert préalable, ainsi que la désertion, seront punies de cinq années au maximum de servitude pénale et d'une amende n'excédant pas 1,000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

### ARTICLE 4.

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de régler tout ce qui a trait à l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux,*

LIEBRECHTS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

## Justice.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir. Salut :

Vu l'ordonnance du 14 mai 1886, ensemble les décrets du 27 avril 1889 et du 21 avril 1896,

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

## TITRE I.

### DES TRIBUNAUX.

#### ARTICLE PREMIER.

Il est institué, en outre du tribunal de Première instance du Bas-Congo, des tribunaux de Première instance à Léopoldville, Coquilhatville, Stanleyville et Nyangara.

Les fonctions d'officier du Ministère public près les tribunaux de Première instance sont remplies par des Procureurs d'Etat nommés par Nous. Ces magistrats sont placés sous la surveillance d'un Procureur général nommé par Nous.

Le Procureur général remplit les fonctions précédemment attribuées au Procureur d'Etat près du Tribunal d'appel.

#### ARTICLE 2.

Les tribunaux de Première instance tiendront au minimum, dans telles localités de leur ressort déterminées par le Gouverneur Général, le nombre de sessions périodiques à fixer par lui.

#### ARTICLE 3.

Dans leur ressort respectif, les officiers du Ministère public, docteurs en droit, exerceront, selon une procédure sommaire et sans assistance d'un greffier, les fonctions de juge, dans les limites déterminées à l'article 6, toutes les fois que, dans les localités où ils se font en raison du service, ne se trouvera pas un tribunal de Première instance ou un tribunal territorial compétent.

## TITRE II.

## DE LA COMPÉTENCE.

## ARTICLE 4.

Les tribunaux de Première instance ont plénitude de compétence, tant en matière civile et commerciale qu'en matière pénale, sauf les exceptions prévues par la loi.

Leurs jugements en matière civile et commerciale sont sans appel lorsque la valeur du litige ne dépasse pas 200 francs.

Ils sont seuls compétents, à l'exclusion de toutes autres juridictions répressives et notamment des Conseils de guerre, pour connaître des infractions commises par des individus de race européenne, lorsque la peine comminée par la loi est la peine de mort.

## ARTICLE 5.

Les tribunaux territoriaux connaissent :

1<sup>o</sup> Des infractions quelconques commises par les individus de race non européenne ;

2<sup>o</sup> Des infractions commises par les personnes de race européenne lorsque la peine de servitude pénale comminée par la loi ne dépasse pas 5 ans ou lorsque cette peine ne consiste qu'en une amende.

## ARTICLE 6.

Les officiers du Ministère public, docteurs en droit, connaissent en matière civile et commerciale et sans appel des actions jusqu'à la valeur de 100 francs.

En matière pénale : 1<sup>o</sup> de infractions commises par des individus de race non européenne prévues par les articles 4, 5, 6<sup>50</sup> à 6<sup>100</sup>, 11 et 12 dans le cas du § 1 de l'article 14, 17, 18, 19, 25, 29, 31, 32, 34, 56 et 57 du Code pénal ; 2<sup>o</sup> des infractions punissables au maximum de sept jours de servitude pénale et 200 francs d'amende, quel que soit l'auteur de l'infraction.

## ARTICLE 7.

En matière pénale, les jugements de juridictions du premier degré sont sans appel lorsqu'ils concernent des infractions commises exclusivement par des prévenus de race non européenne et punissables au maximum de sept jours de servitude pénale et de deux cents francs d'amende.

## ARTICLE 8.

Le Tribunal d'Appel connaît :

En matière civile et commerciale de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de Première instance. — Toutefois, il connaît de l'appel de tout jugement civil ou commercial rendu même en dernier ressort lorsqu'il s'agira d'incompétence.

En matière pénale, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juridictions du premier degré.

## ARTICLE 9.

Le Gouverneur Général déterminera par ordonnance, la compétence territoriale des juridictions répressives, les règles à suivre pour fixer la compétence et le ressort en matière civile et commerciale et, par dérogation à l'ordonnance du 14 mars 1886 et au chapitre III du décret du 27 avril 1889, la procédure sommaire prévue à l'article 3 ci-dessus.

## ARTICLE 10.

La date de la mise en vigueur du présent décret sera fixée ultérieurement.

## ARTICLE 11.

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux :*

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER,

H. DROOGMANS,

LIEBRECHTS.

---

Opérations de police et opérations militaires.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Considérant qu'il importe de distinguer les opérations de police des opérations militaires, de spécifier les autorités qui ont qualité pour



ordonner les unes et les autres et de déterminer les conditions dans lesquelles elles peuvent être entreprises,

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat,

Nous avons décrété et décrétons :

## OPÉRATIONS DE POLICE.

### ARTICLE PREMIER.

Sont qualifiés « Opérations de police » les mouvements de la Force Publique chez les populations indigènes qui ont pour objet d'assurer, par des mesures préventives, le maintien de l'ordre et l'exécution des lois en général.

### ARTICLE 2.

En dehors du Gouverneur Général, les Commissaires de district, les chefs de zone et les chefs de secteur ont seuls qualité pour ordonner des opérations de police.

### ARTICLE 3.

L'emploi des armes au cours d'une opération de police est interdit, sauf en cas de légitime défense de soi-même ou d'autrui.

### ARTICLE 4.

En cas d'agression actuelle ou imminente des personnes ou des propriétés, la Force Publique pourra intervenir sur la seule décision des chefs de poste. Sa mission consistera uniquement dans la protection des personnes ou des propriétés et dans l'arrestation des individus en état de flagrant délit.

### ARTICLE 5.

Il n'est pas dérogé au droit d'action de la Force Publique sur la réquisition des autorités judiciaires ou autres compétentes, en vue de la protection de leurs personnes et de leurs opérations et de l'exécution des mandements de justice ou autres entraînant exécution forcée.

### ARTICLE 6.

Les Commissaires de district, ou à leur défaut les chefs de zone, pourront, au cours d'une opération de police et sur rapport motivé des

Commandants de troupes, décider que l'opération de police se transformera en opération militaire.

## OPÉRATIONS MILITAIRES.

### ARTICLE 7.

Sont qualifiés « Opérations militaires », les mouvements offensifs de la Force Publique contre les populations indigènes.

Elles peuvent être ordonnées lorsque les habitants d'une région se mettent en révolte ou sont en état d'hostilité ou d'insoumission collective, caractérisé par des agressions ou autres attentats sur les personnes ou les propriétés, soit par l'opposition violente à l'exécution normale des lois.

### ARTICLE 8.

Aucune opération militaire ne pourra être ordonnée qu'après une tentative pour ramener les mutins à l'obéissance.

### ARTICLE 9.

En dehors du Gouverneur Général, les Commissaires de district, ou à leur défaut les chefs de zone, ont seuls qualité pour ordonner des opérations militaires. Ils sont tenus d'en informer sans délai le Gouverneur Général.

### ARTICLE 10.

La décision ordonnant des opérations militaires sera publiée tant par affichage que par proclamation. Elle entraînera la mise de la région sous le régime militaire spécial conformément au décret du 22 décembre 1888.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

### ARTICLE 11.

La direction des opérations de police ou d'opérations militaires ne peut, en aucun cas, être confiée à un noir.

### ARTICLE 12.

Sera puni de cinq ans au maximum de servitude pénale et d'une amende n'excédant pas 1,000 francs, tout agent de l'autorité qui, sans

être à ce qualifié, aura ordonné une opération de police ou militaire, ou aura fait emploi des armes au cours d'une opération de police en dehors des cas où il est permis, ou aura confié à un noir la direction d'opérations de police ou militaires.

Le coupable sera puni des peines les plus fortes attachées aux infractions dont son acte délictueux aura été la cause directe.

#### ARTICLE 13.

Toute disposition contraire au présent décret est abrogée.

#### ARTICLE 14.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LEOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

LIEBRECHTS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROGMANS.

#### Atteintes à l'ordre et à la tranquillité publics.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à avenir, Salut :

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

#### ARTICLE PREMIER.

Tout agent exerçant un commandement territorial, même en dehors du cas où il aurait qualité comme officier de police judiciaire, pourra, s'il ne se trouve pas sur les lieux d'autorité compétente, procéder sans mandat à l'arrestation et à l'incarcération des indigènes qui se rendraient coupables du délit d'atteinte à la sûreté de l'Etat, provoqueraient à la désobéissance aux lois, ou d'une autre façon compromettraient la tranquillité publique ou la stabilité des institutions.

#### ARTICLE 2.

Toute arrestation opérée en vertu de l'article précédent devra être, aussitôt que possible, notifiée à l'autorité compétente.

## ARTICLE 3.

La détention opérée dans les conditions ci-dessus ne dépassera pas la durée d'un mois. Toutefois, dans les cas exceptionnels, où la mise en liberté de l'indigène incarcéré serait de nature à troubler sérieusement l'ordre public, la détention pourra être renouvelée jusqu'à ce que les autorités compétentes aient décidé des mesures à prendre.

## ARTICLE 4.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

LIEBRECHTS.

---

**Monnaies. -- Frappe.**

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Vu Notre décret du 27 juillet 1887.

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

## ARTICLE PREMIER.

Il sera frappé à concurrence d'une valeur nominale de 1 million de francs, des monnaies divisionnaires et des monnaies d'appoint.

Le nombre de pièces de chaque espèce de monnaies à faire fabriquer sera déterminé ultérieurement.

## ARTICLE 2.

Des crédits seront ouverts au fur et à mesure des besoins, pour couvrir le prix d'achat du métal et les frais de fabrication.



## ARTICLE 3.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD:

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

H. DROOGMANS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

---

Inspecteurs d'État.

Léopold II, Roi des Belges. Souverain de l'État Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État :

Nous avons décrété et décrétons :

## ARTICLE PREMIER.

Des inspecteurs d'État au nombre de trois au moins sont spécialement chargés de veiller à l'exécution des dispositions légales concernant les indigènes et de s'assurer que les rapports des indigènes entre eux, et des agents publics ou des particuliers avec eux, sont conformes aux lois, règlements et instructions. Ils exercent notamment leur contrôle dans les territoires appartenant ou concédés à des Sociétés particulières.

Le Gouverneur Général assigne aux Inspecteurs d'État les régions en lesquelles, à des dates périodiques, s'effectueront leurs inspections.

## ARTICLE 2.

Ces inspecteurs d'État resteront en rapports directs avec les indigènes, recevront les plaintes et réclamations éventuelles des indigènes ou à leur charge, est saisiront les autorités judiciaires des faits délictueux. Il leur sera délégué par le Gouverneur Général les pouvoirs disciplinaires nécessaires aux fins de leur mission.

## ARTICLE 3.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LEOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

LIEBRECHTS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

---

Sociétés commerciales. — Impôts.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

## ARTICLE PREMIER.

Les sociétés par actions, à responsabilité limitée, fondées au Congo, conformément à l'article 6 de Notre décret du 27 février 1887, acquittent annuellement à l'Etat, à titre d'impôt, 2 % du montant de leurs bénéfices.

## ARTICLE 2.

Toutes sociétés étrangères ayant au Congo une succursale, un comptoir ou un siège quelconque d'opérations, acquittent annuellement à l'Etat, à titre d'impôt, 1 % du montant des bénéfices réalisés au Congo.

## ARTICLE 3.

Pour la perception des droits établis aux articles 1 et 2, les sociétés sont tenues de faire parvenir chaque année, avant le 15 décembre, au Directeur des Finances, une déclaration détaillée des bénéfices grevés de l'impôt.

Cette déclaration est appuyée par des extraits des livres et pièces

comptables de la société, dont l'Administration peut requérir la production avant d'accueillir la déclaration.

A défaut de déclaration et en cas d'insuffisance manifeste des pièces justificatives, le montant de la perception est établi d'office.

ARTICLE 4.

Toute fausse déclaration est passible d'une amende égale au double des droits fraudés, sans préjudice du paiement de ces droits.

La société et ses représentants légaux au Congo, sont tenus solidairement responsables du paiement des droits et des amendes.

ARTICLE 5.

Notre décret du 12 décembre 1897 est abrogé.

ARTICLE 6.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LEOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

H. DROOGMANS.

CH<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

Fonctions d'Officiers de l'état-civil. — Délégation.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Revu Notre décret du 4 mai 1895 ;

Considérant qu'il y a lieu, en vue de propager parmi les indigènes la pratique des actes d'état-civil, de faciliter aux missionnaires l'acceptation des fonctions d'officiers de l'état-civil,

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

L'article 17 du décret du 4 mai 1895 est complété comme suit :

« La délégation que, conformément à l'article 17 du décret du 4 mai

» 1895, le Gouverneur Général est autorisé à faire à des particuliers  
» aux fins de dresser les actes de l'état-civil, sera accordée sur leur  
» demande, aux missionnaires catholiques avec pouvoir pour eux de  
» célébrer civilement le mariage des indigènes dont ils auront célébré  
» l'union religieuse. »

## ARTICLE 2

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux,*

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

LIEBRECHTS.

---

Enfants indigènes. — Tutelle de l'État. — Durée.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,

A tous, présents et à venir, Salut :

Revu Notre décret du 12 juillet 1890, ensemble les articles 249 et 263 du titre du Code civil sur les personnes ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

## ARTICLE UNIQUE.

Les mots : « jusqu'à l'expiration de leur vingt-cinquième année » de l'article 3 du décret du 12 juillet 1890, sont remplacés par les mots : « jusqu'à l'expiration de leur vingt-et-unième année. ».

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux,*

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

R. DROOGMANS.

LIEBRECHTS.

---



### Écoles professionnelles

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Considérant qu'il convient de développer l'éducation professionnelle des indigènes ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

#### ARTICLE PREMIER.

Il est créé des écoles professionnelles annexées aux ateliers que l'État possède à Boma, Léopoldville et Stanleyville.

#### ARTICLE 2

Les écoles professionnelles sont accessibles aux indigènes âgés de 12 à 20 ans. Pour être admis en qualité d'élèves ou apprentis, les jeunes gens devront y être autorisés par leurs parents et être présentés par leurs chefs indigènes au Commissaire de district.

#### ARTICLE 3.

Les apprentis seront placés sous la direction et la protection directes du Commissaire du district où se trouve l'école et initiés au métier de leur choix par des chefs d'atelier européens. Ils recevront aux frais de l'État, la nourriture, le logement, l'habillement et les soins médicaux.

#### ARTICLE 4.

La durée normale de l'apprentissage sera de deux années, à l'expiration desquelles les élèves subiront une épreuve de sortie. Un certificat de capacité leur sera décerné par le Commissaire de district. Les élèves pourront être tenus de faire une période d'apprentissage complète.

#### ARTICLE 5.

Notre Gouverneur Général au Congo prendra les règlements d'administration déterminant les conditions d'admission, les motifs d'exclusion, le programme des travaux, les mesures disciplinaires.

## ARTICLE 6.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain ;  
Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

LIEBRECHTS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

---

Domaine national.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Voulant assurer la conservation, et la bonne gestion des biens et mines administrés en régie par l'État ainsi que la conservation des mines non concédées ;

Voulant mettre en toute lumière l'usage fait et à faire des revenus des dits biens et mines ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

## ARTICLE PREMIER.

Les biens et mines administrés en régie par l'État et les mines non concédées constituent un Domaine National.

## ARTICLE 2.

Ce domaine est géré par une administration spéciale dont les membres sont nommés comme il est dit à l'article 4, et peuvent être révoqués par le Chef de l'Etat.

## ARTICLE 3.

Les revenus du Domaine National, déduction faite de tous frais quelconques d'administration et spécialement des frais de replantation des forêts, sont versés annuellement dans les caisses de l'Etat jusqu'à

concurrence de la partie des dépenses ordinaires du budget qui ne serait pas convertie par les autres ressources de l'Etat.

Les excédents éventuels sont affectés dans la proportion et aux objets ci-après déterminés :

Un cinquième au remboursement des avances faites à l'Etat Indépendant du Congo par l'Etat belge ;

Un cinquième à la formation d'un fonds de réserve pour les cas de crise ou de déficit ;

Et le surplus à des destinations d'utilité publique pour le Congo et la Belgique, telles que : travaux publics au Congo, travaux de défense nécessaires au Congo, développement de l'enseignement pratique au Congo, création d'hôpitaux, d'asiles et d'institutions de bienfaisance en faveur des habitants du Congo ; et en Belgique : établissements d'instruction pour former le personnel colonial, cours de sciences médicales concernant les maladies tropicales, subsides pour la création d'une marine coloniale, subsides pour la création dans les arsenaux de l'Etat belge, d'un matériel d'artillerie pouvant servir à la défense coloniale.

Aucune partie quelconque des revenus du Domaine National ne peut être employée que dans un but d'utilité publique.

#### ARTICLE 4.

Il est créé un Conseil du Domaine National, composé de six membres.

La première nomination des membres du Conseil est faite directement par le Chef de l'Etat. Les nominations ultérieures se feront de la manière suivante : le Chef de l'Etat nommera trois membres sur présentation de listes doubles faites par le Secrétaire d'Etat ; les trois autres membres se recruteront par voie de cooptation.

Le mandat des membres du Conseil est de dix années.

#### ARTICLE 5.

Le Conseil est chargé de veiller au maintien et au développement progressif des revenus du Domaine National. Il veille de même à l'affectation de ces revenus, conformément à l'article 3.

Nulle cession, concession ou aliénation quelconque des biens du Domaine National ne peut être faite sans l'autorisation du Conseil. Cette autorisation ne peut être accordée que pour satisfaire à un service d'intérêt général ou moyennant contre-valeur parfaite acquise dans des conditions avantageuses.

Aucune mesure, même d'administration générale, de nature à diminuer les revenus existants du Domaine National, ne peut être prise sans qu'en même temps l'Etat n'assure des revenus équivalents à ce Domaine.

## ARTICLE 6.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :  
Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux :*

H. DROOGMANS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

---

## Terres domaniales. — Vente et location.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

## ARTICLE PREMIER.

Toute vente ou location par l'État de terres domaniales, en dehors de celles comprises dans le Domaine National, aura lieu par adjudication publique.

## ARTICLE 2.

Il sera publié annuellement, par les soins de Notre Secrétaire d'État, une liste indiquant les terres mises en vente ou en location et leur emplacement, ainsi qu'un cahier des charges contenant les clauses et conditions de l'adjudication et le minimum des mises-à-prix.

## ARTICLE 3.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :  
Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

H. DROOGMANS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.



### Conseil du Congo.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,

A tous, présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

#### ARTICLE PREMIER.

Il est institué un « Conseil du Congo » chargé d'examiner les questions d'ordre politique et gouvernemental dont il sera saisi par Nous.

#### ARTICLE 2.

Le Conseil est composé de neuf membres, y compris le Président. Ils sont nommés par Nous, quatre d'entr'eux devront appartenir ou avoir appartenu à l'Administration du Congo.

#### ARTICLE 3.

Il est communiqué au Conseil par le Gouvernement tous renseignements et éclaircissements qu'il juge utiles à ses délibérations.

Le Conseil Nous fait rapport sur les questions à lui soumises.

#### ARTICLE 4.

Le traitement annuel est fixé à 8.000 francs, pour les membres du Conseil n'appartenant pas à l'Administration ; il sera alloué à ceux de ses membres émergeant au budget à un autre titre quelconque, des allocations en proportion du nombre de délibérations auxquelles ils prendront part.

#### ARTICLE 5.

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.  
Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secréétaires Généraux,*

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

LIEBRECHTS.

### Création d'obligations de la Dette publique.

Léopold II, roi des Belges, souverain de l'État indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Voulant assurer le développement des entreprises d'utilité publique au Congo et tout spécialement la construction de chemins de fer et autres voies de communication, notamment du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, du tronçon destiné à s'amorcer au Transsaharien, et du chemin de fer de Lado à la frontière de l'État ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

#### ARTICLE PREMIER.

Il est créé des obligations de la Dette publique de l'Etat Indépendant du Congo à concurrence d'un capital nominal de 150 millions de francs dont le produit sera exclusivement affecté aux entreprises ci-dessus indiquées.

Les obligations nouvelles seront au porteur ; elles porteront intérêt à raison de 4 % l'an.

#### ARTICLE 2.

Les conditions d'émission de cet emprunt seront fixées ultérieurement par décret.

#### ARTICLE 3.

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

H. DROGMANS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

---

## Classement des fonctionnaires.

Léopold II, roi des Belges, souverain de l'État indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État

Nous avons décrété et décrétons :

## ARTICLE PREMIER.

Les fonctionnaires et agents nommés ou agréés pour faire partie du personnel de l'Etat en Afrique sont classés, selon leurs aptitudes et les nécessités gouvernementales, dans les sections suivantes :

1<sup>o</sup> Sections politique, administrative ou territoriale.

2<sup>o</sup> Administration du Domaine National.

3<sup>o</sup> Force publique.

4<sup>o</sup> Marine et Navigation

5<sup>o</sup> Service sanitaire.

6<sup>o</sup> Travaux publics.

7<sup>o</sup> Justice. Notariat. Etat civil.

8<sup>o</sup> Postes et Télégraphes.

9<sup>o</sup> Instruction publique et Cultes.

10<sup>o</sup> Industrie et Agriculture.

11<sup>o</sup> Impôts et Douanes.

12<sup>o</sup> Titres fonciers et Cadastre.

## ARTICLE 2.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

LIEBRECHTS,

**Culture des essences à caoutchouc. — Missions d'étude.**

Léopold II, roi des belges, souverain de l'État indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Revu Notre décret du 23 décembre 1905, contenant le budget pour 1906 ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État ,

Nous avons décrété et décrétons :

**ARTICLE PREMIER.**

Il est ouvert au budget un crédit supplémentaire de cent mille francs (Frs. 100,000), destiné à couvrir les dépenses résultant de l'envoi en pays étrangers producteurs de caoutchouc et de gutta-percha, de missions chargées d'y étudier les procédés de culture et d'exploitation des essences à caoutchouc et à gutta-percha.

Ce crédit sera rattaché au tableau III : Dépenses extraordinaires, article 5 : « Service de l'Agriculture ».

**ARTICLE 2.**

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Cruxelles le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain ;

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux.*

H. DROOGMANS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

**Caoutchouc des herbes. — Taxe.**

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Revu Notre décret du 1<sup>er</sup> février 1898 ;

Vu Notre décret du 18 novembre 1903, sur les impositions directes et personnelles ;



Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat,  
Nous avons décrété et décrétons :

#### ARTICLE PREMIER.

La taxe de 25 centimes par kilogramme de caoutchouc récolté dans l'Etat, établie par l'article premier du décret du 1<sup>er</sup> février 1898, est applicable au caoutchouc dit « des herbes ».

#### ARTICLE 2.

Est maintenue la redevance domaniale due sur le caoutchouc des arbres et des lianes récolté dans les domaines de l'Etat non exploités en régie.

#### ARTICLE 3.

Ces taxes sont acquittées en même temps que le droit de sortie au bureau de perception où doit se faire la déclaration d'exportation.

#### ARTICLE 5.

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

*Les Secrétaires Généraux,*

H. DROOGMANS.

CH<sup>r</sup> DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

#### *A Messieurs les Secrétaires Généraux.*

Je sanctionne les mesures que vous me proposez. Notre devoir est de ne rien négliger pour développer la prospérité du Congo, pour améliorer le sort des indigènes et pour mettre en excellente situation un pays que la Belgique, en vertu de l'initiative que j'ai prise en sa faveur, pourra, si elle le veut, posséder un jour.

« Dans la logique de son œuvre, le Souverain ne doit pas seulement s'appliquer à ce que le Congo puisse arriver en la possession de la Belgique dans tout l'épanouissement de sa prospérité. Ses efforts et les

résultats acquis lui donnent aussi le droit et lui imposent le devoir de veiller à ce que l'annexion ne se fasse que dans des conditions propres à assurer à la Belgique la pleine jouissance et la conservation de la conquête pacifique que le Roi a réalisée pour Elle et pour Elle seule ».

Vous devez rectifier chaque fois que vous les entendez émettre en votre présence les fausses notions juridiques que d'aucuns répandent sur la situation de droit et de fait du Congo. Cette situation est sans précédent et unique, je le veux bien, comme le fut la création de l'Etat. Toutes les responsabilités, comme toutes les charges de la fondation d'un Gouvernement régulier, par l'initiative privée, sans lien avec aucune métropole, dans un milieu où l'on considérerait généralement comme irréalisable l'établissement d'un Etat, m'ont été laissées. La Belgique a bien voulu m'aider de ses deniers dans quelque mesure. Mais le soin de constituer le nouvel Etat m'a incombé exclusivement. Le Congo a donc été et n'a pu être qu'une œuvre personnelle. Or il n'est pas de droit plus légitime et plus respectable que le droit de l'auteur sur sa propre œuvre, fruit de son labeur.

Les Puissances ont entouré la naissance du nouvel Etat de leur bienveillance ; mais aucune d'elles n'a été appelée à participer à mes efforts ; aucune, partant, ne possède au Congo de droit d'intervention, que rien ne pourrait justifier. Elles ont reconnu l'indépendance du Congo et ont reçu notification du choix que l'Etat Indépendant avait fait du régime de la neutralité et de ses limites. Nulle observation ne s'est produite. Le droit international règle les rapports entre Puissances Souveraines. Il n'y a pas de droit international spécial pour le Congo.

L'Acte de Berlin a pris quelques dispositions générales concernant le Bassin Conventionnel du Congo. Ces dispositions s'appliquent d'une manière égale à tous les Etats possessionnés dans le Bassin Conventionnel et y restreignent, en tant qu'elles l'ont formulé, certains de leurs droits souverains.

Ces dispositions, limitées quant à leur objet et générales quant à leur sphère d'application, ne visent pas les droits de possession sur le Congo ; elles n'y touchent en rien. Les questions de souveraineté territoriale, c'est-à-dire précisément celles qui ont trait à la constitution des Etats, ont été expressément et de commun accord exclues du programme de la Conférence de Berlin, et le texte de l'Acte Général de cette Conférence manifeste à l'évidence cette exclusion.

Mes droits sur le Congo sont sans partage ; ils sont le produit de mes peines et de mes dépenses. Vous devez ne pas cesser de les mettre en lumière, car ce sont eux et eux seuls qui ont rendu possible et légitime mon legs à la Belgique. Ces droits, il m'importe de les proclamer hautement, car la Belgique n'en possède pas au Congo en dehors de ceux qui lui viendront de moi. Si je n'ai garde de laisser périliter mes droits, c'est bien par patriotisme et parce que sans eux la Belgique serait absolument dépourvue de tout titre.

Le mode d'exercice de la Puissance publique au Congo ne peut relever que de l'auteur de l'Etat ; c'est lui qui dispose légalement, souverainement, et qui doit forcément continuer à disposer seul, dans l'intérêt de la Belgique, de tout ce qu'il a créé au Congo, jusqu'à ce que la Belgique, si elle le juge bon un jour, se mette d'accord avec lui pour entrer en jouissance du Congo de son vivant, ou le fasse conformément à ses dernières volontés après sa mort.

En attendant, c'est un devoir pour lui de maintenir sans les laisser diminuer tous les avantages que la faculté qu'il a donnée spontanément à la Belgique peut procurer à celle-ci.

Les ingérences par lesquelles on voudrait diminuer ses droits auraient le caractère de véritables usurpations, pour ne pas dire plus. C'est à lui et à personne d'autre qu'incombe actuellement le soin de maintenir et d'employer les ressources de l'Etat Indépendant. Ce devoir envers la Belgique et le Congo il le remplira entièrement.

Le sentiment qui dicte l'emploi de ces ressources est à la fois patriotique et absolument désintéressé. La note verbale de l'Etat Indépendant du Congo en 1901 l'a rappelé, quoique cela fût superflu. Il importe de continuer aux frais de l'Etat du Congo les travaux du Musée de Tervueren destiné à faire connaître les produits de l'Etat. Il est nécessaire de compléter cette œuvre de vulgarisation par l'érection de l'École mondiale, et de ses dépendances, dont la première pierre fut posée, au milieu de nombreux applaudissements, en notre année jubilaire de 1905. Ces travaux embellissent la Patrie et, comme ceux qu'a exécutés le Domaine de la Couronne, ils ont rapporté aux travailleurs belges, depuis quelques années, plusieurs millions de francs de salaires.

C'est un fait acquis déjà à l'histoire que la création de l'Etat du Congo a été pacifique, légitime, réalisée de l'assentiment des indigènes et sans aucune coopération des Etats étrangers. A cette époque, dont vingt années nous séparent, les indigènes ne s'intéressaient pas au développement prospère de la contrée ; ils ne cessaient de se faire la guerre, de s'entre-tuer, et restant ignorants des richesses naturelles du pays, ils n'utilisaient le sol qu'en vue de pourvoir à leur subsistance.

C'est le Blanc qui a fait et fera du Congo un pays civilisé. Il doit poursuivre son œuvre en considérant le Noir comme un frère non encore majeur à élever vers lui. Mais soutenir que tout ce que le Blanc fera produire au pays doit être dépensé uniquement en Afrique et au profit des Noirs est une véritable hérésie, une injustice et une faute qui, si elle pouvait se traduire en fait, arrêterait net la marche de la civilisation au Congo. L'Etat qui n'a pu devenir un Etat qu'avec l'actif concours des Blancs doit être utile aux deux races et faire à chacune sa juste part.

J'ai été heureux de trouver dans les rapports de l'éminent Gouverneur Général du Congo, le lieutenant général Baron Wahis, l'assurance de la bonne situation de l'Etat et des progrès journaliers accomplis. Il m'affirme que les indigènes, soumis à l'action directe des agents de l'Etat, sont traités avec équité et que les mesures de répression à prendre contre ces derniers du chef d'abus d'autorité, nombreuses il y a quelques années, sont devenues fort rares aujourd'hui.

Il y a eu des désordres : ils sont inséparables de toute œuvre humaine. Si l'on voulait relever seulement pendant un mois les actes délictueux qui se commettent, fût-ce en temps ordinaire, dans les grandes villes du monde et même dans les campagnes, on serait épouvanté des tableaux qu'on aurait sous les yeux. Il y a des crimes au Congo, beaucoup moins fréquents, en réalité, que ne le prétendent certains détracteurs, mais encore en trop grand nombre, comme le prouve la liste longue des peines prononcées.

L'action administrative doit être protectrice des indigènes et de leurs droits, mais sans oublier les droits des blancs et l'indispensable nécessité, dans l'intérêt de la civilisation, de maintenir leur prestige.

Lorsque l'action de la justice est requise, elle doit être aussi rapide que possible et toujours, cela va sans dire, parfaitement régulière et impartiale. Il serait heureux qu'un certain stage au Congo fût un titre particulier à la bienveillance du Gouvernement belge pour les jeunes docteurs en droit qui demandent à entrer dans sa magistrature. Cela pourrait se faire sans aucune dépense pour la Belgique et avec tout avantage pour elle.

La tâche des agents au Congo est très difficile, je ne l'ignore pas. Le climat est insalubre, les agents, éprouvés dans leur santé, souvent seuls au sein de la barbarie, au milieu d'immenses étendues, se sentent dépayés dans des régions où tout ce qui les entoure et leur tâche elle-même sont si différents de leurs habitudes et des pratiques de leur pays. Je tiens à remercier ici chaleureusement tous les agents qui ont bien servi et qui servent bien l'Etat.

La préparation aux carrières d'Afrique doit être pour nous l'objet d'un soin continu.

L'ouverture des voies de communication est de nature à favoriser puissamment le mouvement vers ces carrières. Le climat sera par le fait amélioré et les agents ne se sentiront plus séparés de la civilisation et comme jetés en dehors d'elle.

Je ne dois pas vous recommander de faciliter l'œuvre de nos missionnaires. Vous savez avec moi tout le bien qu'ils font au Congo. Notre devoir est de les soutenir dans la poursuite de leur noble tâche. Vous avez bien fait de vous entendre avec eux à cet effet.

Il y a des moments pénibles dans tous les Etats, dans toutes leurs dépendances. Nous retrouverons ces difficultés dans les possessions des diverses nations grandes et petites. Nous devons nous inspirer de la façon dont les autres Puissances en triomphent, de l'énergie avec laquelle elles dominent les désordres, de la façon dont elles maintiennent le prestige des blancs — de cette poignée de représentants de la civilisation qui devraient partout se soutenir et s'entraider — et de leur constante préoccupation d'être justes envers les indigènes, de les élever jusqu'à un certain degré, même malgré eux, à des destinées plus humaines et de les régénérer.

Le Ministre des Colonies en Angleterre résumait fort bien dernièrement en ces mots la ligne de conduite à suivre : « The hearty co-operation of those who are at home and those who are abroad, and sympathy and support to the man on the spot. »

L'Etat du Congo a exécuté ou concédé de grands travaux publics, des chemins de fer, des télégraphes, qu'appelaient de tous leurs vœux les Congrès de Berlin et de Bruxelles. Il a lancé de nombreux vapeurs sur ses fleuves. Vous aurez encore toute une suite de grands travaux à me proposer : les chemins de fer vers les mines de Katanga, l'amorce du grand transsaharien dans le bassin du Congo, le chemin de fer vers le Nil. Un emprunt est nécessaire à cet effet ; les titres ne pourront être placés qu'au fur et à mesure des dépenses engagées et seulement si l'industrie privée ne sollicitait pas l'entreprise de ces grands travaux.



L'Etat du Congo a mis fin à la traite sur ses territoires, non sans une lutte de plusieurs années, dans laquelle il a triomphé, grâce à sa persévérance. Il a empêché l'entrée de l'alcool dans le Haut-Congo, qui sans cette prohibition aurait été empoisonné. Il a introduit le vaccin, bienfait immense.

Toute son énergie doit se porter à combattre la maladie du sommeil qui décime l'Afrique centrale. Mettez à prix l'écrasement de ce fléau ; offrez une prime de 200.000 francs à celui qui parviendra à le faire disparaître. Faites-moi signer un décret attribuant un crédit de 300.000 francs aux études nécessaires à cette victoire. Si Dieu m'accorde cette grâce, je pourrai me présenter à son tribunal avec l'acquit d'une des plus grandes bonnes actions du siècle et une légion d'êtres sauvés appelleront sur moi sa miséricorde.

Mon testament d'août 1889 a formulé ma volonté en sa portée générale. Certains points qu'y s'y rattachent peuvent être utilement précisés, comme l'expérience l'a démontré. C'est ce que je fais dans l'annexe à la présente lettre. D'autre part, ma lettre de 1889 à M. Beer-naert, confirmée par celle de 1901 à M. Woeste, tout en constituant une déclaration formelle de mes résolutions, ne détermine pas les arrangements d'exécution nécessaires pour réaliser éventuellement l'incorporation.

Si mon pays, se fondant sur ces derniers titres, avait le dessein d'entrer, de mon vivant, en possession du Congo, l'Etat Indépendant, pour effectuer la substitution de la souveraineté belge à la sienne, aura au préalable à échanger avec la Belgique un Acte réalisant l'incorporation et assurant spécialement le respect des engagements de l'Etat vis-à-vis des tiers, de même que le respect des actes par lesquels l'Etat aurait pourvu à l'attribution de terres aux indigènes, à la dotation d'œuvres philanthropiques ou religieuses, à la fondation du Domaine de la Couronne, à l'établissement du Domaine National ainsi qu'à l'obligation de ne diminuer par aucune mesure l'intégrité des revenus de ces diverses institutions, sans leur assurer en même temps une compensation équivalente.

Si la Belgique veut entrer en possession du Congo après ma mort, ces points se trouvent réglés dans mes actes de dernières volontés tels qu'ils résultent de mon testament et de l'annexe à cette lettre.

Les mesures à prendre, en vue de l'entrée éventuelle en jouissance par la Belgique, doivent être, je le sais, de nature à sauvegarder les intérêts de la Nation belge, des contribuables belges et de la population indigène. Ces intérêts sont inséparables d'une mise à l'abri, contre tout gaspillage et tout pillage du Patrimoine du Congo dont je ne fais abandon qu'à mon pays — à lui uniquement — et que je tiens à lui léguer tout entier et inaliénable.

Mon devoir est d'y veiller et de rendre impossible ce qui compromettrait et détruirait même la fortune du Congo, non seulement sans aucun profit pour l'intérêt général, mais à son détriment. Ce devoir je le remplirai toujours avec le plus immuable patriotisme.

J'ai la conscience que par les deux grandes fondations que j'ai faites au Congo, celle du Domaine de l'Etat et celle du Domaine de la Couronne, j'ai rendu le plus signalé service à ce pays et ultérieurement à la Belgique, lorsqu'elle succédera à la souveraineté congolaise. Ainsi

se trouve perpétuée en leur faveur la possession des immenses et incalculables richesses que la Providence a accumulées dans le Bassin du Congo, Je n'avais pas à donner à la souveraineté un aspect idéologique, mais à la fortifier dans sa réalité, et à assigner des places distinctes aux soins à prodiguer aux intérêts politiques et aux intérêts matériels, fonciers et miniers.

Certaines personnes bien intentionnées cherchent à hâter l'annexion du-Congo par la Belgique. D'aucuns voudraient ce qu'ils appellent un Gouvernement responsable, spécialement pour couvrir la personne du Chef de l'Etat. Le vœu, pour louable qu'il soit, est-il réalisable? Mon expérience ne me permet pas de l'affirmer, car il est certain que quelles que soient les lois et institutions, les souverains sont souvent attaqués, nonobstant le soin consciencieux avec lequel ils se renferment dans leur rôle constitutionnel. Quant au Congo — qu'il s'agisse de lui comme Etat indépendant ou comme dépendance de la Belgique, — on ne conçoit pas encore un Parlement d'indigènes et l'on ne voit guère mieux ce que le Congo aurait à gagner actuellement à être mis sous des institutions belges, même spéciales. Nos institutions ont quelque peine pour le moment à assurer la rapide expédition des affaires belges. Or dans un pays neuf, surtout à certaines périodes du début, il faut un Gouvernement libre d'arriver à des résolutions rapides. Le Congo réclame un Gouvernement actif ayant à se préoccuper seulement de sa tâche pratique.

Les adversaires du Congo poussent à une annexion immédiate. Ces personnes espèrent sans doute qu'un changement actuel de régime ferait chavirer l'œuvre en cours de progrès et leur permettrait de recueillir de riches épaves.

Si l'on vous interroge sur mes intentions, vous répondrez que quant à moi je me considère comme moralement engagé à avertir le pays lorsque, sans rien préjuger, j'estimerai que le moment pour examiner la question de l'annexion approche et devient favorable. Je n'ai rien à dire présentement.

Dans l'ordre de ce qui est pratiquement réalisable aujourd'hui, je vous prie de préparer et de me soumettre un décret complétant, dans la mesure des nécessités qui seraient constatées, les organismes gouvernementaux et coordonnant bien les attributions de ceux auxquels est confié l'exercice de la Puissance publique.

Je vous adresse mes vœux les plus sincères pour le complet succès de la tâche que vous poursuivez sans relâche et l'assurance de mon active coopération.

Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

J'ai entrepris, il y a plus de vingt ans, l'œuvre du Congo dans l'intérêt de la civilisation et pour le bien de la Belgique. C'est la réalisation de ce double but que j'ai entendu assurer en léguant en 1889 le Congo à mon Pays.

Pénétré des idées qui ont présidé à la fondation de l'État Indépendant et inspiré l'Acte de Berlin, je tiens à préciser, dans l'intérêt

du but national que je poursuis, les volontés exprimées dans mon testament.

Les titres de la Belgique à la possession du Congo relèvent de ma double initiative, des droits que j'ai su acquérir en Afrique et de l'usage que j'ai fait de ces droits en faveur de mon Pays.

Cette situation m'impose l'obligation de veiller d'une manière efficace, conformément à ma pensée initiale et constante, à ce que mon legs demeure pour l'avenir utile à la civilisation et à la Belgique.

En conséquence, je définis les points suivants en parfaite harmonie avec mon inébranlable volonté d'assurer à ma Patrie bien aimée les fruits de « l'œuvre que depuis de longues années je poursuis dans le » continent africain avec le concours généreux de beaucoup de » Belges ».

En prenant possession de la Souveraineté du Congo avec tous les biens, droits et avantages attachés à cette Souveraineté, mon légataire assumera, comme il est juste et nécessaire, l'obligation de respecter tous les engagements de l'État légués vis-à-vis des tiers, et de respecter de même tous les actes par lesquels j'aurai pourvu à l'attribution de terres aux indigènes, à la dotation d'œuvres philanthropiques ou religieuses, à la fondation du Domaine de la Couronne, à l'établissement du Domaine National, ainsi qu'à l'obligation de ne diminuer par aucune mesure l'intégrité des revenus de ces diverses institutions, sans leur assurer en même temps une compensation équivalente. Je considère l'observation de ces prescriptions comme essentielle pour assurer à la souveraineté au Congo les ressources et la force indispensables à l'accomplissement de sa tâche.

En me dépouillant volontairement du Congo et de ses biens en faveur de la Belgique, je dois, à moins de ne pas faire œuvre nationale, m'efforcer d'assurer à la Belgique la perpétuité des avantages que je lui lègue.

Je tiens donc à bien déterminer que le legs du Congo fait à la Belgique devra toujours être maintenu par elle dans son intégrité. En conséquence le territoire légué sera inaliénable dans les mêmes conditions que le territoire belge.

Je n'hésite pas à spécifier expressément cette inaliénabilité, car je sais combien la valeur du Congo est considérable et j'ai, partant, la conviction que cette possession ne pourra jamais coûter de sacrifices durables aux citoyens belges.

Fait à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

---

### Maladie du sommeil.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,

A tous présents et à venir, Salut :

Voulant contribuer, autant qu'il est en Nous, à délivrer les popula-

tions de l'Afrique Centrale de la maladie du sommeil qui les décime, et à faire disparaître ce terrible fléau,

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

#### ARTICLE PREMIER.

Il sera alloué un prix de deux cent mille francs (fr. 200,000) à quiconque, sans distinction de nationalité, découvrira le remède pour guérir la maladie du sommeil.

#### ARTICLE 2.

Dès qu'il y aura lieu, un jury composé de trois médecins et présidé par un non-médecin, tous désignés par Nous, examinera les titres à l'obtention du prix.

Le jury examinera si les conditions dans lesquelles le prix doit être attribué sont remplies. Il Nous adressera un rapport sur les résultats de ses délibérations,

#### ARTICLE 3.

Un crédit de 300,000 francs (trois cent mille francs) est ouvert en vue d'effectuer et de favoriser les recherches sur la maladie du sommeil au point de vue de son traitement et de sa prophylaxie.

#### ARTICLE 4.

Ce crédit sera rattaché à l'article 4 du Budget des dépenses extraordinaires de 1906.

#### ARTICLE 5.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'État :

*Les Secrétaires Généraux,*

LIEBRECHTS.

Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

---



## Opérations de police et opérations militaires.

Le Secrétaire d'Etat,

Vu l'article 14 du décret du Roi-Souverain en date du 3 juin 1906,

Arrête :

### OPÉRATIONS DE POLICE.

I. — Aux termes de l'article premier du décret du 3 juin 1906, des opérations de police peuvent être ordonnées lorsque les populations indigènes, sans être en révolte ouverte contre les autorités de l'Etat et sans compromettre la sécurité publique ou la sûreté intérieure de l'Etat, ne remplissent pas les obligations leur imposées par la loi, entravent par leurs agissements le fonctionnement des services publics ou se livrent à des pratiques barbares, telles que les guerres intestines, les sacrifices humains, l'anthropophagie et la traite des esclaves.

II. — Le fonctionnaire territorial qui ordonne une opération de police désigne le commandant de troupe qui en assumera la direction ainsi que les corps de troupe qui y prendront part.

Les ordres qu'il donne à cette fin portent la mention : *Opération de police*. Ils indiquent d'une façon précise le but à atteindre, les directives à suivre et les moyens à employer; notamment ils spécifient que l'opération doit être pacifique et que le recours aux armes est interdit, sauf le cas de légitime défense de soi-même ou d'autrui.

III. — L'autorité compétente dont le rapport ou la réquisition aura provoqué l'opération de police accompagnera la troupe chargée d'y procéder chaque fois qu'il paraîtra désirable.

Elle ne pourra en aucun cas s'immiscer dans la direction des opérations ni dans le commandement de la troupe.

IV. — Le commandant de troupe est responsable du maintien de la discipline parmi les forces placées sous ses ordres: notamment, il veillera à ce qu'aucun soldat ne s'écarte de la colonne. Il mettra en état d'arrestation et livrera à la justice tout homme qui contreviendrait à cette règle ou se rendrait coupable d'abus quelconques.

V. — En arrivant dans la région où il aura à accomplir sa mission, le commandant de troupe chargé d'une opération de police prévendra les chefs indigènes de ce qu'il attend d'eux et les engagera à le seconder.

Il proclamera le caractère pacifique de sa mission et s'efforcera de rassurer les habitants qui sont demeurés étrangers aux actes incriminés.

Le cas échéant, il annoncera son intention d'occuper pacifiquement la région jusqu'à l'accomplissement de sa mission.

VI. — A l'issue de l'opération, le commandant de troupe remettra

un rapport détaillé au chef de secteur. Celui-ci le transmettra au Commissaire de district ou au chef de zone en y joignant ses observations ainsi que les plaintes dont il aurait été saisi.

Une copie dudit rapport et de ses annexes sera transmise au Gouverneur Général par les soins du Commissaire de district ou chef de zone.

VII. — Le commandant de troupe qui aura proposé la transformation des opérations de police en opérations militaires prendra, en attendant la décision des autorités compétentes, les mesures nécessaires pour sauvegarder sa troupe et protéger les personnes et les biens.

#### OPÉRATIONS MILITAIRES.

VIII. — Aux termes de l'article 7 du décret précité, des opérations militaires peuvent être ordonnées :

1<sup>o</sup> En cas d'attentat dirigé par des bandes armées, soit contre la personne des fonctionnaires publics ou des Européens, soit contre les biens ou établissements appartenant à l'Etat ou aux particuliers ;

2<sup>o</sup> En cas de rébellion ou de révolte armée et collective, lorsque les actes posés par les rebelles ou les révoltés compromettent la sécurité publique ou la sûreté intérieure de l'Etat ;

3<sup>o</sup> Lorsque, après une ou plusieurs opérations de police, les habitants ou un groupe d'habitants d'une région persistent, en vertu d'une action concertée, à se soustraire à leurs obligations légales et à résister aux décisions de l'autorité prises en conformité des lois, arrêtés ou règlements.

IX. — Le fonctionnaire territorial qui ordonne une opération militaire désigne le commandant de troupe qui en assumera la direction ainsi que les corps de troupe qui y prendront part.

Les ordres émis à cette fin portent la mention : *Opération militaire*. Ils indiquent nettement le but à atteindre, les directives à suivre ainsi que les conditions à imposer aux coupables. Ils recommandent d'accueillir dans un esprit de conciliation les offres de soumission qui seraient faites au cours de l'opération et de ne point les repousser sans les avoir dûment considérées.

X. — Le commandant de troupe chargé de la direction d'une opération militaire se conformera aux règles édictées au *Recueil administratif*, à l'article intitulé : « Rapports avec les indigènes ». Celui qui enfreindrait ces règles ou les laisserait enfreindre par ses subordonnés tomberait sous l'application de l'article 12 du décret précité et aurait à répondre de ses actes devant la juridiction militaire ou disciplinaire.

XI. — Au terme de sa mission, le commandant de troupe fera rapport sur la marche des opérations.

Ce rapport sera remis au Commissaire de district ou chef de zone,

qui, après examen, en transmettra copie au Gouverneur Général en mentionnant ses observations ainsi que toute plainte dont il aurait été saisi et la suite qui y aurait été donnée.

Bruxelles, le 23 juin 1906.  
Au nom du Secrétaire d'Etat :  
*Les Secrétaires Généraux,*

LIEBRECHTS.  
Ch<sup>r</sup> DE CUVELIER.  
H. DROOGMANS.

### Réorganisation de l'Administration des Finances au Congo.

Le Gouverneur Général,

Considérant qu'il y a lieu de régler les attributions du Directeur des Finances et du Conservateur des Titres Fonciers ;

Vu l'article 2 du décret postal du 16 septembre 1885 ;

Vu l'article 2 du décret postal du 16 avril 1877 (*Bull. Off.*, 1894, p. 209) ;

Vu le décret du 5 décembre 1905 sur l'organisation de l'Administration des Finances au Congo et spécialement son article 2 ;

Revu les arrêtés des 23 septembre 1886 et 30 juin 1887,

Arrête :

#### ARTICLE PREMIER.

Les attributions du Directeur des Finances et du Conservateur des Titres Fonciers sont déterminées comme suit :

#### *Directeur des Finances :*

- 1<sup>o</sup> Perception des impôts de toute nature ;
- 2<sup>o</sup> Comptabilité générale de l'Etat (ressortissant au Département des Finances) ;
- 3<sup>o</sup> Monnaies et questions monétaires ;
- 4<sup>o</sup> Commerce intérieur et extérieur ;
- 5<sup>o</sup> Sociétés de commerce
- 6<sup>o</sup> Immigration ;
- 7<sup>o</sup> Relations postales et télégraphiques.

*Conservateur des Titres Fonciers :*

- 1<sup>o</sup> Acquisition et location de terres par les particuliers ;
- 2<sup>o</sup> Enregistrement des terres ;
- 3<sup>o</sup> Cadastre ;
- 4<sup>o</sup> Occupation des terres ;
- 5<sup>o</sup> Domaine de l'État ;

Le Directeur des Finances et le Conservateur des Titres Fonciers sont, en outre, chargés des attributions spéciales qui leur sont confiées par les divers décrets, arrêtés et ordonnances.

## ARTICLE 2.

Le Directeur des Finances et le Conservateur des Titres Fonciers pourront correspondre avec tous les agents de l'Etat au sujet des divers services énumérés à l'article premier ; les fonctionnaires leur adresseront directement les rapports, lettres et documents concernant les affaires ressortissant à leurs attributions.

## ARTICLE 3.

Le Directeur des Finances adressera, au commencement de chaque mois, au Gouverneur Général, un état indiquant la quantité de numéraire se trouvant dans les caisses de l'Etat, afin que les comptables soient toujours à même de payer les mandats émis.

## ARTICLE 4.

Le Directeur des Finances et le Conservateur des Titres Fonciers feront rapport au Gouverneur Général sur toutes les affaires présentant quelque importance et prendront au besoin son avis.

Ils adresseront périodiquement au Gouverneur Général des rapports sur la marche de leurs services ainsi que sur les améliorations et modifications qu'ils jugeront utile d'y introduire.

## ARTICLE 5.

L'arrêté du 23 septembre 1886, ainsi que toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogés.

Boma, le 2 février 1906.

Baron WAHIS.



**Service des douanes aux frontières orientales de l'État.**

*Au nom du Gouverneur Général, absent,*

**LE VICE-GOUVERNEUR-GÉNÉRAL,**

Considérant qu'il y a lieu d'étendre les facilités pour l'accomplissement des formalités douanières aux frontières orientales de l'Etat ;

Revu l'arrêté du 3 octobre 1896 (*Bull. Off.*, p. 269) ;

Revu les arrêtés des 29 octobre 1902 et 23 juillet 1904 (*Bull. Off.*, p. 257) ;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 3 octobre 1896 sus-nommé,

**Arrête :**

**ARTICLE PREMIER.**

Le bureau établi à Mahagi, pour la perception des droits d'entrée et de sortie est transféré à Dobekelo.

**ARTICLE 2.**

Le bureau fiscal d'Irumu est supprimé.

**ARTICLE 3.**

Le Directeur des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur immédiatement.

Boma, le 26 janvier 1906.

LANTONNOIS.

**RÉGIME FONCIER.**

**Enregistrement des terres.**

**LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,**

Vu le décret du Roi-Souverain du 14 septembre 1886 ;

Revu l'arrêté du 8 novembre 1886,

**Arrête :**

**ARTICLE PREMIER.**

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 4 de l'arrêté du 8 novembre 1886 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la propriété d'un immeuble déjà enregistré sera transférée

- » par vente ou par échange, le contrat de vente ou d'échange devra
- » être fait et signé devant le Conservateur des Titres Fonciers.
- » Toutefois, en cas d'absence ou d'éloignement des parties, et à
- » défaut de mandataires institués en vertu d'une procuration spéciale
- » et authentique, le Conservateur des Titres Fonciers enregistrera les
- » actes de vente ou d'échange passés dans la forme authentique soit au
- » Congo, soit à l'étranger. »

#### ARTICLE 2.

L'article 6 du même arrêté est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

- « Lorsqu'une propriété immobilière sera donnée à bail pour une
- » durée de plus de cinq ans, le contrat de location sera soumis aux
- » formes prévues par l'article 4 pour les contrats de vente ou
- » d'échange. »

#### ARTICLE 3.

Le Conservateur des Titres fonciers est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à la date de ce jour.

Boma, le 23 février 1906.

Baron WAHIS.

#### Porteurs et travailleurs. — Recrutement. — Mesures d'exécution.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu l'article 6 du décret du 18 mai 1905,

Arrête :

#### ARTICLE PREMIER.

Les permis de recrutement de travailleurs, porteurs, etc., à employer dans les limites de l'Etat, sont délivrés par le Secrétaire Général. Les permis de recrutement pour les travailleurs destinés à être emmenés à l'étranger sont délivrés par le Gouverneur Général.

#### ARTICLE 2.

La demande de permis de recrutement doit être adressée, par écrit, au fonctionnaire compétent pour les délivrer.

## ARTICLE 3.

Cette demande déterminera le nombre approximatif d'indigènes que le requérant désire engager ou recruter, la région où ces recrutements doivent se faire, la durée approximative des engagements, d'une façon générale, l'emploi auquel les travailleurs seront affectés, éventuellement, le lieu de leur destination, autant que possible, le nom des personnes qui seront chargées des opérations de recrutement ou tout au moins la qualité et la résidence de l'agent qui dirigera les recrutements.

Si le requérant se présente en personne, il formule sa demande en signant la souche du registre qui sert à la délivrance des permis.

## ARTICLE 4.

Le permis spécifiera nettement la région dans laquelle le recrutement est autorisé.

Il est strictement interdit, sous les peines déterminées par le décret du 18 mai 1905, de recruter ou d'engager, en vertu du permis de recrutement, des indigènes dans d'autres régions que celles spécifiées au permis.

## ARTICLE 5.

Le permis de recrutement sera remis au requérant par l'intermédiaire du service des Finances, après recouvrement par un comptable de l'Etat de la taxe prévue.

## ARTICLE 6.

Les permis de recrutement ne sont valables que jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

## ARTICLE 7.

Le fonctionnaire qui a délivré le permis avise les commissaires des districts, dans lesquels les recrutements ou engagements peuvent avoir lieu, de la délivrance du permis, du nom du particulier ou de la société bénéficiaire, autant que possible de celui des personnes chargées des opérations de recrutement ou d'engagement, du nombre approximatif des indigènes à recruter, etc.

## ARTICLE 8.

Les chefs de poste délivrent les licences.

## ARTICLE 9.

La délivrance des licences est subordonnée à l'envoi par les personnes qui les réclament des renseignements suivants :

Nom (éventuellement, surnom), village d'origine, tribu, âge approximatif, genre de travail auquel les engagés seront affectés, durée probable de l'engagement, lieu présumé de leur destination.

La personne qui fera la demande de la licence sera considérée, en ce qui concerne l'application des dispositions du présent arrêté, comme ayant les travailleurs, porteurs, capitas, etc., en nom propre à son service, à moins qu'elle ne justifie, par la production d'un mandat écrit régulier, qu'elle agit au nom ou pour compte d'autrui.

Les renseignements relatifs à l'identité des indigènes, à la durée probable des engagements, au lieu de destination et au nom des maîtres ou patrons, la durée pour laquelle la licence est donnée et sa date d'expiration seront inscrits d'une façon détaillée dans la licence. Celle-ci sera datée et signée par le chef de poste. Il en sera conservé un double dans les archives.

## ARTICLE 10.

Les licences de capita ne se délivrent que pour permettre des engagements de groupes de travailleurs, tels que porteurs, payeurs, etc., dont les services n'ont, en aucun cas, une durée continue dépassant trois mois. La licence du capita fixe à vingt hommes au maximum l'effectif du groupe indigène que le capita pourra diriger, mais les hommes eux-mêmes pourront changer pendant la période visée par la licence, et l'effectif ne devra pas être toujours forcément au complet. Le capita pourra être engagé lui-même dans les mêmes conditions de durée que les travailleurs engagés individuellement.

## ARTICLE 11.

La délivrance de la licence est subordonnée à la remise entre les mains du chef de poste d'une reconnaissance du montant des sommes dues, datée et signée du maître ou patron. Cette reconnaissance est jointe aux bulletins d'avis à détacher du registre à souches, qui doivent être envoyés au Directeur des Finances. Le Directeur des Finances veille au recouvrement des sommes dues par le comptable de l'Etat.

## ARTICLE 12.

Les commissaires de district ou leurs délégués, chefs de zone, de secteur, de poste s'assureront, en toutes circonstances, de l'identité des travailleurs, de la légalité des liens qui existent entre eux et ceux qui les emploient, mais ils auront soin de procéder à cet examen de façon à n'apporter aucune perte de temps sensible dans les travaux des engagés ou dans la marche des porteurs.



## ARTICLE 13.

Les chefs de poste font parvenir mensuellement au commissaire de district le relevé des licences délivrées au bénéfice des particuliers ou sociétés.

Les commissaires de district enverront trimestriellement au Directeur des Finances la copie de ces relevés.

## ARTICLE 14.

La licence est personnelle. Les travailleurs ou capitas sont tenus d'exhiber leur licence à tous les fonctionnaires de l'État qui en feraient la demande. Les travailleurs dirigés par un capita doivent toujours être employés dans des conditions permettant le contrôle prévu à l'article 12.

Dans le cas où des travailleurs ou capitas ne pourraient reproduire une licence qui leur aurait été délivrée, ils seront passibles des peines prévues au décret du 18 mai 1905, à moins qu'il n'y ait pas faute de leur part. Toute licence perdue sera remplacée contre paiement d'une taxe fixe de 3 francs.

Les maîtres ou patrons seront passibles des mêmes peines, lorsqu'ils auront employé des travailleurs ou capitas sans avoir fait au préalable les démarches nécessaires pour les faire munir d'une licence régulière.

Il en sera de même lorsqu'ils se seront servis, pour les indigènes qu'ils emploient, des licences délivrées à ces travailleurs pour le compte et au bénéfice d'un autre particulier ou d'une autre société, association, etc.

## ARTICLE 15.

Dès que le terme de service des travailleurs ou capitas est expiré, les patrons ou maîtres renvoient au chef de poste qui les a délivrés, les licences des intéressés. Ils notifient à la même autorité et sans retard les décès et désertions.

## ARTICLE 16.

La somme prévue pour l'obtention d'un permis de recrutement sera due par les particuliers, sociétés de commerce ou autres et exigible sur simple sommation, dès qu'ils auront à leur service un nombre de travailleurs supérieur à dix. Les peines prévues par le décret du 18 mai 1905 seront de plus applicables à ceux qui auront voulu se soustraire à l'obligation de l'obtention d'un permis de recrutement.

## ARTICLE 17.

Les infractions commises par les particuliers, agents de sociétés ou autres aux prescriptions ci-dessus, seront punies conformément à l'article 7 du décret du 18 mai 1905.

## ARTICLE 18.

Les arrêtés des 26 juin 1889, 1<sup>er</sup> janvier 1890 et 15 avril 1896 se rapportant au recrutement et à l'engagement des travailleurs, porteurs, etc., tant pour le service des particuliers que pour celui de l'Etat, sont abrogés et remplacés par les dispositions du présent arrêté.

## ARTICLE 19.

Le Secrétaire Général, les Directeurs des Finances et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Boma, le 30 juin 1905.

Baron WAHIS.

---

Louage ou contrat de service entre noirs  
et non-indigènes. — Visa.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu l'article 15 du décret du 8 novembre 1888,

Arrête :

Les contrats de louage de service des noirs destinés à être emmenés en dehors du district doivent être constatés par un acte écrit dressé, soit à l'intervention du commissaire de district du lieu d'origine ou de son délégué, soit à l'intervention du commissaire de district dans le ressort duquel les engagés doivent résider ; dans ce dernier cas, les particuliers, sociétés de commerce et autres sont tenus de signifier, dès que les contrats auront été passés, la liste des travailleurs au commissaire de district du lieu d'origine des engagés.

Cette liste comprendra les différentes conditions du contrat.

La même formalité sera remplie par le commissaire de district à l'intervention duquel les contrats auront été passés.

En outre, pour les noirs destinés à être emmenés hors des limites de l'Etat, l'acte écrit, dressé à l'intervention du commissaire de district, devra être approuvé par le Gouverneur Général.

## ARTICLE 2.

Les fonctionnaires désignés pour viser ou dresser les contrats de service entre noirs et non-indigènes sont :

A Boma, le juge du tribunal de 1<sup>re</sup> Instance ou le greffier de ce tribunal délégué par lui.

A Matadi et à Léopoldville, le juge territorial, docteur en droit, ou,

à son défaut, l'officier du ministère public, docteur en droit, auprès du tribunal territorial.

Dans les autres districts et dans les zones, l'officier du ministère public, docteur en droit, attaché au district ou à la zone ; à son défaut, le commissaire de district ou chef de zone, et à défaut de l'un de ces deux derniers, leur remplaçant respectif au chef-lieu du district ou de la zone.

Toutefois, quand le travailleur est engagé au service de l'État, le contrat sera visé par le commissaire de district, le chef de zone ou le chef de secteur le plus proche du lieu d'engagement, à défaut ou en l'absence de l'officier du ministère public, docteur en droit, attaché au district ou à la zone.

#### ARTICLE 3.

L'autorité compétente ne dressera de contrat de louage de service ou n'y apposera son visa qu'après s'être assurée que les engagés ont une connaissance parfaite de leurs engagements.

Le droit dû pour l'accomplissement de ces formalités est exigible dès que les contrats sont dressés et visés.

La somme due sera inscrite sur les contrats.

Les commissaires de district informeront sans retard le Directeur des Finances des sommes à percevoir de ce chef.

#### ARTICLE 4.

La taxe exigée pour le visa de chaque contrat sera de 10 francs. Cette taxe sera également de 10 francs pour la rédaction des contrats à dresser par les personnes énumérées dans l'article 2 du présent arrêté.

Cette taxe s'applique à un contrat comprenant un nombre indéterminé de travailleurs, pourvu qu'ils soient engagés vis-à-vis d'un même maître et aux mêmes conditions.

#### ARTICLE 5.

Les infractions au présent arrêté seront punies d'une amende de 10 à 500 francs et de huit jours à un mois de servitude pénale ou de l'une de ces peines seulement.

#### ARTICLE 6.

Les arrêtés du 28 mars 1890 et du 1<sup>er</sup> novembre 1898 sont abrogés.

#### ARTICLE 7.

Le Directeur de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Boma, le 30 juin 1905.  
Baron WAHIS.

## Chasse à l'éléphant.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
Vu le décret du 25 juillet 1889 ;  
Vu le décret du 29 avril 1901 ;  
Revu l'arrêté du 5 octobre 1889,  
Arrête :

### ARTICLE PREMIER.

Pour chasser l'éléphant dans les parties du territoire non constituées en réserve de chasse, il faut être muni d'un permis ou d'une autorisation, délivrés conformément aux dispositions du présent arrêté.

### ARTICLE 2.

Le permis est exigé pour toute chasse à l'éléphant au moyen d'armes à feu autres que le fusil à silex. Il est délivré par le Gouverneur Général.

### ARTICLE 3.

L'autorisation peut être accordée aux indigènes par écrit ou verbalement par les commissaires de district, quand les chasseurs d'éléphants se servent uniquement de fusils à silex ou de lances. Les commissaires de district tiendront note des conditions auxquelles les autorisations auront été accordées.

### ARTICLE 4.

La demande de permis doit être faite par écrit ; elle mentionne les noms, les prénoms et la résidence des intéressés, les limites du terrain de chasse qu'ils se proposent et donne une description suffisante des armes à feu possédées, tant par les chasseurs que par les indigènes qui les accompagnent.

Ces demandes doivent être remises au commissaire du district de la résidence des intéressés, qui les transmet avec avis au Gouverneur Général.

### ARTICLE 5.

Les permis délivrés par le Gouverneur Général doivent, sous peine de nullité, être visés par le commissaire du district dans lequel la chasse a été accordée.



## ARTICLE 6.

Les permis ne sont délivrés que pour une période annuelle d'ouverture de la chasse, du 15 mai au 14 octobre ; les commissaires de district ont le droit d'en suspendre provisoirement la validité. Ils rendent compte des motifs de cette mesure au Gouverneur Général.

## ARTICLE 7..

L'autorisation verbale ou écrite n'est donnée que pour la même période. Elle peut être retirée en tout temps par le fonctionnaire qui l'a accordée.

## ARTICLE 8.

Les porteurs de permis ou d'autorisations écrites doivent les présenter, à toute réquisition, aux fonctionnaires de l'Etat.

## ARTICLE 9.

Toutes les armes à feu dont la description ou l'énumération figurent sur les permis doivent également être présentées à toute réquisition.

## ARTICLE 10.

La délivrance du permis de chasse est soumise au paiement d'une taxe de 500 francs. Il est perçu, en outre, une taxe de 50 francs pour chaque arme à feu autre que les fusils à silex et une taxe de 10 francs pour chaque fusil à silex en possession du chasseur ou des gens qui l'accompagnent.

## ARTICLE 11.

L'autorisation accordée aux indigènes, soit verbalement, soit par écrit, par les commissaires de district, en vertu de l'article 3 du présent arrêté, est subordonnée à la condition qu'une partie de l'ivoire récolté par la chasse restera à l'Etat.

La partie de l'ivoire ainsi remise à l'Etat ne peut dépasser la moitié du poids total de l'ivoire récolté.

L'autre moitié est la propriété des chasseurs indigènes autorisés. Il est apposé sur cet ivoire une marque spéciale au moyen d'un poinçon. L'ivoire ainsi poinçonné est exempt de toute imposition, exception faite des droits de sortie, au cas où il quitterait le territoire de l'Etat.

Le chasseur indigène autorisé qui, pour une cause quelconque, ne peut faire poinçonner lui-même l'ivoire qu'il a récolté, peut le céder à

des tiers, à charge pour ceux-ci de le soumettre à la formalité du poinçonnage et de remettre à l'Etat, pour le chasseur et en son nom, la quantité stipulée à l'alinéa 2 du présent article.

#### ARTICLE 12.

Toute personne peut, pour défendre sa vie ou sa propriété menacée par un ou plusieurs éléphants, se servir de ses armes pour les repousser. Si cette circonstance détermine la capture ou la mort d'un éléphant, l'animal devra être remis au commissaire de district.

Ce fonctionnaire décidera, après examen des circonstances, si l'éléphant doit être remis à l'Etat en tout ou en partie.

Les dépouilles ou parties quelconques des éléphants tués et capturés par les agents de l'Etat feront retour à l'Etat.

#### ARTICLE 13.

Quiconque sera trouvé chassant l'éléphant, en contravention aux dispositions du présent arrêté, sera puni d'une amende de 25 à 500 fr., ou d'une servitude pénale d'un mois à deux ans, ou d'une de ces peines seulement.

Quiconque, en contravention de ces dispositions, se sera approprié un éléphant capturé ou tué à la chasse, des dépouilles ou parties quelconques d'un éléphant, sera puni des peines édictées par l'article 19 du Code pénal. Le recèlement sera puni conformément à l'article 29 du même Code.

Les dépouilles ou parties quelconques des animaux tués en contravention des dispositions du présent arrêté, de même que celles qui auront été recélées, seront confisquées.

#### ARTICLE 14.

L'arrêté du 5 octobre 1889 est abrogé.

#### ARTICLE 15.

Les Directeurs des Finances et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Léopoldville, le 30 septembre 1905.

Baron WAHIS.

---

**Protection des animaux vivant à l'état sauvage.**

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret du 29 avril 1901 ;

Vu le décret du 27 juillet 1905, et spécialement son article 2.

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les personnes qui auraient capturé ou tué, en temps prohibé, les animaux sauvages désignés par le décret du 29 avril 1901, qu'il est permis de chasser ou de tuer, de même que celles qui, même en temps prohibé ou même dans les territoires constitués en réserve de chasse, auraient capturé ou tué des animaux prévus par le décret du 29 avril 1901, dans des cas et dans des conditions licites, peuvent s'adresser à l'autorité administrative la plus voisine du lieu de capture ou de chasse pour obtenir une attestation du caractère licite des circonstances dans lesquelles les animaux ont été capturés ou tués.

ARTICLE 2.

La délivrance de cette attestation est subordonnée à la présentation des animaux ou de leurs dépouilles et à la justification, par les intéressés, du caractère licite de la capture ou de la chasse.

Cette justification devra être apportée endéans un délai qui ne sera pas supérieur à quinze jours, depuis le jour de la capture ou de la chasse.

ARTICLE 3.

Cette justification peut se faire par les voies ordinaires.

ARTICLE 4.

Lorsque la justification prévue ci-dessus sera apportée à la satisfaction de l'autorité administrative, les animaux ou leurs dépouilles faisant l'objet de la justification seront marqués d'un timbre ou sceau du modèle arrêté par l'Administration.

ARTICLE 5.

Lorsque pareille marque ne pourra être apposée, il sera délivré, par l'autorité administrative, une déclaration écrite spécifiant l'espèce d'animal tué, fixant, autant que possible, son identité et attestant la

régularité de la capture ou de la chasse. Cette attestation sera datée et signée.

L'apposition de la marque ou la délivrance de l'attestation se fera sans frais.

#### ARTICLE 6.

La marque apposée sur l'ivoire des éléphants chassés légalement par les indigènes, ainsi qu'il est dit à l'article 11, aliéna 3, de l'arrêté du 30 septembre 1905 sur la chasse à l'éléphant, équivaut à l'attestation prévue aux articles 4 et 5 du présent arrêté.

#### ARTICLE 7.

La présente réglementation ne porte pas atteinte au droit des intéressés de prouver, par tous autres moyens, la régularité de la capture ou de la chasse.

#### ARTICLE 8.

Le Directeur de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Léopoldville, le 30 septembre 1905.

Baron WAHIS.

---

### Circulaires et instructions sur la mise à exécution des décrets du 3 juin 1906.

#### IMPOSITIONS DIRECTES ET PERSONNELLES.

##### *Instructions du 8 septembre 1906.*

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les nouvelles dispositions législatives relatives aux impositions directes et personnelles, insérées aux pages 230 et suivantes du *Bulletin officiel* de l'année courante, et de vous donner, ci-dessous, quelques explications en ce qui concerne leur mise en vigueur.

En vertu du 3 juin 1906, la colisation des contribuables sera fixée en argent. Cela ne veut pas dire que l'impôt doit être exigé en argent. Le Gouvernement ne désirant pas changer brusquement les conditions dans lesquelles les prestations sont actuellement exigées, ni jeter la perturbation dans les habitudes des indigènes, au risque de provoquer des mécontentements et des conflits, comme il s'en est produit dans



les colonies voisines, continuera, comme maintenant, à percevoir l'impôt de la manière qui correspond le mieux à leur degré de développement.

Ce serait, d'ailleurs, anticiper sur les événements que de décréter d'autorité l'emploi de la monnaie dans tout l'Etat. Le Gouvernement ne veut établir ce régime que par étapes prudentes et seulement chez les populations où il pourra répondre à un besoin ou à une utilité.

Cependant, outre que la cotisation en argent offre une base d'évaluation certaine et fongible, que les tableaux d'équivalence permettent aisément de convertir en travail ou en produits, la nouvelle loi vient accorder à l'indigène la faculté de se libérer en monnaie là où il possède du numéraire. Ce cas ne se présentera aujourd'hui que dans le Bas-Congo et autour des centres de population blanche du Moyen-Congo, où la monnaie se trouve introduite depuis quelques années. Mais là même on demandera l'impôt en ordre principal sous forme de travail ou de produits, sans l'exiger en argent. Même les indigènes qui sont au service de blancs fourniront l'impôt en travail, si mieux ils n'aiment satisfaire en numéraire.

Dans les régions du Haut-Congo, où l'Etat a aliéné ou concédé certaines parties de son domaine privé, et où il ne dispose plus des produits des forêts, l'impôt ne sera levé dans les débuts que dans le voisinage immédiat des stations de l'Etat ou des postes de police et sera étendu progressivement. Il sera perçu sous la forme de vivres ou de main-d'œuvre qui pourrait être employée, par exemple, soit à l'entretien de routes ou de ponts, soit à des plantations de rapport à établir autour des stations, dans des conditions avantageuses.

L'application de l'impôt sera étendue progressivement dans ces régions, à mesure que les circonstances permettront la fondation de nouvelles stations.

Au sujet de l'application de l'impôt aux indigènes de ces contrées, je vous prie de me faire parvenir, sans aucun retard, vos propositions documentées, en vous basant sur les projets ci-dessus esquissés et en vous pénétrant essentiellement du principe que le rendement de l'impôt doit, au moins, couvrir les frais nécessaires à sa perception. Il y aura lieu également de ne pas perdre de vue, dans l'examen de la question, que la loi (art. 2<sup>bis</sup>, 3) exige de tenir compte de la distance à parcourir par les contribuables pour se rendre sur les lieux où s'effectueraient les travaux.

La loi, par son article 2 nouveau, me laisse le soin de fixer le taux de l'impôt, tout en stipulant qu'il ne peut être inférieur à 6 francs et supérieur à 24 francs par an.

Les éléments me manquant pour arrêter dès maintenant, conformément au vœu de la loi, le taux de l'impôt « proportionnellement aux ressources des diverses régions et des populations et au degré de développement des indigènes », je vous prie de le fixer *provisoirement* vous-même pour les diverses régions de votre district. Vous me communiquerez *sans tarder*, vos propositions motivées au sujet du taux que vous préconisez pour chacune des régions placées sous votre autorité. Vous aurez soin de ne pas le fixer d'une manière arbitraire, et vous voudrez tenir compte, ainsi que l'exige la loi, des ressources des diverses régions et des populations et du degré de développement des indigènes.

L'article 28 stipule que « chaque année, avant le 1<sup>er</sup> septembre, les Commissaires de district dressent les rôles des impôts dus, pour l'année suivante, par les indigènes habitant le territoire du district ». Il doit être bien entendu qu'à la date susindiquée, les rôles continueront, comme par le passé, à être rendus à Boma, conformément à ma lettre n° 4824 G, en date du 25 août 1905, de manière à ce qu'ils puissent être retournés dans les districts, dûment revêtus de mon approbation, suffisamment à temps pour y être mis en recouvrement à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant.

Le décret exige, au surplus, l'établissement, avant le 1<sup>er</sup> mars, de rôles supplémentaires, sur lesquels seront inscrits les indigènes recensés après le 1<sup>er</sup> septembre, de sorte que tout indigène recensé après l'envoi des rôles à Boma ne pourra plus se soustraire impunément à ses obligations fiscales pendant près d'une année.

Quant au nombre de rôles à transmettre à Boma, aux fins de vérification et d'approbation, il y aura lieu de s'en tenir aux instructions en vigueur.

Je crois superflu, Monsieur le Commissaire de district, d'insister encore ici sur la nécessité de faire poursuivre, sans relâche, les importantes opérations du recensement, et je vous confirme, à ce sujet, ma circulaire du 9 mars 1906, qui expose les méthodes préconisées par deux hauts fonctionnaires de l'Etat.

Il est nécessaire, en effet, — et les efforts de tous doivent tendre à ce but, — que l'on obtienne, aussi rapidement que possible, l'application absolue et rigoureuse de la loi sur les impositions directes et personnelles, qui exige que tous les indigènes adultes et valides *indistinctement* paient l'impôt, à la seule exception de ceux se trouvant dans les conditions de l'article 29. Ainsi que vous l'aurez remarqué, l'article 2 du nouveau décret pose le principe de l'impôt général, sans faire de distinction entre les sexes. Toutefois, en ce qui concerne l'imposition des femmes, la circulaire du 9 mars 1906 vous fait connaître le sentiment du Gouvernement au sujet de cette question. Il y aura donc lieu, lorsque — et ce sera d'ailleurs le cas général — l'impôt ne sera pas acquitté en numéraire :

1° De ne jamais demander le concours des femmes pour l'accomplissement de travaux pénibles ;

2° De ne les attacher qu'à des travaux auxquels elles ont l'habitude de participer d'après les us et coutumes du pays.

Aux termes de l'article 29, la remise totale ou partielle de l'impôt doit résulter d'un arrêté motivé.

Il n'est pas possible que je prenne un arrêté spécial pour chacun des indigènes qui seraient l'objet d'une mesure de ce genre. C'est pourquoi je vous prie de mentionner dans la colonne « Observations » du rôle, les motifs des remises totales ou partielles que vous seriez amené à proposer. L'approbation du rôle, étant un acte du pouvoir du Chef du Gouvernement Local, vaudra donc, en ce qui concerne les remises, un arrêté motivé et en liendra lieu. Vous remarquerez également que, étant donné que le rôle général seul porte l'approbation du Gouverneur Général, chaque fois qu'il y aura lieu d'appliquer à des indigènes les dispositions de l'article 29, ils devront faire l'objet d'un rôle séparé,

par poste, de manière à pouvoir figurer globalement sous un article du rôle général.

Des instructions spéciales vous sont données plus loin en ce qui concerne le tableau des équivalences dont l'établissement est prescrit par l'article 31.

L'article 32 s'occupe du recouvrement des impositions, mission confiée aux chefs de poste et aux agents de l'Etat spécialement désignés par le Gouverneur Général, sous la surveillance des Commissaires de district. Il proscriit l'emploi, pour la rentrée des prestations, de capitas et sentinelles, armés de fusils à piston ou perfectionnés.

Conformément à l'article 33, l'impôt, lorsqu'il est payé, *en travail ou en produits*, doit être rémunéré. La rémunération ne peut évidemment se comprendre lorsqu'il s'agit d'un impôt payé en argent. Ainsi qu'il est exposé au début de cette lettre, la loi nouvelle consacre le maintien du régime antérieur partout où, à défaut de numéraire, le travail et les produits seront demandés aux populations indigènes. Dès lors, de nombreuses raisons militent en faveur de la conservation de la rémunération. En effet, elle excite l'indigène à payer son impôt en nature et elle sera certainement un élément très important pour sa rentrée régulière. Au surplus, il serait dangereux de supprimer une faveur que le premier décret accordait aux natifs, et ceux-ci seraient mécontents de sa suppression.

Pour la rémunération des contribuables, cet article répond à une critique produite par la Commission d'Enquête, qui a exprimé le vœu que les indigènes fussent toujours payés en marchandises de *leur choix*, ou qu'à leur gré, les paiements fussent espacés selon leurs besoins et leurs désirs.

C'est dans ce dessein que le Gouvernement a décidé de créer des « Magasins de l'Etat » et de permettre la délivrance de bons à valoir sur ces magasins. Ces magasins existent en réalité, attendu que tous les postes de perception disposent d'articles d'échange destinés à rémunérer les prestations.

En tolérant l'émission de bons, le Gouvernement entend que les indigènes aient la faculté de se présenter dans un poste quelconque d'une unité administrative pour y recevoir les articles de leur choix.

L'article 35 du règlement annexé du décret du 18 novembre 1903, qui autorisait à commissionner, dans des régions déterminées, des délégués aux fins de percevoir le produit des prestations, est abrogé. Seuls donc, désormais, les chefs de poste et les agents de l'Etat désignés à l'article 32 ont qualité pour percevoir l'impôt, et cette règle ne souffrira aucune exception.

Je vous serais, en conséquence, obligé, Monsieur le Commissaire de district, de porter, dès la réception de la présente, cette décision à la connaissance des Directeurs des Sociétés établies dans votre district, dont les agents auraient bénéficié des dispositions de l'article 35 de l'ancien règlement. *Vous les inviterez à vous restituer, sans aucun retard, les commissions délivrées à leurs agents.* Les commissions dont il s'agit devront m'être transmises par premier courrier. Le vœu du Gouvernement de voir abolir la pratique ancienne, qui a été la cause d'abus, doit être réalisé *immédiatement*, et je vous prie de vouloir bien y tenir la main. Ces sociétés devront, désormais, pour la mise



en valeur de leurs propriétés ou concessions, recourir exclusivement à la main-d'œuvre volontaire et salariée.

Il me paraît nécessaire de souligner les nouvelles dispositions des articles 54, 55 et 56 réglant la contrainte.

L'article 54 énonce, à nouveau, le principe de cette sanction. Comme sous le régime de l'ancien règlement, ce mode d'exécution est subsidiaire et ne peut être appliqué qu'à défaut de biens saisissables; il n'est pas sans utilité de le proclamer en présence des mesures prises d'autre part par le Gouvernement pour favoriser le développement de la propriété indigène.

Afin de prévenir l'arbitraire, les articles 55 et suivants définissent exactement la contrainte et la manière dont elle sera appliquée.

Vous remarquerez, Monsieur le Commissaire de district, que ces dispositions comblent certaines lacunes de l'ancienne législation, en précisant les délais, les formes de procédure et la compétence des autorités chargées de ces devoirs.

La perception de l'impôt et le droit d'appliquer la contrainte sont donc désormais réservés aux fonctionnaires et agents de l'Administration à ce qualifiés par les articles 56 et 57.

La procédure tracée par ces articles rend sans objet le recours aux Commissaires de district accordé anciennement aux prestataires contraints. La contrainte étant prononcée sans appel, le Gouvernement, dans son souci de voir appliquer, avec la plus scrupuleuse équité, les dispositions relatives à la contrainte, attire votre attention sur l'importance qu'il attache aux rapports mensuels prescrits par l'article 60. Il est nécessaire que tous les fonctionnaires exerçant un commandement territorial contrôlent étroitement les faits signalés dans les rapports de leurs subordonnés et répriment toute rigueur inutile. Il ne doit pas être perdu de vue que la contrainte est personnelle et ne doit atteindre que le contribuable en défaut de payer l'impôt (art. 61, § 2).

Le second décret, relatif aux impositions directes et personnelles, fixe les détails de l'application de l'ordonnance du 12 mai 1905, qui autorisait l'établissement de rôles collectifs. Le décret est conçu dans les mêmes principes que cette ordonnance, à laquelle il se borne à apporter quelques légères modifications et quelques développements.

Vous remarquerez, Monsieur le Commissaire de district, que l'article 2 prescrit la mention, dans les rôles, d'une indication que n'exigeait pas l'ordonnance : le total de la rémunération globale, avec indication du taux moyen de cette rémunération par contribuable. Les développements du décret concernent principalement l'intervention des chefs indigènes dont les droits et les devoirs ont été nettement définis par un autre décret du 3 juin 1906 complétant l'institution des chefferies.

Pour assurer le succès de cette organisation, il importe que les autorités de l'État prennent grand soin de conserver aux chefs le prestige qui leur est nécessaire pour maintenir les populations dans l'obéissance et apporter un concours utile à l'administration de l'État. C'est pourquoi l'article 7 exempte personnellement les chefs de l'impôt. Leur intervention dans la perception doit être spécialement rémunérée. Je vous confirme, à cette occasion, la teneur de ma



lettre 4650 G, du 18 août 1905. Les chefs ne garantissent pas le paiement de l'impôt, qui n'est poursuivi que contre les contribuables récalcitrants, mais ils sont responsables au besoin par corps de leur faute ou de leur négligence personnelle dans le recouvrement. La contrainte qui peut leur être appliquée, à cette fin, ne consiste que dans l'internement au chef-lieu. L'interprétation stricte de l'article 7 ne permet pas de les soumettre au travail. Il faut éviter, en effet, que l'application de la contrainte, qui doit constituer pour eux un avertissement et un rappel à leurs obligations, ne ruine leur crédit auprès de l'indigène, au grand détriment de l'État.

Les articles 8 et 9 exposent la procédure spéciale à suivre pour l'application de la contrainte aux indigènes imposés par village, qui refuseraient collectivement la fourniture de leurs prestations. Les refus individuels isolés sont poursuivis conformément aux règles formulées ci-dessus (art. 5).

Pour ce qui regarde l'interprétation générale de la loi, vous aurez, Monsieur le Commissaire de district, à vous en tenir, en plus des considérations dans lesquelles j'ai cru devoir entrer dans la présente lettre, aux passages (pp. 178 et suiv.) du « Rapport du Roi », s'occupant de l'impôt indigène et qui constituent, en quelque sorte, l'exposé des motifs de cette législation.

L'époque de la mise en vigueur de la loi nouvelle, n'étant pas fixée dans les décrets du 3 juin dernier, est déterminée par application des textes régissant la publication des actes officiels (O. LOUWERS, *Lois en vigueur dans l'Etat Indépendant du Congo*, pp. 344 et 345). Par conséquent, les rôles supplémentaires, qui devront être établis pour le 1<sup>er</sup> mars prochain, seront dressés sous l'empire de la loi de juin 1906, et il en sera naturellement de même pour les rôles de 1908, qui devront arriver à Boma avant le 1<sup>er</sup> septembre 1907.

Je donne des ordres afin que les imprimés nécessaires à l'établissement des rôles d'imposition et aux formalités de la perception vous soient transmis d'urgence.

Je joins à la présente dépêche un exemplaire de chacune de ces formules, sur l'emploi desquelles je vous donne ci-après quelques explications.

La formule Finances, *Modèle n° 89* ci-annexée est un rôle d'impositions à dresser individuellement. Vous remarquerez tout d'abord qu'il renseigne actuellement des taxations annuelles et non plus mensuelles, comme auparavant. Les agents percepteurs feront eux-mêmes la division des cotes selon la périodicité des paiements ; celle-ci, sera, cependant, autant que possible, mensuelle.

La première colonne contient les numéros d'ordre des contribuables. Dans la deuxième colonne sont indiqués les noms de ces derniers ; cette liste devra être vérifiée et complétée tous les ans par un recensement.

La troisième colonne renseigne le taux des impositions évalué en numéraire.

On pourrait se demander si la colonne 3 est nécessaire, l'impôt étant égal pour tous les contribuables relevant d'un même poste ; mais il ne faut pas oublier que l'article 29 du décret me permet d'exempter totalement ou partiellement certains indigènes de l'impôt.

Il faudra donc, le cas échéant, indiquer dans la colonne 3 le montant de l'imposition à payer par ceux qui ont obtenu une remise partielle. Quant à ceux qui ont obtenu une remise totale, ils ne pourront être omis de la liste. Il ne faut pas, en effet, qu'ils soient perdus de vue au recensement de l'année suivante. De plus, ainsi qu'il a été dit plus haut, ces indigènes devront être inscrits sur un rôle séparé, de manière à pouvoir faire l'objet d'un article du rôle général.

Dans les colonnes suivantes, on indiquera la manière dont les indigènes peuvent s'acquitter de l'impôt. Ils le peuvent, soit en produits des cultures ou de l'industrie indigènes, soit en travail représenté par la récolte et la fourniture d'une certaine quantité de produits domaniaux ou la prestation de certains travaux ordinaires proprement dits, tels que transports, travaux publics, plantations de rapport, etc. Ces travaux ne doivent pas être confondus avec les travaux ordinaires à exécuter dans les stations, lesquels, en vertu de l'article 31 du règlement, ne peuvent être exigés qu'en cas de nécessité et en suite de mon autorisation, qui ne sera accordée que sur proposition motivée de votre part. Vous remarquerez également que l'article 31 n'admet qu'à titre *exceptionnel* la fourniture de bétail ou d'oiseaux de basse-cour.

Si l'impôt est fourni en produits indigènes, le rédacteur du rôle indiquera, dans une ou plusieurs des colonnes 4 à 14, la nature et la quantité des produits par lesquels chacun des indigènes est admis à se libérer.

Si l'impôt est payé totalement ou partiellement en travail — que celui-ci soit fourni en produits domaniaux ou en travaux proprement dits — on indiquera, dans tous les cas, dans la colonne 24, le nombre d'heures dues par chaque indigène. La représentation de ces heures en produits et en travaux proprement dits est indiquée, en outre, pour chacun, dans les colonnes 16 à 22 et 25 à 30. Cette conversion se fait au moyen des tableaux d'équivalences. C'est aussi par ces tableaux que l'on obtient le taux des rémunérations à inscrire dans les colonnes 15, 23 et 31. La colonne 32 est destinée à l'indication des dates d'échéance de l'impôt.

Sur la page de titre, deux tableaux doivent être remplis ; le premier indique le montant de l'imposition en numéraire pour le dernier exercice *clôturé*, pour l'exercice en *cours* et pour l'exercice dont les rôles doivent être approuvés. Ainsi, les rôles de 1908 devant être approuvés en 1907, le tableau renseignera la taxation pour 1906, 1907 et 1908. Il va de soi que ce n'est qu'à la troisième année d'application que l'on pourra remplir les trois colonnes du premier tableau. Le second tableau du titre indique le rendement des prestations d'après les divers modes d'acquittement admis. On indiquera le rendement réel pour le dernier exercice *clôturé* 1906. Pour l'exercice en cours, on indiquera le rendement prévu, de même pour l'exercice à approuver. Sans doute, ces tableaux n'indiquent le rendement effectif que pour le dernier exercice *clôturé* et se bornent à indiquer les prévisions pour l'exercice en cours. Cette dernière indication peut paraître insuffisante, mais les rapports mensuels dont parle l'article 60 du règlement fourniront quelques conjectures quant à l'écart qu'il y aurait éventuellement entre les prévisions de l'exercice en cours et le rendement effectif.

La formule Finances, Modèle n° 89<sup>bis</sup>, est un rôle d'imposition collective par groupe d'un ou de plusieurs villages. Il sera dressé d'après les mêmes principes que les rôles individuels ; au lieu de renseigner les indigènes collectivement, on renseignera les villages avec le nom de leur chef. En tête du rôle figurera le nom du chef de groupe.

La disposition des colonnes est identique à celle des rôles individuels, sauf que, pour satisfaire à l'article 2 du décret du 3 juin 1906 sur l'impôt collectif, les colonnes renseignant le taux de l'impôt et les rémunérations doivent être divisées et indiquer, en même temps que le montant global, la moyenne par contribuable.

La formule Finances, Modèle n° 89<sup>ter</sup>, est un rôle général des prestations par *district*. Il est dressé par les *Commissaires de district* d'après les totaux des rôles détaillés individuels ou collectifs (Fin. mod. 89 et 89<sup>bis</sup>). La première colonne du rôle général contient un numérotage d'ordre qui doit correspondre avec les numéros inscrits en tête de chaque rôle détaillé 89 et 89<sup>bis</sup>.

La formule Finances, mod. n° 90, est un tableau d'équivalences qui sera dressé par région. Le nombre des documents de l'espèce par district dépendra des circonstances locales et de la variété des éléments dont il faut tenir compte pour les établir.

Ces tableaux renseigneront désormais tous les produits, tant ceux provenant de l'industrie ou des cultures indigènes que *les produits domaniaux*.

Pour les premiers, on établira l'équivalence uniquement en argent d'après la valeur des produits. L'indigène qui fournit ses propres produits fournit, en effet, à l'Etat leur valeur complète.

Quant aux produits domaniaux, les tableaux renseigneront une double équivalence : en travail et en argent. L'indigène qui remet à l'Etat des produits domaniaux ne fournit, en effet, à celui-ci que la valeur de sa main-d'œuvre, puisque le produit appartient à l'Etat. Vous devrez donc évaluer d'abord le nombre d'heures de travail nécessaires pour récolter une certaine quantité de produits, un kilogramme, par exemple, puis la rémunération due pour ce travail d'après les salaires locaux. Cette rémunération se calculera de la même manière que sous le régime antérieur et en tenant compte du même taux de salaires, mais elle devra désormais être exprimée en numéraire sur les tableaux d'équivalences. En indiquant l'équivalence des produits domaniaux en travail et en numéraire, les tableaux renseigneront donc, du même coup, la rémunération due à ceux qui s'acquittent en travaux proprement dits.

La formule Finances, Modèle n° 93, est l'avertissement (Avertissement-Sommation) prescrit par l'article 58, paragraphe 1<sup>er</sup> du règlement et qui doit être envoyé par l'intermédiaire du chef indigène au contribuable retardataire.

La formule Finances, Modèle n° 93<sup>bis</sup>, est l'avertissement itératif et dernier, prescrit par le paragraphe 2 du même article 58. Les agents veilleront à ce que les deux avertissements soient transmis sans le moindre retard et ils s'informeront, à l'occasion, de la célérité que met le chef indigène dans l'accomplissement de ce devoir. Les délais de



quinze jours commencent à courir du jour de leur date, qui est celle de la délivrance par l'agent percepteur.

La formule Finances, Modèle n° 93<sup>ter</sup>, est le rapport mensuel qui doit vous être adressé avec la liste des contribuables retardataires, en exécution de l'article 60 du règlement.

La formule *H* (Fin. mod. 94) est le mandat d'arrestation décerné par l'agent chargé du recouvrement contre les indigènes, auxquels la contrainte doit être appliquée, en vertu d'une décision du Commissaire de district ou des chefs de zone ou de secteur, prise en suite du rapport Fin. mod. 93<sup>ter</sup> ci-dessus.

Telles sont les formules nécessaires à l'accomplissement des formalités obligatoires prescrites par le règlement.

Les avertissements-extraits et le registre-contrôle employés anciennement seront, en outre, maintenus. Ils seront modifiés selon les dispositions nouvelles.

La formule Finances, Modèle N° 92, est l'avertissement-extrait remis à chacun des indigènes imposés individuellement. Il porte, en tête, le nom du contribuable et le chiffre de ses impositions avec la rémunération à laquelle il a droit. A chaque paiement, l'indigène le montrera à l'agent percepteur, qui y inscrira le montant du paiement ou de la prestation partielle et signera pour acquit. Cette pièce renseignera exactement l'indigène sur ce que le fisc est en droit d'exiger de lui et constituera, en même temps, la preuve de la libération du contribuable.

La formule Finances, Modèle n° 92<sup>bis</sup>, est adaptée aux besoins de l'imposition collective et de la perception par groupes..

Enfin la formule Finances, Modèle n° 91, est le registre-contrôle tenu au poste de perception, sur lequel sont consignés tous les paiements en même temps et de la même manière que sur les avertissements-extraits Finances, Modèles n°s 92 et 92<sup>bis</sup>. C'est le livre-journal des perceptions. Pour faciliter les recherches et les relevés, on reportera dans la première colonne de ce registre le numéro du rôle sur lequel figure le contribuable ou le groupe de contribuables qui effectue le paiement.

Telles sont, Monsieur le Commissaire de district, les considérations dans lesquelles j'ai cru utile d'entrer pour vous faire connaître, le plus complètement possible, le sentiment du Gouvernement au sujet de l'importante question des prestations dues par les indigènes.

Toutefois, la pratique pouvant encore conseiller des modifications par la suite, il ne m'a pas paru nécessaire de résumer ces instructions dans une circulaire destinée aux chefs de zone, de secteur, ou de poste.

Je vous prie, en conséquence — les décrets et le rapport publiés au *Bulletin officiel* étant suffisamment explicites — de faire parvenir au personnel sous vos ordres les imprimés nécessaires à l'application de la loi, en lui donnant les explications relatives à leur emploi.

Vous guiderez la conduite de ce personnel et résoudrez les questions qu'il serait amené à vous poser, en vous inspirant des instructions faisant l'objet de la présente dépêche. En cas de doute, vous voudrez bien m'en référer.

*Le Vice-Gouverneur Général,*

LANTONNOIS.



## DEPARTEMENT DES FINANCES

## Impositions directes et personnelles

District de..... Poste d.....  
Village d.....

**Rôle des prestations individuelles dues par les Indigènes, pendant l'année 190 .**

|   |                        |                     |
|---|------------------------|---------------------|
| <i>Poste</i> : .....                              | <i>Village</i> : ..... | <i>Chef</i> : ..... |
| Nombre d'indigènes soumis aux prestations : ..... |                        |                     |

[illegible]

## Détermination et constatation officielle de la nature et de l'étendue des droits d'occupation des indigènes.

*Instructions du 8 septembre 1906.*

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en exécution du paragraphe 2 de l'article premier du décret en date du 3 juin dernier (B. O., p. 226), relatif aux terres indigènes, j'ai décidé de remettre aux Commissaires de district le soin de procéder à la délimitation des terres occupées par les indigènes et de poursuivre sur place à la détermination et à la constatation officielle de la nature et de l'étendue des droits d'occupation des indigènes sur les terres qu'ils habitent, cultivent ou exploitent d'une manière quelconque, conformément aux coutumes et usages locaux.

Dans le cas où ils croiraient devoir faire appel à l'intervention de magistrats, si le nombre des substituts était insuffisant à un certain moment, ou si ces magistrats étaient trop absorbés par leurs fonctions ordinaires, des fonctionnaires administratifs, qui recevraient commission de substituts suppléants, seraient chargés de cette tâche afin de ne pas retarder les travaux dont il s'agit.

De même, en cas d'empêchement, les Commissaires de district pourront, avec mon autorisation, se faire remplacer par l'un des fonctionnaires placés sous leurs ordres, auquel seront délégués les pouvoirs nécessaires.

La délimitation des terres occupées par les indigènes et situées dans les territoires placés sous votre commandement, ainsi que la détermination et la constatation officielle des droits d'occupation des indigènes, seront donc effectuées par vous ou votre délégué, dûment autorisé à cet effet, de concert avec le substitut du Procureur d'Etat ou son suppléant actuellement en fonctions.

J'attire votre attention, Monsieur le Commissaire de district, sur le caractère déclaratif qu'aura la délimitation des terres indigènes et sur la force obligatoire que cet acte administratif aura à l'égard de tous, notamment des bénéficiaires de concessions dans les limites desquelles ces terres indigènes se trouvent enclavées. Il se pourrait que la délimitation, sans léser des droits que ces concessionnaires ne peuvent avoir acquis au détriment des indigènes, dont les droits de jouissance étaient garantis par les décrets de 1885 et 1886, portât cependant atteinte à un état de fait dont ces concessionnaires profiteraient actuellement. Ces derniers n'ont aucun recours contre la délimitation en tant que celle-ci constitue un acte administratif. Mais, il importe d'éviter, dans la mesure du possible, tout différend sur ce point et de faire la délimitation d'accord avec les tiers intéressés, si faire se peut.

Le Gouvernement ne se dissimule pas que les opérations dont il est question ci-dessus ne seront pas terminées en quelques mois. C'est une raison de plus pour qu'elles soient commencées sans le moindre retard, et il importe qu'elles soient poursuivies sans interruption.

Pour leur exécution, vous voudrez bien vous inspirer du contenu de la circulaire en date du 8 septembre 1906, ci-incluse et vous conformer aux instructions qu'elle comporte.

La région environnant le chef-lieu du territoire placé sous votre commandement, devra être choisie comme point de départ des opérations qui seront ensuite poursuivies régulièrement, vers l'intérieur, en se dirigeant d'abord, de préférence, pour autant, bien entendu, que les circonstances de lieu le permettent, vers les endroits déjà occupés par des Européens.

Afin de ne pas devoir, à certains moments, interrompre l'exécution des travaux de délimitation et de détermination et de constatation officielle des droits d'occupation des indigènes, je vous prie de me proposer, dès la réception de la présente, le fonctionnaire administratif que vous jugerez être le plus à même de vous remplacer en cas de nécessité. Ce fonctionnaire devra être choisi, il est à peine besoin de le dire, parmi ceux ayant les connaissances topographiques nécessaires pour mener à bien l'établissement des croquis et plans qu'ils auront à fournir.

Je vous prie également de me faire des propositions pour que je puisse commissionner en qualité de substitut suppléant, aux fins ci-dessus, l'un des agents d'administration placés sous vos ordres.

*Le Vice-Gouverneur Général,*

LANTONNOIS.

### Opérations en vue de la constatation des droits indigènes.

*Circulaire du 8 septembre 1906.*

J'ai l'honneur d'attirer l'attention des fonctionnaires chargés de la délimitation des terres occupées par les indigènes ainsi que de la détermination et de la constatation officielle de la nature et de l'étendue des droits d'occupation des indigènes, sur les points suivants :

Le décret du 3 juin 1906 (*B. O.* p. 226), relatif aux terres indigènes, a principalement pour objet l'exécution plus complète et l'interprétation des décrets antérieurs, ainsi que la consécration au point de vue législatif des instructions déjà en vigueur.

L'article premier du décret définit ce qu'il faut entendre par terres occupées par les indigènes. Cette définition confirme le sens que l'Etat a donné, dans les instructions antérieures du Département des Finances, aux termes « terres occupées par les indigènes » et à l'extension dont ils sont susceptibles.

Les dites instructions prescrivent que l'on doit comprendre par « terres occupées par les indigènes, toutes les terres que ces derniers » habitent, cultivent ou exploitent d'une manière quelconque et qu'il

- » faut conserver aux indigènes autour de leur village, non seulement
- » les terres qui pourraient leur suffire si elles étaient cultivées d'une
- » manière plus ou moins régulière et méthodique, mais un périmètre
- » assez vaste pour qu'ils puissent opérer dans leur mode de culture une
- » transformation qui ne peut s'accomplir que fort lentement ».

C'est dans ce même esprit que le Gouvernement entend continuer l'application du nouveau décret.

Le décret garantit aux indigènes la jouissance des terres occupées par eux, quelle que soit la forme de cette occupation et quelles que soient les formes tangibles sous lesquelles se concrète l'utilisation, qu'elle soit individuelle ou collective, et son article premier prescrit un devoir qui ne peut être retardé : la détermination des droits d'occupation des indigènes.

Il faut entendre par droits d'occupation, les droits que confère aux indigènes une occupation exercée d'une manière permanente avant la promulgation de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1885, quelle que soit l'étendue de cette occupation et la jouissance plus ou moins complète qu'ils en tiraient.

Ce que la loi garantit aux indigènes, c'est la continuation de cette occupation avec les avantages qu'ils en tiraient, peu importe la forme de ces avantages, qu'ils consistent en cueillette, passage, exploitation du sous-sol, etc., car les droits à constater peuvent être de nature diverse et porter sur le sol, aussi bien en raison des produits minéraux que des produits végétaux que les indigènes en ont tirés dans le passé et continuent à en tirer aujourd'hui, conformément aux us et coutumes qui les régissent.

Pour ce qui regarde l'exploitation du sous-sol, le décret du 8 juin 1888 garantit aux indigènes le droit de continuer à pratiquer leurs exploitations minières sur les terres occupées par eux.

Les fonctionnaires chargés de la constatation auront à s'informer de l'ancienneté de ces utilisations et des modalités que la coutume indigène y a attachées.

La reconnaissance légale de ces modes de jouissance par les décrets du 1<sup>er</sup> juillet 1885 et du 14 septembre 1886, complétés par le décret du 3 juin 1906, a créé au profit des indigènes des droits précis. Ceux-ci doivent être déterminés et constatés, c'est-à-dire que leur nature et leur étendue seront exactement définies par l'appréciation des situations de fait qui ont donné naissance à ces droits.

Rien ne doit être négligé pour que la délimitation des terres indigènes puisse se baser sur des renseignements précis et certains.

Le Gouvernement attache surtout beaucoup d'importance à ce que les fonctionnaires chargés de la délimitation de ces terres, de la détermination et de la constatation officielle des droits d'occupation, interrogent les chefs indigènes et prennent soin de recueillir tous les renseignements utiles, notamment les déclarations de ces chefs, qu'ils vérifieront par des témoignages et au besoin, et si possible, par des confrontations. Du tout il sera dressé des procès-verbaux d'enquête auxquels seront annexés les croquis des terres occupées par les indigènes.

Il est recommandé tout particulièrement aux fonctionnaires délégués de former un dossier aussi complet que possible de l'enquête à laquelle ils procéderont. Ces dossiers et les procès-verbaux d'enquête



ainsi que les croquis me seront transmis en copie et leurs originaux seront conservés dans les archives du Commissariat de district.

Les croquis à annexer aux procès-verbaux d'enquête, lesquels croquis devront représenter les terres occupées par les populations indigènes sous leurs us et coutumes locaux, indépendamment des attributions de terres supplémentaires prévues aux articles 2 et 3 du décret, devront être établis avec le plus grand soin et porteront indication d'échelle et d'orientation.

Un plan d'ensemble renseignant la situation des terres délimitées par rapport à des points connus, figurant déjà sur les cartes existantes, devra également être annexé aux procès-verbaux d'enquête.

La délimitation des terres indigènes sera marquée sur le sol par des points de repère tels que bornes, accidents de terrain, arbres, cours d'eau, torrents, routes, sentiers, etc., et ces points de repère devront être reportés sur les croquis annexés aux procès-verbaux.

L'article 2 du décret, en vue de permettre l'extension des cultures indigènes, autorise l'attribution à chaque village des terres dont l'étendue pourra atteindre le triple de celles effectivement habitées ou cultivées. Cette extension des terres sera indiquée au croquis annexés aux procès-verbaux et ses limites devront y être figurées de telle sorte que l'on puisse, à première vue, la différencier des terres effectivement occupées ou cultivées, et elle ne sera définitivement accordée qu'après mon approbation.

L'article 2 du décret autorise également, mais sous réserve de l'approbation souveraine, l'attribution d'une superficie plus grande que le triple de celle des terres effectivement habitées ou cultivées, lorsqu'elle est justifiée par les circonstances. Cette disposition a pour but de fournir à l'indigène un moyen pratique d'augmenter son bien-être matériel et de le faire participer au mouvement économique du pays.

Si donc, en raison des circonstances spéciales, les fonctionnaires chargés de la délimitation estiment qu'il y a lieu d'accorder à certains villages cette extension, ils auront à me faire parvenir, en même temps que le croquis des terres supplémentaires qui leur sembleraient pouvoir être accordées, des propositions formelles et dûment justifiées. Si par application de l'article 2 du décret, il y avait lieu d'attribuer aux indigènes un supplément de superficie en des terres sur lesquelles existaient au profit de tiers des droits de propriété ou d'exploitation, les fonctionnaires chargés de la délimitation auraient également à me faire parvenir des croquis de ces superficies supplémentaires, lesquelles aux termes du décret, devront être choisies parmi les terres non mises en valeur par le propriétaire ou l'exploitant.

Ces superficies ne pourront être considérées comme attribuées définitivement aux indigènes qu'après leur prise en location par l'Etat ou, à défaut d'entente amiable, qu'après la conclusion des formalités d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le paragraphe 2 de l'article 4 du décret prescrit qu'il sera fait, au moment de la délimitation des terres indigènes, un relevé des plantes à latex et à résines qui y existent.

Ce relevé, qui devra également être joint au croquis annexé au procès-verbal d'enquête, est destiné à permettre notamment de reconnaître le caoutchouc provenant des cultures indigènes et de se rendre compte

du mode d'exploitation employé par les indigènes et des progrès réalisés par eux. Ce relevé ne sera sans doute qu'approximatif, mais il importe de lui donner la plus grande exactitude possible, au moyen de renseignements permettant d'évaluer l'importance des plantations, notamment en indiquant l'âge et la variété des espèces, et, afin d'en assurer le bénéfice aux indigènes, ce que l'exploitation normale de ces plantations peut produire annuellement.

*Le Vice-Gouverneur Général,*  
LANTONNOIS.

---

**Bas-Congo. — Utilisation des forêts et terres  
par les indigènes.**

*Instructions du 8 septembre 1906.*

Subsidiairement à ma dépêche en date de ce jour, j'ai l'honneur d'attirer tout particulièrement votre attention sur la situation spéciale dans laquelle se trouvent certaines régions du Bas-Congo et notamment les territoires placés sous votre administration.

Le Gouvernement, fidèle à la doctrine des décrets de 1885 et 1886 et à la large interprétation qui leur a été donnée dès le principe, n'a jamais contrarié l'usage que faisaient les indigènes des forêts et des terres. Sans tirer de celles-ci une utilisation complète et rationnelle, ils parcouraient autour de leurs villages des espaces assez étendus, se livrant à la récolte de certains produits naturels, principalement des noix palmistes. Cette utilisation, assez superficielle, graduellement étendue, s'exerçait souvent loin des villages; il s'en est suivi qu'autour de la plupart des villages, il y a une aire de parcours confinant à celle des villages voisins et se confondant même quelquefois avec celle-ci.

Le Gouvernement n'entend pas révoquer la tolérance dont les indigènes ont profité jusqu'à présent, mais il importe de définir exactement la nature des droits des indigènes et le régime des terres qui en sont affectées en déterminant les conditions sous lesquelles ces terres pourraient passer en cas de vente ou de location en mains de tiers acquéreurs.

L'enquête locale à laquelle vous vous livrerez, conformément à ma dépêche précitée, devra fixer les caractères propres de ces droits originaires indigènes. Ce n'est évidemment pas une propriété, même collective. Ce n'est pas davantage un usufruit ou une servitude. C'est plutôt un droit réel *sui generis* grevant la propriété au profit d'une ou plusieurs collectivités.

Je vous recommande tout particulièrement de former un dossier aussi complet que possible de l'enquête à laquelle vous procéderez. Ce dossier me sera transmis pour être envoyé à l'Administration Centrale, le Gouvernement se réservant de conclure.

La nature, l'étendue et les attributs de ces divers droits étant définis, ceux-ci devront suivre les biens grevés, dans quelques mains qu'ils passent. A cet effet, les droits constatés seront consignés dans un registre spécial dont le Conservateur des Titres Fonciers sera dépositaire.

*Le Vice-Gouverneur Général,*

LANTONNOIS.

---

### Terres domaniales. — Vente et location.

*Instructions du 31 août 1906.*

Aux termes du Décret du 3 juin dernier (B. O. p. 278), sur les terres domaniales, la vente et la location de ces terres, en dehors de celles comprises dans le Domaine national, doivent dorénavant avoir lieu par adjudication publique. De plus, il doit être publié annuellement, par mes soins, une liste indiquant les terres qui sont ainsi mises en vente ou en location et leur emplacement, et un cahier des charges contenant les clauses et conditions de l'adjudication et le minimum des mises à prix.

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître, avec plans cotés, complets et suffisants établis à l'échelle et orientés, quels sont, à votre avis, les terrains situés dans la circonscription urbaine de Nouvelle-Anvers qui sont disponibles et que l'Etat pourrait mettre en adjudication publique soit pour la vente, soit pour la location.

Si parmi les terrains que vous me désignerez, il en existe dont l'aliénation ou la location vous a été demandée, il importe de me le faire savoir avec indication des prix offerts par les demandeurs.

Je vous prie de bien vouloir également rechercher les endroits situés sur la rive gauche du Congo, entre l'embouchure de la Lulonga et la limite du district de l'Aruwimi, où des lots de terres destinés, à une exploitation agricole et à un usage commercial pourraient, à votre sens, être aliénés.

Vous voudrez bien, pour commencer, me désigner sept à douze endroits ou localités de l'espèce. En me faisant part de vos avis et considérations au sujet de chacun des endroits ou localités que vous aurez désignés, vous me ferez parvenir un croquis renseignant leur situation par rapport à des points connus figurant déjà sur les cartes de votre district.

Lorsque je serai en possession des pièces et renseignements réclamés ci-dessus, lesquels devront m'être envoyés *le plus tôt possible*, je les transmettrai au Gouvernement central, qui examinera les différents projets et prendra la décision qu'ils pourraient comporter.

La liste et le cahier des charges visés à l'article 2 du décret du 3 juin précité seront ensuite publiés par avis au *Bulletin officiel*, qui indiquera la date de l'adjudication publique par le Conservateur des Titres

Fonciers, à Boma. Cette date sera telle qu'elle laissera au public le temps suffisant pour la visite des lieux avant l'adjudication.

Dorénavant, lorsque vous recevrez des demandes d'achat ou de location de terres domaniales, vous continuerez à me les transmettre avec vos avis et considérations, en les accompagnant d'un croquis complet, ainsi qu'il est dit au 3<sup>e</sup> paragraphe ci-dessus, et en indiquant les prix qui auraient été offerts par les demandeurs, auxquels vous ferez savoir, sans plus, que les terrains qu'ils sollicitent seront, le cas échéant, après examen de la demande par le Gouvernement, mis en adjudication publique aux conditions et à l'époque qui seront fixées ultérieurement par un avis qui sera notamment publié au *Bulletin officiel*.

Afin de satisfaire au désir du Gouvernement, je vous prie de me communiquer *sans retard* les renseignements, plans et croquis faisant l'objet de la présente.

Le Vice-Gouverneur Général,  
LANTONNOIS.

### Délivrance des certificats d'origine du caoutchouc provenant des terres indigènes.

*Circulaire du 8 septembre 1906.*

J'ai l'honneur d'attirer l'attention des fonctionnaires et agents de l'Etat que la chose concerne sur l'application du paragraphe 3 de l'article 4 du décret du 3 juin 1906 (*B. O.*, pages 228), relatif aux terres indigènes, prescrivant, en vue de constater la propriété des indigènes sur le caoutchouc provenant de ces terres, la délivrance d'un certificat d'origine des quantités récoltées.

Les Commissaires de district, en se basant sur les éléments qui leur seront fournis par le relevé des plantes à latex et à résines prévu au paragraphe 2 de l'article 4 du décret précité, établiront ce que peut produire annuellement l'exploitation normale de ces plantes d'après l'âge et la variété des espèces ; ils donneront connaissance aux chefs de poste du maximum de production possible en exploitation normale pour chacun des villages de la région.

A mesure que les indigènes lui présenteront, individuellement ou collectivement, selon la coutume qui les régit, le produit pour lequel ils solliciteront certificat d'origine, le chef de poste le plus voisin leur délivrera ce certificat et en tiendra note.

Lorsque la totalité des produits présentés comme provenant des terres indigènes atteindra le maximum possible fixé par le Commissaire de district, le chef de poste arrêtera la délivrance des certificats.

La vérification de la provenance sera évidemment très difficile. Aussi convient-il que le chef de poste montre dans l'application une certaine



tolérance, tout en veillant, dans la mesure du possible, à ce que les indigènes ne se livrent pas à la fraude et n'épuisent pas leurs plantes.

*Le Vice-gouverneur Général,*  
LANTONNOIS.

---

### Chefferies indigènes.

*Arrêté du 16 août 1906 réglant les mesures d'exécution  
du décret du 3 juin 1906 sur les chefferies indigènes.*

*Au nom du Gouverneur Général,*

LE VICE-GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu l'article 21 du décret du Roi-Souverain en date du 3 juin 1906,

Arrête :

#### ARTICLE PREMIER.

Aucune collectivité indigène n'a d'existence légale si elle n'est dirigée par un chef dont l'autorité a été confirmée par l'investiture prévue à l'article 2 du décret du 3 juin 1906.

#### ARTICLE 2.

Si une chefferie se trouve momentanément privée de chef, les membres de la chefferie seront invités, par les soins du Commissaire de district ou de son délégué, à procéder à la désignation d'un nouveau chef, conformément à la coutume locale.

A défaut par eux de se conformer à cette invitation dans le délai convenable, le Gouverneur Général ou, en son nom le Commissaire de district, pourra désigner le nouveau chef, soit parmi les notables de la chefferie, soit, s'il est nécessaire, en dehors des membres de la chefferie.

#### ARTICLE 3.

Le Commissaire de district a la même faculté en cas de refus des membres de la chefferie de procéder à une nouvelle désignation, lorsque le candidat présenté à l'investiture ne réunit pas les conditions de capacité et de moralité exigibles pour être confirmé dans l'autorité de chef.

## ARTICLE 4.

Une expédition du procès-verbal d'investiture, avec ses annexes, sera adressée au Gouverneur Général pour être déposée dans les archives du Gouvernement local.

## ARTICLE 5.

Ce procès-verbal, dont modèle ci-annexé (formule 1), constate et définit les rapports de suzeraineté ou de vassalité qui peuvent exister entre le chef et les autres chefs de la région.

Il mentionne, en outre, le lieu où le chef a déclaré fixer son principal établissement. Toute modification ultérieure de ce lieu se fera d'accord avec le Commissaire de district.

## ARTICLE 6.

Le tableau, dont modèle ci-annexé (formule 2), accompagnant le dit procès-verbal indique la situation et les limites géographiques de la chefferie, le nom et l'emplacement du ou des villages qui la composent, le nom des sous-chefs et des notables, le nombre de cases ainsi que le chiffre de la population en hommes, femmes et enfants.

Ce tableau sera tenu à jour par les soins du Commissaire de district.

## ARTICLE 7.

Le Commissaire de district pourra autoriser le déplacement du ou des villages composant la chefferie, chaque fois que des considérations d'hygiène, de convenance ou tout autre motif recevable rendra pareille mesure désirable dans l'intérêt des indigènes.

## ARTICLE 8.

Toute investiture est accompagnée de la remise d'un insigne consistant en une médaille de nickel avec chaînette de même métal.

La médaille sera de soixante millimètres de diamètre; elle portera au centre, sur l'une des faces, l'étoile surmontée de la devise : *Travail et Progrès*; sur l'autre face, en exergue, la mention : *État indépendant du Congo*, et au centre, les mots : *Chefferie indigène*.

## ARTICLE 9.

Le chef ne peut s'opposer, sans y être autorisé par le Commissaire de district compétent, à l'engagement de ses gens au service d'un tiers, lorsque ces engagements se font dans les conditions et avec les garanties prévues par la loi.

## ARTICLE 10.

La détention prévue à l'article 16 du décret ne pourra dépasser la durée d'un mois.

## ARTICLE 11.

Le nombre de messagers, dont la création est prévue à l'article 17 du décret précité, n'excédera pas la proportion d'un messager par village.

## ARTICLE 12.

Le commissaire de district, ou son délégué, pourra autoriser tout messager à porter, dans l'exercice de ses fonctions, un fusil à piston non rayé.

## ARTICLE 13.

Les devoirs des messagers consistent, entre autres :

1° A transmettre fidèlement aux chefs les messages qui leur sont confiés par le Commissaire de district ou son délégué et réciproquement ;

2° A signaler au Commissaire de district, ou à son délégué, tout délit, fraude ou irrégularité qui seraient portés à leur connaissance ;

3° A s'acquitter des missions qui leur seraient confiées.

## ARTICLE 14.

Il est strictement interdit aux messagers d'intervenir dans le règlement de différends entre les indigènes. Ils doivent se borner à signaler ces différends à leur chef et à l'autorité territoriale la plus rapprochée, ainsi qu'au Commissaire de district.

## ARTICLE 15.

Tout messager qui aura méconnu ses devoirs ou aura abusé, dans un but répréhensible et de quelque façon que ce soit, de l'autorité que ce titre lui confère auprès des populations indigènes, sera passible des peines portées à l'article 19 du décret du 3 juin 1906, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre lui du fait de délits de droit commun.

## ARTICLE 16.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les messagers porteront, suspendu au cou par une chaînette, un insigne en aluminium, de forme rectangulaire, mesurant 45 millimètres sur 35, portant à l'avvers les mots : *Etat Indépendant du Congo. Messager.*

Boma, le 16 août 1906.

LANTONNOIS.

## ÉTAT INDÉPENDANT

DU

## CONGO

District d.....

N<sup>o</sup> ..... (1)

## CHEFFERIES INDIGÈNES

(Arrêté du 16 août 1906. — Formule n<sup>o</sup> 1).

## PROCÈS-VERBAL D'INVESTITURE

L'an mil . . . . .  
 le . . . . . jour du mois de . . . . .  
 Nous, Commissaire de district de . . . . . avons  
 confirmé (2) . . . . . chef de (3) . . . . .  
 , . . . . et de la région de (4) . . . . .  
 relevant du chef de (5) . . . . . dans l'autorité qui lui est  
 attribuée par les us et coutumes locaux, en tant qu'ils n'ont rien de  
 contraire à l'ordre public ni aux lois de l'État, et lui avons fait remise de  
 l'insigne décrit à l'article 8 de l'arrêté du 16 août 1906.

Le chef prédésigné a déclaré fixer son principal établissement à . . .  
 il s'est engagé à se conformer à toutes les dispositions du décret du  
 3 juin 1906 sur les chefferies indigènes.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal en double  
 original aux jour, mois et an que dessus.

LE CHEF,

LE COMMISSAIRE DE DISTRICT,

N. B. — Ce chef est le successeur du chef . . . . .  
 confirmé suivant le procès-verbal n<sup>o</sup> . . . . .

(1) Numéro d'ordre du procès-verbal.

(2) Nom du chef.

(3) Nom du village ou des villages sous la dépendance du chef.

(4) Région sur laquelle il exerce son autorité avec désignation des villages en faisant partie, ainsi que des chefs de ceux-ci. — Mentionner si l'investiture lui a été donnée pour toute cette région.

(5) Nom du chef auquel il peut être soumis.





*Circulaire du 16 août 1906 commentant le décret du 3 juin 1906 et l'arrêté en date de ce jour sur les chefferies indigènes.*

De toutes les dispositions nouvelles de notre législation, aucune ne répond à une pensée politique plus profonde que celle qui a dicté le décret sur les chefferies indigènes.

Cette loi et l'arrêté du 16 août 1906 réglant son exécution doivent retenir toute l'attention du personnel de l'Etat.

Le Gouvernement n'ignore point que certains répugnent à confier aux chefs indigènes une parcelle de l'autorité, et taxent de chimérique l'opinion d'après laquelle l'application d'un traitement privilégié et équitable doit finalement élever le chef indigène à la conscience de ses devoirs tant vis-à-vis de l'Etat que vis-à-vis des populations.

Ces préjugés résultent d'un manque de jugement et proviennent de la tendance à conclure de certains exemples particuliers à une règle générale. Ils doivent être énergiquement combattus.

L'exemple des autres Etats coloniaux, qui tous ont éprouvé la nécessité de maintenir entre l'autorité et la population indigène l'intermédiaire naturel qu'est le chef indigène, de même que les résultats que le décret du 6 octobre 1891, a produit dans une grande partie de l'Etat, précisément là où son application a été entourée des soins constants des autorités territoriales, a déterminé le Gouvernement à persévérer dans la voie ouverte par ce décret.

Il importe de faire ressortir les inconvénients d'une politique qui, en annihilant le prestige et l'autorité du chef indigène, aboutit en fin de compte à laisser l'Etat face à face avec une population affranchie de tout lien social et sans attache avec le sol.

*Les principes suivants sont proclamés par le nouveau décret du 3 juin 1906 ou en découlent naturellement.*

1<sup>o</sup> Dans l'esprit du décret, la chefferie devient une subdivision administrative du poste. Le territoire de la chefferie est contigu au territoire des chefferies voisines, de façon que, par le développement complet de l'institution, le territoire entier de l'Etat sera divisé finalement en chefferies. La chefferie étant une *division administrative*, la fixation de son territoire se fera indépendamment des droits de propriété ou de jouissance existant sur le sol ; il englobera donc indifféremment des terres appartenant à l'Etat, à des particuliers, ainsi que des terres occupées aux termes de la loi, par des indigènes et sans en rien affecter le régime foncier.

2<sup>o</sup> C'est par la recherche de la coutume, là où elle existe nettement, qu'on déterminera les droits du chef à l'égard des sous-chefs et des autres chefs de la région. C'est également la coutume qui déterminera l'exercice de l'autorité du chef sur ses gens, avec cette seule restriction, que porte l'article du décret, « *qu'elle ne soit pas contraire aux règles d'ordre public universel ni aux lois de l'Etat qui ont pour but de substituer d'autres règles aux principes de la coutume indigène* ».

L'attention des autorités de l'Etat est spécialement attirée sur cette disposition.

Le décret consacre donc définitivement l'existence, à côté de nos lois écrites, d'un droit coutumier indigène.

L'importance qu'il lui accorde donne un intérêt nouveau à la connaissance de la coutume, et l'étude de celle-ci doit continuer à se poursuivre avec plus d'activité que précédemment.

Il n'est pas à méconnaître, en effet, que jusqu'à présent cette étude, qui est d'ailleurs très ardue et très complexe, n'a pas produit tous les résultats qu'on aurait pu attendre d'une collaboration générale, en cette matière, de tous les fonctionnaires de l'Etat.

Il importe que chacune de ces autorités s'emploie à déterminer les coutumes des différentes tribus disséminées dans les territoires où s'exerce leur action. Si chacune d'elles, dans la sphère spéciale de ses connaissances, dirige son étude sur l'organisation de la tribu, il n'est pas douteux que ce travail produira des résultats féconds. C'est ainsi qu'un magistrat s'attachera tout particulièrement à étudier la coutume dans ses rapports avec le droit, ce qui conduira ses recherches vers les principes régissant l'organisation de la famille, les droits du père de famille sur sa femme et ses enfants, les pouvoirs du chef indigène sur ses sujets et les moyens de coercition dont il use habituellement pour les faire respecter, les différentes infractions et les peines qui en constituent la répression, la dévolution des successions et les droits respectifs de chacun des membres de la famille en cas de décès de l'un d'eux.

Par contre, les autorités territoriales auront plus spécialement à s'occuper de l'organisation politique de la tribu, des liens de vassalité existant entre les différents villages qui la composent et les conséquences qui découlent de l'intervention des notables dans les affaires publiques, etc.

Tous les fonctionnaires et agents, quels qu'ils soient, se livreront à une étude de ce genre et transmettront le résultat de leurs recherches et de leurs constatations à leur chef hiérarchique, par l'entremise duquel il me sera adressé.

Lorsque ce travail aura été effectué dans les différents districts de l'Etat, il me sera permis de fixer de façon plus précise les principes qui doivent régir les rapports des chefs avec leurs gens et donner à ces rapports la sanction légale. Ces principes ont déjà été ébauchés par la circulaire n° 41/f du 18 avril 1904, mais il importe que certains des points développés par celle-ci soient mieux précisés.

3° L'article 5 du décret exige l'autorisation préalable du chef à tout déplacement de l'un de ses gens ayant pour objet de se *fixer* sur le territoire d'une autre chefferie.

Cette disposition doit être largement interprétée. Elle ne met pas d'entrave au droit de chacun d'aller et de venir suivant les besoins de son commerce ou de son industrie. Elle laisse également debout le principe de la liberté individuelle consacré par nos lois. Elle subordonne seulement à l'autorisation du chef le droit pour l'indigène d'abandonner la chefferie à laquelle il appartient pour s'établir à *demeure* sur le territoire d'une autre chefferie ; elle a aussi pour but de déterminer le domicile de chacun et de fixer le lieu où l'indigène devra, sous peine d'y être contraint, s'acquitter des obligations à lui imposées par la loi.

L'article 6 n'apporte aucune restriction à cette interprétation, car il ne vise qu'à compléter les dispositions légales existantes sur le vagabondage.

Il a été admis que le chef ne pourra s'opposer, sans l'autorisation du Commissaire de district, à l'engagement de ses gens au service d'un tiers lorsque les engagements se font dans les conditions prévues par la loi. Cette exception est prévue dans l'article 9 de l'arrêté d'exécution en date de ce jour.

4° Il est un autre principe que les instructions du Gouvernement local ont à maintes reprises déjà proclamé, mais qu'il n'est pas superflu de mettre une fois de plus en lumière : c'est celui qui exige que le chef ne soit tenu responsable que de ses seules fautes *personnelles*.

Le Gouvernement rappelle également aux autorités territoriales qu'elles ne doivent en aucun cas adopter à l'égard de chefs dont la responsabilité serait reconnue, des mesures de nature à porter une atteinte irréparable à leur prestige et à leur autorité. En cas de faute grave ou d'incapacité notoire, le décret donne la faculté de les suspendre ou même de les priver définitivement de leurs fonctions (art. 16). Mais il y a lieu de tenir compte, dans les propositions des autorités pour obtenir l'application de cette dernière mesure, du caractère spécial du noir, notamment de son indolence qui aura fatalement pour conséquence de l'entraîner à des fautes, qui, sans être graves, se répéteront cependant. L'action continuelle de l'autorité et une fermeté bienveillante atténueront ces défauts des noirs et, à la longue, finiront par en avoir raison. La privation des fonctions doit être motivée par des raisons réellement sérieuses, sinon les changements parmi les chefs deviendraient fréquents.

5° L'attention des fonctionnaires est également attirée sur la disposition contenue dans l'article 13 du décret. Elle a pour objet de soustraire le chef aux sollicitations des particuliers dépourvus de toute qualité pour lui donner des ordres et de le protéger contre les exigences exagérées de fonctionnaires de passage au district, par suite peu portés à ménager en eux des collaborateurs dont il convient de ne pas lasser la bonne volonté.

6° Le décret crée, sous le nom de *messagers*, des intermédiaires entre les autorités territoriales et les chefs. Les messagers constituent les seuls intermédiaires indigènes qui seront dorénavant employés entre les populations et les autorités territoriales. Ils remplacent notamment les gardes forestiers. Ils recevront l'insigne déterminé par l'article 17 de l'arrêté en date de ce jour, qui sera envoyé ultérieurement dans chaque district pour en faire la remise aux messagers qui auront été choisis.

Ce choix devra porter sur des personnes jouissant à la fois de la confiance du chef et du Commissaire de district.

Les *messagers* résideront dans les stations de l'État ; ils suivront, dans leurs voyages de surveillance, strictement les itinéraires qui leur seront tracés par les autorités compétentes ; ils seront armés du fusil à piston, qu'ils remettront, ainsi que les munitions, au chef de poste au retour de chacun de leurs voyages. Si ces munitions n'étaient plus au



complet, une enquête serait immédiatement faite pour en contrôler l'emploi. Les messagers ne pourront pas se réunir en détachement pour accomplir leur mission.

Je ne finirai pas sans ajouter que si le Gouvernement escompte qu'il sera donné à l'institution des chefferies, renouvelée et élargie, tout le développement compatible avec les circonstances, il estime cependant qu'il convient, en cette matière surtout, d'agir avec circonspection. Il ne faut pas que dans des régions imparfaitement soumises on donne hâtivement l'investiture à des chefs dont la valeur n'aurait pas été suffisamment éprouvée ; ce serait aller à l'encontre du but poursuivi et nuire au prestige qui s'attache actuellement à la médaille de chefferie.

Il est à remarquer que les instructions insérées au *Recueil administratif* (édit. de 1903, pp. 365 et suiv.) restent en vigueur et ne sont modifiées que dans la mesure où elles seraient incompatibles avec les nouvelles dispositions légales.

*Le Vice-Gouverneur Général,*  
LANTONNOIS.

---

### Limitation du nombre des travailleurs salariés par l'État dans les districts.

*Circulaire du 28 juillet 1906.*

L'article 43 du *Recueil administratif*, page 88, prescrit que le nombre des travailleurs est limité dans chacun des districts et zones.

J'ai l'honneur de rappeler à MM. les chefs territoriaux que le nombre de travailleurs qu'ils engagent doit être en concordance stricte avec le chiffre autorisé par le Gouvernement. Il est en outre entendu que le travail des stations doit être fait exclusivement à l'aide de ces travailleurs salariés.

En matière de travaux, le recours à la corvée ne pourra, jusqu'à nouvel ordre, être maintenu qu'en ce qui concerne la construction et l'entretien des routes de portage (gîtes d'étapes, ponts, etc.).

Aucun crédit n'est d'ailleurs prévu en dehors des postes désignés ci-dessus.

*Le Vice-Gouverneur Général,*  
LANTONNOIS.

---

### Postes de bois.

*Circulaire du 28 juillet 1906.*

Ma circulaire n° 2/a en date du 28 janvier dernier prescrit la création de postes de bois en des points déterminés, desservis par des travailleurs salariés, sur tout le cours du Haut-Fleuve de Léo à Isangi.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que cette mesure devra être généralisée et elle devra être appliquée à toutes les voies navigables de façon que, dans un avenir prochain, la fourniture du bois de chauffage pour nos steamers ne soit plus exigée nulle part à titre de prestation.

Afin de permettre au Gouvernement d'organiser ce service en connaissance de cause, il conviendra de me faire tenir dans le plus bref délai un croquis des lignes de navigation dont vous avez la surveillance.

Ce croquis indiquera les points où il serait désirable qu'un poste en bois fût installé ; les steamers et leur tonnage qui suivent cette ligne de navigation ; les travailleurs qu'il convient d'attacher à chaque poste, etc.

Les frais d'entretien, etc., de ces travailleurs feront l'objet d'une rubrique spéciale à la note justificative modèle n° 1 des états des besoins annuels et d'un état B distinct.

*Le Vice-Gouverneur Général,*  
LANTONNOIS.

### Pagayage salarié.

*Circulaire du 28 juillet 1906.*

J'ai l'honneur de vous signaler que le Gouvernement a décidé que les équipes de pagayeurs devront être formées, à l'avenir, à l'aide de travailleurs permanents qui seront engagés à l'avenir au même titre que les travailleurs généraux des stations.

Ce travail ne pourra donc plus être exigé à titre de prestation que dans le cas de force majeure.

Les fonctionnaires compétents auront donc à me faire connaître, dans le plus bref délai, les mesures qui auront été prises pour l'exécution de ces instructions dans les régions où fonctionnent des services de pagayage.

Je désire être renseigné en détail sur l'organisation de ce service. A cet effet, les chefs territoriaux devront m'adresser des indications très précises sur le nombre de pagayeurs engagés, leur salaire (voir à ce sujet ma lettre-circulaire n° 5786/a, du 19 octobre 1905), le nombre moyen de charges et de voyageurs à transporter, le nombre de pirogues en service, les distances à parcourir, etc.

Ces renseignements devront être accompagnés d'un croquis des voies d'eau.

Il est à remarquer que les frais d'entretien, etc., de ce personnel sont à la charge du service des transports.

*Le Vice-Gouverneur Général,*  
LANTONNOIS.

## Port d'armes.

### *Avis.*

J'ai l'honneur de porter à la connaissance du public qu'un décret du Roi-Souverain, en date du 3 juin 1906, interdit le port de fusils à piston ou perfectionnés aux noirs chargés d'opérations d'ordre commercial avec les indigènes.

Tous les fusils à piston actuellement détenus par les capitas et autres noirs au service des particuliers et des sociétés commerciales seront retirés, sans délai, par les propriétaires de ces armes ; celles-ci seront emmagasinées par les soins du Commissaire de district. Elles devront parvenir au chef-lieu du district avant le 1<sup>er</sup> janvier 1907.

Les permis de port d'armes modèle C, conséquemment devenus sans emploi, me seront envoyés par l'intermédiaire des Commissaires de district pour être annulés.

Le permis collectif comprendra 5 ou 25 fusils rayés, selon que la factorerie ou l'établissement de récolte auquel il est affecté comportera un personnel d'un ou de plusieurs Européens. L'armement défensif des bateaux ne pourra comporter plus de 15 fusils.

Les agents commerciaux en déplacement dans l'intérieur, dûment autorisés par le Commissaire de district, ne peuvent se faire accompagner par plus de cinq noirs armés, dont les fusils seront prélevés sur l'armement de la factorerie. Ils sont responsables des hommes armés qui les accompagnent et ont à veiller notamment à ce qu'ils ne s'écartent pas de la caravane.

Toute infraction à cette disposition, sans préjudice aux poursuites judiciaires à exercer le cas échéant, entraînerait pour l'Européen en faute le retrait du permis d'escorte armée.

A partir du 1<sup>er</sup> novembre 1906, les infractions au susdit décret sur les ports d'armes, qui n'étaient pas prévues par l'arrêt, du 30 avril 1901 abrogé, seront déférées au Parquet par tout agent ayant qualité pour verbaliser. Ce délai ne doit évidemment pas être prévu pour les infractions punies par le nouveau décret, contre lesquelles la législation antérieure comminait déjà des peines répressives.

Boma, le 3 août 1906.

*Le Vice-Gouverneur Général.*

LANTONNOIS.

## Maladie du sommeil. — Création de lazarets.

*Circulaire du 24 août 1906.*

MESSIEURS,

Le Gouvernement central désirant que dans la lutte contre la maladie du sommeil les mesures prophylactiques, tant au point de vue

individuel qu'au point de vue général, soient aussi étendues et aussi strictes que possible, j'appelle spécialement votre attention sur les points suivants :

Outre le lazaret actuellement en construction à Léopoldville, il sera établi d'urgence à *Nouvelle-Anvers*, à *Stanleyville* et à *Lusanibo*, ou dans les environs de ces stations; là où la présence d'un médecin permet de soigner journellement les noirs, un lazaret destiné à recevoir en traitement les noirs appartenant au service de l'Etat et atteints de la maladie du sommeil.

L'emplacement de ces lazarets sera choisi judicieusement, à 600 mètres au moins de toute habitation, étable ou écurie, et dans un endroit dépourvu de tsé-tsé. Le terrain devra être débroussé à 500 mètres aux alentours de l'hôpital. Les cases destinées à loger les malades pourront être construites en herbes, de façon à pouvoir être détruites par le feu en cas de besoin. Elles ne devront pas comporter plus de 6 à 8 lits et seront distantes les unes des autres de 10 mètres au moins. Les rangées de maisons seront éventuellement à 30 mètres l'une de l'autre. Le camp devra être clôturé sur tout son périmètre et une surveillance active empêchera les malades de communiquer avec le dehors.

Le médecin chargé du service d'un lazaret veillera à toutes les mesures prophylactiques à prendre. Les malades recevront régulièrement le traitement le mieux approprié à leur maladie (préparations arsenicales, trypanroth, atoxyl). Il tiendra un registre nominatif de ses malades et y inscrira les particularités du traitement employé, les résultats obtenus, etc. Un extrait de ce registre sera joint semestriellement aux rapports médicaux. Il s'assurera également de la qualité et de la quantité de la nourriture mise à la disposition des malades.

Tout noir atteint de trypanosomiase constatée par un médecin, constituant un véritable foyer d'infection, devra être dirigé sur le lazaret le plus proche. Pour aucun motif il ne pourra être conservé *en station* et sera gardé au lazaret jusqu'à guérison complète. Selon son état, il pourra être occupé à des plantations pour sa propre consommation ou à d'autres travaux.

C'est à la période primaire que le danger d'infection est le plus grand; à la deuxième période, on ne trouve ordinairement plus de trypanosomes dans le sang.

L'autorisation de voyager d'une manière quelconque pour tout noir atteint de la maladie du sommeil, appartenant au service de l'Etat ou non, ne pourra être accordée que pour se rendre au lazaret le plus voisin.

Jamais ces malades ne pourront se rendre dans les territoires non encore infectés.

Lorsque, pour se rendre au lazaret, un malade devra emprunter la voie fluviale, certaines précautions devront être prises à bord des vapeurs.

Les malades seront isolés pendant le jour par une toile moustiquaire. Ils seront tenus de rester à bord aux différents arrêts du jour, et la nuit. La promiscuité à bord, l'encombrement doivent multiplier les chances d'infection, la présence des mouches tsé-tsé y étant fréquente chaque fois que le bateau s'approche de la rive.

Les noirs au service de l'Etat, leurs femmes et leurs enfants devront être soumis dans tous les postes de l'Etat à des visites périodiques.



Devront être également visités les nouveaux engagés, autant que possible sur le lieu même du recrutement ou dans un point rapproché de façon à pouvoir refuser tout individu suspect.

Les indigènes, non employés par l'Etat, qui manifesteraient le désir d'être soignés dans un lazaret pourront y être admis en traitement à condition que le chef de leur village s'engage à supporter complètement leur nourriture. Ils devront se rendre au lazaret par leurs propres moyens et ne pourront jamais être admis à bord des vapeurs.

Lorsqu'un Européen atteint de trypanosomiase devra voyager à bord d'un steamer, soit pour rejoindre un hôpital, soit pour se rendre en Europe, il sera tenu d'observer à bord toutes les prescriptions que lui indiquera le médecin.

*Le Vice-Gouverneur Général,*  
LANTONNOIS.

### Travailleurs au service de l'Etat.

*Circulaire du 28 septembre 1905 modifiant et complétant l'article premier du règlement pour les travailleurs au service de l'Etat.*

J'ai l'honneur de porter à la connaissance du personnel qu'il a été constaté, à diverses reprises, que les prescriptions relatives aux engagements des noirs au service de l'Etat ne sont pas scrupuleusement observées.

D'autre part, un examen attentif de ces prescriptions (art. premier du *Recueil administratif*, pp. 345 et 346) m'a montré qu'elles pouvaient être utilement complétées et, dans certaines parties, modifiées.

J'ai donc décidé que l'article premier du règlement serait modifié comme il est indiqué ci-dessous.

Les ajoutes et modifications sont imprimées en caractères italiques.

Les *Recueils administratifs* en usage devront être modifiés dans ce sens. Les livrets modèles n° 8 et les contrats existant actuellement devront également être complétés en attendant l'impression de nouveaux formulaires.

#### ARTICLE PREMIER.

##### *Administration et traitement des noirs au service de l'Etat.*

Les noirs ne sont admis au service de l'Etat, en qualité de travailleurs, que si leur engagement a été consenti par eux volontairement, à un salaire arrêté d'avance et en pleine connaissance des obligations qu'ils contractent envers l'Etat, par le fait de leur entrée à son service.

Les règles suivantes doivent servir de base aux contrats à établir par les soins du Gouvernement local.

Les salaires sont fixés mensuellement comme suit, pour des termes de deux ans :

*1<sup>o</sup> Infirmiers :*

Premier terme, maximum trente francs ;  
Deuxième terme, maximum quarante francs ;  
Troisième terme, maximum cinquante francs ;  
Infirmiers en chef, maximum septante-cinq francs.

*2<sup>o</sup> Interprètes :*

Premier terme, maximum vingt-cinq francs ;  
Deuxième terme, maximum trente francs ;  
Troisième terme, maximum 40 francs.

En ce qui concerne les interprètes du Parquet, l'expérience a démontré qu'en raison des importantes fonctions qu'ils ont à remplir, il y a lieu d'adopter d'autres bases.

Leur salaire est établi suivant le barème ci-dessous :

Premier terme, maximum cinquante francs ;  
Deuxième terme, maximum septante-cinq francs ;  
Troisième terme, maximum cent francs.

*3<sup>o</sup> Catégories d'artisans :*

|  | 1 <sup>er</sup> terme<br>(maximum) | 2 <sup>e</sup> terme<br>(maximum) | 3 <sup>e</sup> terme<br>(maximum) |
|--|------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Machinistes et mécaniciens . . . . . fr.         | 100                                | 125                               | 150                               |
| Forgerons . . . . .                              | 70                                 | 85                                | 100                               |
| Maçons . . . . .                                 | 70                                 | 85                                | 100                               |
| Charpentiers . . . . .                           | 70                                 | 85                                | 100                               |
| Chauffeurs . . . . .                             | 15                                 | 20                                | 25                                |
| Taillieurs . . . . .                             | 20                                 | 25                                | 35                                |
| Peintres . . . . .                               | 15                                 | 20                                | 30                                |
| Pilotes . . . . .                                | 20                                 | 30                                | 40                                |
| Télégraphistes . . . . .                         | 10                                 | 15                                | 20                                |
| Cuisiniers . . . . .                             | 20                                 | 30                                | 40                                |
| Capitas ou surveillants de travailleurs. . . . . | 6                                  | 12                                | 25                                |
| Apprentis et demi-ouvriers. . . . .              | 6                                  | 12                                | 25                                |

Les contrats des infirmiers, interprètes et artisans repris sous les 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> sont signés par le Gouverneur Général. Tous les autres contrats peuvent être signés par le Commissaire de district, Chef de zone, Chef de poste, Chef de mission du lieu d'engagement.

Le salaire maximum des travailleurs engagés pour le Bas-Congo, y compris Léopoldville, sera celui attribué aux miliciens, soit fr. 0.21 par jour. Ces sommes seront remises suivant stipulations de leur contrat. Les travailleurs rengagés pourront obtenir des augmentations portant leur salaire total à une somme qui ne dépassera pas 15 francs par mois.

Les artisans qui ne seraient pas prévus ci-dessus et dont les salaires à leur accorder ne sont par conséquent pas déterminés, peuvent être classés dans une des catégories mentionnées au tableau. Dans ce cas, pour régulariser les conditions d'engagement, le contrat doit porter la

mention suivante : Engagé en qualité de ..... (classé dans la catégorie des charpentiers ou des maçons, etc.).

Le salaire maximum des travailleurs engagés pour les districts et zones au-delà de Léopoldville sera de 7 francs. Le salaire initial, c'est-à-dire pour un premier terme, pourra atteindre au maximum 2 à 6 fr. suivant la région et *d'après un barème spécial*, fixant le taux des allocations en numéraire ou en articles d'échange, *qui sera communiqué aux chefs territoriaux intéressés*.

Le salaire des artisans, y compris les interprètes, infirmiers, etc., engagés dans le Haut-Congo ne peut dépasser le salaire de 10 francs, à moins d'une autorisation spéciale du Gouverneur Général.

Tel que les salaires sont établis ci-dessus, ils excluent toute allocation pécuniaire supplémentaire, telle qu'indemnité de nourriture, de logement ou autre.

Le maximum du salaire alloué au troisième terme ne pourra être dépassé. Ni ce maximum, ni celui fixé au premier et au deuxième terme ne constituent un droit ; l'Etat se réserve la faculté d'accorder et de majorer le traitement suivant les mérites du salarié.

Les travailleurs, etc., engagés pour le Bas-Congo, y compris le Stanley-Pool, reçoivent une couverture par an lorsque le salaire n'atteint pas 20 francs par mois.

Les travailleurs ordinaires et les artisans engagés dans les districts du Haut-Congo ont droit à une couverture par an et un pague par trimestre.

Les noirs admis au service de l'Etat doivent être porteurs d'un contrat modèle n° 1 (annexe 1) et d'un livret modèle n° 8 (annexe 2). Ces documents doivent toujours renseigner, afin de justifier le taux du salaire, si le contractant est premier, deuxième ou troisième terme.

Les contrats doivent être visés par les autorités compétentes conformément aux dispositions du décret du 8 novembre 1888.

Les travailleurs, artisans, etc., sont porteurs d'un livret, modèle n° 8, reproduisant les conditions d'engagement. Les livrets doivent renseigner exactement le nom, la qualité, les noms de la localité et du pays d'origine, la durée de l'engagement, le taux du salaire, etc. Ces livrets sont tenus en concordance avec le contrôle-livre de compte modèle n° 5 (*Recueil administratif*, page 415).

Au moment de l'engagement, le travailleur reçoit un livret qui est établi et signé par le fonctionnaire intéressé. Ce livret suit l'homme dans toutes ses mutations et il doit le conserver lui-même. Il ne peut, sous aucun prétexte, être conservé dans les archives.

Les livrets doivent indiquer au fur et à mesure toutes les mutations. Les livrets peuvent être repris aux hommes et retenus juste le temps nécessaire à l'inscription des avances ou des sommes payées. Ces inscriptions seront faites par les agents désignés à cet effet par les fonctionnaires intéressés. Ces agents seront responsables des négligences et erreurs constatées dans les inscriptions, etc., faites au livret modèle n° 8 et du contrôle-livre de compte n° 5.

Les distributions des couvertures et des pagnes réglementaires sont inscrites à la dernière page du livret, avec indications du lieu et de la date à laquelle cette remise a été effectuée. Ces inscriptions doivent être reproduites au contrôle-livre de compte.



Les fonctionnaires intéressés s'assurent régulièrement que les inscriptions diverses sont conformes à la vérité et qu'elles ne donnent lieu à aucune réclamation fondée de la part des travailleurs.

Le paiement du salaire ne doit pas nécessairement se faire mensuellement. Les travailleurs peuvent, s'ils le désirent, ne toucher que des avances sur leur salaire, et le paiement d'une partie de leur avoir peut, dans ce cas, être différé jusqu'à la fin de leur terme de service.

Il est de l'intérêt du noir même d'en agir ainsi. Toutefois il est indispensable de stipuler, avec le consentement de l'intéressé, dans le contrat d'engagement, que l'engagé ne désire toucher mensuellement que les deux tiers de son salaire et à l'expiration de son terme de service le tiers restant.

La somme à liquider dans le dernier cas prendra la dénomination de solde de compte.

Les travailleurs et artisans en traitement pour maladie vénérienne et incapables de faire leur service ne toucheront plus durant les trois premiers mois de leur traitement le salaire ordinaire, mais une indemnité égale à la moitié du salaire.

Si après cette période de trois mois, ces travailleurs ne sont pas en état de reprendre leur service, ils perdront tout droit au salaire durant le temps de leur incapacité de service.

Les artisans peuvent être mis à l'essai avant de les admettre définitivement au service de l'État. Dans ce cas il leur sera remis un livret modèle n° 8, renseignant les conditions provisoires auxquelles ils sont engagés pendant cette période d'essai.

Lorsqu'un noir désire rester au delà de son terme de service, il convient de le mentionner au contrôle-livre de compte, au livret modèle n° 8 et au contrat, par la formule suivante : L'engagé est autorisé à prolonger son terme de service du . . . . . au . . . . .

Toute modification apportée au contrat doit être visée par les autorités compétentes conformément au décret du 8 novembre 1888.

Les contrats doivent être établis en triple expédition : Le premier exemplaire reste entre les mains du fonctionnaire qui appose son visa, le deuxième est remis à l'engagé et le troisième est classé dans les archives du service compétent.

Les agents de l'Etat ne pourront s'écarter des allocations fixées par le Gouvernement. Celui-ci considérera toute infraction, quelque légère qu'elle soit, comme un manquement grave pouvant entraîner pour l'agent en cause la perte partielle ou totale des allocations de retraite. Les agents seront, de plus, rendus, dans chaque cas, pécuniairement responsables de tout écart qui sera constaté aux prescriptions ci-dessus.

Quel que soit le service auquel le noir désire s'engager, l'engagement ne peut jamais être conclu pour une durée de plus de sept ans ; mais il peut, à l'expiration de ce terme, être renouvelé, si les parties en cause en conviennent.

Le Gouvernement impose à tous ses agents l'obligation stricte de traiter le noir avec bienveillance et fermeté ; celui-ci ne peut être puni que conformément aux règlements disciplinaires qui déterminent les conditions dans lesquelles il peut exercer un droit de réclamation (*Recueil administratif*, p. 352). A ce point de vue, il importe que



les Commissaires de district et Chefs de service fassent des conférences périodiques, dans lesquelles ils s'attacheront à faire comprendre aux noirs les lois qui les protègent et le recours qui leur est ouvert, tant auprès de l'autorité administrative qu'auprès des autorités judiciaires, contre tout dommage matériel qui leur serait causé et contre les injures ou voies de fait dont ils seraient l'objet dans leur personne.

Les Commissaires de district et Chefs de service informeront le Gouverneur Général, conformément à leurs instructions, de la façon d'être et d'agir des agents à l'égard des noirs ; ces notes seront prises en très sérieuse considération par le Gouvernement, lorsqu'il aura à décider si, après un terme de service accompli, un agent peut être rengagé.

Les fonctionnaires de l'État sont responsables de l'entretien et de la sécurité des hommes confiés à leurs soins ; ils veillent à l'observation des principes de l'hygiène, en réglant notamment les travaux et les exercices avec mesure ; ils s'appliquent, d'autre part, à étudier la langue et l'esprit des mœurs des noirs ainsi qu'à stimuler leur zèle, par la distribution des récompenses aux plus méritants.

Une médaille, en bronze est instituée pour les artisans et autres serviteurs de l'État, de race noire, qui se sont signalés d'une façon particulière pendant le cours de leur terme. Elle ne peut être octroyée qu'aux sujets vraiment remarquables, ayant accompli leurs devoirs d'une façon exemplaire et s'étant particulièrement signalés par leur bon esprit ; ils doivent compter au moins neuf ans de service. Ce minimum de neuf ans peut être réduit pour ceux qui se sont distingués d'une façon tout à fait exceptionnelle.

Dans ce dernier cas, la proposition à faire par les autorités intéressées doit spécifier, d'une manière très précise, les actions d'éclat ou services spéciaux qui rendent les proposés dignes de cette faveur. Des raies supplémentaires peuvent être accordées après une nouvelle période de trois années de bons services ou pour la récompense d'une action d'éclat.

L'homme ayant reçu la médaille pour action d'éclat avant l'expiration de la période de neuf années stipulée ci-dessus peut recevoir une raie supplémentaire pour reconnaître ses services, s'il est dans les conditions préindiquées.

Il doit être interdit aux travailleurs de fumer le chanvre ; les délinquants seront punis disciplinairement.

Pendant tout le temps qu'il passe au service de l'État, l'engagé noir reçoit gratuitement les soins médicaux et une nourriture saine et suffisante, qui lui est distribuée en nature, et dont il reçoit, suivant les circonstances, la contre-valeur en monnaie ou en marchandises d'échange.

Les Chefs de station et de poste doivent prendre des mesures pour que les travailleurs sous leurs ordres puissent vivre dans de bonnes conditions matérielles. Les logements de ceux-ci doivent être bien aérés et proprement tenus ; ils renfermeront des couchettes élevées à une bonne distance au-dessus du sol. *Chaque homme doit avoir une couverture, et, au moins une fois par semaine, à l'un des appels, on s'assurera qu'elle n'a pas été rendue.* La nourriture doit

surtout attirer l'attention ; il faut que la ration de vivres que le travailleur reçoit soit réellement consommée par lui et que, de plus, elle soit bien préparée.

Tout travailleur congédié et rapatrié pour expiration de terme de service a droit au transport gratuit de 50 kilogrammes de bagages par bateau ainsi que par chemin de fer. Cette gratuité est également accordée pour les transports par terre. Les femmes légitimes jouissent de la même faveur.

Lorsque des travailleurs se déplacent dans le cours de leur terme, ils n'ont droit qu'au transport gratuit de 20 kilogrammes par chemin de fer et de 20 à 25 kilogrammes par bateau. Ils n'ont droit à aucun transport par porteurs.

Tous les frais résultant du déplacement de la femme et des enfants légitimes accompagnant les artisans, travailleurs, etc., non originaires du pays, lors de leur descente à Boma, par expiration de terme de service, sont à charge de ceux-ci ; ils supportent de même les frais de rapatriement des membres de leur famille et une réserve sera, au besoin, retenue sur leur reliquat de compte.

Les autorités que la chose concerne doivent veiller à ce qu'aucun homme de la côte ne se fasse accompagner d'une femme s'il n'est pas marié légalement.

*Le Gouverneur Général,*

Baron WAHIS.

---